

Université de Montréal

Pratiques associatives et construction d'un espace social citoyen à Trou-du-Nord (Haïti)

Par  
Nora BRUTUS

Département de Sociologie  
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Études Supérieures en vue de l'obtention du grade de  
Maîtrise ès science (M.Sc.) en sociologie

© Nora Brutus, 2009

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :  
Pratiques associatives et construction d'un espace social citoyen à Trou-du-Nord (Haïti)

Présenté par :  
Nora BRUTUS

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Christopher McAll  
Président-rapporteur

Pierre Joseph Ulysse  
Directeur de recherche

Anne Calvès  
Membre du jury

## Résumé

Ce mémoire traite de la construction d'un espace social citoyen à partir de l'analyse du travail d'intervention de deux organismes locaux situés à Trou du Nord (Haïti). Il s'agit d'explorer les manières dont les membres se représentent et s'approprient leur statut de citoyen. Pour mettre l'emphasis sur les mécanismes associatifs et sociaux qui interviennent dans la construction de ce que nous nommons "espace social citoyen", nous avons mené une recherche qualitative dont la charpente interprétative est conçue avec l'aide des outils théorico-pratiques de la *politique de participation* (Barber, 1997) et *l'intervention sociale collective* (Lamoureux, 1991). Nous avançons l'hypothèse centrale que *les pratiques associatives sont le vecteur de la construction d'un espace social citoyen à Trou du Nord*. Cette hypothèse centrale est soutenue par deux hypothèses opératoires portant sur les conditions d'exercice de citoyenneté et l'affirmation individuelle de l'appartenance des membres à l'espace commun.

Nous avons recueilli quatorze entretiens semi-directifs effectués avec les membres de l'Assemblée Populaire Veye Yo Trou du Nord (APVT) et du Rassemblement des Militants Solidaires de Trou du Nord (RAMSO). Les résultats de la recherche indiquent que les membres de ces deux organisations manifestent une grande volonté de contribuer au développement de leur localité et au «mieux-être» de la population. Leur implication directe dans les affaires politiques et sociales s'accompagne des exigences pour que l'État prenne en charge ses responsabilités vis-à-vis de ses citoyens. Cette liberté d'action repose sur le partage de leurs expériences individuelles et sur une grande connaissance des divers aspects des réalités locales auxquelles sont confrontés quotidiennement les citoyens. Ces deux groupes sont conçus comme des *espaces de sociabilité*, des *lieux publics et dynamiques* issus de l'activité commune et des divers types d'interactions au niveau local.

Toujours d'après l'analyse, les membres de ces deux groupes interviennent sur un problème d'ensemble collectif au niveau local sans pour autant négliger leurs propres intérêts. Ils s'inscrivent dans le jeu de marchandage électoral et apprennent à leurs membres à se comporter comme une communauté d'intérêts et d'actions, elle-même inscrite dans l'ensemble des interactions, des processus et des dynamiques de résolution

des problèmes au niveau local. Un tel constat vient à la fois valider certaines de nos hypothèses tout en révélant les limites de l'idée de la construction d'un espace social citoyen. D'une part, la volonté de contribuer au «mieux-être» de la population, la nécessité de prendre la parole, d'exprimer les problèmes collectifs et individuels, le souci d'avoir un contrôle sur l'action des dirigeants élus sont autant d'enjeux qui leur ont permis de passer de leur vécu particulier à une vision plus large des intérêts collectifs et à la définition des tâches qu'ils estiment correspondre au rôle citoyen qui leur incombe. D'autre part, leur positionnement dans le champ politique notamment au moment des élections les fait apparaître comme des groupes partisans, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas toujours dans la construction de l'intérêt général.

Nous concluons que ce double aspect s'avère nécessaire aussi bien à la construction de l'espace social citoyen qu'au fonctionnement démocratique au niveau local. Car, en plus de se définir comme citoyens et d'affirmer leur appartenance communautaire, les membres développent les capacités critiques face aux gestes et actes posés autant par les dirigeants locaux que par l'État haïtien lui-même. Ils acquièrent aussi les habilités de participer, même dans les interstices, aux jeux sociopolitiques faisant partie du processus de renforcement de la citoyenneté et d'un système démocratique en construction.

**Mots clés :** Haïti, démocratie, citoyenneté, organisations populaires, espace social citoyen, pratiques associatives, politique de participation, intervention sociale collective.

## Summary

This master thesis focuses on the construction of a social citizen from the analysis of the intervention of two local agencies located in "Trou du Nord" (Haiti). It is exploring ways in which members will represent their ownership and represent their citizenship status. We put emphasis on the social mechanisms and associations involved in building what we call "citizen social space". We have conducted a qualitative research from the works of Barber (1997) on practical policy participation and those of Lamoureux (1991) on collective social action. We assume, as central hypothesis, that associative practices are the main vector for construction of a citizen social space in "Trou du Nord". This central hypothesis is supported by two secondary one interested on the operating conditions for the exercise of citizenship and the affirmation of individual members belonging to the common area.

We have made fourteen semi-structured interviews conducted with members of the "Assemblée Populaire Veye Yo Trou du Nord (APVT)" and the "Rassemblement des militants solidaires de Trou du Nord (RAMSO)". The results indicate that members of both organizations show great willingness to contribute to the development of their locality and "wellbeing" of the population. This freedom of action is based on sharing their individual experiences and their extensive knowledge of the local realities faced daily citizens. Both groups are designed as spaces of sociability, as public and dynamics places reflecting the various types of local interaction.

According to the analysis, members of both groups get involved in resolving collective problems at the local level without neglecting their own interests. They are part of the game of electoral bargaining and teach their members to behave as a community of interests and action, itself contained in all interactions, processes and dynamic resolution of problems local level. Those findings validate some of our hypothetical assumptions and reveal at the same time their limits. On the one hand, the willingness to help with the wellbeing on the population, with the need for the people to speak out and to express their collective and individual problems, with the desire to have control over the elected leaders actions, are all issues that allowed the groups to pursue broader collective interest and to define themselves as a citizen social space. On the other hand, their position in the

political arena especially at election time makes them appear as groups of supporters, that is to say they are not always in the construction of the general interest.

We conclude this dual aspect is necessary both for the construction of a citizen social space and that of democratic citizen at the local level. In addition, those two groups help citizen to assert their sense of belonging to a local community. They help them also to develop capacities to criticize actions taking by both local and national leaders. They help them also to acquire the skills to participate – even though in the interstices – at the sociopolitical games as part of the process of building citizenship and a democratic system under construction.

Keywords: Haiti, Democracy, Citizenship, popular organizations, citizen social space, associative practices, political participation, collective social action.

## Remerciements

Cette page est dédiée à tous ceux et toutes celles qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire, plus particulièrement :

- Mon directeur de recherche, M. Pierre Joseph Ulysse, pour m'avoir fait profiter de son expertise et de ses judicieux conseils.
- Le Programme Canadien de Bourses de la Francophonie (PCBF-ACDI), pour avoir financé mes études et pour le soutien technique et moral qu'il m'était donné de recevoir à chaque étape du processus.
- L'État Haïtien et les responsables au Bureau de la Coopération externe du Ministère de la Planification, en particulier Madame Vastie Plaisir, qui m'ont désignée comme bénéficiaire de la bourse du PCBF.
- Tous les membres de ma famille, pour leur support.
- M. Fritz Deshommes, Vice-Recteur à la Recherche de l'Université d'État d'Haïti, pour la signature de la recommandation institutionnelle nécessaire à l'obtention de la bourse d'études et pour le soutien financier destiné aux préparatifs du voyage.
- Messieurs Jean Rénol Élie, Luc Smarth et Jacques Jean-Vernet, mes anciens professeurs à la Faculté des Sciences Humaines (FASCH), pour avoir cru en mes capacités et soutenu ma candidature pour la bourse d'étude.
- Les membres de l'APVT et du RAMSO qui ont collaboré à la réalisation de l'enquête de terrain.
- Madame Marie Soudnie Rivette qui, de Port-au-Prince, a vécu mes années de scolarité et de rédaction à la première personne avec moi. Big Papach, ma grande. Nous continuerons de pousser.
- Ma cousine Joan Zamor qui, dès mon arrivée à Montréal, a su combler le vide de l'absence de ma famille.
- Mes inconditionnels ami(e)s et anciens camarades de la FASCH : Mario, Calherbe, Rose-Carline, Bebeth, Stélie, Laurette, Markens, Adrine, Régi, Eblonde, Stanley, Numa, Samuel Régulus. Je ne saurais y parvenir sans votre support.
- Mes amis et collègues de travail au Rectorat de l'UEH, en particulier, Nadine, Gessie et Harold.
- Tous ceux et toutes celles dont les noms ne sont pas ici mentionnés et qui ont, de près ou de loin, contribué à la réalisation du travail.

## Table des matières

Résumé.....	i
Summary .....	iii
Remerciements.....	v
Table des matières.....	vi
Introduction.....	1
Chapitre 1.....	8
Démocratie et organisations populaires en Haïti : poser le problème de l'exercice de la citoyenneté .....	8
1.1. Démocratie et citoyenneté en Haïti.....	10
1.1.1. La Constitution haïtienne de 1987 et le modèle de démocratie et de citoyenneté .....	11
1.1.1.1. Les citoyens et la souveraineté nationale.....	12
1.1.1.2. La qualité de citoyen haïtien et les autres privilèges liés au statut .....	14
1.1.1.3. La forme de la participation citoyenne .....	15
1.1.1.4. Considérations sur le modèle haïtien de démocratie et de citoyenneté ...	16
1.1.2. L'évolution de la construction démocratique depuis le vote de la constitution .....	19
1.2. Les citoyens et le processus démocratique : deux tendances analytiques .....	23
1.3. Les organisations populaires dans le processus démocratique .....	27
1.4. Constats et problème central de la recherche.....	33
Chapitre 2.....	36
Citoyenneté et démocratie: des références abstraites aux formes sociales .....	36
2.1. Les dimensions de la citoyenneté .....	37
2.1.1. La citoyenneté, statut juridico-légal.....	38
2.1.2. La citoyenneté, source de légitimité politique .....	41
2.1.3. La citoyenneté, source du lien social .....	41
2.2. Deux processus modernes de construction de la citoyenneté politique.....	43
2.2.1. Être citoyen « à l'américaine » .....	44
2.2.2. Être citoyen «à la française » .....	45
2.2.3. Citoyenneté « à l'américaine», « à la française » : les tensions naturelles .....	47
2.3. Des constructions démocratiques au miroir du temps et de l'exercice de la citoyenneté .....	50
2.3.1. La démocratie représentative et l'exercice de la citoyenneté .....	51
2.3.2. Des solutions de participation à la rescousse de la représentation.....	56



2.3.3. Quelques études de cas ou les dilemmes des solutions de participation.....	59
Chapitre 3.....	66
Cadre de référence théorique et conceptuel .....	66
3.1. L'intervention sociale collective et la politique de participation : la combinaison explicative .....	67
3.2. Éléments de clarification conceptuelle .....	72
3.2.1. La démocratie, sens et principes .....	72
3.2.2. Des conditions d'exercice de la citoyenneté .....	74
3.2.3. Des organisations populaires aux pratiques associatives .....	76
3.2.4. L'espace social citoyen .....	78
Chapitre 4.....	80
Méthodologie générale de la recherche .....	80
4.1. Des procédés de collecte des données .....	81
4.1.1. L'identification des organisations et des participants .....	82
4.1.2. Déroulement des entrevues .....	83
4.2. Profil des organisations et des membres rencontrés .....	85
4.2.1. L'Assemblée populaire Veye Yo Trou du Nord (APVT).....	85
4.2.1.1. La mission VEYE YO Trou-du-Nord.....	86
4.2.1.2. L'organisation structurelle et financière de L'APVT .....	87
4.2.1.3. Affiliations politiques et partenariat .....	88
4.2.2. Le rasanbleman militant solidè otwou (RAMSO) .....	90
4.2.2.1. La mission d'accompagnement de la population truvienne.....	91
4.2.2.2. La structure organisationnelle et financière du RAMSO.....	92
4.2.2.3. Affiliations politiques et partenariats.....	94
4.2.3. Profil sociodémographique des personnes interrogées .....	95
4.3. L'analyse des données .....	97
4.4. Mise en garde méthodologique .....	98
Chapitre 5.....	100
Les pratiques associatives et la construction de l'espace social citoyen .....	100
5.1. L'appropriation de la citoyenneté par les membres d'organisation.....	101
5.1.1. La perception des droits et devoirs citoyens .....	102
5.1.1.1 Le rapport à la Constitution de 1987.....	102
5.1.1.2. La référence aux conditions de vie .....	103
5.1.2. La perception de l'État et de ses responsabilités envers les citoyens .....	105
5.2. Les contours de l'espace commun .....	108

5.2.1. L'adhésion au sein des organisations.....	108
5.2.2. De l'apprentissage de vertus civiques au sein des organisations.....	111
5.2.3. L'action revendicative et les projections des organisations.....	114
5.2.3.1. L'orientation des demandes collectives .....	114
5.2.3.2. L'agenda revendicatif des organisations.....	116
5.2.3.3. Les projections politiques et socioéconomiques.....	117
5.2.4. Entre l'adhésion et les pratiques associatives : la création de l'espace commun .....	120
5.3. Les relations sociales découlant des pratiques associatives.....	121
5.3.1. Les implications du travail d'intermédiation .....	121
5.3.2. L'intervention électorale et ses implications .....	125
5.3.2.1. Le jeu de marchandage pour le soutien électoral .....	125
5.3.2.2. Les relations des organisations avec les autorités locales.....	127
5.3.2.3. Commun accord et résurgence de conflits électoraux dans le dossier de la route nationale.....	131
5.4. L'expression des transformations dans l'activité commune.....	135
5.4.1. La prise de conscience de l'existence des autres .....	136
5.4.1.1. Mako et ses nouveaux rôles .....	136
5.4.1.2. Niko et son espérance .....	137
5.4.1.3. Jako et ses nouveaux intérêts .....	138
5.4.2. Se sentir intégrés dans le regard des autres.....	140
5.4.2.1. Jeanto et ses voisins .....	140
5.4.2.2. Macho et ses différentes considérations .....	141
5.4.3. S'intégrer par la revendication de droits .....	143
5.4.3.1. Jojo et son droit de s'impliquer dans les décisions .....	143
5.4.3.2. Apolo et le projet de travailler .....	144
Chapitre 6.....	146
Re-placer l'espace social citoyen dans le contexte global de la recherche.....	146
6.1. Regards croisés sur les pratiques associatives .....	148
6.2. L'espace social citoyen dans l'Haïti démocratique .....	152
6.2.1. L'espace social citoyen et l'exercice de la citoyenneté .....	153
6.2.2. L'espace social citoyen, la consultation publique et le rôle des organisations .....	157
6.3. Les vrais bénéficiaires de l'intervention et des pratiques associatives .....	161
Conclusion .....	164

Bibliographie.....	170
Annexes.....	176
Annexe 1 : Grille d’entrevue.....	177
Annexe 2. Formulaire de consentement.....	178

## Introduction

Le titre du mémoire "*Pratiques associatives et construction d'un espace social citoyen à Trou-du-Nord*" évoque l'idée de l'implication des citoyens dans une construction commune sur la base de leur cohabitation à l'intérieur d'un même espace territorial dans une société démocratique. Il traduit nos préoccupations par rapport au constat d'effritement de certaines vertus civiques dans les mœurs et relations sociales haïtiennes, du fait que les citoyens se dégagent continuellement de leurs responsabilités envers le pays ou à divers niveaux de l'administration de pays. Sachant que la réponse constitutionnelle aux demandes de changement structurel qui accompagnaient les mouvements populaires des années 1980 et 1990 présuppose la redéfinition des contours du cadre d'exercice du pouvoir politique, on peut se demander dans quelles mesures les citoyens y parviennent réellement. L'on peut tout aussi questionner les désirs de participation citoyenne (ou la motivation des citoyens) qui ont donné lieu à la forte tendance à l'engagement dans des organisations que d'aucuns qualifient de «disponibilité civique» sans précédent ou de manifestation de volonté populaire à l'implication dans le changement qui sous-tend le passage de la dictature à la démocratie.

Au moment d'effectuer sa "transition" de la dictature à la démocratie, la société haïtienne devait composer avec les nouveautés démocratiques, son lourde passé et les héritages politiques, économiques et culturels à partir desquels des groupes puissants ont créé (ou créent encore) de la distance pour mieux dominer les faibles. Les innovations constitutionnelles ont rencontré les multiples formes dichotomiques – bourgeoisie/"gens du peuple"; *moun andeyò/moun lavil* (les gens d'en-dehors/gens de la ville), noirs/mulâtres; *moun sòt/moun lespri* etc. – significatives du rejet et de l'exclusion d'une grande partie de la population pour refléter l'image d'une société dépourvue de repères. À l'origine, ces dichotomies ont trouvé un terrain fertile dans les choix politico-économiques des dirigeants post-coloniaux et de leur incapacité à s'entendre sur un projet de société, lesquels ont donné libre cours à des oppositions manifestes – grande propriété/petite propriété, exploitation de denrées commercialisables à l'échelle internationale/plantation de vivres pour la consommation nationale – durant tout le 19<sup>ème</sup>

siècle (Brutus, 2005). Tout au long de l'histoire du pays, elles ont laissé de larges brèches à l'enrichissement et la survie individuels au détriment du pays, à la corruption et à l'utilisation du pouvoir pour exploiter les masses (Péan, 2003) et, par conséquent, causé d'énormes entailles à la construction d'une société fondée sur des bases égalitaires, des valeurs de justice sociale et d'égal respect des droits et la dignité de chacun. C'est dire que ce contexte de renouveau démocratique a été un carrefour important de l'histoire du pays puisque les éternels absents, c'est-à-dire les masses populaires et paysannes toujours tenues à l'écart des affaires politiques du pays, exigeaient leur implication et la prise en compte de leurs desiderata.

Par ailleurs, le pays croule sous le poids d'une dépendance multiforme vis-à-vis de certaines puissances étrangères et d'une crise économique multisectorielle qui, depuis le début de la décennie 1980, s'amplifie de plus en plus. L'influence étrangère dans l'administration publique – notamment américaine depuis 1915 – allait devenir beaucoup plus pesante à partir de la mise en œuvre des programmes d'assistance financière et des traces laissées par l'occupant dans les structures militaires et financières du pays au départ des troupes armées. Du premier programme d'aide américaine à Haïti pour le soutien agricole (1944), le pays est devenu complètement dépendant des bailleurs de fonds étrangers et d'autres pays – notamment la BID, le PNUD, la France, la Belgique et le Canada – qui ont intégré le concert des fournisseurs d'aide pour la mise en œuvre des plans quinquennaux à la reprise de l'aide américaine<sup>1</sup>. Les autorités haïtiennes ont perdu le contrôle de la destinée du pays à partir du troisième plan quinquennal (1981-1986) car la Banque Mondiale et l'USAID et la Banque Mondiale ont repris à leur compte la fonction d'élaboration des plans<sup>2</sup> et, par le fait même, renforcé leur pouvoir d'intervention dans la planification et l'exécution des stratégies de développement (voir Dewind et Kinley III, p. 63). Au cours de la décennie 1980, l'aide américaine (destinée en priorité à l'agriculture) a atteint le plafond des 100 millions de dollars par an alors que, paradoxalement, la production agricole ne cesse de dégrader (cf. Hurbon, 1987 :19). Cela

---

<sup>1</sup> L'aide américaine à Haïti a été poursuivie jusqu'en 1963 puis, interrompue durant la présidence de Kenedy et à la fin de celle de Duvalier en raison des différends qui opposaient les deux présidents sur les problèmes de droits humains. Elle a été reprise à la fin de 1972 sous la présidence de Nixon aux USA (Dewind et Kinley III, 1988).

<sup>2</sup> Les deux premiers plans (1971-1975 et 1976-1980) ont été élaborés par des fonctionnaires de l'État mais le troisième a été mal évalué par les donateurs qui ont, par la suite, enlevé le privilège à l'État haïtien et le transfère à une commission régionale (voir Dewind et Kinley III, 1988).

n'a été pour le pays que le début d'une spirale de dégradation et de régression. Dès cette période, on commençait à constater des taux moyens de décroissance passant d'environ 3% en 1981 à -0,5% en 1985 (Cadet, 1996 :17). Plus tard, les conséquences de l'embargo<sup>3</sup> et le cortège de réformes et conséquences désastreuses qu'allaient traîner les accords de Paris (août 1994) et de Washington (octobre 1996) à partir desquels le FMI et la Banque mondiale ont imposé les programmes d'ajustement structurel (voir Doura, 2001 :9) auront des répercussions de plus en plus négatives. À la décroissance généralisée viennent alors s'ajouter des politiques monétaires restrictives, la privatisation des entreprises publiques, des réformes fiscales et financières, l'augmentation de la dette externe et le retrait de l'État dans le financement des services sociaux. Leur principal effet a été d'amplifier la détérioration économique du pays (le PIB national est passé de -2.91% pour l'année 1987-1988 à -0.04% en 2003-2004)<sup>4</sup> et les mauvaises conditions de vie des couches les plus vulnérables de la population.

Sur ce fond de régression économique, de dépendance et de précarité, évolue une population de près de neuf millions d'habitants – 8 373 750 habitants dont une majorité (soit 59,2%) vit en milieu rural (IHSI, 2004) – qui végète dans une misère atroce touchant plus sévèrement ceux qui vivent en milieu rural. La répartition spatiale des infrastructures sociales existantes accuse d'énormes disparités entre les milieux ruraux et urbains et dans certains cas elles sont inexistantes. Par exemple, le pays dispose d'un nombre de 49 hôpitaux dont la majorité se situe dans le département de l'ouest (31 sur 49) [MSSPP-OPS/OMS : 1998]; d'une offre de service en éducation essentiellement privée et d'autres ressources telles l'eau potable, l'électricité et l'assainissement dont les insuffisances sont palpables à mesure que l'on s'éloigne de la capitale port-au-princienne vers les villes de province et les sections communales. Sur ce sombre tableau, il existe aussi des personnes qui, à travers différentes formes d'actions collectives, manifestent leur désir de s'impliquer dans la gestion du pays. C'est en direction de ces gens que nous tournons notre regard afin d'observer leur vécu de ce climat et leur manière de s'approprier des dispositifs constitutionnels ayant trait à leur citoyenneté ou, mieux, de comprendre en

---

<sup>3</sup> Embargo commercial imposé par la communauté internationale après le coup d'état de 1991 en guise de mesure pour forcer les autorités militaires à quitter le pouvoir.

<sup>4</sup> Source IHSI, évolution du PIB. Disponible sur le site [www.mefhaiti.gouv.ht](http://www.mefhaiti.gouv.ht)

quoi leur implication dans les organisations traduit une réelle capacité d'exercer leur citoyenneté, d'intervenir dans la construction démocratique.

Dans les études que suscite le débat sur la démocratie en Haïti, les auteurs ne s'attardent pas trop sur la citoyenneté et s'intéressent encore moins sur les conditions de son exercice. Le débat en cours sur la décentralisation laisse croire qu'on attend la mise en place et/ou la désignation des collectivités territoriales pour que la participation citoyenne soit effective. De plus, on tarde encore à créer le Conseil électoral permanent qui serait, d'après la Constitution de 1987, le cadre institutionnel garant de la réalisation des élections. Quant aux «organisations populaires», elles sont en général perçues comme une réponse à la nécessité historique qui s'offrait aux masses de sortir de leur «marronnage historique» (Midy, 1993) pour défendre les valeurs démocratiques ou comme des actrices du «mouvement de fond» (Hector, 1993) cumulatif qui devait aboutir au déracinement du duvaliérisme. Ceci dit, les masses ont fait leur entrée en scène sans qu'elles aient vraiment été reconnues comme actrices dans la construction de la société démocratique modelée dans la Constitution de 1987. Telles sont les considérations qui justifient le choix de notre problématique et les principaux objectifs de ce mémoire à savoir : 1) décrire les différentes formes d'actions collectives, les modalités d'engagement, les revendications et les actions qui en découlent ; 2) étudier les liens existant entre les pratiques associatives et les mécanismes institutionnels d'exercice de citoyenneté ; 3) dégager les rapports entretenus par ces associations entre-elles, avec les instances politiques et/ou étatiques locales et avec le reste de la population. Il sera question d'étudier les activités des organisations sous l'angle du rapport à la citoyenneté au gré d'une analyse qualitative dont l'une des principales vertus est de permettre de dégager les aspects significatifs de l'objet (Becker, 2004). Aussi, avons-nous effectué une opération de réduction qui nous a permis de circonscrire notre objet de recherche (les pratiques associatives) à l'intérieur du cadre géographique et social de la Ville de Trou du Nord. Autrement dit, cette ville représente «l'observatoire» (Hamel, 2000) à partir duquel nous avons étudié les pratiques associatives et défini des procédés d'échantillonnage et de collecte des données.

Trou du Nord est située dans le département du Nord-est, à environ 29 km du Cap-Haïtien, entre les communes de Caracol et Limonade, au Nord; Vallières et Sainte Suzanne, au sud; le Perches et Terrier Rouge, à l'Est; Limonade et Sainte Suzanne, à l'Ouest. Dans les subdivisions territoriales et administratives du pays, elle occupe le rang de première commune de l'Arrondissement portant le même nom et qui regroupe environ quatre-vingt-dix autres subdivisions dont trois (3) sections communales, douze (12) localités et soixante-quatorze (74) habitations partageant une superficie de 130,79 Km<sup>2</sup>. Sur cette portion de terre vit une population estimée à 39 561 habitants dont le rapport de masculinité est de 91 hommes pour 100 femmes soit 52,3% de femmes et le taux d'accroissement pour la période 1982-2003, de 2, 8% (IHSI, 2007). L'administration publique qui s'y trouve se compose de la municipalité, du bureau des contributions, du commissariat de police, du tribunal de paix, de la vice-délégation, du bureau de district scolaire (BDS), du bureau de l'officier d'État civil et les CASEC<sup>5</sup>s dans les sections communales. Comme beaucoup d'autres communes du pays, elle est faiblement pourvue en infrastructures sociales et services publics et les conditions d'accès sont très précaires dans les rares services disponibles notamment dans les secteurs de la santé et d'hygiène publique, des services d'eau potable et d'électricité. Elle a été le témoin actif de nombreux événements historiques : dans le contexte de la guerre de l'indépendance, elle offrait un espace propice au marronnage des esclaves fuyant les plantations en vertu de sa configuration boisée et, de plus, elle est activement liée à la lutte menée par les Cacos du Nord à l'époque de l'occupation américaine. Elle conserve encore cette tradition car les confrontations dues aux divergences politiques y sont très fréquentes et, à s'en tenir à l'écho médiatique dont elle était l'objet durant les périodes d'effervescence politique (1980-1990 et 2000-2004), elle occupe toujours les premiers rangs de la scène politique du Nord-est. L'Institut haïtien de statistique et d'informatique y a dénombré une douzaine d'organisations sociopolitiques et des groupes de femmes (IHSI, 2007) dont on peut retenir l'APVT (*Asanble Popilè Veye Yo Twoudinò*) et le RAMSO (*Rasanbleman Militan Solidè Otwou*) qui ont collaboré à la réalisation de l'enquête de terrain.

L'idée de réaliser notre recherche sur les pratiques associatives à Trou du Nord nous semble pertinente dans la mesure où nous comptons apporter une double

---

<sup>5</sup> CASEC : Conseil d'Administration de la Section Communale.



contribution à l'étude et à la pratique de la citoyenneté. Sur le plan social, la recherche contribuera à la compréhension des enjeux qui parsèment la voie des associations locales dans leur quête d'implication dans les prises de décisions et, au gré d'une restitution d'information, elle pourra également les aider à se constituer en interlocuteurs valables face à l'État dans leur lutte pour l'accession au plein exercice de la citoyenneté. Elle pourra tout aussi éclairer les actes des pouvoirs locaux et guider les décideurs politiques dans leurs interventions sur la réalité des associations. Sur le plan scientifique, la contribution principale sera d'aborder autrement les pratiques associatives c'est-à-dire comme des lieux d'exercice de la citoyenneté et non comme d'anciennes structures prédémocratiques. Ce sera l'occasion d'apporter un nouvel éclairage dans le débat sur la construction de la démocratie en Haïti et de plaider en faveur d'une prise en compte réelle des voix locales. En somme, appréhender les pratiques associatives comme un lieu réel d'appropriation et d'exercice de la citoyenneté répondra à l'objectif de toucher et rendre visible un autre aspect du débat sur la démocratie, la citoyenneté, et d'offrir aux organisations la possibilité de se dévêtir du portrait d'anciens alliés conjoncturels pour embrasser celui d'acteurs dans la construction sociale de la démocratie.

Le contenu de l'étude est exposé en six (6) chapitres. Le premier chapitre met en évidence le contexte politico-démocratique et d'exercice de la citoyenneté qui a succédé à la chute de la dictature duvaliériste ainsi que l'évolution des organisations populaires durant la vingtaine d'années qui a suivi le vote de la Constitution de 1987. Il répond à l'objectif de présenter le régime politique naissant qui, selon le vœu des luttes populaires de l'époque, devait concrétiser la demande de changement en profondeur dans les structures politiques, économiques et sociales du pays. L'accent sera mis sur sa forme, la définition du statut de citoyen haïtien, la place qu'elle laisse à l'implication des citoyens dans sa construction et l'évolution de la situation politique et, à la fin du chapitre, les constats et questionnements qui donnent sens à notre problématique et les objectifs de la recherche. Nous verrons également qu'il n'existe qu'une mince littérature sur la citoyenneté et les organisations populaires en Haïti. Dans le deuxième chapitre, nous effectuons une revue de littérature sur la citoyenneté en vertu de laquelle nous parvenons à combler les vides théoriques identifiés dans le premier chapitre et les limites de certaines explications par rapport à notre objet de recherche. Il s'articule autour des liens

théoriques et historiques qui attachent la citoyenneté et la démocratie; nous y présentons les dimensions théoriques à partir desquelles on peut appréhender la citoyenneté et les cadres théoriques et sociaux qui rendent possible son exercice. Le troisième chapitre porte sur la clarification des nos choix explicatifs et conceptuels c'est-à-dire les cadres explicatifs de l'intervention sociale collective (Lamoureux, 1990) et la politique de participation (Barber, 1997) qui, par rapport à notre problématique, se révèlent les théories les plus appropriées à la saisie des particularités des pratiques associatives ; Ensuite, nous faisons suivre la formulation de nos hypothèses (principale et opératoires) par la clarification des concepts clés qui participent à l'explication. Dans le chapitre quatre, nous présentons la méthodologie générale de la recherche c'est-à-dire les procédés à partir desquels nous avons recueilli et analysé les données tout en présentant les organisations et les membres qui ont participé à l'enquête de terrain. Dans le cinquième, les pratiques associatives et les mécanismes par lesquels les organisations parviennent à la construction de l'espace social citoyen sont révélés. Il comporte quatre sous-sections : la première porte sur la manière dont les membres d'organisation s'approprient des attributs citoyens ; la deuxième, sur les pratiques associatives et la construction de l'espace commun ; la troisième, sur les relations sociales découlant de l'interaction à l'intérieur de l'espace commun ; et, enfin, la quatrième, sur l'expression des transformations des individus-membres par l'activité commune. Enfin, dans le sixième chapitre, nous faisons un flash-back sur les pratiques associatives afin de mettre en évidence les enjeux qu'implique la construction de l'espace social citoyen.

**Chapitre 1**  
**Démocratie et organisations populaires en Haïti : poser le problème de  
l'exercice de la citoyenneté**

Le matin du 7 février 1986, Haïti a vécu l'enthousiasme du départ de la famille Duvalier dont la direction du pouvoir était la chasse-gardée depuis la prise de pouvoir de F. Duvalier en 1957. Élu pour six ans, F. Duvalier a décrété la dissolution du parlement le 7 avril 1961, s'est fait réélire pour six autres années, sacralisé la présidence à vie par le biais de la Constitution de 1964 et, avec les amendements de 1971 (voir Moïse, 1990), il s'est octroyé le droit de choisir son successeur. Fort des droits et pouvoirs qu'il s'est attribué graduellement, il a pu édifier et maintenir un pouvoir personnel pendant quatorze ans et, à la veille de sa mort, le passer à son fils dont l'intronisation a coïncidé avec la date de publication officielle de sa mort, soit le 22 avril 1971. Pendant une quinzaine d'années, le fils Duvalier a dirigé le pays avec les mêmes pouvoirs et les mêmes titres reçus en legs du feu père. Il a également hérité d'une série de luttes<sup>6</sup> menées contre la dictature depuis la fin des années soixante à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le contexte international favorable des années 70 et 80 – la libéralisation économique prônée par les États-Unis, la politique de défense des droits humains de l'administration Carter (1976-1980) et la reformulation de la mission de l'église catholique – a permis à ces luttes de prendre un nouvel essor qui les a converties en un mouvement général d'opposition et de critiques ouvertes contre les pratiques dictatoriales. Ouvriers, intellectuels, paysans, artistes, journalistes, entrepreneurs, religieux et fidèles etc., toutes ces catégories sociales avaient des griefs contre le pouvoir.

Vers la fin des années quatre-vingt, ces protestations ont pris une tournure nationale et, dans les villes, les provinces comme dans les campagnes, on pouvait entendre l'écho des voix qui s'élevaient pour exiger le départ des Duvalier, le renversement des rapports sociaux d'exclusion, de domination et leur substitution par le respect des droits fondamentaux de la personne humaine. L'effet conjugué de ces luttes, de la pression populaire, du soutien de l'église, de *l'action d'un secteur de l'armée* (Pierre-Charles, 1996) et l'appui de certaines puissances tutrices comme les États-Unis et la France (Charles, 1994), a abouti au départ du deuxième président du clan Duvalier. Mais, comme l'effondrement du régime des Duvalier n'a pas immédiatement signifié

---

<sup>6</sup> Pour une lecture détaillée des luttes menées contre la dictature de F. Duvalier, voir B. Diederich (2005), le prix du sang. La résistance du peuple haïtien à la tyrannie. Tome I : François Duvalier (1957-1971).

l'élimination du camp duvaliériste, la bataille pour le pouvoir allait prendre des formes différentes et les masses populaires devront affronter – ou à en être les spectateurs – le déploiement des ramifications duvaliéristes, l'acharnement de certains hommes politiques à vouloir restaurer le duvaliérisme, les legs sociopolitiques et, plus tard, l'appétit d'autres hommes politiques voulant à leur tour accaparer le pouvoir. Au centre des enjeux des affrontements se trouve celui de définir un régime politique qui puisse garantir à la population la liberté de choisir ses dirigeants et les droits de bénéficier des services sociaux de base réclamés avec beaucoup d'ardeur à la veille de la chute de la dictature duvaliériste. Qu'advient-il de la définition du régime politique, de la propension populaire à l'organisation pour exiger l'implication dans la politique du pays et des individus qui portaient le flambeau des demandes démocratiques ?

### **1.1. Démocratie et citoyenneté en Haïti**

Après le départ des Duvalier, le poste présidentiel a immédiatement été l'objet des convoitises de différents acteurs et groupes politiques qui cherchaient à se positionner en vue d'acquérir ou d'accaparer leur part du pouvoir. Au premier chef, l'armée et les forces «néo-duvaliéristes» se confortent dans leur position d'héritier principal du pouvoir et, par conséquent, s'attendent à s'en accaparer au plus vite. Ils étaient d'autant plus confortables qu'en partant pour l'exil, dans la nuit du 6 au 7 février 1986, l'ex-président a dit transférer le pouvoir à l'Armée pour "assurer la transition" (cf. Étienne, 1999). Les ambassades américaine et française, le Saint-Siège, la hiérarchie de l'église et l'armée [Étienne, 1999: 95; Cresfed, 2000:134] se sont entendus sur un "compromis" qui allait renforcer la position d'héritière directe de l'armée. Les militaires étaient majoritaires dans le Conseil National de Gouvernement (CNG), – quatre militaires et deux civils<sup>7</sup> – qui devait assurer la gestion du pays et du pouvoir et réaliser des élections.

Entretemps, les masses populaires et paysannes continuent de se mobiliser et de signifier dans leurs revendications un besoin de changement, un besoin de substituer la dictature, l'éternelle course au pouvoir absolue et les pratiques de différenciations sociales sur la base de critères linguistiques, culturelles, religieuses et ethniques par une forme de société qui garantit à chacun la dignité, la reconnaissance et le respect mutuels

---

<sup>7</sup> Les militaires : le Général Namphy, les Colonels W. Régala, P. Avril et Vallès; les civils : M. Alix Cinéas et Gérard Gourgue.

et une chance égale de contribuer à son développement. Comme l'a fait remarquer Moïse (1993 et 1994), il était inconcevable d'enclencher ce processus de changement avec le même cadre constitutionnel qui, comme les précédents, a légitimé les pratiques récusées par la population. En guise de réponse à cette nécessité, une Assemblée Constituante a été créée en octobre 1986 et sa mission était de rédiger une constitution qui tienne compte des revendications et des exigences politiques de l'heure. Le CNG a essayé de court-circuiter le processus mais, vu l'ampleur des demandes de démocratie, les constituants ont dû tenir tête à ses manœuvres<sup>8</sup> et rédigé la Constitution qui a été adoptée par voie référendaire à plus de 99% de voix positives le 29 mars 1987 [Castor (1997), Charles (1994)].

#### **1.1.1. La Constitution haïtienne de 1987 et le modèle de démocratie et de citoyenneté**

Le préambule de la Constitution de 1987 annonce la construction d'un cadre politique qui, en conformité avec l'Acte de l'indépendance de 1804 et à la déclaration des Droits de l'Homme, définit Haïti comme une «République, indivisible, souveraine, indépendante, coopératiste, libre, démocratique et sociale» (Constitution de 1987, art. 1). De plus, il appelle au rétablissement d'un «État stable et fort, capable de protéger les valeurs, les traditions, la souveraineté, l'indépendance et la vision nationale ». Enfin, il y est dit que, par l'adoption de cette constitution, le peuple haïtien a fait le choix de l'implantation d'une démocratie qui suppose «le pluralisme idéologique et l'alternance politique » ainsi que l'affirmation «des droits inviolables du Peuple haïtien» afin de : fortifier l'unité nationale; d'assurer la séparation et la répartition harmonieuse des pouvoirs de l'État au service des intérêts fondamentaux et prioritaires de la nation; d'instaurer un régime gouvernemental basé sur les libertés et le respect des droits humains [...] la concertation et la participation de toute la population aux grandes décisions engageant la vie nationale par une décentralisation effective» (Constitution, préambule). Ces idées qui justifient la proclamation de la constitution laissent présager la construction d'une forme de légitimité politique différente de l'habitude de prendre et maintenir le pouvoir par la force des armes. Selon ce qui est écrit en préambule, elle

---

<sup>8</sup> C. Moïse rapporte que le CNG, voulant maintenir un contrôle sur le processus, a fait rédiger un projet de constitution par une commission gouvernementale et a demandé aux de l'approuver. Ces derniers ont refusé de le faire (voir Moïse, 1993 et 1994)

devrait essentiellement se reposer sur les valeurs politiques et sociales suivantes : le respect des droits humains, la paix sociale, l'équité économique, la concertation et la participation dans les grandes décisions, la décentralisation, l'élimination des discriminations entre les villes et les campagnes, le respect de la communauté des langues et la culture.

#### **1.1.1.1. Les citoyens et la souveraineté nationale**

À suivre ses idées fondamentales et les innovations politiques qu'il introduit, cette constitution peut être interprétée comme une proposition de solutions à un ensemble de problèmes sociaux aussi vieux que la fondation de l'État haïtien. Cela se manifeste à travers l'accent sur l'unité nationale, l'équité économique, le respect des droits humains, les innovations relatives à la participation des citoyens et les ruptures par rapport à l'ancien ordre politique. L'une de ses principales nouveautés est de démettre le Président de sa position d'unique souverain de la république pour passer la souveraineté nationale à l'Universalité des citoyens. Nouveaux souverains, les citoyens haïtiens exercent cette prérogative par : a) l'Élection du Président de la république ; b) l'Élection des membres du pouvoir législatif ; c) l'Élection des membres de tous les autres corps ou de toutes assemblées prévues par la Constitution et par la loi (Constitution de 1987, art. 58). En d'autres termes, les citoyens délèguent leur souveraineté aux pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire (art. 59) qui constituent «le fondement essentiel de l'organisation de l'État qui est civil» (art. 59.1). Notons que ces trois pouvoirs sont séparés dans la logique constitutionnelle.

Le pouvoir législatif est exercé par un corps législatif formé de deux chambres deux chambres représentatives : le Sénat et la chambre des Députés (cf. art. 88). Les membres de ces deux chambres sont élus au suffrage universel direct par les citoyens à raison d'un (1) député par circonscription électorale et trois (3) sénateurs par département et sont chargés des attributions liées à ce pouvoir. Le pouvoir judiciaire est «exercé par une Cour de Cassation, les Cours d'Appel, les Tribunaux de première instance, les Tribunaux de Paix et les Tribunaux spéciaux...» (art. 173). Et, enfin, le Président de la République partage le pouvoir exécutif avec le gouvernement, entité composée du Premier Ministre, des Ministres et des Secrétaires d'État. Le partage constitutionnel de ce

pouvoir fait du Président le chef de l'État et le Premier Ministre, le chef du gouvernement (voir les articles, 133 et 155). Le président doit être élu au suffrage universel direct à la majorité absolue des votants pour une durée de cinq (5) ans (art. 134 et 134.1) et, après son élection, il choisit son Premier Ministre au sein du parti politique ayant la majorité au Parlement et, en l'absence de cette majorité, il le fait de concert avec les présidents des deux chambres. Dans les deux cas, le désigné est soumis à la ratification du corps législatif (cf. art. 136 et 137).

Le partage de l'exercice du pouvoir exécutif entre le Président et le gouvernement rentre dans la catégorie des grandes «innovations» constitutionnelles que le pays ait pu connaître. Moïse [(1993); (1994)] y voit l'établissement d'un cadre de redéfinition des rapports entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Redéfinition qui, pour lui, prend corps dans la réduction du champ du pouvoir du président, le renforcement de la puissance parlementaire, la création d'institutions indépendantes et, la rupture principale d'avec les anciennes constitutions, le fait d'enlever au président le privilège d'être le «pivot du régime politique » et de faire du chef de l'État un surveillant et un arbitre (cf. Moïse, 1993:156). Pour sa part, Pierre-Charles (1997) pense que les pouvoirs conférés au Premier Ministre et au Parlement, sont susceptibles – de par la fonction attribuée à chacun de ces lieux d'exercice de pouvoir – d'introduire «un facteur d'équilibre au sein de l'Exécutif et dans les rapports entre l'Exécutif et le Législatif» (voir Pierre-Charles, 1997:19).

En déplaçant la souveraineté nationale du Président de la République à l'universalité des citoyens, la lettre constitutionnelle donne un sens à l'idée selon laquelle les citoyens disposent du pouvoir de désigner leurs dirigeants et d'exercer une certaine emprise sur le maintien du régime politique c'est-à-dire le pouvoir d'intervenir dans les choix, le contrôle de l'action des gouvernants ainsi que dans les décisions publiques. Le régime politique qui se dessine préfigure une société dont la construction repose sur l'instauration d'une démocratie représentative dont les piliers sont l'universalité et l'égalité des citoyens qui, tiers souverains, sont appelés à participer à l'élaboration des lois qui régissent le fonctionnement de l'État et exercent un contrôle sur l'action des dirigeants qui se prêtent au jeu démocratique.



#### **1.1.1.2. La qualité de citoyen haïtien et les autres privilèges liés au statut**

Le citoyen haïtien est, selon la Constitution de 1987, un homme ou une femme âgé (e) de dix-huit (18) ans accomplis (âge de la majorité citoyenne) dont « la réunion des droits civils et politiques constitue [sa] qualité » (art. 16-17). En vertu de cette qualité, tout citoyen haïtien peut jouir et exercer ces droits en toute égalité sauf en cas de restrictions sur les avantages réservés à une catégorie particulière : «les Haïtiens sont égaux devant la loi, sous la réserve des avantages conférés aux Haïtiens d'origine qui n'ont pas eu à renoncer à leur nationalité» (art. 18). Aux droits civils et politiques, s'ajoutent des droits fondamentaux dont l'État a «l'impérieuse obligation» de respecter et de garantir (art. 19) notamment le droit à la vie, le droit à la santé et au respect de la personne humaine, la liberté individuelle (protégée et garantie par l'État), le droit à l'information, à la sécurité, à l'éducation, à l'alimentation, le droit à un logement décent et à la sécurité sociale (voir les articles 19-24).

Entre autres obligations, l'État reconnaît à chaque citoyen «le droit [...] à un logement décent, à l'éducation et à l'alimentation et à la sécurité sociale » (art.23) et elle a l'obligation «d'assurer à tous les citoyens dans toutes les Collectivités Territoriales les moyens appropriés pour garantir la protection, le maintien et le rétablissement de leur santé par la création d'hôpitaux, centre de santé et de dispensaires» (art. 23). Il est aussi garant et protecteur de la liberté individuelle : «la liberté individuelle est protégée et garantie par l'État» (art. 24), de la liberté d'expression (art. 28), de la liberté d'association et de réunion sans armes à des fins politiques, économiques et sociales etc. (art. 31), de la liberté du travail et syndicale (art. 35 et suivant). En contrepartie, tout citoyen haïtien doit se soumettre au devoir civique c'est-à-dire à cet ensemble d'obligations d'ordre moral, politique, social et économique vis-à-vis de l'État et de la Patrie. Il doit : respecter la constitution et l'emblème national; respecter les lois; voter aux élections sans contraintes; payer ses taxes; servir de juré; défendre le pays en cas de guerre; s'instruire et se perfectionner; respecter et protéger l'environnement; respecter scrupuleusement les deniers et biens de l'État; respecter le bien d'autrui; œuvrer pour le maintien de la paix; fournir assistance aux personnes en danger; respecter les droits et la liberté d'autrui (art. 52 et 52.1).

#### **1.1.1.3. La forme de la participation citoyenne**

Avec des citoyens constitutionnellement dépositaires de la souveraineté nationale et des privilèges que nous venons de citer et l'introduction des assemblées élues à différents niveaux du pouvoir, la Constitution a non seulement mis des garde-fous pour limiter le pouvoir du Président mais aussi témoigne d'une "volonté" de mettre le pouvoir à la portée des citoyens. On pourrait même parler d'officialisation du droit des citoyens d'exercer de l'influence sur le processus démocratique ou leur droit à l'implication dans la prise des décisions qui concernent la République. Cela commence à prendre corps à partir du choix de ceux qui, tant au niveau local que national, vont diriger en leurs noms pour s'achever sur leur implication réelle dans les autres niveaux de participation formellement établis.

Les assemblées élues à différents niveaux du pouvoir, ce sont les Collectivités Territoriales qui représentent la base de l'effectivité de la décentralisation à savoir les trois (3) entités administratives de la République (cf. Constitution, articles 61-62) que sont la section communale (la plus petite), la commune et le département. Dans chacune des collectivités, le pouvoir est reparti entre deux organes s'occupant de l'administration et la délibération : le Conseil d'administration de la section Communale (CASEC) et l'assemblée de Section Communale (ASEC), pour la section communale ; le Conseil Municipal et l'Assemblée Municipale pour la commune; le Conseil Départemental et l'Assemblée départementale au niveau du département. Les Conseils sont des entités de trois (3) membres élus au suffrage universel direct (pour quatre ans) par les citoyens sauf le Conseil Départemental qui doit être élu par l'Assemblée départementale; les assemblées ont pour attribution principale d'assister les Conseils dans leurs tâches. La constitution est muette sur la procédure de constitution de l'Assemblée de la Section communale mais précise qu'elle assiste le Conseil dans ses attributions administratives (art.63.1). Quant à l'Assemblée municipale, elle est «formée notamment d'un représentant de chacune de ses sections» (art.67) et, l'Assemblée départementale, pour sa part, réunit «un représentant de chaque assemblée municipale» (art.80).

Entre les collectivités territoriales, la Constitution institue des niveaux de relations administratives allant des sections communales au département et, des départements, elle

établit un lien avec le pouvoir exécutif. Elles ont toutes le statut de personne morale, disposent de leur autonomie administrative et financière et peuvent entrer en conflit avec l'État central (voir Deshommes, 2004:25). Concrètement, les liens administratifs se manifestent au niveau du département car le Conseil départemental, en plus de l'administration du département, participe à l'élaboration du plan de développement départemental de concert avec l'Administration centrale (cf. art. 81). De plus, l'Assemblée départementale est ouverte à la participation des députés et sénateurs du département, un représentant de chaque association socio-professionnelle ou syndicale, le Délégué départemental et les Directeurs des services publics du département mais seulement en tant que voix consultatives (cf. article 80.1). Notons que les délégués et vice-délégués «assurent la coordination et le contrôle des services publics...» (art.86) dans leur niveau respectif. Enfin, pour lier tous les départements entre eux, et par conséquent unir l'administration du pays, la Constitution crée un Conseil Interdépartemental de neuf (9) membres «désignés par les Assemblées départementales à raison d'un membre par département» pour assister l'Exécutif dans ses fonctions (article 86).

#### **1.1.1.4. Considérations sur le modèle haïtien de démocratie et de citoyenneté**

Les ruptures et innovations que la constitution de 1987 a opérées par rapport aux anciennes constitutions haïtiennes<sup>9</sup> montrent, à bien des égards, qu'elle porte un projet d'instauration d'un régime politique qui garantit à la population le droit de s'impliquer dans la construction du destin commun. Moïse (1994) considère qu'elle est «un outil précieux de la démocratie haïtienne en devenir» ou «le principal repère pour les combattants de la démocratie » (Moïse, 1994) et, pour sa part, Pierre-Charles (1996), y voit «l'expression du projet démocratique». Dans un langage imagé, nous dirions que ces auteurs la considèrent comme la boussole du peuple haïtien dans la voie démocratique mais, à cela, nous devrions ajouter un bémol car la constitutionnaliste Manigat (cité dans Élie, 2006) pense que cette «charte» crée trop de niveaux de collectivité et, fort de ses difficultés d'application, elle plaide en faveur d'une nouvelle (cf. Élie, 2006:162-163). Devant établir si la Constitution de 1987 favorise la participation citoyenne, la

---

<sup>9</sup> De 1805 à nos jours, Moïse (1993) a compté vingt-et-une constitutions, plusieurs régimes politiques dont le point commun demeure ce «présidentialisme autoritaire».

structuration de la société civile et la gouvernance locale, elle a considéré comme *exagération* le fait de placer les collectivités territoriales avant les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire dans le texte constitutionnel. Elle a, entre autres réponses, montré un désintérêt pour les assemblées en considérant comme «*imprudence* » certains articles (39 et 74) qui donnent respectivement un droit de préemption aux habitants des sections communales à l'exploitation des terres du domaine privé de l'État et attribue la gestion du domaine privé de l'État se trouvant dans les limites de sa commune au Conseil municipal. Élie (2006) l'invite à la patience pour comprendre les articles tout en admettant qu'il y a des problèmes à résoudre pour faire fonctionner les collectivités territoriales, rendre effective la décentralisation et faire avancer la participation tout en sollicitant le concours des intellectuels (cf. Élie, 2006:164).

Tout compte fait, le cadre de régulation qui y est exposé témoigne de la création de deux niveaux de participation (locale et nationale) et d'un certain effort de délégation de pouvoir aux administrations locales ainsi que le maintien des liens organiques entre les institutions de l'État et les différentes subdivisions. Il présage aussi l'intégration de tout le pays dans un projet de développement global allant de la plus petite entité territoriale à l'État central. On ne saurait dans ce cas remettre en question, sous prétexte d'exagération et d'imprudence, le fait de placer les collectivités territoriales avant les instances parlementaires dans le texte constitutionnel et de donner à l'administration d'une collectivité territoriale les pleins pouvoirs sur son entité administrative. Une telle remise en question s'assimilerait fort aisément à la remise en question du droit d'implication des populations locales gestion politique et administrative de leur localité et, d'une manière générale, l'esprit de décentralisation qui offre aux citoyens l'accès à la prise des décisions, à la production du bien commun.

Pour sa part, Moïse (1993) retient que le cadre démocratique, ainsi défini, ne peut se classer ni dans la lignée du parlementarisme britannique, ni dans le régime présidentiel à l'américaine et encore moins à la française. C'est surtout une forme de démocratie qui emprunte des «segments» à l'un et à l'autre afin de «de fournir à une démocratie représentative et participative, des assises institutionnelles solides» (Moïse, 1993 :156). Ces régimes politiques, notamment les modèles américain et français, ont en commun

d'être l'expression particulière de l'articulation des références universelles-abstraites d'égalité et de liberté qu'a faite chacune des sociétés où l'on entendait démocratiser le pouvoir politique pour garantir au «peuple» les moyens d'appropriation de son destin et aux citoyens, la jouissance égale des libertés et droits qui les lient à la société politique. Nous verrons plus loin que l'essentiel de leur différence réside dans le rôle attribué au politique (au gouvernement ou à l'État), aux citoyens et le type de lien qui découle du processus de régulation et que, de plus en plus, cette différence tend à s'estomper en raison de leur rapprochement en maints aspects. L'ouverture du politique, l'emprise du droit, la cohabitation et la transformation de la vie publique qui, dans le contexte français, sont autant de signes d'une mutation idéologique et d'une innovation institutionnelle qui marquent les «retrouvailles» de la démocratie française et sa consœur américaine ou qui l'amènent à «changer discrètement à l'anglaise» (cf. Cohen-Tanugi, 1989).

Sans sous-estimer l'emprunt des segments, nous pensons qu'il faut prendre le modèle démocratique haïtien pour ce qu'il est et d'y saisir les rôles attribués à l'État et aux citoyens et du type de relation (citoyens-État et citoyens-citoyens) sur lequel repose le maintien du régime et la cohésion à l'intérieur du territoire national. La formulation des droits, obligations et devoirs citoyens envers l'État et ceux de l'État envers ses citoyens laisse comprendre que les constituants haïtiens se sont inspirés de références abstraites de liberté et d'égalité afin d'établir des conditions d'instauration d'un régime politique qui présidera à la construction d'un «vivre-ensemble» fondé sur l'universalité des citoyens et leur participation au maintien des institutions et au façonnement du bien commun. De plus, avec la décentralisation en perspective, elle élargit la voie de l'implication des citoyens à d'autres sphères de la prise des décisions que le choix des dirigeants c'est-à-dire leur participation à la définition de projet pour les administrations locale, régionale et nationale. Enfin, à bien analyser les devoirs et obligations des citoyens envers l'État et la société, le lien civique qu'elle instaure implique l'engagement des citoyens dans la vie publique et au maintien de la société à titre de tiers souverain (libre participation aux élections, paiement des taxes, servir de juré, défendre le pays) et à titre d'individu social qui porte des valeurs telles que : le respect des droits, des biens et la liberté d'autrui, l'assistance aux personnes nécessiteuses et le respect des biens et deniers de l'État etc. (cf. Constitution art. 52-52.1).

### 1.1.2. L'évolution de la construction démocratique depuis le vote de la constitution

Après la promulgation de la Constitution, le pays a dû attendre trois longues années marquées par des turbulences politiques avant la réalisation effective des premières élections. Dans l'intervalle, il s'est installé un climat d'affrontements, de rivalités et de tensions récurrentes portant surtout sur l'instauration du régime politique constitutionnel. D'un côté, un camp duvaliériste qui s'acharne à vouloir contrôler le pouvoir et imposer ses choix politiques et, de l'autre, un camp populaire et/ou démocratique déterminé à exiger un l'instauration de l'ordre démocratique [Cf. Charles, (1994) ; Jean et Maeschalk (1999); Étienne, (1999) et (2007)]. Sur cette divergence principale s'est greffée toute une série de troubles, de gouvernements provisoires et de prises de pouvoir par la force qui dévoilent à chaque fois les plans de l'Armée (ou de certains militaires) et ses tentatives de contrôle du pouvoir. Au total, le pays a connu cinq (5) gouvernements<sup>10</sup> provisoires et éphémères, une tentative électorale (journée du 29 novembre tristement célèbre à cause du massacre de la ruelle Vaillant), une réalisation électorale donnant lieu à l'épisode Manigat et deux coups d'État.

En effet, deux mois après la tentative électorale réprimée dans le sang, l'Armée prend le contrôle pour organiser les élections du 17 septembre 1988 qui ont scellé le court passage de L. F. Manigat au pouvoir. Peu de temps après, c'est le général H. Namphy qui revient à la charge pour orchestrer un coup d'état contre L. Manigat (19 juin 1988) et garder le pouvoir jusqu'au 17 septembre 1988, date à laquelle il a été relevé de ses fonctions de président par le Général Avril qui, lui aussi, a utilisé les armes d'un coup d'État militaire. Celui-ci a dû quitter le pouvoir le 12 mars 1990 sous la pression combinée d'une forte mobilisation populaire et des exigences de la communauté internationale qui voulait que l'on réalise des élections. Finalement, sous la présidence de Mme E. Pascal Trouillot (ex-juge de la cour de Cassation) – assistée d'un Conseil d'État – le pays a organisé les premières élections démocratiques (16 décembre 1990) sous le couvert d'une forte assistance et d'une présence étrangères. À l'issue de ces élections, le père Jean-Bertrand ARISTIDE est devenu président d'Haïti. Peu avant sa prestation de

---

<sup>10</sup> 1-CNG, Conseil National de gouvernement : Namphy - Regala (7 fév 86-7 fév. 88) ; 2-L.F. Manigat (7 fév. 88- 20 juin 88) ; 3-Namphy -Regala - Hector (21 juin 88-17 sept. 88) ; 4-P. AVRIL - J. Heubieux (17sept 88-mars 1990) ; 5-E. P. Trouillot +Conseil d'État (mars 90-fév91).

serment, R. Lafontant a tenté un coup de force (7 janvier 1991) mais la vigilance populaire a fait échec à cet acte et le président élu est parvenu à occuper le pouvoir le 7 Février 1991 pour ne passer que sept mois de mandat avant d'être renversé et expulsé du pays par les militaires.

Après trois années d'hésitations, de lobbying, de tractations politiques de toutes sortes – enclenchées à l'interne et à l'externe – des discussions organisées de concert et sous l'obédience des États-Unis et des «pays amis d'Haïti» (dont on peut distinguer le Canada, la France, le Venezuela et l'Argentine) entre les protagonistes de la crise, le pays a vécu une autre grande première historique (à côté des élections de 1990) de voir le président revenir d'exil et reprendre ses fonctions. Il a fallu, pour cela, une intervention onusienne que la population a acclamée pour avoir délogé les militaires et mettre fin à la situation de terreur qu'ils ont instaurée depuis le coup d'état. Les troupes commençaient à débarquer dès le 19 septembre 1994 mais le président J. B. Aristide rentre au pays accompagné d'une forte escorte militaire américaine le 15 octobre 1994 afin de restaurer "l'ordre constitutionnel et démocratique", disait-on. Quant aux hauts responsables militaires du coup d'État et des trois années de terreur, ils ont bénéficié des arrangements et quitté le pays en toute impunité. Sans trop insister sur les manœuvres présidentielles visant la récupération des trois années d'absence et les difficultés que devaient contourner les élections législatives, municipales et locales de l'année 1995, la situation paraissait revenir à une normalité démocratique après la passation du pouvoir à René Préval le 7 février 1996.

La présidence de R. Préval a été marquée par une longue crise électorale dont les premiers signes étaient le rejet des résultats des élections de juin 1995 et le boycott du deuxième tour au mois de septembre (année courante) par les partis de l'opposition. La tendance du président sortant à exercer un contrôle excessif sur le processus électoral, jointe à ses tentatives de récupération des trois années d'exil ont créé des frictions au sein de la Plateforme politique Lavalas<sup>11</sup>. Ces frictions n'ont pas tardé à se muer en un conflit ouvert entre l'OPL et le parti Fanmi Lavalas; puis, par effet boule de neige, le conflit

---

<sup>11</sup> La plateforme a été une coalition formée par l'organisation politique lavalas (OPL), le mouvement d'organisation du pays (MOP) et le parti louvri Baryè (PLB).

allait s'agrandir à l'espace de Concertation<sup>12</sup> et, par la suite, alimenter des rivalités entre le pouvoir et d'autres acteurs de la société civile. Le feu des rivalités entre les partis de l'opposition et le pouvoir allait encore se nourrir dans le climat conflictuel de l'organisation des élections des années 2000. Les législatives du 21 mai 2000 ont été organisées par le gouvernement Alexis-Préval sur un climat de violence qui tendait à gagner tout le pays. Les résultats préliminaires ont consacré le parti au pouvoir (Fanmi lavalas) comme vainqueur absolu mais, dès le lendemain de la journée électorale, l'opposition (des partis formant la convergence démocratique) a crié à la conteste des prochains résultats vu que des «groupes armés» ont récupéré les urnes à la fin de la journée et que les bulletins de vote ont été éparpillés partout dans les rues de la capitale. Pour sa part, la mission d'observation de l'OEA a émis des réserves sur les méthodes de calcul du Conseil Électoral Provisoire et exige des correctifs aux résultats du premier tour pour pouvoir participer à l'observation du second (voir Étienne, 2007:296-297). Le pouvoir a ignoré les mises en garde de la communauté internationale exigeant la résolution de la crise électorale du 21 mai et organisé les sénatoriales et présidentielles du 26 novembre de l'année courante, l'opposition a décidé de ne pas y participer et, une fois de plus, ces élections ont couronné la victoire du parti Fanmi Lavalas. Cela dit, en dépit des crises électorales et difficultés<sup>13</sup> qui ont jalonné sa période de présidence, R. Préval a pu terminer son mandat, organiser des élections et passer le pouvoir à J. B. Aristide le 7 février 2001. Néanmoins, la cérémonie de passation de pouvoir a été effectuée sur un fond de contestations et d'oppositions ouvertes entre l'ancien et le nouveau pouvoir et la Convergence Démocratique qui, au même moment, a fait prêter serment à son président provisoire, M. Gérard Gourgue.

Après l'installation du nouveau pouvoir, d'autres événements politiques viendront renforcer les hostilités et éliminer toute possibilité pour les protagonistes de trouver un compromis. Aux dures rivalités électorales, viennent s'ajouter des assassinats politiques

---

<sup>12</sup> L'espace de concertation est un regroupement qui a été formé entre des partis politiques (OPL, KID, CONACOM, PANPRA, Génération 2004 et Ayiti Kapab) pour essayer de trouver un compromis pour résoudre la crise découlant des élections frauduleuses d'avril 97.

<sup>13</sup> Il a entamé sa présidence avec un héritage assez lourd tant sur le plan interne que sur le plan externe : il devait gérer les conflits et ruptures intestines entre les lavalassiens de 1990 ; le dossier de privatisation laissé en suspens par l'ancienne administration ; la décomposition des institutions de l'État ; l'assassinat d'opposants politiques qui se poursuit durant son mandat etc... (Voir, Étienne, 2007 : 290-295).



et de violentes représailles<sup>14</sup> (pré et post électorales) qui allaient changer la donne politique. Nous voulons particulièrement mentionner les représailles suscitées par les attaques de l'académie de police le 28 juillet 2001 et du Palais National le 17 décembre 2001. Celles-ci ont été à la base de la rupture des négociations en cours entre l'opposition et le pouvoir ainsi que de la "prise en charge effective du dossier de la crise d'Haïti par l'OEA" avec sa résolution 822 votée en juin 2002 (cf. Étienne, 2007 :300). Avec d'autres événements des années 2002 et 2003<sup>15</sup>, les tensions nées des élections ont culminé vers une résistance multisectorielle (populaire et/ou civile, étudiante, politique et armée) contre le pouvoir et les «groupes armés»<sup>16</sup> qui réprimaient les manifestations lancées par les opposants du régime. Au cours de cette période, le pays a été le théâtre d'une lutte ouverte entre deux camps rivaux voulant respectivement le départ du président du pouvoir et son maintien au pouvoir. Finalement, la scène s'est refermée sur le départ du président Aristide du pouvoir et du pays dans la nuit du 29 février 2004. Leaders politiques, dirigeants de la société civile, partisans zélés du pouvoir, tout le monde a dansé la valse de la surprise créée par ce départ inattendu. Beaucoup d'entre eux ont eu à apprendre la nouvelle par le biais d'une station de radio internationale (RFI) comme tout le monde alors qu'ils étaient des protagonistes de première ligne dans la lutte exigeant le départ ou le maintien d'Aristide au pouvoir. Puis, après un long moment d'hésitations et de questionnements, la presse locale a confirmé la nouvelle sans trop de précisions sur la manière dont cela s'était produit. Dès lors, les partisans du régime déchu ont joué à la «sauve qui peut» pour quitter le pays.

La classe politique s'en est sortie désarmée puisque, apparemment, les préparatifs du départ ont été manœuvrés à son insu et, dans l'opinion publique, personne ne pouvait s'exprimer avec exactitude sur l'opération. De plus, contrairement à leur volonté de nommer «un des juges de la Cour de Cassation», selon leur dernière proposition de sortie de crise, l'ambassade américaine s'était occupée à combler le vide présidentiel en

---

<sup>14</sup> L'incendie des locaux des partis politiques de l'opposition ainsi que des maisons privées des membres de ces partis.

<sup>15</sup> Nous voulons parler de l'entrée en scène de la société civile (par le biais du groupe des 184, en 2002) qui se propose comme médiateur à la crise, l'entrée en scène des étudiants et les représailles orchestrées à leur rencontre en 2003, les assassinats politiques (plus particulièrement celui de A. Métayer, en septembre 2003, qui a servi de leitmotiv à la résistance armée plus ouverte contre le pouvoir).

<sup>16</sup> Ces groupes utilisaient toutes sortes d'armes afin d'évacuer les manifestations des opposant au régime : bâtons, planches clouées, armes blanches et armes mortelles etc.

organisant la prestation de serment<sup>17</sup> du premier juge de la cour de Cassation, Maître Boniface Alexandre. D'une «commission tripartite» incluant des représentants de la société civile, des partis politiques et de la communauté internationale au «Conseil des sages», il ne leur restait qu'à trouver un consensus sur le déroulement de la transition et désigner un Premier Ministre et former un gouvernement de transition. Ce gouvernement devait assurer la transition et réaliser des élections pour rentrer dans l'ordre constitutionnel en février 2006 sous la surveillance rapprochée de la mission onusienne de stabilisation (MINUSTAH) qui s'installe au pays depuis 2004. Des complications<sup>18</sup> sous-jacentes au climat politique ont retardé le processus électoral et la passation de pouvoir qui, finalement, a eu lieu en Mai 2006. Toutefois, la méthode de calcul des votes blancs qui aboutit aux résultats consacrant la victoire du président R. Préval a été contestée au point qu'à un certain moment on parlait de «proclamation» du président sous la pression des bandes populaires. Lesquelles ont envahi les rues de Port-au-Prince huit (8) jours après la journée électorale pour exiger le résultat des votes tout en désignant l'élu de la course pendant cinq (5) journées consécutives.

## **1.2. Les citoyens et le processus démocratique : deux tendances analytiques**

Dans les écrits analytiques du processus démocratique, certains auteurs [Hurbon (1987); Hector (1993) ; M.-R. Trouillot (1993); Pierre-Charles, (1996) et (1997); Étienne (1999)] considèrent que, durant les années qui suivirent le départ des Duvalier, Haïti a fait l'expérience d'une période de transition démocratique particulièrement difficile en raison des legs et des rapports socio-historiques qui ont produit l'exclusion d'une partie de la population dans les affaires politiques et économiques du pays. Les plus néfastes des legs duvaliéristes identifiés sont le mode de gestion du pouvoir et la manière dont le duvaliérisme s'est incrusté dans la vie et la mentalité du peuple haïtien que Pierre-Charles (1996) perçoit comme «l'idéologie fasciste» qui a dénaturé le processus de re-fondation de la démocratie. Ces deux constantes ont traversé la majorité des explications de la difficulté de l'instauration de la démocratie et sont analysées comme les principaux

---

<sup>17</sup> Selon toute vraisemblance, cette cérémonie a lieu dans l'enceinte de l'ambassade puisque la photo de prestation de serment qui est apparue dans les premières pages des journaux locaux a été signée par le photographe de ladite ambassade.

<sup>18</sup> Au nombre des complications, on compte le climat d'insécurité et de «kidnapping» qui s'établit dans le pays depuis la fin du deuxième semestre de l'année 2004 (soit en septembre). L'insécurité avait pour principal effet de rendre difficile la préparation des élections.

facteurs de blocage du processus aux côtés d'autres, notamment de l'incapacité du *mouvement démocratique* à se constituer un «univers massivement convergent sur les plans idéologique, institutionnel et stratégique» et le *conditionnement supranational*<sup>19</sup> des élections de 1990 (Hector, 1993). Elles expliquent également les antagonismes palpables entre divers secteurs de la société – le régime militaire et les masses populaires, la bourgeoisie et les "gens du peuple", les duvaliéristes/macoutes et les démocrates, les formations électoralistes et les formations participatives etc. – en particulier la *cruelle contradiction* (entre les militaires et la population) qui a rendu l'émergence démocratique illusoire (Charles, 1994) ou qui a généré le caractère *convulsif de la transition* (Étienne, 1999).

Ces figures polarisantes – la bourgeoisie ou l'oligarchie traditionnelle face aux masses majoritaires (prolétariennes et paysannes) [Charles, 1994], le régime militaire et les masses populaires (Étienne, 1999) - qui participent à l'explication des difficultés ou l'échec de la "transition démocratique" font état d'une opposition irréductible entre deux classes, groupes ou secteurs. Aussi, permettent-elles d'identifier les enjeux manifestes de la lutte pour l'instauration démocratique et les principaux protagonistes qui interviennent sur la scène politique mais présentent l'inconvénient d'obstruer le jeu de positionnement et repositionnement (ou des alliances) des acteurs qui jouent entre les positions médianes afin de tirer le maximum de profit de l'antagonisme.

Analysant l'évolution du processus démocratique à la veille des élections législatives et municipales de l'année 1995, Midy (1996) a fait le constat de l'engagement du "peuple haïtien" dans la voie démocratique mais en même temps cette voie lui semble périlleuse et le processus, incertain. Il explique l'incertitude par l'indécision du leadership politique qui reste encore attaché aux habitudes et schémas de la société d'exclusion (cf. Midy, 1996:199). Ses craintes par rapport à cette incertitude n'ont pas tardé à devenir réelles puisque les conjonctures politiques qui se sont succédé à partir de la deuxième moitié de la décennie 1990 étaient devenues de plus en plus difficiles. Et, plus tard, la récurrence des pratiques politiques rappelant la dictature duvaliériste a

---

<sup>19</sup> « Appel lancé aux Nations unies pour garantir la sécurité des électeurs, présence visible des observateurs étrangers à la veille des joutes électorales » (voir, Hector, p. 193-195).

amené d'autres auteurs à conclure que la démocratie est *introuvable* [Hurbon cité dans Élie, 2006] ou qu'il n'existe pas de démocratie en Haïti (Étienne, 2007).

Au terme de son étude sur le rôle des «élites» dans la non-émergence de l'état moderne (de type européen), Étienne (2007) écrit qu'en Haïti, il n'existe *pas d'État moderne, pas de société civile, pas de citoyens, pas d'espace public, pas d'opinion publique et pas de démocratie* (Étienne, 2007:328). Dans le contexte global de son étude, cette idée semble indiquer que les «élites» haïtiennes pouvaient réaliser «l'homogénéisation culturelle» et faire émerger un «vivre ensemble» sans tenir compte du reste insignifiant de la population et le fait qu'elles n'y arrivent est synonyme d'inexistence de citoyens. Par contre, d'autres auteurs [L. Trouillot (2001); Élie (2006); Péan (2003)], qui articulent leur problématique autour de la situation concrète des citoyens haïtiens ont tendance à parler de *déficit de citoyenneté* (L. Trouillot, 2001), d'un *manque d'inclusion* (Élie, 2006) ou d'un cadre social typique de *société inachevée* (Péan, 2003) pour évoquer les différentes facettes et mécanismes d'exclusion de la majorité des haïtiens. Contrairement à Étienne (2007), ces derniers ne font pas passer la demande quotidienne de citoyenneté dans le règne de l'insignifiance face à l'action et le pouvoir bâtisseur de société des «élites».

En effet, L. Trouillot (2001) s'est questionné sur la citoyenneté en s'inspirant de la persistance de la pauvreté et des inégalités, la permanence des réseaux et de structures anti-démocratiques, la fragmentation d'individualités bousculées par de multiples aspirations, des tentations totalitaires, du racisme et du sous-racisme, de la violence et de la projection des haïtiens dans l'ailleurs (cf. p. 11). Les multiples facettes du quotidien haïtien – les «stratégies de mise à distance», les «réflexes d'agression ou d'auto-défense», le «mépris des uns et du ressentiment des autres» – lui ont permis de révéler que la société haïtienne se meut dans la non-reconnaissance mutuelle de l'autre en tant que membre d'un collectif partageant des référents communs. Personne n'est en mesure de reconnaître à l'autre la citoyenneté, de distinguer le public du privé, l'exclusion et la différence et donc, il s'agit d'un cadre social où règne une politique de la haine et d'exclusion, du mépris et de la vengeance. Dans ce contexte, il est difficile de cerner ce qui lie les haïtiens entre eux et à l'espace habité *en dehors d'un passeport, d'un drapeau*

*et d'un territoire que chacun veut fuir en s'assurant que les autres ne le suivent pas* (L. Trouillot, 2001:59). L'auteur fait également remarquer que cette situation se perpétue sous le silence "complice" des intellectuels haïtiens qui n'ont pas suffisamment œuvré à la valorisation d'un patrimoine, de repères, d'un savoir qui pourrait constituer le *lieu parlant*, synonyme d'un héritage et d'un devenir (voir p. 24) que réclame l'identité citoyenne et, de plus, la notion d'intérêt général est quasiment bannie dans la littérature juridico-politique. Tout cela participe, selon lui, à une logique de «mensonge par omission» qui consiste à laisser la citoyenneté «aller de soi» en confusion avec la nationalité afin de passer sous silence le rapport citoyen-État qui devrait garantir des droits aux citoyens et la responsabilité des obligations et devoirs.

De son côté, Péan (2003) considère que la course effrénée au pouvoir, toujours plus importante, a détourné toute l'attention des dirigeants sur l'édification d'un État de droit susceptible de cristalliser les rapports entre les gouvernants et les gouvernés. S'accentuant sur la corruption, son étude met en évidence une tendance plus que biséculaire à l'exclusion d'une partie de la population, très liée à cette «course au pouvoir absolu», qui a traversé toutes les sphères d'activités pour produire l'actuelle société qu'il considère comme la *représentation-type de société inachevée*. Il entend par là, une société «où il n'y a pas eu d'intégration, où la majorité de la population (la paysannerie) est restée isolée, où les divisions entre les fractions de classes dominantes gangrènent les rapports sociaux collectifs, où la fragmentation des élites et leur ambivalence vis-à-vis de leurs propres intérêts défient la raison» (Péan, 2003 : 69).

Ce qui rapproche ces auteurs [L. Trouillot (2001); Péan (2003); Élie (2006)], c'est le fait de voir dans la réalité sociale haïtienne les mêmes mécanismes et justificatifs qui perpétuent la tendance à l'exclusion des citoyens ou, comme l'a dit L. Trouillot (ibid.), la tendance au rejet de l'autre et à ne pas lui reconnaître une part égale de citoyenneté. Ces mécanismes sont tout aussi présents dans le comportement des «élites» - politique, économique et intellectuelle – qui, non seulement, nient les citoyens mais aussi «refusent» de leur reconnaître le droit à la participation dans la construction sociale ou même leur demande d'implication. Plusieurs faits historiques peuvent prouver qu'elles ont toujours fait fi des demandes d'intégration sociale et, par conséquent, rejettent une

partie importante de la population dans une seconde nature que Hurbon (1987) qualifie par condition de «sauvages de l'intérieur». Parmi lesquels, on peut citer l'une des premières demandes d'intégration sociale que symbolise l'affaire Moïse en 1801 (Trouillot, 1993) et les codes ruraux<sup>20</sup> qui ont servi aux «élites» post-coloniales de cadre légal au renvoi des masses dans la seconde zone. Selon d'autres auteurs, leur persistance montre, à bien des égards, l'étendue de la peur de la démocratie [cf. Dahomey, cité par Élie (2006)] qu'affichent certains secteurs<sup>21</sup> et leur refus de travailler à *l'extension de la citoyenneté*, à l'inclusion de toute la population (Élie, 2006). Partant de ces analyses, nous nous demandons quelles sont les perspectives qui s'offrent aux citoyens qui s'activent dans les organisations et qui essaient de réclamer la place qui leur revient dans la vie politique du pays?

### **1.3. Les organisations populaires dans le processus démocratique**

L'une des conséquences significatives de la reformulation de la mission de l'Église catholique haïtienne a été de favoriser une prise de conscience au sein des groupes de base sur les situations d'injustice sociale qui remplissent la société. Cette mission s'est concrétisée dans la mise en œuvre d'un travail de "dézombification" des masses populaires et paysannes à travers des Communautés Ecclésiales de Base [(CEB, TKL en créole) [Blot (2004); Étienne (1999); Midy (1993); Smarth (1998)] conduites par des prêtres et des laïcs engagés. L'action de ces comités s'est inscrite dans la même ligne de protestation contre le pouvoir duvaliériste, les institutions étatiques et aussi contre l'aile dure de cette église qui s'attache encore aux anciennes positions. Ce fut un revirement de situation très significatif puisque, depuis la signature du Concordat de 1860, l'église se plaçait aux côtés de «l'élite» au pouvoir pour assumer le rôle d'«appareil d'hégémonie culturelle». Pour répéter Midy (1993), ce revirement a marqué son détachement de ses anciens alliés et son rapprochement à la cause des «exclus» et la «délégitimation publique du régime d'exclusion» (cf. Midy, 1993:202). Il était d'autant

---

<sup>20</sup> Presque tous les codes ruraux haïtiens ont reconduit des lois et pratiques qui rappellent la période esclavagiste en particulier celles relatives à la fixation du paysan dans les champs ou dans la section rurale, interdiction du vagabondage c'est-à-dire son libre déplacement à travers le pays, la réquisition pour des corvées, la soumission sans limite au chef de la section rurale, la pénalisation des pratiques et croyances religieuses, surtout le culte du vodu, et l'imposition du choix des denrées à produire.

<sup>21</sup> Dahomey identifie comme tels : la bourgeoisie, les militaires, l'impérialisme américain, les puissances occidentales et des intellectuels et militants haïtiens dont la cécité constitue le principal responsable de l'échec de la démocratie en 1991[Dahomey,1992, cité par Élie (2006 :265-270)]

plus significatif que la prise de conscience sur les situations d'injustice et les conditions concrètes de vie de diverses composantes de la population ont contribué à l'éclosion d'un nombre important d'associations, des groupes de jeunes, de comités de quartiers, des groupes de défense et de pressions, des syndicats de tendances idéologiques variées, des associations de patrons, des associations de paysans etc. qui, pour l'essentiel, manifestaient un désir d'implication dans la vie politique du pays. Que deviendront-elles après ces moments d'effervescence politique? Doit-on comprendre que la propension à s'organiser venait d'un réel engagement des individus dans la lutte pour la démocratie et l'affirmation de leur citoyenneté?

Les organisations populaires ne sont pas l'objet central d'autant d'études que l'évaluation du processus démocratique mais leur présence sur le terrain politique durant les moments de lutte pour l'instauration de la démocratie en Haïti leur confère une place particulière dans les analyses portant sur l'évolution du processus. De la littérature existante, nous avons relevé trois grands moments de leur évolution : la période d'éclosion (1986-1991), le repositionnement sur la scène politique (à partir de 1994) et une période de transformation insaisissable (années 2000) ; la dernière période correspond à un passé politique récent et leurs actions sont très peu analysées.

La première période a suivi l'engagement de l'église catholique auprès des masses populaires rurales et urbaines et correspond à «l'éclosion» d'un nombre imposant d'organisations qui, principalement, revendiquent l'instauration d'un ordre politique et social qui inclut la totalité des haïtiens. Cette période s'est greffée sur le contexte général du «mouvement de fond» (Hector, 1993) et du vaste mouvement populaire ou du *mouvement social multiforme* (Jean et Maeschalk, 1999) qui ont bouleversé la société haïtienne depuis la mi-1975 jusqu'en 1986. Le souci de contrecarrer les éventualités de restauration du duvaliérisme soupçonnées dans les actions des forces politiques (interne et externe) après le départ des Duvalier allait renforcer la tendance populaire à l'organisation et à la mobilisation pour la démocratie. Le slogan «démocratie ou la mort» inscrit sur les graffiti et fresques murales et constamment revenu dans les discours et notes de presse en était très significatif. Dans les manifestations de rue, la volonté de ne plus refaire l'expérience de la dictature duvaliériste s'est exprimée à travers des

revendications de justice, de droits politiques, économiques et sociaux notamment la liberté de penser et d'expression, l'accès à l'éducation, l'amélioration des conditions de vie, l'emploi pour tous, l'accès à des soins de santé adéquats pour tous etc. [Charles (1994); Jean et Maesschalck (1999); Cresfed (2000) ; Haïti Progrès : compilation des années 1986-1990; Brutus, 2005)]. Plus tard, les manifestants exigeront le jugement des criminels, la déduvaliérisation de l'administration publique et des mesures concrètes pour extirper la corruption de l'administration publique (cf. Étienne, 2007: 271). Dans les campagnes, les paysans ont saisi l'occasion pour enclencher un vaste mouvement de protestation contre les chefs de sections qui, s'associant aux grandons<sup>22</sup>, leur font subir toutes sortes d'exactions et mauvais traitements. Ceux qui étaient victimes d'expropriation de terres sous le règne duvaliériste, ne pouvant récupérer leurs lopins, élèvent la voix pour exiger, entre autres, des mesures pour contrecarrer la vie chère, la réalisation d'une réforme agraire, la réglementation des prix des denrées, la construction et la réfection des routes. D'après Élie (2006), cette propension à s'organiser – surtout en milieu rural –, et former des groupes de défense des intérêts de leur localité, des comités de développement est une façon pour les gens de signifier aux autorités qu'ils se constituent en interlocuteurs et qu'ils veulent discuter de ce qui concerne leur milieu de vie (Élie, 2006: 52-53). Ne peut-on pas, à l'instar de cet auteur, voir dans leur signification une réelle demande d'implication dans la vie publique, locale ou communautaire qui ferait office de corollaire naturel de la démocratie revendiquée?

À juger par ces revendications, la volonté populaire et la continuité de la lutte après le départ des Duvalier, Hurbon (1987) a retrouvé des similitudes avec le 1789 français qui lui font penser qu'une *mutation révolutionnaire* est à l'œuvre en Haïti (Hurbon, 1987 :7). De même, Midy (1993) y voit la sortie du peuple haïtien de son *marronnage historique* pour revendiquer l'égalité, la nationalité et l'indépendance afin de mettre Haïti en marche vers la liberté et la justice (Midy, 1993:196). Il constate également que ces revendications ont laissé apparaître le double enjeu de la demande sociale de démocratie c'est-à-dire les revendications *socio-démocratiques* et *ethno-nationales* (Midy, 1993) qui font émerger la nécessité de rompre avec le système social

---

<sup>22</sup> Dans la littérature portant sur les questions agraires en Haïti, les grandons sont une catégorie de grands propriétaires terriens qui, souvent, habitent les villes et ne travaillent pas la terre directement mais la concèdent à des paysans selon différentes modalités c'est-à-dire en fermage, deux-moitiés, etc.



producteur d'antagonismes pour instaurer un ordre démocratique conforme à la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Dans un autre texte, il conçoit le contexte des luttes revendicatives comme un *mouvement social pour le changement* porteur d'une profonde et insistante demande de démocratie articulée autour de : 1) la fin de *leta krazezo, de l'État massacreur* qui, depuis toujours, ne fait qu'assurer l'ordre oligarchique et réprimer les tentatives de remise en question; 2) la fin de la *sosyete bourik travay chwal galonen*, où une majorité besogneuse, considérée inférieure culturellement et racialement mais qui travaille au profit de la minorité parasite en dehors de la vie politique du pays; 3) la fin de l'exclusion officielle et systématique reposant sur le couple *moun sòt/moun lespri*; 4) la fin des politiques de dépendance et de liquidation nationale (cf. Midy, 1996:190-191).

Le deuxième moment des organisations populaires est marqué par le constat de la disparition de l'engouement à l'organisation vers le milieu des années 1990 ou le retrait visible des organisations populaires déjà constituées sur la scène politique (Smarth, 1998). Déjà, à l'été 1987, Jean et Maesschalk (1999) ont fait état de la perte de *cohésion idéologique* (cohésion fondée sur le rejet du duvaliérisme et l'action en faveur de la justice) du *mouvement social multiforme* relative à l'orientation du processus démocratique (voir Jean et Maesschalk, 1999: 66-68). Mais, cette scission n'a pas réellement ébranlé la volonté des «masses populaires» de s'impliquer dans la politique du pays. Entre autres actions, elles ont participé aux élections de décembre 1990, contribué à déjouer le coup de R. Lafontant et, après l'installation du Président Aristide le 7 février 1991, revendiqué des mesures pour combattre la corruption, le vol, la gabegie administrative au niveau des institutions de l'État. En revanche, le coup d'état militaire de 1991 allait porter un coup fatal aux organisations et aux masses populaires puisque les militaires ont orchestré une campagne de répression contre la population et les dirigeants des organisations populaires autant dans les villes que dans les campagnes. Selon certains auteurs, ces actes de violence à l'encontre des leaders d'organisations populaires ou syndicales ont clairement montré, que le secteur populaire (Jean et Maesschalck, 1999) ou la participation populaire [J. L. Dominique, cité dans Élie (2006)] étaient les principales cibles de l'armée. Jointe à l'embargo commercial imposé par la communauté internationale, cette campagne répressive a endommagé la capacité de résistance des

organisations populaires (Jean et Maesschalk, 1999 :79), freiné l'élan du peuple qui se croyait capable de se donner le gouvernement de son choix et signé une phase d'achèvement de la décomposition de l'État prédateur (Midy, 1999) sans pour autant atteindre la motivation du peuple à la défense de ses choix. On peut alors se demander pourquoi les organisations populaires se sont retirées de la scène politique après avoir vécu la dure période de terreur militaire? S'agit-il d'un simple retrait ou d'un retrait stratégique?

Jean et Maesschalk (1999) ont également signalé l'existence de deux grandes tendances au sein des organisations qui naissent ou se reconstituent à la fin de l'année 1995. La première est le fait, pour certains individus, de créer des organisations dans le but de bénéficier du financement auprès des ONG locales ou d'un visa auprès de l'ambassade américaine. La deuxième correspond au cas des leaders d'organisations qui intègrent le pouvoir pour, ensuite, réduire leurs activités et celles des organisations de provenance à la recherche d'un poste pour les membres dans l'administration publique, au soutien et à la défense du pouvoir. Leur analyse du rapport des organisations au pouvoir en place révèle que le rapport que le prêtre-président a entretenu avec ces groupes a été à la base de cette situation ainsi que l'«affaiblissement» des organisations. Il s'agit d'un rapport charismatique, mystique et sans médiation que le président maintient à l'aide de son jeu politique où se mêlent le charisme, l'audace et une bonne utilisation du verbe (la parole). Avec ce type de rapport, il parvient à étouffer toute tentative de questionnement de ses compétences d'homme politique, empêcher l'émergence d'une opposition officielle au gouvernement et balayer toute envie d'implication populaire dans la politique puisqu'il fait croire au peuple qu'il incarne le pouvoir du peuple (Jean et Maesschalk, 1999:86-92). Le perdant est le mouvement populaire qui, d'après leur analyse, n'a obtenu aucune satisfaction à ses principales revendications (justice-participation-santé-éducation) et qui, de surcroît, s'en est sorti affaibli, parce que plus confus, plus déstructuré et désorganisé<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Il faut dire que les problèmes d'orientation et de fonctionnement auxquelles ces organisations devaient faire face ont fourni un terrain fertile aux mécanismes d'établissement de ce type de rapport. Les auteurs en ont identifiés trois : les militants en cravate (des gens qui ont pu intégrer l'administration publique sur la base de la militance), la cooptation des cadres de la société civile, et le rapport charismatique du leader avec son peuple (cf. Jean et Maesschalk, pp. 86-92).

Retrait visible, repositionnement stratégique, refus de prendre en compte ou de satisfaire les revendications populaires, tout cela semble retrouver un sens dans ce que Pierre (2002) identifie comme le déplacement du centre d'intérêt du mouvement populaire (*de l'opposition à l'État à son intégration et à la rencontre du leader charismatique de 1990*). Son questionnement sur le rapport des organisations populaires de l'Accul (Nord d'Haïti) avec le changement social lui a permis de découvrir que le mouvement populaire, se trouvant entre instrumentalisation et mouvement autonome revendicatif, s'est éloigné du changement social qui était sa force motrice, change d'adversaire, épouse un patron et, quant aux organisations, elles ont perdu leur autonomie du début des années 1990. De même, la militance est devenue «une voie d'accès à la survie matérielle» puisque, au moment d'intégrer l'État et les partis politiques, la survie personnelle des militants est mise au premier plan alors qu'il était en seconde zone. Cette «dégénérescence», comme Pierre (2002) le désigne, nuit à la volonté des organisations populaires d'être de véritables actrices du changement social mais ne leur empêche pas d'apporter «une contribution particulièrement importante au changement social». Cela se manifeste dans leur occupation de l'espace acculois en particulier de leur forte présence dans l'administration et sur la scène politique.

Les mutations constatées dans les objectifs des organisations populaires et dans leur rapport avec le pouvoir dans le cas de la commune de l'Accul du Nord sont assez typiques de ce qui passait au niveau de plusieurs communes du pays, en particulier, dans la capitale. Elles caractérisent le troisième moment des organisations, c'est-à-dire la période se situant entre la fin de la décennie quatre-vingt-dix et le début des années 2000. Période au cours de laquelle le pays est parvenu à expérimenter des transformations radicales dans les formes et les objectifs (pas toujours explicites) des organisations. Des nouveaux groupes se constituent mais, cette fois, avec des logiques d'action aussi diversifiées que les dénominations qu'il était difficile de les ranger dans la catégorie des groupes socioprofessionnels, populaires et syndicaux connus à la fin des années quatre-vingt. Entre les «bases frustrées» de la gestion *lavalasse* du pouvoir et les «bandes armées»<sup>24</sup> résultant de la manipulation des organisations populaires (voir Étienne,

---

<sup>24</sup>Dans chaque zone d'implantation les bandes armées prennent des noms différents comme par exemple les «rat pa kk» à Port-au-Prince, les «dòmi nan bwa» à Petit-goâve, «lame kanibal» aux Gonaïves, «bale wouze» à Saint-Marc, «lame

2007:292), les «chimères»<sup>25</sup> qui défendent les intérêts du pouvoir en place contre tout groupe d'opposants ou qui défendent les intérêts particuliers des membres (ou des plus influents), les organisations populaires étaient devenues des entités insaisissables.

#### **1.4. Constats et problème central de la recherche**

La tendance à l'organisation qui s'est laissée voir dans le courant des années 1980 et 1990 et les revendications portées par les différentes organisations, comme cela ressort dans les analyses pré-citées, ont révélé une détermination et une capacité de résistance populaire pour exiger l'implication dans la vie politique du pays et dans la construction de la démocratie. Cette révélation vient s'ajouter à la vieille demande d'inclusion et aux tentatives historiques de conquête de citoyenneté des masses rurales et urbaines que les multiples mécanismes de perpétuation de l'exclusion ou de «rejet de l'autre» rendent difficiles pour renforcer la nécessité de construire une société inclusive. Cependant, comme on peut le voir à travers les études portant sur la construction démocratique, la citoyenneté n'occupe que très peu de place tout comme les tentatives quotidiennes visant à la conquérir. Les conclusions des rares études qui en parlent soulèvent soit l'inexistence de citoyens en Haïti soit le manque d'inclusion ou le déficit de citoyenneté et, par conséquent, les conditions concrètes de son exercice ne sont pas assez creusées. Quant aux organisations populaires et les masses populaires, d'une manière générale, on peut avoir l'impression qu'elles ont vécu un passé pré-démocratique sans être vraiment reconnues comme de véritables acteurs. Fort de cela et au regard de leurs difficultés d'orientation et de fonctionnement, de leur manière de se laisser coopter par des pouvoirs en place et/ou partis politiques, nous nous demandons si les organisations populaires disposaient ou disposent d'une réelle capacité d'influence sur la construction démocratique?

À ce propos, Élie (2006) a constaté qu'il y a une demande patente au sein de la population pour la participation et la décentralisation et, plus loin, il a souligné que les

---

kosovo» à Trou du nord, et d'autres bandes dont nous retenons uniquement les noms tels les «Lame ti Manchèt», «Lame Saddam», «Lame Kadhafi» etc.

<sup>25</sup>Vers la fin de l'année 1995, on commençait à identifier – surtout dans l'opinion publique (presse, opposants du pouvoir en place, des responsables de partis politiques) – un phénomène de «chimérisation» des groupes populaires pour faire référence des sorties massives de gens qui prennent l'habitude de se regrouper devant certaines administrations publiques (parlement, paquet) soit pour exprimer leur opposition à des attaques dirigées contre le pouvoir ou pour soutenir un haut responsable du pouvoir invité à comparaître au palais de justice ou interpellé devant le parlement.

voix consultatives accordées aux organisations socioprofessionnelles et syndicales aux termes de l'article 79 de la constitution font d'elles des *canaux de participation*. À ce titre, les organisations devraient permettre aux membres d'avoir une certaine influence sur la prise des décisions à condition qu'elles soient en mesure de préparer leurs dossiers pour bien utiliser les voix consultatives dans les assemblées départementales (cf. Élie, 2006 :260). Nous nous demandons, toutefois, si les organisations ont pu identifier les lieux d'exercice du pouvoir et les mécanismes/moyens par lesquels elles peuvent l'intégrer pour influencer le cours des événements. Quelles sont leurs chances de succès dans la tâche d'amener les citoyens à intégrer et agir sur le processus d'institutionnalisation de la démocratie ?

À Trou du Nord, les organisations populaires ont suivi le même parcours que nous avons décrit pour celles de la capitale ou d'autres zones du pays. La période d'éclosion a coïncidé avec la naissance des organisations et des comités de quartiers dont les principales activités étaient la protestation contre les gouvernements en place, l'organisation des manifestations de rue et la publication des notes de presses et «tracts» etc. pour revendiquer des services collectifs. À partir de la fin des années 1990, leur nombre a augmenté et les champs, élargis. Pour ainsi dire, Trou du Nord a vu naître des organisations populaires, des comités de quartiers, des «baz» et/ou comités de quartier s'activant dans des travaux de rénovation, de propreté et d'animation culturelle et, entre 2000 et 2004, des groupes armés retranchés dans les périphéries de la partie dite urbaine. Ce cadre d'évolution nous offre un terrain propice au même questionnement engendré par l'action des organisations d'une manière générale et, en particulier de leur rapport avec les prérogatives constitutionnelles de définition de la citoyenneté et de leur appropriation par individus qui y adhèrent. D'où la formulation de la question centrale de notre recherche : dans quelles mesures l'implication dans les organisations de Trou du Nord traduit la capacité des individus-membres à intervenir dans la construction démocratique ?

La réponse à cette question devrait, à notre sens, se trouver dans les formes d'actions collectives et les relations existant entre leurs activités et l'exercice de la citoyenneté. C'est pour cette raison que nous allons essayer de creuser les rapports que

les organisations entretiennent avec les représentants des différents niveaux du pouvoir et d'autres composantes de la réalité sociale locale ou tout autre secteur impliqué dans leurs activités. En d'autres termes, les logiques et enjeux de la vie associative sortiront de trois niveaux de relations : les liens qui se tissent entre les membres à l'interne; la dynamique communale, les relations entretenues avec les élus locaux, l'administration communale et tout autre groupe qui s'active dans la commune; et enfin, leur positionnement par rapport à la dynamique nationale.

## **Chapitre 2**

### **Citoyenneté et démocratie: des références abstraites aux formes sociales**

Du cadre grec de l'invention de la citoyenneté aux formes actuelles de sociétés, la conception et la pratique de la citoyenneté ont connu des ruptures et des mutations relatives aux différentes formes qu'elles ont prises dans les contextes sociaux d'instauration de la démocratie. Dubois (2003) souligne que la citoyenneté et la démocratie entretiennent un lien étroit qui s'impose avec certitude au milieu des faits mouvants des sociétés actuelles. À l'origine dit-il, la citoyenneté n'a *nullement* supposé la démocratie mais celle-ci a toujours reposé sur la citoyenneté si bien qu'elle a révélé les limites de son effectivité c'est-à-dire son incapacité à concrétiser la proclamation solennelle des droits inaliénables dans le social (cf. Dubois, 2003:9). Néanmoins, les présupposés égalitaires et universalistes qu'elles partagent sont insuffisantes pour confondre l'histoire de la citoyenneté avec le triomphe des idéaux démocratiques qui, semble-t-il, ne garantissent pas toujours l'égalité et la liberté. La tentation en est très forte depuis la fin des années 1980, époque à laquelle l'occident est parvenu à exporter, apporter ou distribuer la recette à l'échelle mondiale et, par conséquent, celle où la démocratie est devenue la référence unique. Malgré cette mise en garde, la démocratie demeure – ne serait-ce de façon formelle ou normative – «la forme de vie politique qui donne la plus grande liberté au plus grand nombre et reconnaît la plus grande diversité possible» (Touraine, 1994:30); «la condition de possibilité de toute politique capable de faire face aux dilemmes de la modernité» (Howard, 2005:258); «un régime offrant aux citoyens quelques chances sérieuses de mener une vie sociale et politique décente» (Manent, 2007:192); le «meilleur mode connu d'organisation des sociétés humaines» (Lamoureux, 1991:63); et la citoyenneté, «l'un des piliers essentiels» (Constant, 2000).

## **2.1. Les dimensions de la citoyenneté**

La citoyenneté entretient un lien étroit avec l'histoire des sociétés dont la construction repose sur l'individu autonome, émancipé, rationnel et participant à la vie politique de la «cité». Elle intègre pour chaque société particulière un ensemble de particularités qui révèlent les conditions sociales offertes à tous ceux qui sont considérés comme citoyens c'est-à-dire des principes et habitudes qui structurent le vivre-ensemble. D'après Constant (1998), le terme évoque à la fois une «réalité» et un «idéal» : sa réalité



est la forme légale, politique et sociale qui dicte la manière d'organiser et de vivre l'appartenance sociale et politique et son idéalité, les différentes manières de penser et d'évaluer cette appartenance qui sont reflétées dans la manifestation de l'identité nationale, le statut juridique, les rôles sociaux spécifiques à la participation active à la vie de la cité et les qualités morales. Ces composantes idéales s'apparentent aux dimensions à partir desquelles d'autres auteurs [Schnapper et Bachelier (2000), Weinstock (2000)] explicitent le concept de citoyenneté. La différence entre Constant et ces auteurs est l'introduction de l'idéalité et la réalité qui rendent plus manifestes les écarts existant entre les principes universels autour desquels on la conçoit et son exercice concrète.

### **2.1.1. La citoyenneté, statut juridico-légal**

La première acception de la citoyenneté fait référence au statut juridico-légal qui soude le lien entre un individu et un État. Ce statut implique l'égalité des droits et devoirs pour chacun des membres de la «communauté de citoyens» et, à ce titre, le citoyen n'est pas un individu concret mais un sujet de droit (Schnapper et Bachelier, 2000). Selon Weinstock (2000), il établit la spécificité du citoyen par rapport au simple résident puisque c'est la loi qui définit ceux qui sont citoyens et ceux qui ne le sont pas ainsi que leurs droits et responsabilités (Weinstock, 2000:16). En ce sens, être citoyen c'est entretenir avec l'État ce lien qui permet de jouir les droits citoyens et d'honorer les devoirs et responsabilités qui incombent à chacun à savoir, l'obligation de respecter les lois, de défendre sa société en cas de menace et de contribuer aux dépenses collectives proportionnellement à sa disponibilité en ressources.

En référence aux droits, T. H. Marshall (1950) a décrit trois formes successives de réalisation de la citoyenneté dans les sociétés modernes. Il considère que le statut du citoyen *s'est étendu et consolidé* de manière progressive : «les droits politiques tout d'abord, les droits sociaux ensuite venant compléter les droits civils selon une diffusion en cercles concentriques incluant des couches de plus en plus larges de la population» (Constant, 1998:30). D'après l'analyse de Schnapper et Bachelier (op. cit.), Marshall a décrit un cheminement en trois étapes débutant avec l'exercice des *droits-libertés* pour aboutir aux *droits-créances* en passant par l'acquisition des droits politiques. La citoyenneté civile, l'exercice des droits-libertés (libertés de la personne, liberté

d'expression, de propriété), a été obtenue et garantie au XVIII<sup>e</sup> siècle dans un rapport de construction d'un État de droit dans lequel la justice avait un rôle prépondérant. La seconde, la citoyenneté politique, obtenue un siècle plus tard (XIX<sup>e</sup> siècle) est définie par l'exercice des droits politiques (droit de voter et d'être élu, de participer à la vie politique et d'être informé) garantis par l'exercice du suffrage universel et le rôle prépondérant du parlement. Enfin, la citoyenneté sociale, élaborée au XX<sup>e</sup> siècle, caractérise la prépondérance des droits-créances (droit à la protection sociale, à la santé, à l'éducation, au travail) garantis par les institutions de l'État-providence. Cette évolution a lieu dans le cadre d'une relation citoyens-État où les citoyens se voient attribuer un statut qui consacre l'égalité en droits et devoirs de tous ceux qui sont soumis au même statut. À chacune de ces étapes correspond la naissance d'un ensemble d'institutions symboliques qui garantissent aux citoyens la jouissance de ces droits : les tribunaux, les assemblées représentatives, les écoles et les services sociaux (cf. Constant, p. 29).

La thèse de Marshall a eu une grande popularité mais elle a autant suscité de critiques. L'Allemagne et les pays communistes (en particulier l'URSS) ont été souvent mis en exergue pour prouver que Marshall a peint l'histoire de l'Angleterre sans tenir compte d'autres pays dont le schéma d'évolution était différent [Schnapper et Bachelier (2000); Constant (1998); Gosselin (2005)]. La principale critique est d'avoir omis d'autres réalités et différents régimes de citoyenneté en œuvre dans ces pays où les institutions de «citoyenneté sociale» existaient bien avant l'instauration de la citoyenneté civile et politique. Constant (1998) voit l'inconvénient principal dans le fait d'ignorer dans sa «chronologie institutionnelle» les ruptures qui, dans les sociétés modernes, ont accompagné «le passage des monarchies oligarchiques aux communautés politiques modernes et les tendances contradictoires qui opposent les dynamiques des appartenances politiques, religieuses, ethniques et de classe» (Constant, 1998:30). En revanche, il admet que cette théorie traduit «avec pertinence» les réalités anglaise et américaine mais qu'elle ne s'applique *pas du tout* au cas français où la figure du citoyen a heurté et confronté des identités concurrentes. De leur côté, Schnapper et Bachelier (2000) y relèvent une tendance à l'évolutionnisme qui masque non seulement d'autres histoires de pays qui ont suivi des voies différentes d'instauration de la citoyenneté mais aussi les différences

fondamentales entre la citoyenneté civile et politique alors que, pour eux, le débat reste encore ouvert sur l'articulation des droits politiques, économiques et sociaux.

Les critiques adressées à la thèse de Marshall font état d'un schéma réducteur qui prend forme dans son attachement aux droits mais, à sa décharge, Duchastel (2000) a fait une lecture sociologique pour montrer qu'il a posé le problème fondamental de la citoyenneté, celui de la participation et l'appartenance à la communauté. Il s'est inspiré des critiques sur l'appartenance et la participation qu'a faites W. Kymlicka (cité par Duchastel) pour prouver que Marshall s'est intéressé à «l'extension progressive du plein exercice du pouvoir politique par la totalité des citoyens (participation) et qu'il s'en est également tenu à l'appartenance pleine et entière des citoyens à une "civilisation commune" (Duchastel, 2000:38). Aussi, souligne-t-il que le problème de l'égalité apparaît dans toute son acuité dans la définition qui associe la citoyenneté à «un statut accordé à ceux qui sont des membres à part entière d'une communauté» (Marshall, cité par Duchastel, 2000:38). De plus, la règle d'égalité qui fonde le statut, les droits et devoirs qui s'y rattachent est l'expression du «rapport d'appartenance des individus à la communauté» (Duchastel, 2000:39). En ce sens, l'essentiel de la thèse a été d'explicitier le paradoxe de la «double évolution historique» entre «l'extension de la logique des droits égaux liés à la citoyenneté (civile, politique ou sociale)» et «le maintien ou l'accroissement des inégalités sociales liées au développement du capitalisme» (ibid.). Et, c'est en réponse à la difficile conciliation des processus antagoniques que Marshall eut à considérer que «les conditions qui ont présidé à l'extension des droits se sont concrétisées dans la formation de la nation, à la fois lieu de fusion géographique (*regroupement d'une communauté politique sur un territoire*) et de séparation (*autonomisation des institutions sociales*)» (Duchastel, 2000:39).

Définir la citoyenneté par le statut juridique peut visiblement être réducteur surtout si l'on tient uniquement compte des droits proclamés ou encore, de la citoyenneté juridique sans tenir compte des citoyennetés réelles ou sociologiques (McAll, 1995). Le raisonnement de Duchastel indique que l'essence de la citoyenneté ne se situe pas dans les droits proclamés mais dans le vécu réel de la norme d'égalité. À mesure qu'on analyse les droits (civils, politiques et sociaux) à l'aune des conditions sociales d'exercice de la

citoyenneté, les écarts entre le statut juridique supposément égalitaire et le vécu des citoyens dans chaque collectivité particulière, somme toute, les inégalités liées à l'appartenance et la participation deviennent manifestes. Cette confrontation des droits proclamés au vécu concret des citoyens à l'intérieur d'un territoire donné constitue le fondement de la distinction entre «constitution juridique» et «constitution sociologique» (McAll, *ibid.*).

### **2.1.2. La citoyenneté, source de légitimité politique**

En plus du "portrait légal" qui fait du citoyen un sujet de droit, les individus d'une même «communauté» sont appelés à se revêtir d'un portrait social (Constant, 1998) c'est-à-dire d'embrasser les rôles socialement définis. Ce portrait correspond à tout un «agir politique» qui fait état de l'implication des citoyens dans les affaires publiques puisque, par définition, tous les citoyens sont habilités à participer activement à la «vie des institutions politiques et au façonnement du bien commun» (Weinstock, 2000:16). Ce faisant, ils jouissent la prérogative que sous-tend le titre de détenteur d'une part égale de souveraineté qui coiffe leur statut de membre de la collectivité ayant le droit d'attribuer la légitimité politique à ceux qui sont désignés dirigeants tout en se réservant un certain pouvoir de contrôle sur eux et sur leurs actions. En vertu de ce portrait social, l'ensemble de la collectivité est source du pouvoir politique et, la citoyenneté, le «principe de légitimité politique» (Schnapper et Bachelier, 2000:10). Autant dire que l'exercice de la souveraineté fait obligation à chaque citoyen de s'impliquer dans la vie politique et de jouer un rôle actif dans l'élaboration des principes et des lois qui structurent le «vivre ensemble» et auxquels la collectivité est tenue d'obéir.

### **2.1.3. La citoyenneté, source du lien social**

Reconnus égaux et différents l'un de l'autre et comme participant (égal) à la même souveraineté depuis que s'est opérée la rupture moderne d'avec l'ordre politique ancien, les citoyens sont appelés à construire leurs relations sur la base de l'égale dignité de chaque personne, du droit au même respect pour tous et la reconnaissance mutuelle et, par là, contribuer au maintien du lien social. L'égale dignité devient alors le principe structurant des relations sociales et la citoyenneté, «source de lien social» (Schnapper et Bachelier, 2000:11). Ce principe structurant renvoie à ce que Weinstock (2000) considère

comme un «pôle identitaire» caractérisant le degré d'affirmation de l'appartenance collective du citoyen ou son identité collective. Une fois affirmée, cette identité devrait supplanter tous les traits particuliers du citoyen à chaque situation qui implique la sauvegarde de la cohésion sociale. En ce sens, la volonté du «vivre ensemble» est dictée par le niveau d'affectation et d'attachement des citoyens à la collectivité qui est une garantie à la création du lien et la cohésion nécessaires au maintien du collectif.

Se basant sur les pratiques de la vie citoyenne se rapportant au lien politique et social, Weinstock (2000) introduit une gradation entre deux catégories de citoyens : les passifs et les actifs. Les passifs s'attachent à une conception «minimale» de la citoyenneté c'est-à-dire à faire prévaloir leurs droits politiques tels que la loi les définit mais ceux qui, – au-delà du statut juridique – s'impliquent dans les affaires publiques sont des citoyens actifs qui vivent une «conception surérogatoire» de la citoyenneté. Celle-ci renvoie à la référence identitaire, l'ultime niveau de la citoyenneté, qui consacre comme «citoyen à plein titre» celui qui se réclame de son «rattachement à une collectivité» (Weinstock, 2000:17). À ce niveau, le citoyen accorde la priorité à l'identité citoyenne (afficher son appartenance collective) sur d'autres références se rapportant à son genre, sa classe, ou ses identités et traits particuliers, etc. Il renferme un contenu normatif car il élève la citoyenneté active au rang d'un idéal plus ou moins acquis dans la réalité.

À bien des égards, cette gradation pourrait justifier des contenus péjoratifs qui se cachent sous l'utilisation des termes «actif» et «passif» ou même nourrir des préjugés à l'endroit de ceux (ou des catégories spécifiques de population) qui ne s'activent pas dans la vie collective ou au façonnement du bien commun. Elle pourrait même contribuer au fait de mettre hors de la citoyenneté et du social tous les «jouisseurs» de droits ou les inactifs. Magnette (2001) s'oppose à cette forme de distinction qui, à son avis, cache la rupture qui s'est opérée dans l'histoire du concept au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Il considère que depuis les révolutions démocratiques la tendance est à l'intégration des aspects complémentaires que sont jouissance de droits et participation civique sans lesquels «la citoyenneté n'est plus elle-même» (Magnette, 2001:272). De plus, il pense que cette distinction oppose un obstacle majeur à la citoyenneté en présentant comme un

antagonisme tout ce qui fait la cohérence du concept de citoyenneté moderne (cf. Magnette, *ibid.*). Tel est également l'avis de Roman (1995) qui pense qu'il y a dimension de passivité inhérente à toute citoyenneté : *celle qui découle du seul fait de l'appartenance, qui est le résultat de la naissance, la part non délibérée et non choisie*. C'est cette dimension qui est à la base de la tension entre les deux aspects de la citoyenneté, l'appartenance et les droits qu'elle confère et l'engagement, les obligations, les qui en découlent (cf. Roman, 1995:65). Cela dit, la passivité ne doit en aucun cas servir de prétexte au renvoi dans les marges du social ceux qui sont considérés et/ou transformés en passifs car, eux aussi, ils disposent des mêmes droits que ceux qui s'impliquent davantage dans les affaires publiques. Sinon, on ne fait qu'encourir le risque de tomber dans la même «limitation historique» qu'a soutenue le terme citoyenneté active à l'époque du cens. Il conviendrait mieux, comme l'écrit Roman, de «convaincre ceux qui refusent de participer pour de mauvaises raisons (repli individualiste, par exemple) et de donner les moyens de la participation à ceux qui s'en trouvent empêchés [...] comme la plupart des exclus (pauvreté, illettrisme, désocialisation, etc.)» (Roman, 1995:65).

## **2.2. Deux processus modernes de construction de la citoyenneté politique**

L'entrée dans la modernité politique a nécessité que l'on construise des assises solides aux valeurs universelles de liberté et d'égalité afin que l'homme puisse réellement disposer de sa personne, de son autonomie et que le «peuple» soit en mesure de se gouverner lui-même. La grande problématique était de fonder l'équilibre politique et social pour asseoir les changements démocratiques et l'émancipation de l'individu désormais porteur de raison et de dignité humaine c'est-à-dire la conciliation de leur adhésion à la légitimité politique et leur autonomie en tant qu'ils sont libres et égaux. Selon les mots de Magnette (2001), les sociétés révolutionnaires (américaine et française) étaient obligées de mettre du contenu réel et institutionnel aux concepts de république, de liberté, d'égalité, de citoyenneté qui, jusqu'alors, étaient restés théoriques et collés aux droits naturels dont l'évocation a souvent cohabité avec des situations de servitude. Mieux, elles devaient placer le rapport à la normativité et la légitimité politique sous la «dépendance» de la société afin de signer la rupture d'avec l'ordre traditionnel dont la transcendance était extérieure et symbolisée par Dieu (Thuot, 1998). Ainsi, de ces deux révolutions ont découlé deux constructions de la citoyenneté politique qui symbolisent

autant les processus institutionnels qui cadrent le développement de la citoyenneté dans chacune des sociétés que le rôle attribué au politique dans la construction sociale (Dubet et Martuccelli, 1998) ou, à la manière de Howard (2005), deux manières d'aborder le "défi de la démocratie". Nombre d'auteurs ont tendance à les opposer ou les rapprocher mais, en fait, l'émancipation moderne devait, dans les deux cas, amener les citoyens à limiter, contrôler et exercer le pouvoir.

### **2.2.1. Être citoyen « à l'américaine »**

La citoyenneté «à l'américaine» fait référence au type de citoyen qui résulte de la construction constitutionnelle des États-Unis d'Amérique. Les pères fondateurs de cette société se sont doublement inspirés des idées de droits naturels pour récuser l'arbitraire de la métropole anglaise et pour élaborer la Constitution Fédérale (en 1787) ainsi que les droits citoyens. Tenant compte des particularités des États fédérés, ils ont entrepris une construction de société « pluraliste » susceptible de leur permettre d'intégrer les « intérêts divergents» qui naissent de la fragmentation de la société civile où l'activité économique (en particulier le commerce) a une importance capitale. C'est ce qui inspire Howard (2005) à dire que l'unité de la société américaine est fondée sur *les divisions nécessaires* afin de caractériser le fait des fondateurs de se servir de l'État et de la Constitution pour assurer l'autonomie des membres de la société (Howard, 2005:251). En ce sens, l'unité de la société américaine, du moins l'idée fondatrice, repose sur la diversité intérêts qu'il faille protéger (en tant que droits individuels) contre l'arbitraire du pouvoir. Selon Schnapper et Bachelier, l'idée fondamentale de cette unité se résume de cette manière : « pour assurer la véritable liberté des hommes contre le pouvoir qui risque toujours de devenir arbitraire, il faut respecter la diversité des appartenances et des attachements particuliers» (Schnapper et Bachelier, 2000:39). De manière précise, la diversité des intérêts renvoie à l'octroi de la citoyenneté sur la base de l'appartenance à une communauté particulière d'intérêts et, par cet acte, le citoyen a la possibilité de jouir de ses droits en toute autonomie avec une porte ouverte à l'entrée active dans la vie publique au moment souhaité. C'est pourquoi le citoyen américain est d'abord considéré comme libéral (Schnapper et Bachelier, 2000: 49).

Dans sa version américaine, l'émancipation des individus s'est achevée sur la transformation de l'individu en un citoyen qui, se libérant des liens monarchiques, devient désormais détenteur égal de droits naturels inaliénables et participant volontaire à l'établissement du pouvoir démocratique légitime et stable. Il devient gagnant en liberté puisque la transformation de sa liberté naturelle en liberté civile et politique lui garantit des droits constitutionnels érigés en garant de la « continuité » institutionnelle de l'ordre social s'étendant sur le grand territoire étatsunien. Tel est le point qu'évoque Ulysse (2002) en caractérisant cette forme de citoyenneté par l'idée de "liberté organisée" (voir, p.45), servant de suppôt aux procédures établissant la citoyenneté comme lien contractuel et volontaire. Cependant, en accordant la prépondérance aux institutions économiques et aux droits civils (Duchastel, 2000) ou le primat de la dimension juridique sur les dimensions pratique et identitaire Weinstock (2000), ce modèle ne fait pas de l'individu un gagnant en lien civique puisque l'activité civique fait peu de poids face à la recherche du succès économique et la pleine réussite de sa vie privée. Le contrat le lie à l'État et lui donne la possibilité de revêtir de son statut de « tiers souverain, puis sujet ou bénéficiaire » et d'être en relation avec les autres en privé et non sur une base civique (voir Barber, 1997:233). Il peut, comme bon lui semble, déléguer ses responsabilités civiques à des « experts » et, à l'extrême, son « apathie politique » peut être considérée comme positive pour la démocratie (Weinstock, 2000). Sur le plan identitaire, il est préférable qu'il s'identifie faiblement à l'État et plus à sa famille et sa profession puisqu'on n'attend de lui qu'une « motivation suffisante » pour payer ses impôts et, dans certains cas, qu'il fasse son service militaire (Weinstock, 2000: 19). Barber (1997) y trouve une vertu civique: « la redevabilité ». Ce lien de redevabilité se maintient et s'exprime par un « jeu de contrôles réciproques » qui réduit le citoyen au « rôle de chiens de garde » c'est-à-dire qu'il s'occupe de ses affaires privées tout en surveillant l'ombre des erreurs de l'État pendant que les fonctionnaires, délégués et représentants s'occupent du maintien de la République (cf. pp. 233-234).

### **2.2.2. Être citoyen « à la française »**

À la sortie de la révolution de 1789, les français ont opté pour l'instauration de la « souveraineté du peuple » en lieu et place de celle que s'est octroyé le roi dans le contexte



absolutiste d'avant la révolution. S'inspirant des idées du contrat social de J. J. Rousseau<sup>26</sup>, ils ont placé l'intérêt de la volonté générale au-dessus des intérêts et de la volonté des individus par une opération de substitution de la relation directe sujets-roi par une relation directe citoyens-État. De cette substitution, ils ont érigé une souveraineté nationale, associée à la «conscience nationale» et reposant sur le règne de la loi et le respect des libertés publiques (Touraine, 1997:288). Le politique – confondu avec l'État – était devenu l'entité puissante qui devait «assurer en même temps, et de manière presque indissociable, la cohésion pratique et l'unité symbolique d'une société» (Dubet et Martuccelli, 1998:273). Il revient alors à l'État d'embrasser le rôle d'intégrer la société et de sauvegarder l'unité nationale en hissant en tout temps l'intérêt collectif au-dessus des particularismes de tous ordres, au-dessus de la diversité des intérêts et particularités individuels.

L'ordre démocratique français s'est construit en instaurant la suprématie du politique sur le social et, de ce fait, tout le sens de la citoyenneté réside dans l'engagement du citoyen à participer à l'élaboration de la volonté générale et du bien commun. Autant que la nation, la citoyenneté forme un «tout indivisible» qui «devait être organisée et garantie par un État centralisé, expression de la volonté générale, producteur de la société» [(Schnapper et Bachelier, 2000:44), Schnapper (2003)]. Quant au citoyen, il est d'abord reconnu comme membre de la communauté et, à ce titre, ses intérêts font corps avec ceux identifiés comme faisant partie de l'intérêt général, cet intérêt qui transcende les particularismes. Selon Constant (1998), cette citoyenneté se définit «par référence à la communauté politique et son attribut essentiel est le droit de participer, directement ou indirectement, à l'exercice du pouvoir politique» (Constant, 1998: 27). En s'accentuant sur ses références, Weinstock (2000) considère que les dimensions «identitaire» et «pratique» sont les références les plus fortes c'est-à-dire qu'on mise beaucoup sur la participation directe du citoyen à la délibération collective sur des questions d'intérêt public et sur sa participation active à la poursuite du bien commun (Weinstock, 2000: 19). En d'autres termes, l'identification de l'individu à son rôle citoyen est nécessaire autant que la manifestation de ses valeurs civiques au point que son «apathie» soit considérée comme l'effritement des vertus nécessaires au maintien de

---

<sup>26</sup> Du contrat social, cité par Schnapper et Bachelier (2000).

la sphère publique. En revanche, un haut niveau d'identification à son rôle de citoyen est pour la collectivité, signe d'accomplissement de son identification à la volonté générale. Dans ce cas, être citoyen «à la française», ce n'est pas qu'un statut attribué par l'État à un individu mais c'est aussi l'engagement à créer, par la pratique de la citoyenneté, la cohésion sociale en hissant l'intérêt et le bien-être collectifs au dessus des particularismes.

### **2.2.3. Citoyenneté « à l'américaine», « à la française » : les tensions naturelles**

Le maintien des sociétés démocratiques s'est vite révélé problématique en raison des difficultés relatives à la conciliation du respect des libertés individuelles et l'homogénéité civique et culturelle et aussi celles de l'aménagement de l'espace politique devant garantir l'autonomie et la liberté de chacun et de toutes les catégories sociales. Côté français, l'équilibre entre «l'expression de la volonté des citoyens» et la nécessité d'organisation des institutions politiques que réclame le système était quasiment impossible à maintenir car l'idée de transcendance des particularismes par la société politique a heurté les conditions réelles de vie des citoyens. Schnapper et Bachelier (2000) ont relevé des critiques qui soulèvent, d'un côté, l'opposition entre l'égalité civile, juridique et politique du citoyen et les références particulières, historiques et religieuses des individus concrets et, de l'autre, entre ces formes égalitaires et les inégalités économiques et sociales (voir Schnapper et Bachelier, p.81). Ce sont ces oppositions qui, selon les détracteurs, rendent les droits de l'homme et de la citoyenneté «à la fois inefficaces et dangereux» (ibid.). Les grands ténors étaient, d'un côté, les contre-révolutionnaires qui, inspirés des réflexions d'E. Burke<sup>27</sup>, s'en prennent à l'abstraction du citoyen faisant fi de sa nature et de son histoire en élaborant une société artificielle en violation flagrante de la nature «inévitablement» hiérarchique des sociétés. De l'autre, les marxistes ont dénoncé le décalage entre l'égalité proclamée des droits et les inégalités de fait qui persistent au sein des sociétés et qui ont plaidé en faveur de l'avènement d'une

---

<sup>27</sup> E. Burke (1790), dans ses « Réflexions sur la révolution française », a critiqué avec passion le rationalisme politique ainsi que le fanatisme idéologique qu'il entraîne. Sa critique de l'abstraction et du rationalisme est menée au nom de « la valeur de l'héritage, de l'expérience et de la pratique » (Schnapper et Bachelier, p. 82). Il rejette donc l'idée de construction de l'ordre social sur l'autonomie des individus aux dépens de la continuité de l'histoire collective. Il rejette également la proclamation des droits de l'homme et du citoyen (étant valables en tout lieu et en tout temps) qui ne tiennent pas compte des « conditions réelles de la vie des hommes qui se déroulent dans des sociétés déjà constituées, héritières d'une histoire particulière » (ibid., 83). Ainsi, Burke oppose au citoyen abstrait « la diversité des sociétés et la réalité des libertés progressivement obtenues par les Anglais grâce à leur «Glorieuse révolution» de 1688, fondamentalement différente de la révolution de 1789 » (Schnapper et Bachelier, 2000 : 83).

société réelle qui mettra fin aux impostures de la citoyenneté bourgeoise «formelle» (Schnapper et Bachelier, 2000:82).

Quant à la construction américaine, les situations d'exclusion qu'ont vécues les Noirs, les femmes, les groupes ethniques et/ou les immigrants ont démasqué les ambiguïtés et les contradictions sous-jacentes. Leur exclusion des droits et des privilèges de la citoyenneté a prouvé que la sacralisation des droits, la liberté individuelle, l'égalité politique des sociétaires et la souveraineté populaire, principes de fonctionnement de la démocratie, n'ont pas automatiquement signifié une jouissance égale pour toutes les catégories sociales reconnues (Ulysse, 2002). D'après Constant (1998), cette société a la particularité de comporter un «double jeu», une double tendance qui consiste à proclamer les valeurs universelles de liberté et d'égalité et de tolérer des pratiques de hiérarchisation des groupes. L'esclavage, la ségrégation, les droits civiques, les politiques de promotion des minorités et les luttes induites par ces situations sont selon Constant (1998) les grands maux à travers lesquels on peut comprendre comment, de façon permanente, cette société a pu transgresser ses propres principes. L'analyse qu'a faite Ulysse (2002) des rapports majoritaires et minoritaires a également révélé cette permanence à violer ses propres principes, la permanence à proclamer la souveraineté en se donnant en même temps les moyens de limiter le pouvoir du peuple ou son emprise. Il écrit: «la démocratie n'a jamais émergé en terre américaine» (Ulysse, 2002:42) et, d'ailleurs, les craintes décelées dans les lois et les amendements constitutionnels le confirment: crainte par rapport à la manipulation des femmes, crainte envers les majorités non-possédantes et surtout crainte à l'intrusion des immigrants qui pourraient corrompre l'idéal démocratique républicain en transformant la société américaine en une «masse hétérogène, incohérente et désordonnée» (Ulysse, 2002: 84). Ce double jeu, semble-t-il, n'est pas spécifique aux sociétés modernes puisque, comme l'écrit Magnette, «l'incantation du peuple s'accompagne [toujours] de sa minorisation» (Magnette, 2001:223). Dans les républiques anciennes, les classes dirigeantes ont toujours cherché à *neutraliser* le plus grand nombre (le peuple) soit en l'écartant du pouvoir soit par des moyens limitant sa participation. La nouveauté moderne a été d'instaurer le «le mythe de la nation» pour dresser des murs enfermant les citoyens dans un schéma de participation réduit à l'acte électif ou à une passivité. Schéma qui a justifié l'exclusion des femmes, des «domestiques», des non-

propriétaires, des indigents et des étrangers de la sphère politique des sociétés à tradition démocratique. Pourrait-on considérer l'exclusion de certaines catégories de citoyens et les inégalités générées au cœur des sociétés avant-gardistes de l'égalité comme des déviations ou tensions naturelles?

Selon Constant (1998), l'exclusion constatée au sein des sociétés modernes part des aspirations paradoxales qui marquent l'établissement de la citoyenneté en particulier de la conciliation de la proclamation des droits inaliénables et la tendance à tenir certains groupes à l'écart ou à en restreindre leur jouissance. C'est donc dans la nature de la citoyenneté, et la démocratie dont elle est la figure essentielle, de fonctionner à la fois à l'*inclusion* et à l'*exclusion* (Constant, 1998:43). Et, d'après Balibar (2003), les problèmes de principe que la démocratie traîne depuis les révolutions modernes (ses difficultés intrinsèques) sont liés avec ce mode de fonctionnement : l'exclusion a traversé toute son histoire et elle a toujours été incapable d'accepter que le peuple contrôle la décision prise en son nom et la remettre en question, le cas échéant (voir Balibar, 2003:45). Cette incapacité à concilier la souveraineté du peuple et la garantie des droits fondamentaux a donné naissance aux tensions permanentes qui entourent les dimensions institutionnelle et légitime, le rapport pouvoir constituant/pouvoir constitué (gouvernants/gouvernés) qui caractérise le cadre d'application de la démocratie et d'exercice de citoyenneté. C'est de là que part l'association qu'a faite Balibar (op.cit) pour considérer l'histoire du principe démocratique, dans son rapport avec les institutions de la citoyenneté, comme celle «des formes successives d'exclusions, de la façon dont elles ont cessé d'être invisibles, la façon dont elles ont cessé d'apparaître naturelles, etc.» (Balibar, 2003:40). Pour sa part, Magnette (2001) voit l'exclusion et la légalité comme des *constantes* de l'histoire réelle des sociétés puisque des motifs divers ont fondé et organisé l'exclusion et le règne de la loi a recouvert des significations variables en fonction de la nature du pouvoir qui l'édicte (voir p. 264). Sur cette base, les sociétés ont construit une «clôture sociale» (Brubaker, cité par Magnette, 2001:263) partant du tri des citoyens, de ceux qui ont accès aux privilèges de la cité. Les formes implicites et explicites de l'exclusion ont été légitimées par ce cloisonnement et la légalité qui, depuis le temps d'Aristote, a fait de la citoyenneté l'expression d'une liberté associée à la jouissance de la loi qui a nourri le contraste

formant sa structure permanente : l'évolution dans un arrangement social de l'«antinomie» qui caractérise le règne de la loi et de l'arbitraire (ibid.).

Il n'en reste pas moins vrai que les deux modèles se sont différenciés par le rôle attribué au politique, à l'État et au gouvernement mais, au fil du temps, ces oppositions sont balayées puisque chacun d'eux a laissé apparaître les «ambiguïtés» et des contradictions qui entachent le fondement de la citoyenneté moderne. Pour n'avoir pas pu juguler les contradictions persistantes entre l'adhésion des individus à la légitimité politique et leur autonomie, Schnapper et Bachelier (op.cit) les considèrent comme deux histoires révélatrices des tensions de l'ordre politique moderne (2000:50) et, d'après Barber (1997), la citoyenneté reste – dans les deux cas – «un beau principe rhétorique passablement éloigné de toute pratique politique» (Barber, 1997:15). Pour sa part, Magnette (2001) pense que les deux modèles se sont rapprochés en maints aspects durant les cinquante dernières années et, par conséquent, la dichotomie modèle unitaire/modèle pluraliste mérite d'être relativisée d'autant qu'elle «obère la nature distinctive du républicanisme américain, qui n'est pas réductible aux axiomes libéraux» (Magnette, 2001:167). Howard (2005) a également constaté un rapprochement entre les deux modèles qui est inhérent aux fondations moderne car, affirme-t-il, étant parties prenantes de la modernité, ces deux expériences révolutionnaires participent au même régime de sens qui les prédispose aux mêmes déviations, aux mêmes tentations antipolitiques (voir Howard, 2005:251).

### **2.3. Des constructions démocratiques au miroir du temps et de l'exercice de la citoyenneté**

En créant des institutions politiques<sup>28</sup> pour concrétiser l'idée de représentation, les modernes ont cru construire le cadre réel de «l'autogouvernement du peuple» (Thuot, 1998) ou une société fondée sur la citoyenneté démocratique en tant que rouage du régime en devenir reposant sur l'individu (acteur autonome) et l'égalité (l'idéal politique) (cf. Constant, 1998:24). Mais, c'était sans compter sur le «compromis historique» sur lequel s'est opéré le passage de la démocratie directe à la démocratie représentative c'est-

---

<sup>28</sup> Élections, parlement, assemblée politique représentative, des formes de responsabilisation des gouvernants devant les citoyens ou celles de ces derniers devant leurs représentants, participation des groupes sociaux et, en particulier, des partis politiques pour organiser la compétition du pouvoir (cf. Schnapper et Bachelier, op. cit.)

à-dire la «*nécessité technique*» (Furet, cité par Godbout, 1990:24) induite par les problèmes d'échelle, de nombre et de moyens qui rendent difficile la prise des décisions par consensus ou encore sur le fait que «l'art de gouverner» n'est pas du ressort de tous les citoyens. Que deviendra alors l'égalité de tous individus émancipés, appelés à devenir les "maîtres" (D'Iribarne, 1996) de la société des citoyens après avoir délégué leur pouvoir de décision et de participation dans la gestion des affaires publiques (de l'État) aux «élites éclairées, compétentes et rationnelles» (Dorna et Georget, 2004:27) qui sont aptes à assumer ces fonctions? Que dire du cadre politique et social que la démocratie était censée offrir à la valorisation de la liberté des individus doués de raison et porteurs de dignité humaine? Enfin, qu'en est-il de l'exercice de la citoyenneté?

### **2.3.1. La démocratie représentative et l'exercice de la citoyenneté**

T. Hentsch (2000) considère que l'exercice de la citoyenneté, le «pivot de la démocratie» (Hentsch, 2000:27), a toujours été difficile dès le premier âge de la démocratie – même avec la possibilité de délibération commune et directe sur les affaires publiques qu'offrait le contexte athénien. La démocratie athénienne a posé deux grands obstacles sur la voie de l'exercice de la citoyenneté : d'une part, la citoyenneté a été le privilège d'une minorité, les hommes libres et, d'autre part, le problème dénoncé par Platon dans *Protagoras*, celui du difficile «métier de citoyen» et ses implications en particulier la nécessité d'apprentissage de cet art, non transmissible mais acquis, qui donne accès à la participation publique, la faculté de prendre position dans les affaires et délibérations publiques.

À l'âge représentatif, où la participation des citoyens aux grandes décisions publiques devait se faire par des «représentants qualifiés et élus» (voir Dorna et Georget, 2004:27), le problème était loin d'être résolu car la «compétence politique» justifié la mise à l'écart de certaines catégories de personnes. Devenus électeurs des décideurs, comme le note Constant (1998), les citoyens ont fait les frais de la participation électorale puisque, «l'image valorisante du citoyen idéal, informé engagé et attaché aux valeurs du pluralisme, relève davantage du mythe que de la réalité» (Constant, 1998:33). Cela réaffirme l'idée que ce métier requiert un temps d'apprentissage relativement long pour appréhender les rôles sociaux qui varient dans le temps et dans l'espace, d'autant

qu'il exige des compétences et propriétés particulières qui ne sont pas automatiquement lié au statut citoyen ou qui ne sont pas également distribuées dans la communauté des citoyens. C'est dire avec Hentsch (2000) que le métier de citoyen est « rigoureusement impossible sans une certaine connaissance » susceptible de permettre au citoyen de se repérer dans l'univers politique, c'est-à-dire d'être en mesure de se faire une opinion sur les événements et les idées qui y circulent et qui sont déterminantes du devenir de toute la communauté (cf. p.27). C'est d'autant plus vrai qu'avec sa nature fondamentalement bourgeoise (Andréani, 1994), la démocratie représentative a elle-même crée les conditions de mise à l'écart des citoyens en établissant une division du travail très poussée qui limite leur pouvoir au choix des dirigeants compétents : « aux citoyens le choix des députés compétents, aux députés le travail politique. Aux députés le choix d'un gouvernement, au gouvernement, la décision politique » (Andréani, 1994 :187). Cela dit, les possibilités que les citoyens proposent de nouvelles solutions dans le débat politique sont nulles et non avenues puisque les spécialistes s'en occupent.

Au niveau mondial, la décennie quatre-vingt-dix a été un contexte rempli de paradoxes pour la démocratie puisqu'au même moment de célébrer son « triomphe » par les transitions démocratiques effectuées de gré ou de force – remplacement des régimes dictatoriaux par des régimes démocratiques et des élections libres en Amérique Latine, en Asie et en Afrique – elle se porte mal dans les anciennes sociétés démocratiques. De part et d'autre, on dénonce la crise des formes de participation démocratique, on remet en cause les partis politiques, on déplore la « désaffection civique », l'augmentation du taux d'abstention électorale, le repli des citoyens dans leur vie privée, la corruption, la résurgence des phénomènes charismatiques et populistes, la place prise par les médias, bref, l'incapacité du politique de créer l'unité des sociétés (pour le moins complexes) ou même de garantir la sécurité des citoyens. S'ajoutant aux difficultés intrinsèques de la citoyenneté, ces « malaises » ou « crises » démocratiques, comme nombre d'auteurs se plaisent à les appeler, ont rendu le « métier de citoyen » de plus en plus incertain

Pour certains auteurs [Touraine (1997); Dubet et Martuccelli (1998); Rosanvallon, (2006); Dumontier (2005)], les « malaises » démocratiques sont intrinsèquement liés à sa forme représentative qui, au contact des réaménagements induits par l'ère néolibérale,

laisse apparaître sa crise interne. Les problèmes visibles sont donc assimilés à une crise générale de la société moderne dont le fondement est incapable de supporter ces réaménagements. D'après Rosanvallon (2006), la crise résulte des frustrations ou des «déceptions» (Rosanvallon-Malpensante, 2006) causées par les désirs insatisfaits de cette modernité qui a propulsé le capitalisme revêtu du drap de la démocratie représentative, une version contradictoire de démocratie. C'est également l'avis de Dumontier (2005) qui lie le repli des individus dans leur vie privée et leur désintéressement pour la chose publique au développement du capitalisme mondial qui, à ce stade, n'a plus besoin «de réels citoyens». Il se passe volontiers des hommes libres décidant d'eux-mêmes de l'organisation générale de la société (en particulier de son économie) pour accueillir des «hommes soumis à la logique de la marchandise» : les travailleurs et les consommateurs (Dumontier, 2005:2). Pour leur part, les individus contemporains n'attendent du politique que l'aménagement d'un espace qui les permet de mieux consommer et, du coup, la démocratie perd le contenu «pouvoir du peuple par le peuple» pour devenir «une civilisation où le peuple a surtout le pouvoir de consommer» (ibid.). Dumontier (2005) croit d'ailleurs que la situation était prévisible puisque l'alliance sur laquelle les modernes ont construit la démocratie représentative était problématique et contradictoire : en démocratie, la société cherche à définir ses propres lois et ses propres institutions qui lui donnent un sens alors que dans le capitalisme le sens vient du dehors c'est-à-dire dans le développement libre et sans limites du monde de la marchandise (cf. Dumontier, p. 2).

Pour d'autres auteurs [Caillé (2005), Thuot (1998), Le Goff (2003)], les transformations des sociétés occidentales sont le signe d'un autre ordre démocratique différent du contexte moderne c'est-à-dire de nouvelles formes politiques qui redéfinissent les rapports entre les citoyens et l'État. Caillé (2005) y voit l'installation d'un «parcellitarisme» qui change globalement la perception et l'action des citoyens par rapport au temps, au pouvoir et à la politique qui tend à se dissoudre dans l'économie. Ce climat «parcellitaire» éloigne les sociétés de l'idée de la prise en main de leurs destins par une communauté politique devant déterminer leur histoire sans crainte de voir un groupe (les plus puissants) s'en accaparer au détriment d'un autre (les moins puissants et les faibles) que suppose la démocratie. Pour sa part, Thuot (1998) conçoit l'effritement des références abstraites-universelles, le «déclin des référents normatifs» légués par la



société moderne classique et les transformations comme une nouvelle forme de démocratie, la *fonctionnelle*. Comme Caillé, il constate l'éclatement de la société, en particulier, son incapacité à créer son unité par la représentation politique et à faire face à la prolifération des normes et identités concurrentes, à l'éclatement de l'identité sociale et à la multiplication des intérêts catégoriels sauf que l'enjeu est différent et n'est pas aussi néfaste que Caillé le décrit. D'après Thuot, l'éclatement préfigure «l'institution de nouvelles conditions d'objectivation des normes sociales» qui doivent s'inscrire dans la réalité des sociétés (Thuot, 1998:53). Ainsi, il n'est plus question de convertir l'action sociale en action politique mais de considérer la diversité des pratiques sociales et particulières des individus à savoir les normes concurrentes, l'éclatement de l'identité sociale, la multiplication des intérêts catégoriels que, jadis, les références normatives universelles voulaient transcender.

À suivre les idées de Le Goff [2003; 2005], rendre la démocratie fonctionnelle, à la manière de Thuot, relève d'une tâche difficile et contradictoire : concilier les libertés individuelles et l'implication citoyenne qui est mise à l'épreuve par les loisirs modernes, notamment dans les sociétés européennes qui sont envahies par les marchés et les médias audiovisuels. D'après Le Goff, ces sociétés sont en train de faire l'expérience du chevauchement simultané d'une ère *d'insignifiance* et d'un *processus de déliaison* offrant un terrain fertile à une «douce» barbarie [Voir Le Goff, 2003: 180]. Elles atteignent *le point aveugle des démocraties* c'est-à-dire «le processus de déshumanisation et de désagrégation» qui fait émerger une *nouvelle figure de l'individu* incapable de sacrifier son espace de vie personnel au profit de la vie collective, un individu qui n'est guère disposée «à accepter les renoncements et le décentrement de soi qu'exige la vie en commun» (Le Goff, 2003: 175-181). La «référence commune» est noyée dans le souci d'accepter et de reconnaître les différences; les individus ne maîtrisent ni le «je» ni le «nous» collectif (perte de signification de l'idée de nation) mais se reconnaissent surtout dans le partage d'une même méfiance face à la collectivité. Selon l'auteur, cela ne peut être qu'un simple *désengagement civique* mais une totale remise en question des *capacités émancipatrices effectives de la culture* puisque «les "lumières" de la raison, le développement scientifique et technique, les luttes du mouvement ouvrier pour une autre

société n'ont pu, en effet, empêcher l'instauration du totalitarisme au cœur même de l'Europe» [Le Goff, (2003:185); (2005:56)].

Ces problèmes ne sont pas spécifiques aux sociétés européennes puisqu'elles ne sont pas les seules à faire l'expérience de l'ouverture des frontières et des malaises qu'elle induit. La société américaine a, elle aussi, des raisons de s'inquiéter de son unité. Selon Howard (2005), cette société se fonde sur une «politique de jugement»<sup>29</sup> mais elle s'est déviée vers le *populisme* et le *fondamentalisme* (des *tentations antipolitiques*) quand elle devait s'inquiéter de ses *divisions nécessaires* et qu'elle a failli à sa mission d'assurer la sécurité des citoyens. C'est ce que lui a inspiré la réélection de Bush dont la campagne de «mobilisation citoyenne» reposait sur la base d'une «politique de volonté» c'est-à-dire qu'il a fait transcender l'unité de la société par la morale en utilisant le prétexte des craintes suscitées par l'attaque du 11 septembre pour solliciter une unité morale autour du bien contre le mal. Cette forme de «religiosité» américaine est à la fois le signe que la démocratie est un véritable défi (Howard, 2005) et signe du «danger» qui, d'après Joxe (2005), guette la démocratie non seulement dans le cadre des sociétés américaine et française mais aussi dans un cadre plus global ou mondial. Les «méthodes guerrières», le discours du 20 janvier 2005 - où G. Bush utilise le mot Liberty sans le mot Égalité – pour promouvoir la démocratie et la globalisation sont pour Joxe des éléments significatifs du risque de destruction du cadre moderne de la naissance de la démocratie (l'État-nation). Le problème central réside dans le maintien actuel de la démocratie par la puissance militaire de *l'empire global* américain; la religiosité américaine, une «remontée d'un culturalisme archaïque en dehors du débat purement politique qui constitue «son essence». Ce n'est pour lui autre chose qu'un «recul effarant des Lumières au profit d'une religiosité néolithique non démocratique» (cf. Joxe, 2005:51-52). En réalité, ce que ces sociétés trébuchent à faire c'est d'intégrer les citoyens dans un collectif commun ou à créer une représentation d'elles-mêmes. Incapables de subordonner les pratiques sociales particulières aux pratiques politico-institutionnelles et autonomes, selon le vœu moderne,

---

<sup>29</sup> « L'unité du social et de la politique visée par la république démocratique incarne ce que j'appelle une politique de volonté. Ce qui compte avant tout c'est l'unité. En effet une volonté divisée ne peut pas être capable d'un vouloir véritable. En revanche, la démocratie républicaine, qui donne sa place aussi bien à la division partisane qu'à l'unité constitutionnelle assurée par le pouvoir judiciaire, figure ce que j'appelle une politique du jugement. » (Howard, 2005:252)

elles placent les citoyens en mauvaise posture face à l'envahissement de leur vie privée par les marchés et des pouvoirs (États et gouvernements) qui n'hésitent pas à dévoiler leurs faiblesses ou à faire des aveux d'«impuissance» devant leur tâche de garantir à tous les citoyens de bonnes conditions d'exercice de leur citoyenneté.

### **2.3.2. Des solutions de participation à la rescousse de la représentation**

Le symptôme de la crise démocratique est, selon Touraine (1997), l'effondrement de l'espace social qui devait être gardé par les partis politiques et les citoyens-électeurs. Lequel a laissé un *vide* entre «l'unification économique du monde» et sa «fragmentation culturelle» qui place la démocratie entre deux écueils : la réduction des sociétés à des marchés et les nouvelles formes politiques de totalitarismes. De «nouvelles médiations» doivent alors s'imposer entre l'économie et les cultures afin de recréer ou de renforcer le système politique c'est-à-dire réaménager les relations entre *l'État, la société civile et la société politique* pour intégrer la société sur la base de la liberté du Sujet. Dans cette perspective, la reconstruction de la démocratie repose sur le renforcement des associations et des mouvements culturels ainsi que l'appui des médias en guise d'aide à la pénétration du champ politique (cf. Touraine, 1997:295). En résumé, la lutte pour la démocratie (*l'action démocratique*) prendra la forme d'une lutte pour la conquête des droits culturels des minorités, des Sujets c'est-à-dire la quête d'une place centrale pour chaque acteur – individuel ou collectif – afin qu'il puisse définir son projet personnel (transformer des situations en éléments de ce projet) qui peut s'étendre jusqu'à la forme plus élevée qu'est l'histoire de vie. Dubet et Martuccelli (1998) présentent une nouvelle configuration sociale dans laquelle l'action démocratique constitue également un atout favorable à la reconstruction de la démocratie : le climat d'autonomisation qui écarte les *mouvements organisés* de la sphère publique. L'action collective est devenue *plus imprévue, plus visible et moins subordonnée à l'offre politique et aux clivages qu'elle impose*, se différencie et se développe à *travers plusieurs répertoires* mais, ce qui est rassurant, c'est qu'elle cherche à *rétablir une relation entre l'activité sociale et la manifestation de la volonté politique* (Dubet et Martuccelli, 1998:290).

À l'idée de voir les mutations des sociétés modernes – ou plutôt de la diminution de l'emprise du politique – comme des processus qui mènent au déclin de la démocratie,

Beck (2001) oppose sa conception de la *modernité réflexive* qui, pour lui, produit l'effet contraire c'est-à-dire l'élargissement de la démocratie. Sous la formule «nouvelle complexité» de Habermas (cité par Beck, 2001 : 412), il découvre *une mutation profonde du système du politique* à un double titre : d'une part, l'affirmation et la conscience des droits du citoyens a causé une déperdition du pouvoir du système politique centralisé et aboutit à la formation d'une nouvelle culture politique; et, d'autre part, les transformations de la structure sociale qui accompagnent le passage de la non-politique à la sub-politique ont fait perdre les conditions d'effectivité à la "formule lénifiante" – progrès technique égal progrès social – (cf. Beck, 2001:412-413). L'édifice moderne, pour bien construit qu'il puisse être sur l'accommodement «naïf» de l'affirmation des droits démocratiques et la conservation des rapports d'autorité hiérarchique, n'a pas pu faire face aux assauts des droits démocratiques. À mesure que ces droits s'établissent, au gré des conquêtes et affirmation des droits par les citoyens, les fondements de la démocratie représentative s'ébranlent ainsi que le principe de séparation entre les citoyens et les bourgeois pour amener les sociétés à faire «un pas de plus vers la démocratie réelle». Il écrit :

«... il n'est pas moins vrai que partout où les droits sont assurés, les charges sociales réparties, les interventions rendues possibles, les citoyens deviennent actifs, les frontières de la politique s'effacent, et celle-ci se généralise; parallèlement, l'idée d'une concentration du pouvoir décisionnel hiérarchique au sommet du système politique commence à devenir un souvenir du passé, prédémocratique, semi-démocratique, ou pseudo démocratique» (Beck, 2001:417).

Cette ouverture de frontière a fait déborder l'activité politique du cadre politico-administrative et rend nécessaire la recherche de «solutions» politiques. Lesquelles ont consacré l'entrée en scène des «réseaux de discussion, de négociation, de réinterprétation et de résistance éventuelle qui échappent à l'organisation formelle, verticale et horizontale des attributions et des compétences» (Beck, 2001:415). Cela a abouti à une "démocratisation structurelle" qui fait émerger des possibilités de "codétermination" et de "contrôle" différentes et variées des domaines de la subpolitique en marge du lieu originel qu'est le Parlement.

L'interprétation des mutations sociales est différente d'un auteur à l'autre : d'un côté, il s'agit d'une crise l'achèvement du temps de l'ordre, la fin de la suprématie du

politique sur l'organisation [Touraine (1997), Dubet et Martuccelli (1998)] et, de l'autre, c'est aussi la fin de la suprématie politique mais cette fin s'effectue dans le contexte d'une démocratie «ultradéveloppée» et d'une scientificisation très poussée (cf. Beck, 2001 :340). Toutefois, cette différence paraît moins significative quant à l'importance de l'activité politique des citoyens et des associations dans la reconstruction de la démocratie (Touraine, 1997), dans différents types d'action politique (engagement des citoyens) dans la délocalisation de la politique (Beck, 2001) et dans l'institutionnalisation des conflits découlant de la confrontation avec le système politique (Dubet et Martuccelli, 1998). Cela nous ramène à la théorie et le programme de *démocratie forte* proposés par Barber (1997) en alternative aux insuffisances<sup>30</sup> de la démocratie américaine (*représentative, libérale et faible*) dans lesquels l'activité politique a un poids considérable. Elle est associée à une «culture civique», synonyme de l'engagement de chaque citoyen à créer une communauté de citoyens auto-gérés, unis plus par l'éducation que par l'homogénéité des intérêts et capables de formuler des objectifs et actions communs au nom d'une vision civique de la société et grâce à des institutions favorisant la participation (cf. Barber, 1997:135). Cette démocratie se propose de surmonter «les limites imposées par la représentation» en faisant de la réalité sociale et économique (et historique) le lieu de création de la communauté en dehors de toute référence «pré-politique» sans rejeter les valeurs de liberté, d'égalité et de justice sociale dont le poids et les contenus diffèrent de ceux du cadre représentatif. Il écrit :

«Ici, la liberté, l'égalité et la politique ont pour terreau l'activité civique et la participation. La communauté naît de la participation des citoyens en même temps qu'elle le rend possible; l'activité civique entraîne les individus à penser en termes publics, en citoyens, et leur statut de citoyens les dote d'un sens utile de la collectivité et de la justice. La liberté est le produit du processus, pas son origine.» (Barber, 1997 : 172).

Ces propositions théoriques liant la participation démocratique et des formes d'engagement citoyen, au-delà des différences de formulations, se rejoignent sur un point essentiel : la nécessité de créer plus d'espace à l'inclusion des citoyens dans les sphères de la prise des décisions. Mais, sachant que le fonctionnement des sociétés contemporaines continue de générer des entraves à la liberté des citoyens et à contredire

---

<sup>30</sup> En particulier, sa dépendance à des institutions représentatives rigides synonymes d'aliénation civique, très éloignées des citoyens et qui leur donnent toutes les raisons de croire en leur liberté que durant le jour du vote des représentants (cf. p. 13).

l'idée de participation de chaque citoyen, l'on doit se demander à quelles conditions sociétales l'action collective peut raviver l'idéal démocratique de participation des citoyens. D'autant que, comme l'a constaté J. Lamoureux (2001), les processus sociaux de refoulement aux marges, d'affaiblissement de relations sociales et personnelles structurantes, d'assignation identitaire excluante ou déviante, d'accroissement des inégalités, des discriminations et d'exclusions ont pour effet principal de remettre en cause la citoyenneté et fragiliser les liens sur lesquels se fonde le vivre-ensemble.

### **2.3.3. Quelques études de cas ou les dilemmes des solutions de participation**

L'élargissement de la démocratie et la participation des citoyens dans la vie publique font partie des objectifs d'un ensemble d'expériences d'ouverture mises en œuvre sous l'obédience de divers acteurs (experts de la Banque Mondiale, ONG, Militants communautaires ou associatifs) voulant ajouter un substrat participatif à leurs actions ou faire face aux conséquences de la longue «crise» de la représentation sur les relations des citoyens avec les structures politiques. Bacqué et al. (2005) ont relevé trois types d'objectifs que l'on cherche à atteindre dans des processus participatifs impliquant des habitants, des associations et des institutions (locales et nationales) de quelques sociétés européennes : 1) *gestionnaire*, dans le but d'intégrer le *savoir d'usage* des populations pour améliorer les politiques publiques et, de fait, utiliser la participation comme vecteur de modernisation; 2) *social*, pour répondre à la *question sociale* et recréer du lien entre les habitants d'un même quartier, d'une même ville; 3) *politique*, la légitimation du système politique ou le développement d'une démocratie participative s'appuyant sur la création d'espaces publics locaux (cf. pp. 25-32), une visée de transformation de la «culture civique» en constituant une "école de la démocratie". En termes de résultats concrets, ces dispositifs influent sur le «pouvoir social» – sur la légitimité et les "épreuves de justification" – mais n'offrent aucune certitude quant à l'objectif *d'approfondissement de la démocratie* en raison des défis de participation, d'efficacité, de délibération, d'échelle et d'instrumentalisation qui parsèment leur mise en œuvre (cf. Bacqué et al., 2005:38-44). Les plus importants défis demeurent l'échelle (risque d'enfermement dans la proximité) et l'instrumentalisation qui, par la possibilité de *cooptation des leaders associatifs*, menace la survie des mouvements sociaux et les

prolongements associatifs ou communautaires. En termes de résultats positifs par rapports aux objectifs, les auteurs ont pu formuler trois interprétations théoriques :1) celle qui est spécifique aux expériences françaises, «l'institutionnalisation de la participation aboutirait à compléter ou à corriger la démocratie représentative en renforçant la communication entre représentants et représentés» (Bacqué et al., 2005:34); 2) l'institutionnalisation de la participation «tend à redéfinir les termes de la question en relativisant la référence au gouvernement représentatif et en théorisant l'émergence potentielle d'une démocratie délibérative»; de ce fait, l'enjeu de l'élection se déplace vers la formation de l'opinion publique qui, désormais, devient décisive dans la prise des décisions; 3) l'institutionnalisation de la participation jouerait le rôle d'un quatrième pouvoir, *une démocratie participative*, qui est une sorte d'articulation des formes classiques de gouvernement représentatif et les procédures de démocratie directe ou semi-directe (Bacqué et al., 2005:35).

Dans ces dispositifs, l'échelle est considérée comme l'un des obstacles à l'objectif d'élargissement de la démocratie en raison du risque d'enfermement de la participation dans la proximité. Par contre, Barber (1997), dans sa conception de la politique de participation, relativise ce problème en l'assimilant à des problèmes de communication et d'aménagements institutionnels qui, une fois gérés, devraient enlever cet obstacle. Néanmoins, le rapport que la politique de participation avec l'échelle est plutôt fragile car, reposant sur les «communications directes», elle est en même temps vulnérable aux effets pervers de l'échelle et apte à les gérer par l'imagination empathique, le dialogue et l'action commune appropriée (Barber, 1997 : 259). Pourtant, cela ne change rien au fait que la proximité soit le point de départ d'une réelle participation fondée sur l'activité politique directe et l'immédiateté des relations communautaires:

«Le démocrate s'intéresse à l'association et à la participation d'un quartier, à une activité locale qui donneront au citoyen individuel la stature que souhaite l'habitant d'une grande nation; l'idée conservatrice de la communauté et l'attachement démocrate à la participation se retrouve dans le concept démocratique fort de l'activité politique directe, qui commence et s'étend à l'échelle tout d'abord du gouvernement local» (Barber, 1997:260).

Dans les quartiers berlinois, on a instauré des «procédures nouvelles» (*les juries de citoyens*) pour accompagner le discours sur la participation citoyenne des années 1990. Röcke et Sintomer (2005) les ont analysés et ont découvert qu'en dépit des limites qui

s'imposent à eux (neutralité versus objectivité, objectif versus techniciste) ils ont permis aux citoyens d'acquérir un «pouvoir décisionnel » c'est-à-dire qu'ils ont atteint l'objectif de «prise de décision réelle» sur des sommes importantes (20 à 30 fois plus que les fonds habituels) [Röcke et Sintomer, 2005:152]. Cependant, les problèmes d'échelle ont constitué un frein à «la montée en généralité dans les discussions des jurys et à donner un caractère explicitement apolitique des discussions» (Röcke et Sintomer, 2005:154). Brièvement, les jurys de citoyens berlinois ont favorisé l'implication des citoyens dans la prise des décisions mais cette capacité décisionnelle n'a pas dépassé *l'échelle microlocale*. Cette conclusion nous impose un questionnement : est-ce qu'il ne plane pas toujours le risque de vivre une citoyenneté de proximité sur les citoyens qui s'activent au niveau local même avec des «communications directes» et des «aménagements institutionnels» (Barber, op. cit.). Est-ce qu'on peut vraiment parler de réel pouvoir de décision pour les citoyens quand les discussions et les décisions prises ne dépassent pas les frontières du local?

Si l'on s'en tient aux phases d'institutionnalisation du programme démocratique fort, cela peut être un problème passager puisque la mission initiale (avant la prise de décision) des *assemblées de quartier* est de garantir une responsabilité locale, de délibérer et d'établir un agenda en fonction des problèmes posés et de jouer un rôle de médiateur (Barber, 1997:285). Suivra la seconde phase où «elles seront les constituantes des référendums régionaux et nationaux, et serviront à éventuellement d'unités de base à un système de télécommunications civiques» (ibid. p.286). À la différence de la politique de participation, ces dispositifs participatifs ont en commun d'être mis en place dans des contextes institutionnels où l'on vise essentiellement à inciter les citoyens à participer dans les affaires publiques pour des motifs relativement différents et variables. Cela nous laisse supposer qu'impliquer des citoyens dans la réalisation des programmes, des objectifs et des modalités d'action qu'ils n'ont pas formulés peut opposer de sérieux obstacles à l'activité politique surtout si ces objectifs ne rencontrent pas les intérêts et besoins réels de la communauté locale.

Les jurys citoyens implantés en Espagne pour organiser la participation citoyenne (à partir de 1992), sont un exemple très pertinent de la méfiance qu'un tel dispositif peut



créer. Blanco i Fillola (2005) émet des réserves vis-à-vis de ces dispositifs participatifs<sup>31</sup>. Il ne faut surtout les considérer comme "le" nouveau modèle de démocratie locale puisque, d'après lui, ces dispositifs ne sont pas la panacée démocratique et ils n'arrivent pas à résoudre tous les dilemmes de la démocratie participative (Blanco i Fillola, 2005:177). En outre, il a constaté une prise en compte de la voix de collectifs sociaux que d'habitude l'on n'écoute pas, ce qu'il conçoit comme une plus grande représentativité des participants et la volonté d'offrir un véritable espace d'information et de délibération collective (cf. Blanco i Fillola, 2005:172). Dans le cas de ces jurys, le véritable défi ne s'en tient pas aux aspects méthodologiques mais plutôt à «la volonté et de la conviction politiques» – pré-requis à la marche vers une démocratie plus participative et moins délégatrice – [voir Blanco i Fillola, 2005:178]. Leur mise en œuvre s'effectue dans des conditions politiques (le plus souvent mis en œuvre à l'initiative des mairies) qui créent une certaine méfiance chez certains groupes de citoyens qui doutent de *la neutralité du processus* et du caractère uniquement *consultatif* du dispositif. De plus, ils peuvent se révéler une perte de pouvoir de contestation pour les citoyens organisés si les élus parviennent à manipuler leurs préférences et, du coup, s'en servir pour contrer leur pouvoir de mobilisation (Blanco i Fillola, 2005:175). En fin de compte, même si les «évidences empiriques» vont dans le sens d'une représentativité de niveau supérieur par rapport aux autres mécanismes de participation (conseils de quartiers, référendums, assemblées ect.), les groupe sociaux déjà touchés l'exclusion sociale, les sans papiers» par exemple, continuent à en être exclus.

Au Québec, des études<sup>32</sup> réalisées sur les nouvelles formes de participation ont permis à Godbout [1991; 2001] de constater qu'il s'est opéré un «double déplacement»: d'une part, un déplacement des *citoyens* vers les *producteurs de la société* c'est-à-dire les membres de la société «en tant qu'ils contribuent à l'augmentation du PNB» et, de l'autre, celui de la prise de décision vers l'amont, le processus d'élaboration de la décision (Godbout, 2001:130). Les *producteurs* sont sortis gagnant du partage de pouvoir et, par conséquent, l'ensemble des producteurs disposent du plus grand pouvoir de la

---

<sup>31</sup> Les différents programmes mis en œuvre que l'on dénomme «Gouvernance urbaine», «gestion de proximité», «modernisation de la gestion locale», «démocratie participative» (Bacqué et al., 2005 :11) afin de saisir les reconfigurations de relations qui en découlent.

<sup>32</sup> Il se base principalement sur l'étude de Vincent Lemieux portant sur le patronage au Québec.

société et l'ensemble des citoyens, des moindres. Ce double déplacement a conduit à *une diminution du pouvoir des citoyens* et à *une concentration des pouvoirs* au profit des «producteurs» (Godbout, 2001:131). Son observation va à contre-courant de «l'idéal participationniste» selon lequel la participation est un «ajout», un «supplément» à la démocratie et aussi du climat de politisation qui, selon Beck (2001), a apporté un «plus» en démocratie à la société allemande grâce aux nouveaux droits conquis par les citoyens. Contrairement à l'interprétation de Beck, celle de Godbout a été de dire que la participation peut restreindre le champ de la représentation et, en y ajoutant une dose politique, de faire ressortir la fausseté du projet participationniste (rendre effective la participation de tous aux décisions qui les concernent) quand on l'applique à la démocratie. La participation confère un pouvoir très particulier, l'élaboration des décisions, qui contraste avec l'énorme fossé existant dans la structure de décision entre les "compétents" et les "autres". La représentation, par contre, permet aux citoyens de choisir les décideurs et de les remplacer à des intervalles réguliers et de pouvoir les influencer de différentes manières lorsqu'ils sont "au pouvoir"(Godbout, 2001:134). Quand, par le biais de cette participation, on prive la démocratie du choix des décideurs, cela la limite plus que de l'étendre à l'ensemble des citoyens.

Lamoureux (1991) a fait une étude sur l'intervention sociale collective au Québec dont les conclusions sont différentes de celles de Godbout. Il a montré que cette «praxis de la liberté» qui s'enracine dans la réalité du peuple québécois a eu des effets considérables sur différents paliers de la vie sociale, en particulier sur l'élargissement de la démocratie. Il a découvert toute une «expression populaire de la démocratie» dans l'analyse des différents axes d'intervention de trois organismes communautaires autonomes<sup>33</sup> : d'une part, leurs pratiques sont fondées sur une «éthique de solidarité» qui redonne son sens au concept d'humanité en favorisant le partage des expériences vécues et donc, la découverte de l'Autre; d'autre part, leur action se pose en alternative à la démocratie de représentation qui perd de sa substance sous l'effet des intérêts particuliers, du mensonge politique érigé en mode de gouvernement et la décadence des partis politiques (voir pp. 209-211). Grosso modo, l'intervention sociale collective offre

---

<sup>33</sup> Les organismes de références sont actifs dans la défense des droits : l'Association pour la défense des droits sociaux; dans le mouvement féministe : la Collective Par et pour Elles; et dans le domaine de l'Économie sociale : Regroupement des coopératrices et coopérateurs du travail.

«la possibilité aux femmes et aux hommes de contribuer directement à l'élaboration d'une société fondée sur l'équilibre entre les droits des individus et ceux de la collectivité et des groupes particuliers qui la composent» (Lamoureux, 1991:216).

En somme, les analyses produites sur les contenus de la citoyenneté, les différentes formes des processus d'élaboration des cadres sociaux d'exercice de la liberté et l'égalité et les écarts constatés entre les idéaux proclamés et les conditions de vie des citoyens indiquent que l'exercice de la citoyenneté demeurent encore «mythe», un idéal. On peut s'en rendre compte plus aisément si l'on considère la situation de certaines catégories sociales, en particulier les noirs, les femmes, les minorités ethniques et culturelles et/ou les immigrants. L'aspiration à l'égalité, la liberté et la dignité humaines s'est fort souvent retrouvée entre des contextes sociaux, des mécanismes sociopolitiques et des défis qui ne riment pas toujours avec l'égalité des conditions et l'intégration de tous les citoyens. D'autant que le chômage, l'insécurité, le sous-emploi ont tendance à restreindre leur dignité et renvoyer des pans entiers de population dans les marges du social. Même avec la mise en place des dispositifs de participation et l'élargissement des champs de la citoyenneté (nouveaux droits) les conditions de vie égalitaires ne deviennent pas plus accessibles à tous. Quant aux études de cas portant sur les dispositifs participatifs et les formes d'action collective, elles permettent de constater que la participation n'est pas toujours une alternative aux problèmes de la représentation, à l'inclusion des citoyens et au défi de leur implication dans la prise des décisions. Les cas présentés ci-avant dégagent une certaine ambivalence en matière de résultats : il arrive que des citoyens s'incrument dans les couloirs de la prise des décisions et participent à l'élaboration et l'exécution de quelques projets collectifs mais cette possibilité demeure limitée. Cette limite est due principalement aux différents niveaux de participation, à la diversité des décisions à prendre, aux compétences particulières qu'exige cet exercice, des problèmes d'échelle, aux motifs et conditions sociales qui justifient la mise en place de tels dispositifs. Toutefois, l'intervention sociale collective (Lamoureux, 1991) et la politique de participation (Barber, 1997) qui s'accroissent sur l'idée d'apprentissage dans l'immédiateté des relations qui émergent de l'action ou du travail en commun semblent offrir des avantages à l'élargissement des conditions de possibilité d'exercice de la citoyenneté.



### **Chapitre 3**

#### **Cadre de référence théorique et conceptuel**

Au chapitre 2, nous avons passé en revue un nombre important d'analyses produites sur la démocratie et la citoyenneté et cela nous a amené à la déduction suivante : l'exercice du métier de citoyen, en particulier l'implication réelle des citoyens dans la prise des décisions, a toujours été une tâche difficile depuis les premiers temps démocratiques. En plus des difficultés intrinsèques à la citoyenneté (fonctionnement à l'inclusion et à l'exclusion, métier difficile), elle doit composer avec une multitude d'identités et de projets concurrents qui ne sont pas toujours favorables au maintien des liens collectifs dans des sociétés où vivent des citoyens qui ont tendance à se perdre, à se considérer (ou à être considérés) comme des impuissants, des pions électoraux, des simples consommateurs et/ou clients. Mais, il nous semble que quand, dans des cadres sociaux démocratiques, les citoyens s'engagent dans des actions collectives, comme c'était le cas dans les pratiques d'intervention sociale collective ou quand ils participent dans une activité civique portant sur leur réalité proche, les possibilités d'agir sur leur réalité et de devenir sujets de leur développement sont plus amples. Dans ce troisième chapitre, nous allons clarifier le cadre interprétatif de notre objet de recherche c'est-à-dire, dans un premier temps, d'explorer l'apprentissage en milieu d'intervention (Lamoureux, 1991) et l'apprentissage de la pensée commune qui définit l'activité civique au sein d'une communauté (Barber, 1997) afin de saisir leurs avantages à l'explication des rouages de l'exercice de la citoyenneté dans le cas des organisations populaires truviennes. Ensuite, nous clarifierons les concepts clés qui découlent de la formulation de nos hypothèses de recherche.

### **3.1. L'intervention sociale collective et la politique de participation : la combinaison explicative**

L'intervention sociale collective est utilisée dans le contexte social québécois pour désigner la cohérence des pratiques d'organismes communautaires qui s'activent dans la prestation de services culturels et socio-sanitaires, des activités éducatives et des interventions au niveau politique. Elle répond, selon Lamoureux, à deux objectifs «fondamentaux» et «interreliés» : l'élargissement de l'espace démocratique et la recherche d'une plus grande cohérence éthique (Lamoureux, 1991:59). Le premier se traduit par une vigilance continuelle à préserver les acquis sociaux et des luttes pour la reconnaissance de nouveaux droits et de nouveaux lieux d'expression de la souveraineté

des citoyennes et des citoyens. Quant au deuxième, elle signifie que les organismes surveillent à ce que les valeurs qui fondent l'existence collective ne perdent pas leur sens (tout ou partie) dans une forme d'organisation sociale qui consacre la mainmise des lieux du pouvoir par des minorités et l'accentuation des effets pervers des corporatismes (cf. p. 59). En résumé, les organismes s'adonnent à la promotion continue du fondement du «désir-vivre» collectif (*le développement et la promotion de l'égalité en droit des individus*) et une surveillance qui consiste à rappeler incessamment que ces valeurs ne doivent se perdre dans des mesures législatives «abusivement contraignantes, déresponsabilisantes, déshumanisantes ou, tout simplement, insignifiantes» (Lamoureux, 1991:60-61).

Concrètement, la poursuite de ces objectifs passe par des activités d'"éducation populaire" qui permettent aux individus (membres, utilisateurs-trices des services, militants et militantes) «d'acquérir les habiletés nécessaires à un fonctionnement démocratique et [qui]<sup>34</sup> leur offrent la possibilité de s'outiller le plus adéquatement possible pour être des sujets du développement de leur milieu» (Lamoureux, 1991:99). Cette pratique éducative repose essentiellement sur l'idée que «chaque personne est dépositaire d'un savoir qui constitue son capital de départ, celui qu'elle investira pour gagner en humanité» (Lamoureux, 1991:95). C'est en favorisant le dialogue, le partage de ces savoirs que les participants révèlent leur humanité réciproque (ou leur conscience) et développent de l'intérêt pour la prise en charge du destin commun. Dans cette perspective, l'éducation populaire correspond à :

«L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie et de travail et qui visent à court, moyen et long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu» (Lamoureux, 1991:99).

En termes clairs, la contribution des organismes à l'élargissement de l'espace démocratique, à l'affirmation des droits de la personne et au développement d'individus conscients de leur rôle de sujet, passe nécessairement par des mécanismes éducatifs. Lesquels permettent aux membres de s'enquérir sur leurs conditions de vie, de partager leurs expériences individuelles et de découvrir ensemble les possibilités et moyens de

---

<sup>34</sup> C'est nous qui l'ajoutons.

dépassement des situations-problèmes. Cette manière dont Lamoureux (1991) décrit les pratiques d'intervention sociale collective nous paraît intéressante dans la mesure où cet outil théorique peut nous aider à dégager des pratiques associatives ce qui correspond à la construction d'un espace social citoyen ou d'un vécu de la citoyenneté. Toutefois, l'accent mis sur leur "cohérence éthique" et la manifestation de la solidarité (interne et inter-organismes) rend l'éventualité des conflits propre à la dynamique démocratique quasi-invisible. La seule manifestation du conflit dans la dynamique d'action des organismes ressemble à un fait anodin par rapport à la solidarité qui, naturellement, caractérise les liens communautaires et syndicaux. Il y serait totalement absent si ce n'était quand cette loi gouvernementale<sup>35</sup> a «déstabilisé» la solidarité interne (dans certains cas) et inter-organisme. Donc, l'intervention sociale collective nous fournit des bases théoriques pour élucider les logiques d'action et les enjeux de la vie associative mais ne nous permet pas de saisir les conflits qui peuvent émerger de la rencontre (ou confrontation) des stratégies des différents groupes. Pour combler ce vide, nous nous référons à la politique de participation de Barber (1997) qui, en faisant de la réalité sociale le lieu de définition de la citoyenneté et de règlement des conflits d'intérêts et différends publics, fournit des éléments explicatifs pouvant saisir l'éventualité des conflits.

La spécificité de cette politique est de placer les citoyens au cœur d'une dynamique de participation politique au gré de laquelle ils revêtiront leur nature de citoyen pour se penser «en termes de nous», un «nous» qui implique la transformation de la vision des intérêts privés et la définition d'un bien commun (Barber, 1997:173). En effet, les citoyens évoluent dans une dépendance mutuelle à toujours côtoyer l'autre comme «obstacle», «semblable» ou «allié» dans la sphère politique et, par conséquent, la participation, la prise en compte de l'existence de l'autre sont des réalités indispensables à la culture civique. Dans cette perspective, l'acte participatif est un moule qui transforme l'individu en citoyen, c'est-à-dire en un «individu qui a appris à porter un jugement civique sur les choses et qui sait évaluer le bien en termes civiques» (Barber, 1997 :178) donc, qui est en mesure de faire des choix tout en étant capable de l'évaluer. Néanmoins,

---

<sup>35</sup> En référence à la loi imposant des amendes à des travailleuses et travailleurs et aux syndicats pour, ensuite, les offrir à des organismes communautaires qui a généré des tensions entre les organismes et les syndicats ou même à l'interne de certains organismes (voir Lamoureux, 1991 : 180-183).



ce passage de l'individualité à la citoyenneté n'est pas l'apanage d'une catégorie particulière de citoyen (*les élites*) et n'exclut personne, en particulier les «masses», en raison leur incompétence. Elle les amène, au contraire à acquérir la compétence nécessaire à force de participer dans l'action commune et de sentir le besoin d'apprentissage que suscitent l'engagement dans l'action et le goût des responsabilités (*la participation entraîne la participation*). En d'autres termes, la démocratie forte ouvre la voie de la citoyenneté aux «masses» qui, en agissant, en partageant les difficultés communes et en délibérant, cessent d'être des masses pour rejoindre le rang de citoyens puisque, désormais, l'engagement, la délibération, le partage et la contribution font partie de leur réalité (cf. Barber, 1997:175). En somme, l'idée de transformation signifie que, pour chaque individu, son autonomie est préservée puisque sa conception de la liberté et de ses intérêts s'est ouverte pour inclure les autres et, par là, constituer une «force commune» à laquelle il voue un respect puisque les uns et les autres y voient la mise en œuvre de leurs propres volontés (voir Barber, pp. 244-245)

La *démocratie forte* est un cadre politique idéalement pensé en alternative aux difficultés de la démocratie américaine et son programme de mise en œuvre, des correctifs aux institutions américaines existantes. Nous ne saurions, de ce fait, penser à une transposition dans la réalité des pratiques des organisations populaires de Trou du Nord. De plus, Barber (1997) a précisé que ses institutions ne sont pas dissociables (Barber, 1997:278) et qu'elle n'est assimilable aux revendications d'un groupe de pression (ibid. p.280). Toutefois, sa théorie comporte des éléments explicatifs qui pourraient aider à la découverte des mécanismes par lesquels des groupes issus de la société civile et nés de l'engagement des citoyens arrivent à franchir les couloirs de la prise des décisions et surtout la manière dont les citoyens s'approprient de leur rôle et des principes démocratiques dans l'action commune. À l'instar des *assemblées de quartiers*, dans leur phase initiale, les organisations populaires pourraient initier les citoyens au dialogue et à la délibération, induire l'autonomie et l'auto-gestion locales (initier la prise de conscience) et, par là, remplir la mission initiale de trois ordres : garantir une responsabilité locale; délibérer et établir un agenda en fonction des problèmes posés; et, jouer le rôle de médiateur» (Barber, 1997: 285).

L'intervention sociale collective et la politique de participation se rencontrent sur deux aspects que nous considérons comme essentiels pour notre recherche : d'une part, l'implantation locale de la démocratie et la participation citoyenne et, d'autre part, l'apprentissage des valeurs citoyennes et démocratiques dans l'action. Barber (1997) affirme que la politique de participation se conçoit le plus aisément au niveau local (ibid.:319). Pour sa part, Lamoureux (1991) considère que «la véritable démocratie, sa base, c'est la possibilité qu'ont des personnes de se regrouper pour agir sur leur réalité sans autres armes que leur sens des responsabilités et leur solidarité humaine» (Lamoureux, 1991:92-93). De même, l'apprentissage des valeurs démocratiques, citoyennes et/ou collectives par des pratiques d'éducation populaire rejoint le besoin d'une *éducation civique* post-engagement dans la politique de participation. Cette éducation civique renvoie à un enseignement pratique autour des problèmes et sujets familiers aux personnes engagées afin de les permettre d'exercer un jugement politique et/ou morale, un pouvoir réel sur leur vie et une emprise (responsabilité) sur la vie collective (locale ou nationale). D'ailleurs, Barber (1997) pense que la «pédagogie formelle» qui vise à fournir aux citoyens une connaissance élémentaire de la constitution et du système légal d'un pays, de son histoire, de ses institutions, de sa culture et de sa pratique est *moins utile*. Sachant que le contexte social d'évolution des organisations populaires n'est pas un instant zéro où les membres commencent à définir, eux-mêmes, les principes démocratiques, nous pensons qu'il serait plus intéressant de placer cette pédagogie au même niveau d'utilité que l'enseignement pratique. Ainsi, la connaissance – ne serait-ce élémentaire – des valeurs, règles et principes qui définissent leur statut ainsi que les procédés institutionnels et légaux qui garantissent la participation qui n'est pas nécessairement utile avant de manifester de l'intérêt à la participation civique devient utile une fois que le citoyen s'y engage. À ce-moment-là, il devrait chercher à en avoir.

Compte tenu de leurs ressemblances et de leurs avantages explicatifs, ces outils théoriques vont être utilisés de façon complémentaire dans l'interprétation et l'analyse des logiques d'action des organisations populaires, leur implication dans la construction démocratique, l'apprentissage de la pensée commune et le jugement civique dans l'immédiateté des relations que sous-tendent le travail en commun, la délibération et le jugement publics. En ce sens, l'action des organisations pourrait ressembler à l'«atelier

local» ou le «parlement de quartier» (Barber, 1997) dont la démocratie a besoin pour être l'expression réelle de la participation des citoyens et, par conséquent, l'hypothèse centrale de la recherche peut se formuler de cette manière : ***les pratiques associatives sont le vecteur de la construction d'un espace social citoyen à Trou du Nord.*** De cette hypothèse, nous tirons deux hypothèses opératoires à partir desquelles nous allons saisir les mécanismes sociaux sur lesquels se construit cet édifice social :

- 1) L'engagement dans les organisations offre aux citoyens-membres la possibilité d'élargir leur condition d'exercice de la citoyenneté.
- 2) Les pratiques associatives cadrent une tentative d'affirmation de l'appartenance à une communauté de liens fondée sur des intérêts communs.

### **3.2. Éléments de clarification conceptuelle**

L'hypothèse centrale de la recherche met en relation deux catégories conceptuelles : les pratiques associatives et l'espace social citoyen. Comme nous venons de l'explicitier, ces deux catégories prennent corps à l'intérieur d'un cadre politique et social d'exercice de citoyenneté. Alors, il nous est impératif d'intégrer la définition du cadre politique en question, en l'occurrence la démocratie, dans notre clarification conceptuelle. Il en est de même pour les conditions d'exercice de citoyenneté qui constituent un élément central dans la formulation de l'une de nos hypothèses opératoires.

#### **3.2.1. La démocratie, sens et principes**

Nous abordons la démocratie comme «un processus ouvert à l'infini» à l'instar de Balibar (2003) et d'autres auteurs [Corcuff (2005); Caillé (2005); Dubet et Martuccelli (1998); Howard (2005); Joxe (2005); Lamoureux (1991)] qui ne l'assimilent pas à construction figée et naturelle des sociétés humaines ou une phase d'évolution sociétale définitivement acquise. Il s'agit d'un cadre politique et social qui n'a pas de contenu fixe, qui est toujours ouverte au conflit et, par conséquent, évolue avec le risque permanent d'écrasement ou d'érosion inhérent aux tentatives de contrôle des «élites» cherchant à «reconstituer» le pouvoir, d'où elle tire sa nature instable. Dans cette perspective, la démocratie est soumise à un principe ou des principes *foncièrement historiques* (un fondement égalitaire), ancrés dans des expériences, des communautés et des modes de vie

ou des communautés politiques qui peuvent être idéalement pensées (cf. Balibar, 2003:37). Elle renvoie à un processus dynamique dont les ressorts sont le conflit (les contradictions nées dans la cité) et l'exclusion et qui se renouvelle non pas sur la base du consensus – résultat souhaitable dans certains cas – mais de manière cumulative et conflictuelle sans perdre l'essentiel (l'association intrinsèque de la liberté et l'égalité). Le fil conducteur du passage d'un pôle à l'autre (l'exclusion et conflit) est «la prise de conscience, la reconnaissance [...], sur une très longue période, de l'effort pour surmonter certaines exclusions qui sont constitutives, d'une certaine façon, de la citoyenneté à un moment historique donné» (Balibar, 2003: 39).

Sa survie dépend de l'habileté avec laquelle le conflit est géré socialement pour maintenir la cohésion et l'équilibre nécessaires à la garantie et la jouissance des acquis démocratiques découlant de la victoire politique d'un groupe sur un autre. En d'autres termes, la démocratie ne peut se maintenir sans l'existence d'institutions politiques qui l'encadrent et la sollicitent quand elle s'inquiète des divisions et des conflits se trouvant à la base de son activité incessante (Howard, 2005:258) ou, à la manière de Joxe (op. cit.), sans disposer (à l'interne et à l'externe), d'une organisation traitant par délégation, depuis les problèmes micro jusqu'aux problèmes macro-politiques (Joxe, 2005:46). Cette nécessité d'institutionnalisation correspond à ce que Balibar (op. cit) appelle la création d'un «espace» susceptible de donner corps à l'idée d'une «puissance publique» qui incorpore les principes de souveraineté du peuple et de légitimité pour que ce peuple puisse contrôler les décisions prises en nom ou les remettre en question quand c'est nécessaire. Cette puissance doit surtout incarner «l'idée de garantie et de conquête des droits [fondamentaux], des générations successives de droits qu'il faut formuler d'une façon qui soit au-dessus de la politique ou, en tout cas, qu'elle ne soit pas manipulable pour qu'on puisse s'y référer» (Balibar, 2003: 45).

Il se dégage de cette conception de démocratie des éléments essentiels qui se rapprochent de la politique de participation qui caractérise la *démocratie forte* (Barber, 1997) notamment la nécessité d'institutionnalisation du principe démocratique afin de maintenir l'équilibre de la collectivité sur la base des valeurs socialement (et historiquement) définies même si cet équilibre encourt le risque d'être remis en question

par l'activité incessante de citoyens. Laquelle politique qui sous-tend l'idée d'une société gouvernée par des citoyens qui n'ont pas à l'avance une «aptitude illimitée» à s'autogouverner mais qui sont partie prenante d'une réalité collective c'est-à-dire d'une «communauté dédiée à résoudre ses problèmes, à formuler des objectifs publics jusque-là ignorés et à voir dans son activité et son existence le lieu nécessaire à la recherche de solutions mutuelles» (Barber, 1997:171-172). Sa définition est la suivante :

«La démocratie forte est une politique de participation où le conflit est résolu en l'absence de toute rationalité extrinsèque, grâce à une auto-législation continue, une participation constante et grâce à la création d'une communauté politique capable de transformer les individus «privés» et indépendant en citoyens libres, ainsi que les intérêts privés, partiels, en bien commun» (Barber, 1997 :171)

Ainsi, la démocratie dont il est question dans cette recherche est un cadre politique dynamique de structuration des rapports sociaux, ouvert à l'activité civique dont la principale vertu est d'amener les citoyens à l'apprentissage des principes et rôles qui définissent leur statut de citoyens ou de participant d'une communauté, ouvert aussi aux éventuelles transformations découlant des conquêtes de l'activité civique. À l'instar de la politique de participation, elle remet en cause toute politique d'élites contre les masses; offre une approche optimiste des potentialités humaines; conçoit la politique comme une façon de vivre et s'appuie sur le changement (transformation) pris autant comme produit du conflit et des insuffisances de la «grandeur humaine» que l'occasion d'attribuer une plus grande place à la réciprocité et d'atténuer les faiblesses et les bas instincts (voir Barber, 1997:135-137). Bref, elle fait de la liberté et l'égalité dans la poursuite du bien commun et du conflit (sa gestion et/ou sa transformation en principe dans l'activité commune), les ressorts de l'évolution des sociétés humaines. Une telle conception de la démocratie nous offre la possibilité de saisir l'ancrage social de l'activité des membres d'organisations ou leur tentative d'implication dans sa construction, dans la création de l'équilibre social devant les garantir la pleine jouissance de leur citoyenneté.

### **3.2.2. Des conditions d'exercice de la citoyenneté**

Comme nous l'avons déjà vu dans le précédent chapitre, quels que soient ses formes et contexte social d'évolution, la citoyenneté désigne d'abord un lien essentiellement politique (Constant, 1998), une mission essentielle de souveraineté publique (Barber, 1997), un rapport privilégié avec le politique (Roman, 1995) ou encore

un lien profondément politique qui soude la relation des individus avec la communauté d'appartenance (Duchastel, 2000). Pour ainsi dire, elle n'échappe pas à la définition "classique" qui la décompose en droits civils, politiques et sociaux<sup>36</sup> (Constant, 1998:29) mais le lien politique qui caractérise le rapport gouvernants/gouvernés reste le pilier essentiel de son exercice. Les différences que l'on peut percevoir d'une conception de la citoyenneté à l'autre proviennent spécifiquement de la manière d'articuler socialement les références universelles d'égalité et de liberté et, en ce sens, les cadres légaux qui définissent le «vivre-ensemble» associé au vécu concret des principes constituent l'essence de son exercice. D'où l'interrelation conceptuelle et pratique que Weinstock (2000) a établie entre ses dimensions juridique, pratique et identitaire : *«la citoyenneté politique fournit les conditions de possibilité de la citoyenneté pratique»* (Weinstock, 2000:17) donc, *vivre activement sa citoyenneté* (participer à la vie des institutions politiques et au façonnement du bien commun) dépend des *garanties et des ressources politiques et juridiques* (droits politiques et associatifs, accès aux instances décisionnelles démocratiques, etc.) dont dispose le citoyen. De même, *«le niveau d'identification affective d'un individu avec son rôle de citoyen sera fonction, d'une part, de la nature et du degré de son engagement civique et, d'autre part, de l'étendue et du degré de protection et de promotion de ces droits auxquelles l'entité politique dont il fait partie se livre»* (Weinstock, 2000:17-18). Beck (2001) a fait cette même corrélation pratique dans le cas de l'Allemagne sauf qu'il a précisé que les médias ont joué un rôle important à côté de l'acquisition des droits citoyens et la garantie juridique pour aboutir à la politisation de la société.

Compte tenu de cette interrelation conceptuelle et pratique et du cadre politique que nous venons de définir, nous n'avons guère de choix que penser l'exercice de la citoyenneté à l'intérieur d'un cadre social de définition et d'appropriation des principes universels de liberté et d'égalité que, dans le cadre de cette recherche, nous faisons correspondre aux conditions d'exercice de la citoyenneté. Dans ce cas, la citoyenneté est définie comme une histoire (Schnapper et Bachelier, 2000), celle qui correspond à la

---

<sup>36</sup> « Les droits civils correspondent aux droits-libertés qui protègent le sujet de droit privé contre les interventions illégales de l'État qui porteraient atteinte à sa liberté et à sa propriété. Les droits politiques correspondent aux droits-participation qui permettent aux citoyens de prendre part activement aux processus démocratiques de formation de l'opinion et de la volonté. Les droits sociaux correspondent aux droits-créances garantissant au bénéficiaire de l'État-providence un revenu minimum et la sécurité sociale.» (Constant, 1998 :29).

manière d'articuler légalement et socialement la norme d'égalité qui sous-tend l'appartenance et la participation (Duchastel, 2000), les deux leviers essentiels de la conquête progressive des conditions de vie égalitaires. Quant à son exercice, il renvoie aux tentatives quotidiennes qu'engagent les citoyens pour surmonter les entraves à la jouissance égale des droits établis ou formels. En clair, la citoyenneté se confîne dans la manière d'organiser socialement la jouissance égale des droits et son exercice dépend des garanties politiques, juridiques et sociales à l'appropriation individuelle et collective de ses principes.

### **3.2.3. Des organisations populaires aux pratiques associatives**

Au moment de l'éclosion massive des associations en Haïti, le terme «organisations populaires» désignait toute une panoplie d'organisations et/ou groupes qui s'activaient dans différents domaines et secteurs de vie sociale haïtienne<sup>37</sup>. C'est pour cette raison qu'Étienne (1999) l'a considéré comme un «concept fourre-tout» qui qualifie «tout ce qui exprime ou traduit la volonté des couches défavorisées ou marginalisées de s'organiser dans l'objectif de faire face aux innombrables problèmes qu'elles confrontent chaque jour» (Étienne, 1999:107). Cependant, à suivre les tentatives de caractérisation qu'a faites Smarth (1998) à partir de l'étude exploratoire menée auprès des organisations populaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, elles ont exprimé plus qu'une simple volonté de résolution des problèmes quotidiens. Il s'agit plutôt de l'expression d'une «volonté de changement» qui se place au-delà des besoins immédiats, sectoriels, locaux voire classistes que Smarth (1998) a identifiée dans les mécanismes de recrutements des membres qui n'étaient fondés sur l'origine sociale ni l'idéologie politique ou partisane (voir Smarth, 1998:66-69). Voici, selon Smarth, ce qui caractérise une organisation populaire :

«[...] pour qu'une organisation soit élevée au rang d'organisation populaire, elle doit maintenir une militance stricte, de harcèlement de l'état et du statu quo; elle doit remplir en quelque sorte un rôle de porte-drapeau et d'éclairage des masses. Elle doit fonctionner prioritairement au politique» (Smarth, 1998:65-66)

«[Elle doit aussi défendre] un projet à contenu social qui va dans le sens des intérêts des masses populaires et qui pose des questions d'ordre national, dans la mesure où

---

<sup>37</sup> Des associations de jeunes, de quartier, de femmes pauvres, des organisations paysannes, des caisses populaires, des mutuelles ou petites coopératives et des organismes d'action communautaire.

l'alternative qu'elle veut construire est sujette à apporter un changement qui soit en rupture avec le système oppressif qui pèse sur les masses populaires» (ibid.: 67).

Comme on peut le voir, la volonté de changement peut effectivement émerger des problèmes spécifiques d'un quartier, d'une communauté ou des «couches marginalisées» mais les solutions recherchées sont inscrites dans une perspective plus globale de changement du système politique et social. Cela paraît davantage dans la définition que Pierre (2001) a proposée pour compenser le manque en définition conceptuelle des rares études portant sur le sujet et dévoiler *l'énigme* qu'elles représentent. Pour lui, une organisation populaire est :

«Une association plus ou moins structurée, ancrée dans une collectivité territoriale de base où elle recrute ses membres dans une ou plusieurs catégories sociales en situation de marginalité; cette association se veut porteuse de revendications populaires et de contestations sociales contre un ordre social exclusiviste et oppresseur en utilisant des formes de luttes qui, sur le plan normatif, visent la promotion d'une société inclusive» (Pierre, 2001:52)

La nouveauté de la définition de Pierre (2001) par rapport aux caractéristiques mises en évidence par Smarth (1998), est de mettre l'accent sur la structure des organisations et d'inscrire leur activité dans un cadre territorial local mais, de part et d'autre, le tableau de marginalité dépeint et les situations d'oppression contre lesquels ces associations se soulèvent sont les mêmes. En fait, l'évolution des organisations et la perte de certaines caractéristiques telles leur autonomie par rapport aux partis politiques et la militance stricte (cf. Pierre, 2001), devons-nous le constater, n'ont rien enlevé au fait de fonctionner «prioritairement au politique» (Smarth, 1998) et de se soulever contre des situations de marginalité pour revendiquer une société plus inclusive (Pierre, 2002). Partant de ces deux constantes qui, pour nous, représentent le plus important apport conceptuel de ces deux auteurs, nous choisissons de considérer les organisations populaires comme des lieux d'exercice de citoyenneté ou des actions citoyennes dans le sens où Roman (1997) l'entend. Pour lui, une action n'est citoyenne que si elle touche le politique et qu'elle se déploie dans la *dimension d'un projet réfléchi, à vocation collective* c'est-à-dire «qu'elle est prête à assumer la confrontation avec d'autres et potentiellement avec tous ceux qui forment la communauté politique, qu'elle est déjà engagée dans une telle confrontation» (Roman, 1995:60). Par ce choix, nous voulons signifier que notre intérêt à l'étude des organisations populaires ne se situe pas dans la



classification mais dans l'analyse de leur capacité à surmonter les problèmes identifiés, de s'impliquer dans l'espace social afin de contribuer au changement souhaité. C'est pour sortir de la tendance classificatoire et nous concentrer sur le contenu réel de l'action de ces groupes que nous nommons pratiques associatives toutes les activités autour desquelles les organisations populaires articulent les objectifs et enjeux de l'action, somme toute, les différentes tentatives qui traduisent leur désir d'implication dans la vie politique et sociale.

#### **3.2.4. L'espace social citoyen**

L'ajout du qualificatif citoyen à l'espace social est une manière de fixer un regard sociologique sur les liens et rapports qu'engendre l'exercice de la citoyenneté dans l'espace social de mise en œuvre des pratiques associatives. De Coster et al. (2001) nous rappellent que ce qui importe dans la vision sociologique de l'espace, ce n'est pas tant qu'il soit un «espace social» ou le lieu de tissage de relations sociales mais qu'il puisse être l'objet de représentations et d'appropriations sociales susceptibles de témoigner des variations propres aux civilisations particulières, classes sociales et groupes sociaux (De Coster et al, 2001). En transposant cette conception de l'espace à l'étude des pratiques associatives, l'espace social citoyen qui en découle devrait correspondre aux liens créés dans la dynamique d'appropriation des garanties politiques, juridiques et sociales qui sont offertes socialement par des citoyens qui cherchent à s'affirmer, à discuter et à délibérer sur des problèmes communs.

Bien qu'il évoque une certaine multi-dimensionnalité de relations, l'espace social citoyen est différent de la description de l'espace social qu'a faite Bourdieu (1984) en exposant sa théorie des classes sociales faisant référence au «champ de forces» ou à «l'ensemble de rapports de force objectifs qui s'imposent à tous ceux qui entrent dans ce champ et qui sont irréductibles aux intentions des agents individuels ou même aux interactions directes entre les agents» (Bourdieu, 1984 :3) de sorte que «les agents et les groupes sont définis par leurs positions relatives dans cet espace» (ibid.). Cette théorie présente l'inconvénient de ne pas laisser de la place à la transformation puisque l'incorporation des «structures objectives» peut freiner l'élan des citoyens à s'opposer ou

à se rebeller contre des conditions sociales inacceptables et de les conduire, au contraire, à l'acceptation sans ciller de leur situation.

Notre conception de l'espace social citoyen renvoie à l'idée de communauté que Barber (1997) désigne comme un «espace de sociabilité» ou un «lieu public et dynamique» construit par des individus qui, inconnus au départ des uns et des autres, sont transformés en voisins, en proches et où la mutualité résulte d'une «conscience grandie», «partagée» et non d'une proximité géographique (Barber, 1997). Laquelle se construit sur la base d'un lien civique «circulaire» et «dialectique» dans le sens que les citoyens sont liés aux autres par l'activité politique (participation) en vertu de laquelle ils assument leur direction, leur gouvernement (cf. Barber, 1997:236). Le maintien de cet espace, tout comme celui de la communauté, nécessite la constance de l'engagement des citoyens, leur incessante activité politique et surtout la transformation des membres qui en participant dans le travail en commun deviennent des citoyens autonomes et interdépendants. Par ailleurs, même si son existence et son caractère propres proviennent des membres et de leur volonté commune – qui n'est pas toujours le produit d'une rencontre amicale, – il ne saurait être un «simple agrégat» d'individus ou de volontés individuelles. Concrètement, l'espace social citoyen va se décliner dans la construction d'un espace commun qui se maintient par l'activité commune et par les liens créés dans cette activité et l'affirmation individuelle de l'appartenance des citoyens dans cet espace.

## **Chapitre 4**

### **Méthodologie générale de la recherche**

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté les contours théoriques et conceptuels qui nous ont aidé à saisir dans la réalité sociale truvienne, notamment dans les activités des organisations, les éléments significatifs à partir desquels nous ferons émerger les logiques sociales qu'implique la construction de l'espace social citoyen. Dans ce quatrième chapitre, nous mettrons en évidence les procédés méthodologiques à partir desquels nous avons recueilli et analysé les données. Nous en profiterons pour dresser le portrait des organisations et le profil sociodémographique des membres qui ont collaboré à la réalisation de l'enquête de terrain. Rappelons que, dans l'objectif de scruter les logiques qui sous-tendent la vie associative et l'implication des membres, nous avons décidé de tenir compte de deux dimensions essentielles des relations : 1) les relations à l'interne (entre les membres) et 2) les relations externes incluant, d'une part, les relations des organisations et le reste de la collectivité truvienne (notamment les autorités locales et d'autres citoyens non-membres d'organisation) et, d'autre part, celles qui naissent de l'interaction des membres au sein de cette même collectivité. Ce rappel sert à préciser que l'analyse de nos données de terrain se portera tant sur les activités des organisations que sur leur rapport avec les conditions d'exercice de citoyenneté des membres.

#### **4.1. Des procédés de collecte des données**

Nous l'avons déjà précisé, l'analyse des pratiques associatives se fera à partir d'une démarche de recherche qualitative. Ce choix s'est effectué non seulement pour tenir compte de la spécificité des pratiques associatives mais aussi en raison des possibilités d'ajustement et de construction progressive de l'objet tout au cours de l'enquête, de le saisir dans sa complexité, de décrire en profondeur plusieurs aspects important de la vie sociale qui interviennent dans le processus de construction de l'espace social citoyen et de saisir tout ce qui est difficile à saisir (voir Pires, 1997:51-52) que nous offre ce type de recherche. Aussi, était-il nécessaire de recourir à l'entretien de type qualitatif en tant qu'il est une technique de collecte de données et un instrument privilégié d'accès à l'expérience des acteurs (cf. Poupart, 1997). Cette section est consacrée à la délimitation des frontières méthodologiques de la recherche c'est-à-dire les procédés de

recherche qualitative qui nous ont permis de saisir dans la réalité truvienne les informations pertinentes et utiles correspondant à la visée de l'étude.

#### **4.1.1. L'identification des organisations et des participants**

Pour identifier les organisations, nous avons retenus les critères de fonctionnement au politique (l'intérêt pour la vie politique de la commune), l'activité et l'ancienneté (active dans la vie publique depuis un certain temps) et, pour le choix des membres, les critères d'activité (participation régulière aux rencontres) et d'ancienneté (relative au nombre d'années d'activité de l'organisation). Sur le terrain, l'identification des organisations a été effectuée en deux étapes. Dans un premier temps, nous avons pris le temps de cibler parmi les organisations actives celles qui répondent aux critères de choix fixés au départ et, une fois identifiées, l'étape suivante était de repérer les membres qui acceptent de nous offrir leur collaboration. Pour ce faire, nous avons rencontré une personne-ressource qui s'occupe de la coordination des activités des organisations du milieu mais, ayant compris qu'elle coordonne uniquement l'activité des organisations féministes, nous avons contacté personnellement des membres et/ou responsables d'organisations connues pour leur prise de position politique et la participation directe dans des activités publiques et/ou politiques. Ainsi, nous avons pu identifier l'APVT (*Assemblée populaire Veye yo Trou du Nord*) et le RAMSO (*Rasanbleman Militan solidè Otwaou*<sup>38</sup>).

En ce qui a trait aux membres, les critères que nous avons définis au départ n'étaient pas scrupuleusement respectés. Dans le cas du RAMSO, notre premier contact (un responsable) nous a fourni une liste de membres et des coordonnées qui nous a permis de les repérer par contact téléphonique. Ensuite, nous avons fixé une date et un lieu de rencontre avec ceux qui ont accepté de collaborer à la réalisation de la recherche. Dans le cas de l'APVT, la situation était différente : dans un premier temps, nous avons cherché à joindre nos contacts personnels qui nous ont référé à une autre personne-contact (le coordonnateur). Après avoir discuté avec le coordonnateur, il a décidé d'organiser une rencontre de prise de contact avec d'autres dirigeants au cours de laquelle nous avons exposé nos objectifs et les motifs du choix de l'APVT ainsi que la forme de

---

<sup>38</sup> En français, Rassemblement des militants solidaires de Trou du Nord.

collaboration souhaitée. Nous avons dû reprendre cet exercice à une assemblée hebdomadaire de membres qui a suivi la rencontre de prise de contact pour qu'enfin nous obtenions l'aval officiel de l'organisation pour rencontrer les membres. Parmi ceux qui ont accepté de nous rencontrer, certains nous ont accordé l'entrevue le jour même et pour les autres nous avons fixé des lieux et date de rencontre en fonction de leur disponibilité.

Comme nous n'avons pas eu la latitude d'effectuer le choix des participants, le critère d'activité au sein du groupe a été notre unique guide et nous avons demandé aux personnes-contact d'en tenir compte. Dans les deux organisations, tous les membres rencontrés assurent une présence régulière dans les réunions et activités des organisations respectives à l'exception d'un membre (ex-membre) qui nous a offert sa collaboration bien avant de rencontrer l'assemblée. En effet, nous avons rencontré une quinzaine de personnes dont six (6) membres du RAMSO et neuf (9) de l'APVT parmi lesquels nous avons dû soustraire la première personne rencontrée qui, selon les dirigeants, n'était plus actif au sein de l'Assemblée depuis un certain temps. Dans le cas du RAMSO, nous avons décidé d'arrêter à cette quantité en raison de la redondance des informations accumulées et aussi parce que nous n'arrivions pas à repérer d'autres membres qui ne font pas partie du secrétariat de l'organisation. En somme, l'analyse des données s'effectuera à partir de quatorze (14) entrevues à cause de l'élimination de l'ex-membre de l'APVT.

#### **4.1.2. Déroulement des entrevues**

La problématique centrale de la recherche a été construite sur l'existence de rapports explicatifs entre les pratiques associatives et l'exercice de la citoyenneté. Partant de cela, nous avons élaboré une grille d'entrevue autour des quatre (4) grands thèmes<sup>39</sup> suivants : 1) profil socio-démographique de l'interviewé; 2) profil de l'organisation en question; 3) les relations socio-communautaires; 4) l'évaluation des actions et réalisations des organisations dans la commune de Trou du Nord. Ne pouvant prévoir tous les processus qui influencent le vécu des membres d'organisations et tous les interrelations qu'impliquent leurs pratiques, nous avons dû nous soumettre aux impératifs du terrain c'est-à-dire revoir cette grille pour y intégrer les nouvelles données suggérées par les deux

---

<sup>39</sup> Voir la version détaillée de la grille d'entrevue en annexe (#1).

premières entrevues. Ainsi, nous y avons inséré de nouvelles questions relatives au climat conflictuel créé par le dossier de construction la route nationale # 1 reliant Port-au-Prince à la frontière haïtiano-dominicaine en passant par Trou du Nord.

Les entrevues effectuées sont d'une durée moyenne d'une heure et quinze minutes. Le premier quart d'heure de chacune d'entre elles était réservé à l'établissement d'un climat propice au dialogue et nous en avons profité pour lire, traduire et expliquer les clauses relatives à la collaboration, la confidentialité et l'utilisation des informations recueillies telles qu'elles sont inscrites dans le formulaire de consentement (annexe #2). Ensuite, nous avons débuté l'étape question-réponse dans la langue courante de nos interlocuteurs (le créole) et nous avons demandé à chaque participant de se présenter et de faire l'historique de son évolution au sein de l'organisation et sa participation dans les activités de mobilisation collective. Cela nous a donné l'opportunité d'intégrer au fur et à mesure les questions-guide de notre grille et d'autres qui nous venaient spontanément, en particulier celles qui figurent des liens non-prévus ayant trait à l'évolution et les activités des organisations.

Tout au cours des entrevues, nous avons remarqué chez certains interlocuteurs une certaine réticence à nous communiquer des informations concernant les partenariats financiers et les rapports qui lient leurs organisations respectives à des organisations non gouvernementales (ONG) ou des partis politiques. À ce sujet, et d'une manière générale, les membres du RAMSO ont été plus éloquents et plus ouverts que ceux de l'APVT. La preuve, tous les membres du RAMSO étaient en mesure de discuter avec précision sur la structure de l'organisation, ses objectifs et ses activités courantes à l'exception d'un «simple membre» qui nous a confié ne rien savoir sur les partenariats financiers alors que, dans le cas de l'APVT, les informations portant sur les objectifs de l'organisation et leur évolution n'étaient pas toujours cohérentes et précises d'un membre à l'autre. De plus, les membres du RAMSO ont clairement exprimé leur position et attaches politiques mais avec ceux l'APVT, certains membres ont tenu un discours ambivalent sur la position et l'affiliation politiques alors que d'autres les affirment sans ambages. Néanmoins, la facilité d'expression d'un groupe par rapport à l'autre n'a rien changé au fait que le financement des activités reste dans les deux cas un dossier assez sensible.

## 4.2. Profil des organisations et des membres rencontrés

L'APVT et le RAMSO partagent des objectifs relativement semblables quant à leur action militante à Trou du Nord et d'autres caractéristiques, soit le fonctionnement au politique et l'activité, qui les rendent conformes aux principes de réduction que nous avons définis pour la réalisation de l'enquête. Au moment de les rencontrer, la plus ancienne fonctionnait au ralenti et, d'une manière générale, leurs actions n'étaient pas aussi visibles comme c'est le cas en période pré-électorale ou lors des conjonctures politiques effervescentes mais, comme nous le verrons plus loin, ils étaient très actifs. Dans cette section nous ne tenons pas à présenter leurs caractéristiques communes mais celles qui font leur spécificité en tant que groupe d'intérêts et d'action c'est-à-dire leurs objectifs et missions, leur structure, les affiliations politiques et partenariats. Ensuite, nous ferons une présentation des membres que nous avons rencontrés en entrevue.

### 4.2.1. L'Assemblée populaire Veye Yo Trou du Nord (APVT)

L'APVT a pris naissance à Trou du Nord en 1979 de l'initiative d'un groupe d'amis qui, habituellement, se rencontrent pour discuter des problèmes du pays et de la commune. Elle a gardé une forme embryonnaire et amicale<sup>40</sup> jusqu'au 18 novembre 1985, date à laquelle les fondateurs ont formalisé sa naissance en la dotant d'un nom et des priorités d'actions. Son but principal, selon l'un des dirigeants/membres fondateurs, était de «*défendre les droits de la population, des droits et libertés individuelles face aux abus, injustices et bastonnade exercés par les militaires*» et «*d'agir pour le bien de la ville, de la communauté truvienne et pour le changement*». C'est dans cette perspective qu'elle a pris position contre les autorités militaires locales (gendarmes, miliciens, chefs de sections) et «*certaines personnalités*» qui avaient l'habitude de soudoyer des officiers de l'Armée et financer leurs exactions (arrestations illégales, bastonnade, dispersion de manifestation etc.) sur la population et les membres des organisations populaires.

Vers la fin de la décennie 80, elle s'est positionnée en faveur de la démocratie et, par conséquent, a participé à des mouvements de protestation contre la prise du pouvoir par les militaires et a appuyé les demandes relatives à la mise en application de la

---

<sup>40</sup> Des amis qui, au gré de leur rencontre quotidienne dans un même lieu de travail (une boutique de tailleurs) sont amenés à poser les problèmes qu'ils confrontent dans la commune.



Constitution de 1987. À cette époque elle était l'unique organisation à tendance revendicative ou, pour répéter ses membres, *l'organisation-mère* et, de ce fait, elle a été une figure incontournable dans l'implantation de filières politiques dans la commune. Le coup d'état militaire de 1991 allait malheureusement rompre son ascension et ruiner sa période de gloire mais, avec des principes de survie tirés du modèle historique « *esclave des champs-esclaves des villes* », fièrement présentés un dirigeant, elle a pu résister aux assauts militaires et reprendre ses activités au retour d'exil d'Aristide (1994). Elle s'en est sortie numériquement réduite et affaiblie dans sa capacité de mobilisation et de rayonnement. Plus tard, après les élections de l'année 2000, des conjonctures politiques difficiles jointe à sa faiblesse croissante ont obligé les membres à observer une «trêve» pour ne reprendre leurs activités qu'en 2004. Au moment de rencontrer ses membres, elle venait de célébrer ses vingt-deux ans d'engagement dans la commune et cette célébration, disent les membres, devait ouvrir une nouvelle ère pour l'organisation.

#### **4.2.1.1. La mission VEYE YO Trou-du-Nord**

Dès sa création, l'APVT s'est revêtue du portrait « *d'organisation à caractère politique et sociale* », « *d'organisation de masse* » qui cherche à « *ramasser les revendications des masses défavorisées* » et les « *besoins de la communauté* » pour les relayer auprès des instances concernées en vue de trouver des solutions appropriées. Elle s'est donc attribuée la mission « *d'aider la société* » c'est-à-dire, d'après ses membres, de « *surveiller et dénoncer tout ce qui va mal dans la communauté et dans l'administration publique* ». L'un d'entre eux expose les circonstances de sa naissance :

«APVT, c'est une organisation qui a été créée dans une circonstance où il y avait beaucoup de choses qui se passaient mais il n'y avait pas d'organisation pour dire non à ces choses. Nous étions une équipe de jeunes, il y avait aussi des personnages (*granmoun*), nous avons voulu revendiquer certaines choses pour la ville et apporter notre contribution à son développement. C'est pour cette raison que nous avons baptisé notre organisation APVT qui est *l'Asanble Popilè Veye Yo Twoudinò* c'est-à-dire une organisation qui est là pour surveiller tout ce qui se passe dans la localité. Nous avons choisi de mener une bataille contre tout ce qui est mal dans la commune, tout ce que les dirigeants font qui ne fait pas l'affaire de la population, toutes les formes d'injustice qu'il y avait dans le pays, nous voulons parler et revendiquer du changement dans notre communauté» (APVT, membre)

À travers les explications des objectifs de l'APVT par ses membres, «surveiller» et «dénoncer», «forcer les gouvernements à réagir et prendre leurs responsabilités envers

la population» sont des pièces-maitresses d'un projet global de «*développement communautaire*» où s'articulent des activités qui, d'après les membres, sont susceptibles d'induire «*un changement et un mieux être dans la commune* ». En y ajoutant l'élément «encourager» ce qui est bien pour la société qui figure dans l'extrait qui va suivre, nous pourrions percevoir une vision plus substantielle de ce que les fondateurs entendent par «aider la société» :

«APVT, c'est l'*Asamble Popilè Veye Yo Twoudinò*, comme je l'avais dit, l'organisation a été créée pour élever la voix contre certaines choses qui se passaient dans la localité. Nous qui étions là dès le début, nous avons voulu contribuer au développement de notre localité parce que nous avons remarqué que la population avait des besoins et il n'y avait personne pour revendiquer pour elle, notre but c'était de chercher dans le bourg ce qu'il y avait à faire et surveiller ce qui ne marchait pas bien et dénoncer les responsables. Dès qu'il y a quelque chose qui se passe qui ne fait pas plaisir à l'organisation, nous manifestons notre désaccord en organisant des manifestations avec des pancartes et des slogans qui dénoncent la chose avec laquelle nous ne sommes pas d'accord. De la même manière, s'il y avait quelque chose de bien, que ce soit dans l'État ou dans le privé, nous encourageons ce qui se fait pour le bien de la communauté » (APVT, membre du conseil et membre fondateur)

En termes clairs, l'APVT a été conçue par les fondateurs comme un lieu de conjugaison de voix et d'actions dans le but de participer activement dans le développement de la communauté truvienne. Croyant qu'ils ont «*plus de chance de se faire entendre*» ou «*de trouver plus facilement un mieux-être*», ils ont circonscrit leur mission par des activités de surveillance et de pression à l'endroit de ceux qui sont identifiés comme les responsables des situations dénoncées.

#### **4.2.1.2. L'organisation structurelle et financière de L'APVT**

Au moment les rencontrer, le nombre de membres de l'APVT était évalué dans un intervalle de 45 à 60 soit une forte majorité d'hommes et quelques rares femmes. Il ne nous était pas possible de connaître la quantité exacte des membres actuels ni le pourcentage des femmes car notre moment a coïncidé avec une période de recrutement et de remembrement de l'organisation : «...*nous sommes en train de réformer l'APVT, nous faisons des recrutements, nous ne pouvons pas dire exactement quelle est la quantité de membres [...]* », nous a dit l'un des dirigeants.

L'ensemble des membres forme l'*Assemblée* qui est dirigée par un conseil de onze membres dont un coordonnateur et un vice-coordonnateur, deux secrétaires, deux

délégués, deux préfets, un trésorier et deux conseillers. Ce conseil est chargé de l'orientation et la gestion des activités de l'organisation, de la préparation des rencontres et la prise des décisions qui engagent l'organisation. Il se réunit tous les vendredis afin de statuer sur les dossiers en cours et de préparer les rencontres hebdomadaires de l'Assemblée qui se tiennent tous les dimanches matin à partir de dix heures à au local habituel, la «gaguère de Zo Bruno<sup>41</sup> ».

En ce qui a trait à l'aspect financier, les membres ont signalé que l'APVT a toujours compté sur ses propres moyens, à savoir, la cotisation des membres (*le kole zepòl ak zépòl*). Cette cotisation s'accumule au gré des rencontres de l'Assemblée où les membres sont invités à apporter une «cotisation monétaire» - (*si peu soit-elle*) – en guise de contribution personnelle à la caisse de l'organisation. Celle-ci sert à financer les activités internes de l'organisation en particulier l'achat de petits matériels nécessaires à la préparation des dossiers et transmission de courrier et, en cas de problème urgent, au dépannage de *«n'importe quel membre de l'assemblée qui a besoin d'un emprunt en cas de problème inattendu comme la mort d'un proche»*. Elle peut être également renflouée par des dons monétaires reçus de quelques «amis» et «sympathisants» de l'organisation c'est-à-dire des membres et/ou anciens membres qui occupent une fonction gouvernementale, des amis membres de l'organisation Veye yo Miami et des amis du PPN/Haïti-Progrès. Le support financier de ces «amis» n'est pas une cotisation régulière mais une aide aléatoire car, nous dit un membre, ces amis *«aident de temps en temps, si on les écrit et ils aident mais certaines fois nous faisons face à des déceptions...»*. La tendance actuelle va dans le sens d'une révision de perspective qui consiste à élargir les sources de financement.

#### **4.2.1.3. Affiliations politiques et partenariat**

Les membres de l'APVT soutiennent, dans leur grande majorité, que l'organisation est très proche du parti Fanmi Lavalas et justifient la proximité en raison de ses relations avec le peuple et de la considération de son leader pour les revendications des masses défavorisées : *«c'est un parti de masse, un parti qui tient compte des besoins masses défavorisées»*, dit l'un d'entre eux. De fait, l'organisation a toujours affiché sa

---

<sup>41</sup> Zo Bruno, de son vrai nom Joseph Bruno, était l'un des membres fondateurs qui, propriétaire d'une gaguère, a laissé le groupe réunir chez lui. Il est décédé mais l'organisation se réunit encore au même endroit.

sympathie au parti Fanmi Lavalas depuis la période pré-électorale de 1990 (FNCD à l'époque) et soutenu les candidats du parti aux postes électifs. Pourtant, entre le directoire du parti et l'APVT, il n'existe pas de lien direct et l'APVT n'a aucune garantie de réponse si elle achemine une requête à la direction du parti pour le financement de ses activités. Les liens se maintiennent par le biais des «amis» ou d'anciens membres qui sont proches du parti, des membres du parti qui sont proches de l'organisation ou qui ont des postes dans le gouvernement. Ainsi, comme il est dit dans l'extrait qui suit, le soutien qu'elle peut recevoir du parti dépend plus de la bonne volonté des membres du parti que d'une part de son budget dédiée à l'APVT :

« ... nous avons l'habitude de faire des demandes sans les exiger, des fois ce sont certains de nos sympathisants qui nous soutiennent. Par exemple, quand nous devons organiser notre fête le 18 novembre, nous avons écrit à Fanmi Lavalas, nous attendons à ce que quelques-uns des membres nous répondent mais ce n'est pas le comité du parti qui décide de détacher une part de budget pour nous la donner. [...] Si le parti organise une rencontre ou un séminaire, on peut nous demander d'envoyer deux personnes mais ça ne veut pas nécessairement dire si APVT organise quelque chose et qu'elle écrit à Fanmi Lavalas, elle va avoir une réponse » (APVT, membre du conseil)

Comme on peut le remarquer, il n'y a aucune formalité qui établit l'affiliation mais l'habitude de déléguer des membres – sur demande – aux congrès du parti et celle de le défendre à tout prix signent une affiliation tacite en vertu de laquelle les membres de l'APVT déclarent «*aimer ce parti politique*» – «*pati politik nou renmen an*» – et, de leur côté, les membres du parti la considèrent comme allié inconditionnel. Cette forme d'affiliation procède des premières affinités qui se sont développées entre l'APVT et le PPN<sup>42</sup> (Parti populaire Nord à l'époque) dans le courant des années 1986 et 1991. Par le biais de cette filière, elle a pénétré d'autres couloirs reliés à l'organisation «lavalas» d'où proviennent les liens qu'elle a tissés avec «Veye yo Miami».

Par ailleurs, l'APVT entretient des liens avec plusieurs organisations qui évoluent dans les sections communales, dans les autres communes de l'arrondissement et au niveau du département. Il s'agit d'«organisations-amies», des partenaires de terrain d'action qui partagent avec l'APVT «*la même position idéologique*» par rapport aux

---

<sup>42</sup> Les relations avec le PPN ont débuté après que son leader ait suivi une manifestation organisée par l'APVT pour revendiquer la construction du marché communal. Satisfait de la manifestation, ce leader (M. X) a demandé de s'associer aux organisateurs. Dès lors, avec d'autres membres de son équipe, il a commencé à participer aux rencontres hebdomadaires de l'organisation et les liens se créent. Plus tard, il fournira à l'organisation des espaces gratuits pour la publication des notes de presse dans son journal, un don de 50-100 journaux à l'organisation et il organisera des séances d'information-formation pour les membres de l'APVT lors des réunions hebdomadaires.

masses pauvres et/ou paysannes et la même sympathie pour le parti Fanmi Lavalas, nous dit un membre. Ces liens consistent en une participation réciproque dans des rencontres, des séances de discussions concernant leurs activités internes et des séminaires de formation. Ce sont : l'APTN (Association des planteurs de Trou du Nord), l'OPD (organisation des paysans de Dupity), le MPS (mouvement des paysans de Sainte-Suzanne), l'OPK (organisation des paysans de Kachiman), l'OPG (organisation des paysans de Grosse-Roche), l'AJK (Caracol) et d'autres organisations qui militent dans les communes de Terrier-Rouge, Paulette, Phaéton et Fort-Liberté. Elle fait également partie du CODNE, une coordination départementale qui se propose d'œuvrer pour le développement du Nord-est.

#### **4.2.2. Le rasanbleman militan solidè otwou (RAMSO)**

Le RAMSO a été créé au début des années 2000, à la suite de la rupture de ses fondateurs d'avec l'orientation politique de l'IJPO (Union des Jeunes Patriotes pour le développement de Trou du Nord). L'intégration du parti Fanmi Lavalas et l'appui inconditionnel que certains membres de l'IJPO ont voué au chef de ce parti ont été les principales sources de la discorde conduisant à l'autonomisation du RAMSO. Les dissidents n'ont pas renoncé aux idées originelles qui ont motivé la fondation de l'IJPO à savoir, *«la volonté de s'engager dans une bataille pour défendre les intérêts de la population truvienne, de la commune et, plus globalement, de ceux du pays»*. En se démarquant de l'IJPO, précisent les dirigeants, leur choix était de rester dans la lignée des organisations *«proches des masses populaires»* afin d'exiger des responsables la prise en compte des besoins de la commune et de ses habitants :

«Ramso est né d'une division de l'IJPO. Certains membres ont décidé d'intégrer le parti Fanmi Lavalas [...]. En 2002, notre groupe a jugé nécessaire de continuer la lutte sous forme d'une organisation qui continue à porter la bannière des masses populaires. Nous avons les mêmes objectifs c'est-à-dire dans une société il faut qu'il y ait des gens pour questionner, surveiller et rapporter ce qui va mal – surtout quand nous ne pouvons pas bénéficier de services – pour qu'enfin on nous écoute [...]. Nous avons un État faible, si personne ne parle de nos problèmes les dirigeants ne sauront rien et ne tiendront pas compte de nous [...], c'est l'une des raisons pour lesquelles le RAMSO a été créé... » (RAMSO, membre du secrétariat)

Fort de son engagement «aux cotés des masses», il s'est érigé en adversaire de *«tous ceux qui agissent contre les intérêts du peuple, tous ceux qui ne veulent pas le*

*changement dans le pays et qui essaient de garder la population sous la domination et l'exploitation* ». C'est la raison pour laquelle, explique un dirigeant, elle a pris position contre le «pouvoir lavalas» qui, d'après lui, *«agissait contre les intérêts du pays et de la population»*. Ses premières actions revendicatives ont été nourries par l'actualité politique – *«ce qui se passe dans le pays, les actions des partisans du pouvoir»* :

« Dès le début, notre position était claire par rapport à la conjoncture. RAMSO n'a pas appuyé la position qui voulait qu'Aristide reste dans le pays. Nous avons toujours voulu un mieux-être. Par exemple, à l'époque, il y avait des problèmes partout dans le pays, le pays était bloqué. Des fois, au moment où on ne s'y attendait pas, surtout quand les organisations pro-lavalas manifestaient, on peut se lever un bon matin et trouver toutes les rues bloquées et toutes les activités commerciales aussi, nous ne pouvons plus accepter cette situation... » (RAMSO, membre du secrétariat)

Un autre ajoute qu'à un certain moment, ils ont dû s'impliquer dans la lutte des étudiants contre le pouvoir car ils étaient eux-aussi des étudiants et, en tant que tels, cela les concernait autant que les autres : *«nous avons organisé des manifestations en vue d'appuyer les étudiants dans leur lutte après les attaques de l'université et du recteur par les partisans du pouvoir»*, disait-il.

#### **4. 2.2.1. La mission d'accompagnement de la population truvienne**

Les membres du RAMSO le présentent comme une *«force de pression»* qui se propose d'être à «l'avant-garde » des revendications et des activités de la population truvienne. Cette position avant-gardiste prend son sens dans l'exercice de son rôle de *«porte-parole»* qui consiste à embrasser la revendication d'un *«mieux être pour la population»* et à *«accompagner la population truvienne dans la revendication des solutions à ces problèmes »* tout en cherchant à *«contraindre les responsables du pays»* à agir en fonction des besoins du peuple. *Quand nous avons fondé le RAMSO, dit l'un d'entre eux, notre objectif était d'accompagner la population dans toutes ses activités sociales, économiques et politiques c'est-à-dire de porter ses revendications, d'être son porte-parole dans le secteur de la société civile.* Concernant ses objectifs, un autre a ajouté ceci :

« L'objectif général du Ramso c'est d'abord contribuer à un aller-mieux dans la commune c'est-à-dire travailler à résoudre les problèmes : l'électricité, les routes pour relier les sections à la ville, l'eau potable et, s'il y a un problème d'abus sur une personne, aider cette personne à porter plainte etc. Tout cela rentre dans le cadre de nos attributions. [...]. C'est également notre rôle, en tant qu'organisation, d'exiger de la mairie l'exécution

des travaux quand nous savons que l'argent est débloqué pour ça, nous devons chercher à nous informer auprès de la Mairie [...] (RAMSO, membre du secrétariat)

#### 4.2.2.2. La structure organisationnelle et financière du RAMSO

L'administration du RAMSO s'apparente à une structure pyramidale à trois (3) niveaux qui regroupent environ deux cents (200) *membres directs* (ceux dont les noms figurent dans les registres des unités de base). Le niveau supérieur est représenté par le secrétariat de neuf (9) membres qui coiffe l'organisation. Trois (3) de ces membres (un secrétaire, le porte-parole et un conseiller) s'occupent des principales tâches du comité à savoir la prise des notes, la rédaction des lettres, la préparation et le suivi des dossiers. Le porte-parole et le conseiller jouissent aussi du statut de «*dirigeants de calibre*» c'est-à-dire qu'ils sont le pilier central de l'organisation et, à juste titre, ils ont un «droit de veto» sur certaines décisions.

« Notre organigramme, nous avons un secrétariat composé de neuf (9) membres. Parmi ces neuf membres, il y a trois qui sont responsables pour apposer leur signature sur les lettres (...) quand il y a une convocation à faire, ces trois membres se réunissent et ils convoquent les autres membres pour prendre les décisions, c'est le comité en entier qui prend les décisions. Ces trois membres prennent les notes, font le suivi des dossiers mais si l'un d'entre eux n'est pas là, n'importe quel autre parmi les deux autres peuvent intervenir» (RAMSO, membre du secrétariat)

Au niveau intermédiaire, on retrouve les «têtes de pont», les responsables des petits groupes de «base» - le troisième niveau de la pyramide - dispersés dans la ville, les sections communales et les habitations. Ces trois niveaux hiérarchiques se rencontrent à l'assemblée annuelle (*chaque 18 novembre*) réunissant tous les membres directs mais les têtes de pont rencontrent le secrétariat *tous les 22 jours* pour assurer le lien entre la base et le sommet. Les réunions se tiennent à chaque fois dans des locaux différents pour des « raisons stratégiques », nous a confié un membre du secrétariat. Il n'y a aucune rigueur sur l'intervalle entre deux rencontres car en période électorale le comité directeur peut programmer deux ou trois convocations à l'extraordinaire au cours du même laps de temps ou même des rencontres quotidiennes.

« En termes de membres, nous sommes nombreux, il y a plusieurs commissions qui travaillent. Par exemple, nous avons des alliées au niveau de la ville, dans les sections communales, nous avons des représentants un peu partout. Ce qui signifie qu'on a des noyaux d'un minimum de 20 personnes dans chaque habitation, nous les formons. [...]. Quand nous devons réunir, le comité exécutif réunit les têtes de pont des sections communales et des habitations pour discuter. Le RAMSO est une organisation qui est très

large en termes de membres mais les plus actifs sont ceux du comité exécutif... » (RAMSO, membre du secrétariat)

L'organisation a aussi des *sympathisants* qui ne figurent sur aucune liste mais qui «*l'apprécient et le soutiennent dans ses activités*» (soutien financier, appui électoral et participation dans des manifestations en plein air), nous dit un dirigeant. D'une manière générale, ses activités sont financées par les membres (cotisation), les aides financières reçues des sympathisants et des «amis politiques». Il est demandé à chaque membre d'amener à chaque rencontre une contribution monétaire et, pour ceux qui ont bénéficié d'un emploi à l'issue de l'intervention de l'organisation, les exigences sont différentes c'est-à-dire l'employé-membre est obligé de verser une cotisation mensuelle de 10% de son salaire à la caisse de l'organisation. Cet extrait en apporte plus de précision :

«... c'est la cotisation de ceux qui travaillent parmi nous. Par exemple, comme je l'ai dit, RAMSO m'a choisi comme caissier payeur à la Mairie. En tant que tel, j'ai une cotisation de 10% de mon salaire à donner mensuellement pour la caisse, ça aide l'organisation et c'est comme ça pour tous ceux qui sont choisis par RAMSO pour un poste...» (RAMSO, membre du secrétariat)

Les «amis politiques», les «alliés» et les «partenaires» qui ont l'habitude d'apporter de l'aide financière au RAMSO et qui se trouvent au pays (autres communes ou la capitale) ou à l'étranger. Ils participent surtout à la réalisation des activités programmées par le RAMSO, en particulier, les sessions de formation des membres sur le terrain. Ils contribuent de diverses manières et peuvent soit déléguer leurs cadres pour animer les sessions soit financer jusqu'à la hauteur des «25-30% du budget» en aide monétaire et/ou matériels didactiques.

«Il y a plusieurs niveaux: pour certaines activités, c'est la caisse (*un dépôt*) à laquelle chaque membre, lors des réunions, apporte une cotisation (*ce qu'on a*). [...]. Si nous faisons une activité de formation et que la caisse ne peut y répondre, c'est comme je l'ai dit, nous avons les alliés que je viens de citer. Par exemple, le PAJ a toujours apporté sa contribution pour les voyages, les matériels dont nous avons besoin pour la formation. [...], il y a l'organisation KORENIP et d'autres organisations alliés, par exemple, nous pouvons avoir un projet et nous le présentons à ces organisations, c'est la formation qu'elles donnent, nous les présentons notre budget pour la formation que nous voulons faire, si c'est possible, elles nous donnent à peu près 25% ou 30% avec des matériels. Mais, si nous voulons former nos membres, nous pouvons demander une cotisation et chaque personne doit, par exemple, apporter 25 gourdes pour la nourriture de la journée.» (RAMSO, membre du secrétariat)



#### 4.2.2.3. Affiliations politiques et partenariats

Les membres du RAMSO affirment que l'organisation n'a aucun rapport établi avec un parti politique mais cela n'écarte aucunement la possibilité d'une affiliation conjoncturelle. Lors de sa plus récente participation aux courses électorales, l'organisation a fait le «choix stratégique» de s'affilier au parti politique ALYANS<sup>43</sup>, ce qu'on désigne comme un «emprunt» ou un «port d'un chapeau». Ce choix n'a pas été dicté par la «sympathie» de l'organisation pour le parti mais un choix réfléchi en fonction des besoins de l'organisation notamment des garanties sécuritaires dont elle avait besoin pour réaliser sa campagne. Du moins, c'est ce que laisse entendre un membre qui évoquait les raisons pour lesquelles le RAMSO a privilégié ce parti :

«Comme nous ne sommes pas des membres de parti politique, nous avons besoin d'un chapeau pour participer aux élections. Nous ne pouvons pas participer comme indépendant non plus. Le pouvoir a voulu nous donner leur chapeau, nous n'étions pas d'accord avec le chapeau de LESPWA. Nous avons eu également KONBA, ALYANS, FUSION, après maintes réflexions, nous avons estimé que nous pouvons aller avec eux. Nous avons choisi ALYANS pour beaucoup de raisons, c'est l'Alyans qui avait le contrôle de dossier de sécurité [...], il fallait nous éviter de subir des persécutions pour pouvoir mener la campagne électorale en toute sécurité [...]» (RAMSO, membre du secrétariat)

Le RAMSO entretient des relations de partenariat avec un ensemble d'organisations, de regroupements ou d'institutions évoluant aux niveaux local, national et international qui contribuent à différents niveaux de réalisation de ses projets. L'un des membres nous explique qu'au niveau de la commune, l'organisation a un «*front commun*» avec des «*partenaires de lutte, des organisations qui nous ressemblent et qui nous soutiennent dans la bataille politique*» telles que JPP (Pilette), CODET (Trou du Nord) et MPD (Napples). Il fait également partie d'un regroupement départemental d'organisations évoluant dans les treize communes du Nord-est, le KRPN (coordination de la résistance populaire du Nord-est (*Kowòdinasyon rezistans popilè nòdès*), lequel s'intéresse à la politique et à la défense des intérêts du département. D'autres regroupements départementaux comme Korega et Korenip évoluant respectivement dans la Grand-Anse et les Nippes figurent également dans ses contacts politiques.

---

<sup>43</sup> ALYANS Demokratik, le nom du parti politique ayant Evans Paul comme leader; «*pati politik Evans Paul la*» nous a dit un membre influent du RAMSO.

Il établit également d'autres partenariats avec des «*organisations progressistes*» – dit l'un de ses dirigeants – qui s'activent dans divers domaines de la sphère politique et sociale du pays. Dans cette catégorie de partenaires, nous pouvons citer : le PAJ (Programme pour une alternative de justice), l'ICKL (Institut culturel Karl Levêque), l'ITECA (Institut de Technologie et d'Animation), la POHDH (Plate forme des organisations haïtiennes de droits humains), la PAPDA (Plate-forme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif), la SAKS (Société d'Animation et de Communication Sociale), le GRIEAL (Groupe de recherche et d'Intervention en Éducation Alternative) et la SOFA (Solidarité des Femmes Haïtiennes). Ce sont des organisations qui, souvent, contribuent à la formation des membres soit en octroyant des aides financières et des matériels didactiques soit en invitant une délégation du RAMSO dans des séminaires de «formation politique» ou «socio-économique». Au niveau international, il entretient des rapports étroits avec la "Fuerza de la revolucion", une organisation qui milite à Santo Domingo. Quelques-uns de ses membres ont pu bénéficier du soutien de cette organisation quand ils devaient, entre 2003-2004, fuir le contexte politique qui était devenu intenable pour eux à l'époque. De même, ils ont commencé à créer des liens avec l'Assemblée des Peuples Caraïbes (APC) lors de leur participation à la rencontre APC qui s'est déroulée à Port-au-Prince en 2003.

#### **4.2.3. Profil sociodémographique des personnes interrogées**

Les participants à notre recherche sont tous des hommes. Cela ne signifie pas que les organisations n'ont pas de femmes-membres ou que nous n'avons pas cherché à nous entretenir avec des femmes. À la rencontre hebdomadaire de l'APVT, nous avons remarqué la présence d'une femme mais celle-ci n'a pas voulu nous offrir sa collaboration. Dans le cas du RAMSO, nous avons eu deux femmes sur la liste mais celle que nous avons rencontrée n'a pas souhaité parler à titre de membre et, en rapportant la situation à la personne-contact, il nous a finalement appris l'organisation n'a pas beaucoup de femmes puisque, dit-il, «*les femmes ont peur de faire de la politique*».

Les membres d'organisations rencontrés sont âgés de plus de vingt-cinq (25) ans et donc, dépassent largement l'âge requis pour atteindre la majorité citoyenne en Haïti. Les membres du RAMSO sont plus jeunes que ceux de l'APVT : leur âge se situe entre

27 et 40 ans alors que pour ceux de l'APVT, l'intervalle est de 40 et 65 ans à l'exception de celui qui est le plus jeune qui devrait avoir entre 30 et 35 ans. Dans la majorité des cas, ils ont déjà vécu une forme de relation conjugale et/ou ont une responsabilité parentale à l'exception du plus jeune de tout le groupe qui est encore célibataire. Parmi les six (6) membres du RAMSO, cinq (5) sont mariés et pères d'enfants et l'autre membre est célibataire; les membres de l'APVT ont tous des enfants à l'exception du plus jeune membre (marié et pas d'enfant) : sept (7) membres sur huit (8) ont des enfants, cinq (5) sont mariés et, pour les autres, nous ne pouvons rien préciser sur leur relation.

À l'exception de deux d'entre eux - dont l'un qui n'a jamais fréquenté l'école et l'autre qui n'a fourni aucune information à ce sujet -, les autres ont atteint des niveaux différents du cycle officiel d'enseignement. Quatre (4) parmi les membres du RAMSO sont de niveau universitaire (1<sup>er</sup> cycle) et étudient en droit, en éducation et en développement; les deux autres (2) sont respectivement de niveau secondaire deuxième cycle (rhéto) et premier cycle (7<sup>ème</sup> année). Quatre (4) parmi ceux de l'APVT sont de niveau secondaire : deux (2) ont atteint la terminale (philo) et les deux autres, le secondaire soit 9<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> année, et, parmi les quatre (4) autres, deux (2) sont de niveau primaire (élémentaire II et sixième année), un (1) d'entre eux ne nous a donné aucune précision sur son niveau et l'autre n'a jamais fréquenté l'école. Dans presque tous les cas, la formation académique est accompagnée d'une formation professionnelle acquise soit dans une école spécialisée soit avec un «boss» de la profession qui leur a transmis la compétence «sur le tas». La répartition des titres professionnels acquis sont les suivants : RAMSO compte deux (2) contremaîtres, un diplômé de l'école normale (niveau primaire), un technicien médical et un maçon ; et, l'APVT, deux (2) tailleurs/couturiers, un mécanicien, un peintre-ébéniste et un maçon (également menuisier, charpentier et ferronnier).

S'agissant de l'occupation économique, seulement trois (3) d'entre eux peuvent s'aligner dans le rang des personnes ayant un emploi et un revenu mensuel. Ce sont des membres du RAMSO qui travaillent dans la fonction publique (2 membres) respectivement comme enseignant au cycle primaire et chargé de mission du Ministère des travaux publics pour le département ; l'autre est également professeur au niveau

primaire. Les autres s'adonnent à de petites entreprises économiques autonomes (petit commerce de détail), à l'exercice de leurs métiers – de façon épisodique – et à l'agriculture. Voici un ensemble de réponses tirées des entrevues sur leur principale source de revenu :

« j'enseigne au niveau primaire » (RAMSO); « je travaille comme chargé de mission pour le ministère des travaux publics au niveau du département » (RAMSO); « je suis professeur à l'école normale des filles » (RAMSO); « je ne travaille pas pour le moment, je fais un petit “démêlé” où je vends des produits alimentaires, sucre, riz, farine, pois, huile, etc. » (RAMSO); « je suis tailleur et c'est avec ça que je gagne ma vie » (APVT); « je vis de l'agriculture et de l'élevage » (APVT); « je suis tailleur, c'est ma principale activité économique » (APVT); « je suis étudiant et je suis encore sur la responsabilité de mes parents » (RAMSO); « je travaille plus comme mécanicien » (APVT); « parfois je peins des maisons mais c'est avec mon métier de caoutchouc-man<sup>44</sup> que je gagne ma vie » (APVT); « pour le moment je ne travaille pas, je suis en attente, je viens de suivre une formation de 5 jours pour être coordonnateur d'un programme d'alphabétisation » (APVT); « je suis maçon » (APVT).

Tenant compte de ces informations, nous ne pouvons certainement pas conclure que la stabilité en matière emploi et revenu fait partie du quotidien des membres d'organisation surtout que l'agriculture, l'élevage, la mécanique et la couture dont nous parlons ne sont pas des activités à grande échelle pouvant générer d'autres emplois ou des revenus élevés et stables. Nous parlons d'un tailleur/couturier qui habite une ville de province, qui confectionne à l'occasion une chemise, un pantalon ou une robe sur demande d'un particulier et qui est concurrencé par le marché des vêtements usagers venus d'ailleurs (*pèpè*); d'un petit agriculteur mise sur la pluie pour faire fructifier sa terre, nourrir son bétail etc.; d'un caoutchouc-man qui répare des pneus à l'occasion ou d'un mécanicien qui répare les pannes de voitures ou de moteur à l'occasion. Sans avoir des données précises sur leurs revenus, il ne fait aucun doute qu'ils ne se classent pas parmi les meilleures positions de l'échelle des revenus en Haïti.

#### **4.3. L'analyse des données**

L'analyse des informations recueillies a débuté avec une première opération consistant à effectuer des résumés à chaud après chaque entretien. Les résumés nous ont permis d'avoir une vue générale non seulement sur la perception des membres d'organisation de leur citoyenneté mais aussi sur les stratégies individuelles et collectives

---

<sup>44</sup> Un caoutchouc-man est une personne qui répare d'une façon artisanale ou manuelle des pneus défectueux des voitures, camions, motocyclettes et bicyclettes.

utilisées entre autres, les jeux de la médiation politique. Vient ensuite la phase de transcription intégrale des entrevues, laquelle nous a offert une deuxième occasion de prendre contact avec l'intégralité des données et, du coup, maîtriser les entrevues.

Cette phase a été suivie par une analyse de discours en vertu de laquelle nous avons relevé les stratégies des acteurs, les sens et significations qu'ils donnent à leurs actions ainsi que la représentation de leur citoyenneté comme ensemble de droits, de devoirs et de pratiques. Cette analyse s'est effectuée en deux étapes. En premier lieu, nous avons procédé à une catégorisation de données à l'aide du logiciel N'VIVO et à partir des grands thèmes que nous avons dégagés aussi bien dans les résumés que dans les lectures intégrales des données textuelles issues de la transcription. Avec les données catégorisées, nous avons effectué une analyse horizontale qui a fait ressortir les stratégies individuelles et organisationnelles qui participent aux processus de construction des membres comme citoyens ainsi que les pratiques associatives significatives de l'implication des organisations dans la vie politique et sociale ou, plus précisément, des pratiques en vertu desquelles les organisations peuvent être considérées comme des espaces socio-citoyens. En second lieu, nous avons pu cerner la place, le rôle et l'importance des pratiques associatives pour les organisations, pour les individus-membres, pour Trou du Nord ainsi que dans les relations avec le système politique haïtien à partir d'une analyse transversale des points de vue.

#### **4.4. Mise en garde méthodologique**

Les entrevues ont été effectuées, rappelons-le, avec des personnes dont la langue courante est le créole. Les extraits utilisés dans le texte ont été traduits du créole au français afin de faciliter la lecture et la compréhension à nos lecteurs mais, compte tenu des subtilités linguistiques et sémantiques inhérentes à toute opération de traduction, cet exercice s'est révélé quelque peu difficile. Vous conviendrez avec nous que les discours sont porteurs de contenus et de référents sociaux qui sont difficilement transférables d'un contexte linguistique à un autre et que, dans le cas d'une traduction, certaines expressions peuvent perdre leurs sens ainsi que leurs références sociales. Donc, pour ne pas pécher par traduction, nous avons décidé de garder dans les textes traduits certaines expressions créoles et, quand c'est nécessaire, nous les faisons suivre d'une explication (dans le texte

ou en bas de page); dans certains cas, la version créole de l'expression traduite suit la traduction entre parenthèses et en italique. Cela nous permet de rester le plus fidèle que possible au contenu initial des discours, c'est-à-dire de garder intacts la version et le sens originels et de tenir compte des subtilités contextuelles et langagières dans leur transfert du créole au français.

Par ailleurs, par souci de respect de la clause de confidentialité nous avons décidé de ne pas citer les noms de certaines personnalités politiques/publiques mentionnées dans les entrevues notamment ceux qui ont un contact rapproché avec les organisations ou qui jouent un rôle d'intermédiaire entre les organisations et les coulisses des pouvoirs en place. Nous verrons également qu'au moment d'analyser les cas individuels, nous utilisons des noms imaginaires en lieu et place des noms réels des interlocuteurs en question.

## **Chapitre 5**

### **Les pratiques associatives et la construction de l'espace social citoyen**

Nous venons de préciser dans les deux chapitres précédents, la formulation théorique de notre objet de recherche et les procédés méthodologiques qui nous ont permis de dégager les logiques sociales sur lesquelles l'espace social citoyen se dresse. À la suite de la clarification du cadre explicatif et des concepts clés de la recherche (chapitre 3), nous avons exposé, au chapitre 4, les procédés de collecte et d'analyse des données ; nous y avons profité pour présenter les organisations (APVT et RAMSO) et les membres qui ont collaboré à la réalisation de l'enquête de terrain. En ce qui concerne les organisations, les objectifs et missions respectives du RAMSO et de l'APVT nous laissent déjà comprendre que leurs pratiques épousent assez bien les critères qui, a priori, ont justifié leur choix en tant que lieux d'exercice de citoyenneté à savoir, les critères d'activité et de fonctionnement au politique. Ce cinquième chapitre est dédié à une analyse plus poussée des pratiques associatives dont le but est de mettre en exergue leurs implications dans la construction de l'espace social citoyen, lequel devrait se reposer non seulement sur les activités des organisations mais aussi sur les liens découlant de l'interaction des membres et leur participation dans la réalisation des activités. Il est divisé en quatre sous-sections : la première fait état de l'appropriation des garanties constitutionnelles et sociales relatives à leur citoyenneté ; la deuxième, des pratiques associatives qui donnent lieu à la construction de l'espace commun ; la troisième, des relations sociales découlant de l'interaction à l'intérieur de l'espace commun, relations qui sont censées le soutenir ; et, enfin, dans la quatrième, nous présentons une analyse des cas individuels exprimant la transformation des citoyens-membres dans l'activité commune.

### **5.1. L'appropriation de la citoyenneté par les membres d'organisation**

Par leur statut de citoyens haïtiens, chaque membre d'organisation dispose d'un ensemble de droits, devoirs et responsabilités envers l'État, le pays et les autres citoyens assujettis au même statut. Contrairement à d'autres, ils s'engagent dans une action collective et se revendiquent le droit de s'impliquer dans la vie politique de leur milieu de vie. L'analyse qui suit dévoile comment, dans leur réalité, ils s'approprient des garanties constitutionnelles qui définissent leur statut et régissent leur rapport à l'État.



### **5.1.1. La perception des droits et devoirs citoyens**

Dans leur réalité quotidienne, les membres d'organisations appréhendent un ensemble de droits, devoirs et libertés politiques qui symbolisent autant le fondement de leur action que la manifestation de leur condition de déficience par rapport à la condition constitutionnelle de jouissance égale. L'extrait qui suit est un exemple significatif de l'ensemble des droits et devoirs énumérés :

« ... j'ai la liberté d'expression, ce qui veut dire que je peux parler de ce qui est bien et dénoncer ce qui est mal. J'ai des droits civils et politiques c'est-à-dire en tant que citoyen haïtien j'ai le droit de me porter candidat à un poste électif, j'ai mon droit de vote, j'ai le droit de choisir mes dirigeants et l'État me doit l'éducation gratuite. Normalement je dois avoir des services de santé, des infrastructures routières, l'électricité et l'eau potable. En termes de devoirs je sais que je dois respecter les autres citoyens, je dois participer au développement et dans la prise des décisions au niveau du pays [...] je pense que la justice est là pour faire respecter mes droits en même temps que je dois respecter les droits des autres... » (RAMSO, membre de niveau universitaire).

Évidemment, tous les membres rencontrés ne présentent pas leurs droits et devoirs de cette manière qui, au premier regard, laisse voir qu'elle ait été influencée par le niveau de formation académique de la personne qui se prête à l'exercice. C'est une demi-vérité puisqu'en faisant correspondre les réponses des autres membres et leur niveau de formation, nous n'avons pas observé la même relation et, de plus, les différences constatées ne sont pas réellement significatives. En revanche, nous avons identifié quelques similarités dans les références utilisées dans l'exercice d'énumération : une première catégorie la première catégorie se réfère à la constitution de 1987; la deuxième, aux situations vécues au quotidien par chacun d'entre eux.

#### **5.1.1.1 Le rapport à la Constitution de 1987**

Quelques-uns des membres d'organisations se réfèrent à la Constitution de 1987 et se réclament, en guise de droits et devoirs, ses prérogatives qui consacrent leur égalité dans la jouissance des droits à l'éducation, à la santé, à la justice, le droit de se porter candidat et de voter, de participer aux décisions et de bénéficier des services et/ou des infrastructures publiques. L'un d'entre eux, un étudiant en droit, tire de cette référence des couples constitués de droits et devoirs qui suivent :

« Je suis haïtien, je prends la Constitution de 1987 qui décrit mes droits, j'ai le droit à la santé, à l'éducation, le droit à la justice, le droit à l'alimentation, c'est un ensemble de droits. Beaucoup de personnes parlent de droits et ignorent les devoirs mais ils marchent

ensemble. [...], en tout cas, c'est la Constitution qui nous dit ce que nous avons comme droits » (RAMSO, niveau universitaire)

Un autre, également étudiant mais en éducation, retient les garanties constitutionnelles qui consacrent ses droits de bénéficier des services de l'État et ses obligations envers l'État, envers les autres citoyens, envers sa zone de résidence et le pays :

«Mes droits, c'est la Constitution qui les définit. J'ai droit à des services de l'État. Mes devoirs, c'est de respecter l'État, c'est d'aider les autres qui sont dans le besoin et de participer dans le développement de ma zone de résidence et lutter pour le changement dans le pays...» (RAMSO, niveau universitaire)

Tout en restant dans la lignée d'implication dans la vie sociale, un autre présente ses droits avec un niveau de conscience plus aigüe des différents niveaux de participation qui incombent à son statut :

«...j'ai des droits inaliénables, personne ne peut me les enlever, j'ai le droit à l'alimentation, j'ai le droit d'avoir une femme et de divorcer etc. J'ai le droit de participer dans les décisions publiques, le droit de réunir en public dans la mesure où je n'utilise pas d'armes à feu, j'ai également le droit de m'exprimer sur ce qui se passe dans le pays [...], la constitution est très claire sur la façon de participer : je vote aux élections, c'est un premier niveau de participation quand je choisis ceux doivent prendre les décisions à ma place, je participe...» (RAMSO, niveau universitaire)

Ces extraits prouvent que ces membres d'organisation ont une conscience claire des attributs citoyens définis dans la Constitution de 1987, même si aucun d'entre eux ne les énumère au complet (tel n'était pas l'objectif). Il paraît clair que cette conscience des droits et devoirs découle des études effectuées mais nous ne pouvons établir aucune corrélation entre le niveau d'étude et leur maîtrise des attributs citoyens en raison de leur participation à des séminaires qui, certaines fois, portent sur les droits humains. De plus, dans le groupe, il y a d'autres personnes qui, avec un moindre niveau font montre d'une conscience similaire ou d'autres qui, avec un niveau de formation académique semblable, n'y parviennent pas.

#### **5.1.1.2. La référence aux conditions de vie**

L'autre catégorie de membres se réfère à des conditions concrètes de vie pour y effectuer une comparaison en vertu de laquelle identifier des droits fondamentaux dont la possibilité de jouissance leur semble restreinte. Ainsi, ils revendiquent des droits fondamentaux (droit à la vie, droit à l'alimentation, droit au travail) dont ils n'arrivent pas

à jouir au même titre que d'autres citoyens. Parmi eux, il y en a qui mettent plutôt l'accent sur le respect de soi et des autres. Ces valeurs sont présentées comme les principaux droits et devoirs citoyens : *mes droits et devoirs*, dit un membre l'APVT, «*normalement il faut se respecter et ne pas participer à des activités classées mauvaises pour la société c'est-à-dire mener une vie sincère envers la famille et envers la société*» (APVT, niveau secondaire)

De la comparaison de sa condition actuelle par rapport à la jouissance des droits, un autre émet certaines inquiétudes sur le fait de voir sa liberté réduite en raison du non-respect de son droit à un travail lui permettant de gagner sa vie :

« Je suis un haïtien. J'ai le droit à la vie, le droit au travail, à la nourriture (l'alimentation), j'ai aussi le droit et le devoir de respecter les autres citoyens. Je les respecte, ils me respectent, ce sont mes droits et mes devoirs... Je ne peux pas dire que mes droits sont respectés ou que ceux des autres citoyens le sont parce que quand un pays n'a pas de travail on ne peut pas parler de droits. On peut parler de droits quand on est libre, quand on peut décider (*granmoun tèt ou*), quand on a peut dire que je veux aller je veux aller à Port-au-Prince, par exemple, et qu'on a les moyens de s'y rendre» (APVT, niveau CEP)

Il n'est certainement pas le seul à s'interroger sur sa condition de liberté et, compte tenu de l'insistance des autres sur les situations qui leur prouvent que leurs droits ne sont pas respectés, cette idée fait office d'une conscience commune explicite des multiples raisons pour lesquelles ils n'arrivent pas à jouir convenablement de leur qualité d'ayant-droits. L'un d'entre eux assimile ses droits et devoirs à des besoins insatisfaits dont la satisfaction serait équivalente de respect de droits :

«Mes droits et mes devoirs en tant qu'haïtien, je devais vivre normalement c'est-à-dire manger à ma faim, trouver de l'eau potable à boire, trouver un travail pour être en mesure de m'occuper de ma famille et mes enfants, aider les autres, voter quand il y a des élections, etc. » (APVT, niveau 6ème secondaire).

Dans l'extrait suivant, le membre ne se contente pas d'exprimer des droits dont l'accès à la jouissance lui est quasiment impossible. Il présente également des modèles de comportements susceptibles d'attirer le respect des autres :

« Mes droits dans la société, j'ai droit à un travail, à l'alimentation et le droit à un logement. Ce sont des droits que je devais avoir mais je ne les ai pas. Pour que mes droits soient respectés, la première chose à faire c'est de me respecter et de respecter les autres, éviter les situations de conflit qui pourraient me mettre aux prises avec la police. Ces genres de choses, quand tu évites de les faire, les gens finiront par te respecter... » (APVT, niveau philo)

Leur manière d'identifier les droits et devoirs citoyens nous permet de faire deux constats particuliers : d'une part, plusieurs assimilent les droits et devoirs à des valeurs telles que le respect de soi et des autres et la bonne conduite dans la société et, d'autre part, contrairement à ceux de la première catégorie, ils insistent plus sur leur droit d'avoir un travail. Ainsi, de la différence perceptible entre leur situation et celle d'autres personnes qui, à leurs yeux, jouissent de meilleures conditions de vie parce qu'elles ont un travail rémunéré, ils imaginent une condition citoyenne idéale qui leur sert de miroir pour analyser leur condition. Les droits et devoirs identifiés deviennent alors un idéal difficile d'accès tant qu'ils n'atteignent pas la condition de vie assimilée au «vivre normalement» qui, dans leur discours, fait référence à la possibilité de travailler pour se procurer de la liberté et l'autonomie nécessaire à l'emprise individuelle sur leur vie et celle de leur famille.

### **5.1. 2. La perception de l'État et de ses responsabilités envers les citoyens**

La conscience des droits et devoirs telle qu'elle ressort dans les discours, en plus de nous éclairer sur l'importance de certains droits sociaux et libertés politiques, soulève un malaise dont la courte phrase, « *mes droits ne sont pas respectés* », est le signe visible. Ce malaise revient à chaque fois que l'un d'entre eux essaie d'examiner sa situation par rapport à la jouissance des droits. Lequel examen a permis aux membres de fixer les responsabilités ou l'irresponsabilité de l'État dans les situations qui suscitent le malaise.

Un membre du RAMSO a présenté l'État comme une entité «*suprême*» qui a l'obligation «*d'assurer la bonne marche de la société*» et, de ce fait, permettre à chaque citoyen d'y avoir une place et de jouir pleinement des ses droits. Cette vision de l'État a traversé la totalité des discours des autres membres d'organisation, de l'identification des droits et devoirs citoyens à la conclusion de l'irresponsabilité de l'État face à ses obligations en passant par le questionnement des conditions de vie supposément égalitaires qui définissent leur statut. L'un d'entre eux, après son analyse, affirme ceci :

«...l'État ne joue pas son rôle, il ne met pas en place les moyens pour nous permettre de jouir nos droits. C'est l'un des plus gros problèmes que nous avons au niveau du pays, depuis 1804 nous n'avons jamais eu un état qui nous donne des services. Même si les droits sont écrits sur du papier, ils ne sont jamais respectés. Ce n'est pas uniquement moi qui suis dans la situation, je crois que c'est le cas de tous les haïtiens. Je prends la Constitution du 29 mars 1987, elle définit les droits des citoyens mais on a l'impression que les droits

restent dans ses pages [...]. C'est l'état qui est le régulateur de la société, c'est la seule instance capable de mettre en place de bonnes conditions pour que les citoyens jouissent leurs droits et remplissent leurs devoirs...» (RAMSO, membre)

Sa manière de fixer les responsabilités de l'État nous laisse comprendre que les entraves à l'exercice de sa citoyenneté résident dans le fonctionnement de l'État et de sa tendance à ignorer les attentes des citoyens, somme toute, de ses incapacités à garantir aux citoyens la jouissance de leur condition d'égalité. En outre, la plus grande part de responsabilité dans les manques relatifs à la jouissance des droits décrits par les membres d'organisation revient aux dirigeants qui, une fois arrivés aux timons des affaires de l'État, font preuve d'une flagrante irresponsabilité. Le véritable problème, selon un membre de l'APVT, c'est le fait que dirigeants ne travaillent pas réellement pour la population :

« Mes droits ne sont pas respectés. S'il y avait des dirigeants sérieux qui travaillent pour la population... [...]. Comment veux-tu que je remplisse mes devoirs de citoyens dans cette situation? C'est le fonctionnement du pays qui m'empêche de remplir mes devoirs dans la société, je n'ai même pas de moyen économique pour répondre à l'appel et aider quelqu'un qui a faim» (APVT, membre)

En réalité, il n'y a pas qu'à un aspect de leur vie quotidienne que les membres perçoivent l'irresponsabilité et les incapacités de l'État. Ils les remarquent à différents niveaux de leur rapport à l'État, aux autres citoyens et dans différentes sphères sociales d'activités notamment dans l'indisponibilité des services sociaux (santé, éducation, infrastructures sociales etc.) faisant partie de ses obligations. Pour un membre du RAMSO, en fait, l'État n'est pas en mesure d'instaurer un climat social sous le signe du respect de la dignité de chaque citoyen :

«Non, il n'y a pas ça, si mes droits ne sont pas respectés, c'est l'état haïtien qui est responsable. Il faut que je le dise bien, nous vivons dans un pays où personne ne respecte personne, c'est le système même du pays qui fonctionne comme ça. Les civils ne respectent pas les civils, les chefs ne respectent pas les civils, ce qui veut dire on est dans un pays où personne ne respecte personne donc je ne peux pas dire ça, je ne sens pas comme une personne qui jouit de ses droits [...]» (RAMSO, membre)

À mesure que l'on tienne compte des situations vécues par les citoyens, des axes sectoriels d'intervention et des obligations de l'État, les membres d'organisation dénoncent l'irresponsabilité et les incapacités de l'État de manière plus éclatante. L'extrait suivant relate une situation vécue par un membre de l'APVT qui met en évidence les effets de l'irresponsabilité de l'État sur sa vie personnelle :

«J'ai été victime de bastonnade, à ce moment-là, je n'étais même pas membre de l'organisation, on m'a fait rouler dans les rues, on m'a frappé pour rien [...]; ce qui veut dire que mes droits ne sont pas respectés, ceux qui sont à la tête du pays, qui sont chefs dans l'État, c'est eux-mêmes qui piétinent nos droits. [...] Je peux dire que pour la majorité des haïtiens, les droits ne sont pas respectés. C'est l'État qui est là pour faire respecter les droits, les autorités ne le font pas, ils s'occupent de leur poche et si on n'a pas d'argent, on ne peut rien faire...» (APVT, membre)

À ces situations vécues individuellement s'ajoutent d'autres problèmes sociaux qui incitent les membres d'organisation à questionner les fondements de l'État. Plus ils s'expriment sur leur réalité ambiante, plus il leur paraît évident que l'État haïtien est une instance non-fonctionnelle. Un membre de l'APVT a fait remarquer qu'il y a une flagrante nécessité de le reconstruire en vue de pallier les deux grands maux qui nuisent à sa condition citoyenne : la corruption et la malversation.

«...quand on regarde l'État, un État délabré, un état qui n'a même pas son squelette, et lui, il dit qu'il va le restaurer... C'est comme une maison en planche que l'on va restaurer alors que toutes les planches sont pourries à l'intérieur, on va les peindre malgré tout pour les faire briller puis, quand quelqu'un vient marcher dessus, il plonge dans un abîme. L'idée est de recommencer à zéro, il n'y a pas d'État, s'il y avait un état, on pourrait parler de restauration [...]. Recommencer à zéro, cela veut dire, faire un État, il faut créer autre chose, [...], retirer tous ceux qui font la malversation, implantent la corruption dans l'État. Autant de fois que l'on continue avec ceux-là, on n'aura jamais un État fonctionnel. On aura toujours un état démagogue, [...]» (APVT, membre)

Ces extraits montrent que l'incapacité de l'État à assumer ses obligations et créer des conditions d'une possibilité de jouissance égale des droits citoyens est liée à l'action des dirigeants et à leur manière d'exercer leur pouvoir au détriment des citoyens. Dans les discours des personnes rencontrées, les attentes des citoyens par rapport aux obligations de l'État renvoient surtout à une demande d'encadrement à la participation dans les affaires du pays, peu importe leur lieu de résidence sur le territoire et leur d'activité économique. Ils veulent précisément bénéficier des services sociaux de base, des infrastructures, remplir leurs devoirs envers l'État et s'intégrer dans la vie sociale sous le signe du respect mutuel et de la dignité. Pour un membre de l'APVT, ne pas pouvoir disposer des services sociaux (soins de santé, sécurité et éducation) qui, normalement, sont garantis par l'État relève non seulement de son irresponsabilité mais aussi est le signe visible d'une société qui évolue «très mal». Et, si l'on ajoute l'insuffisance et/ou l'inexistence des services d'électricité et d'eau potable, la condition de précarité sera à son comble et les limites à l'exercice de la citoyenneté, plus visibles.

## 5.2. Les contours de l'espace commun

Par leur façon de présenter l'inexistence des garanties politiques et sociales à l'exercice de leur citoyenneté, les membres de l'APVT et du RAMSO prouvent non seulement qu'ils sont conscients de leur condition citoyenne mais aussi des manques à gagner pour la transformer. C'est cette double-conscience qui les pousse à adhérer aux organisations en vue d'exiger de l'État l'écoute et la prise en charge de ses obligations envers eux, tel que cela se reflète dans cet extrait : *«face à cet État qui n'offre aucune garantie au respect des droits et des besoins de la population, nous nous regroupons pour mieux se faire entendre et insister pour que l'État prenne ses responsabilités et tenir compte des plus pauvres que l'on met au rancart»* (RAMSO, membre). Plus que l'enjeu incitatif, ce justificatif à l'action collective dévoile à la fois la manifestation d'un intérêt pour la participation dans la vie publique et une quête de garanties à l'implication réelle dans la construction sociale. Nous le découvrirons d'une manière plus consistante à mesure que nous analysons les différentes activités qui donnent corps à leur mission respective.

### 5.2.1. L'adhésion au sein des organisations

L'adhésion aux organisations est ouverte à une figure «bon citoyen» qui manifeste un certain intérêt pour la participation à la vie publique et qui obéit à d'autres principes structurants propres à chacune d'entre elles. Tout aspirant-membre doit prioritairement s'engager à défendre les intérêts collectifs triviels et respecter certains principes moraux et/ou juridiques qui régissent les relations entre les citoyens, les relations citoyens/État et l'orientation politique et idéologique de chaque organisation. En clair, il doit être assez conscient de ses libertés et droits politiques pour les traduire par une demande d'implication dans une activité de groupe où les problèmes collectifs sont débattus.

Le citoyen qui peut devenir membre de l'APVT est décrit comme *«une personne qui n'a pas l'habitude de voler, qui n'a pas fait la prison pour des mauvaises actions, qui n'est pas l'objet de rejet de la part de la société et qui a un bon comportement dans son quartier»*, nous dit l'un des dirigeants. De plus, il doit partager «l'orientation idéologique et politique» de l'organisation qui, d'après l'explication de plusieurs membres rencontrés, renvoie à *«l'opposition catégorique à toutes formes d'abus et d'injustices»* et, ce qui est

avoué d'une manière plus ou moins voilée, la sympathie envers le Parti Fanmi Lavalas et son leader. Passé à travers ces filtres, l'aspirant devra suivre la procédure inscrite dans l'article 13 (et alinéas)<sup>45</sup> de l'acte constitutif de l'organisation. La première étape de la procédure est d'écrire une lettre à la direction de l'organisation pour expliciter les motifs de la demande d'engagement ou de se présenter en personne dans une réunion si l'intéressé se trouve «*dans l'incapacité d'écrire la lettre de demande*». Pour la deuxième option, l'aspirant doit être accompagné d'un ou deux membres de l'organisation qui seraient en mesure de témoigner de son intégrité devant l'assemblée. Ensuite, l'assemblée l'invite à participer à d'autres rencontres et, entretemps, encourage ses membres à enquêter sur sa vie privée afin de détecter s'il est «*digne de confiance*», «*si elle a un bon comportement dans la communauté*» et «*si elle n'a pas été impliquée dans des cas de vol, de viol ou fait l'objet de condamnation par la loi*». Ce n'est qu'après avoir vérifié sa «*viabilité morale*» et jaugé son intégrité durant une période probatoire ou d'attente<sup>46</sup> d'environ un mois, que le comité – «*en accord avec les autres membres* », insiste-t-on – décide sur le cas. Le segment suivant est l'extrait le plus complet que nous avons sur la procédure d'adhésion :

« Avant qu'une personne devienne membre de l'APVT, d'abord nous la suivons, nous cherchons à connaître ses objectifs politiques. Si c'est quelqu'un qui traduit la même chose que nous, nous lui tendons la main et nous lui disons bienvenue. Si nous n'arrivons pas à connaître son idéologie politique, si c'est parce qu'il voit que nous faisons une bonne chose qu'il choisit de s'intégrer parmi nous, nous lui donnons rendez-vous qu'il vienne assister à une réunion de l'assemblée pour qu'il nous parle de sa motivation puis, à partir de 3 à 4 réunions et nous menons une petite enquête pour découvrir avec qui nous avons affaire, c'est alors et maintenant que nous pouvons lui faire confiance pour l'intégrer au sein de l'association. Une personne qui milite au sein de l'APVT, premièrement c'est une personne qui a un comportement de bon citoyen ce qui veut dire une personne qui n'a pas l'habitude de voler, qui n'a pas fait la prison, que la société ne rebute pas (*sosyete a bouke ak li*). C'est une personne qui a un comportement respectueux dans son quartier, une personne qu'on ne reproche de rien, [...]. Pour devenir membre de l'APVT, on peut écrire et, des fois, s'il y a quelqu'un parmi nous qui peut témoigner, il peut accompagner cette personne dans nos réunions et la présenter à l'assemblée... » (APVT, membre)

Le scénario d'adhésion au sein du RAMSO est quasiment le même. On attend d'un aspirant-membre qu'il soit une personne «*normale*», qui «*respecte la ligne de l'organisation*» c'est-à-dire «*la croyance au changement*», «*la croyance en l'homme et à*

---

<sup>45</sup> Dicté comme tel par un dirigeant de l'APVT.

<sup>46</sup> Ceux qui viennent en personne sont invités à suivre au moins trois réunions hebdomadaires à l'issue desquelles l'assemblée décide de leur cas alors que ceux qui écrivent doivent attendre la réponse de l'organisation.



la formation», «l'engagement à défendre les masses défavorisées», précise un membre. L'extrait qui suit présente deux figures de citoyens : l'une d'entre elle pourrait devenir membre et l'autre n'en a aucune chance :

«Pour être membre, il faut être une personne normale au niveau de la société. Nous ne pouvons pas accepter des voleurs, des vagabonds dans une association qui pose les problèmes de la communauté, la personne doit être en règle avec l'État. [...]. Ce doit être une personne qui n'est pas immorale et qui n'a pas l'habitude de participer dans des actions immorales comme le viol, les vols, fumer la drogue » (RAMSO, membre du secrétariat)

Ces figures de citoyen décrites dans l'extrait ne sont les filtres qui, dans le cas du RAMSO, ouvrent l'entrée au sein de l'organisation à toute personne qui ne fait pas partie des catégories exclues. Mais, pour devenir réellement membre, l'aspirant doit manifester ce désir en souscrivant à la procédure que voici :

« Tout d'abord, la personne envoie une lettre de demande<sup>47</sup> au secrétariat qui en fait l'analyse. S'il le faut, nous menons une petite enquête sur la personne. Puis, le secrétariat envoie sa réponse pour l'inviter à apporter ses pièces : deux (2) photos d'identité, acte de naissance et carte d'identité. Une personne qui n'a pas suivi ces étapes peut être un sympathisant mais, légalement, pour être membre de l'organisation il faut passer par ces étapes » (RAMSO, membre du secrétariat)

L'un des membres du RAMSO n'a pas suivi cette procédure d'intégration, nous a-t-il confié. Sa version nous indique que le caractère rigide et formel de la dernière phrase de la citation peut être assoupli. Il raconte : *«on m'a invité dans une première rencontre, c'était à l'époque de leur anniversaire, quand j'ai vu leur façon d'évoluer, j'ai dit ce ne sera pas mal si je deviens membre du groupe. Puis, je leur ai dit que je veux être membre et ils m'ont accepté»*.

Ces critères et procédures d'adhésion renferment des mécanismes de contrôle et des contenus normatifs et exclusifs concernant le type de citoyens admissibles. Plusieurs des personnes rencontrées le mentionnent en disant que *«n'importe quelle personne ne peut être membre de l'organisation»* ou *«il y a des conditions pour ça»* mais, à ce qu'il paraît, l'exclusion ne porte pas sur les différences subjectives que sont le sexe, l'âge, le niveau de scolarité, la foi religieuse et le statut socioéconomique. Cela dit, les formes d'exclusion que renferment l'expression normative de «bon citoyen» et l'adhésion sur la base de l'affiliation politique n'atteignent pas nécessairement la subjectivité des

---

<sup>47</sup> Un autre membre nous a fait remarquer qu'il y a un formulaire de demande d'adhésion à remplir par tout demandeur. Il doit faire partie du dossier de demande.

personnes. Elles ne peuvent non plus être considérées comme des formes de restrictions de libertés individuelles des citoyens sauf dans le cas des personnes ayant déjà commis des actes socialement répréhensibles (vol, viol). En d'autres termes, au sein des organisations, on cultive du respect pour les différences particulières des personnes, pour le principe d'égalité qui confère à chaque citoyen la liberté d'association et pour certaines valeurs morales tout en limitant l'intégration de nouveaux membres par l'affiliation politique. Ce dernier critère limitatif dévoile le caractère partisan de l'action du RAMSO et de l'APVT.

### **5.2.2. De l'apprentissage de vertus civiques au sein des organisations**

Chacun des membres rencontrés fonde sa décision de s'impliquer dans les organisations sur une analyse de sa situation, de celle de sa zone de résidence et de celle du pays ou, pourrions-nous dire, à partir d'un jugement personnel sur la vie publique. Devenus membres des organisations, ils participent dans de nombreuses séances de questionnements et de discussions à partir desquels ils sont amenés à s'enquérir davantage sur la vie publique et à découvrir d'autres aspects de la réalité qui leur permettent de murir ce jugement. C'est à cela que répondent les pratiques de discussions, de formation/information et des conférences auxquelles ils participent régulièrement.

Dans le cas de l'APVT, les rencontres hebdomadaires ont toujours été un lieu de discussion conçu avec un «ordre du jour» incluant les délibérations du comité sur les activités et l'avenir de l'organisation, les dossiers à traiter en assemblée et la revue de l'actualité politique de la semaine. Certaines fois, l'organisation reçoit des «amis politiques» du Cap-Haïtien qui viennent participer aux réunions ou animer des échanges-conférences sur des thèmes d'actualité au profit des membres. Ces genres d'échanges ont toujours occupé une place importante dans les réunions mais, de nos jours, ce sont des «débats politiques» réguliers et la participation à des séminaires de formation avec des «organisations-amies» qui les remplacent. L'extrait suivant renseigne sur le contenu des réunions et la signification du débat politique :

« Habituellement, dans nos réunions, nous parlons de ce qui se passe dans le pays, de nos projets, des portes de sortie et nous faisons un débat politique. Avant d'entrer dans le débat politique, nous discutons des moyens que nous avons, que nous allons chercher pour faire fonctionner nos projets, nous discutons sur des déplacements, si on doit aller à Port-au-

Prince, de la cotisation nécessaire pour cela etc.[...] le débat politique, il faut que je te le dise, à l'intérieur de l'organisation on retrouve toutes sortes de personnes, des intellectuels, des gens formés tout comme des analphabètes, il y a aussi ceux qui écoutent bien les nouvelles, qui peuvent comprendre, analyser et partager ce qu'ils entendent, au moment du débat, on discute et on essaie de faire comprendre aux autres ce qui se passe dans l'actualité politique de la semaine afin de prendre position par rapport à ces nouvelles [...]» (APVT, membre du conseil)

L'accentuation sur la compréhension des nouvelles dans la dernière phrase de l'extrait est la preuve que le débat politique participe au fait de ramener les membres de l'APVT à une compréhension commune des faits politiques. Cette pratique naît de la volonté de tenir compte des différences individuelles concernant la maîtrise des enjeux politiques ou des aspects de la réalité politique qui ne sont pas immédiatement perceptibles, le but étant d'amener les membres à raffermir leur jugement sur la chose publique. La chose publique ici, d'après un membre, ne renvoie pas seulement au cadre politique global du pays mais aussi à celui de la commune, en particulier la gestion de ses intérêts par les dirigeants municipaux :

« ... dans l'ensemble, nous faisons une sorte d'analyse sur ce qui se passe soit dans le gouvernement, nous regardons comment marche le pays et nous pouvons ne pas apprécier leur manière de mener le pays. De même, les autorités de notre localité, s'ils fonctionnent d'une manière que nous n'aimons pas ou la façon de vivre de la population qui n'est pas normale, nous discutons et nous prenons des décisions en fonction ce que nous en tant que citoyens nous pensons qui devait se faire pour le bien de la communauté... » (APVT, membre)

Les membres de l'APVT ne présentent pas le débat politique comme une activité manifestement éducative mais leurs témoignages confirment que l'heure du débat est un moment réservé au partage des inquiétudes individuelles et à la mise en commun des expériences et connaissances des membres sur les sujets collectifs. Par conséquent, les débats politiques tiennent lieu de séances d'apprentissage en vertu desquelles plusieurs membres affirment avoir beaucoup appris sur le fonctionnement des organisations et sur la manière de «décortiquer les faits politiques», dit l'un d'entre eux. En outre, le fait que les membres puissent partir du besoin individuel d'affiner leur compréhension de la réalité politique, du questionnement collectif des faits incompris ou jugés obscurs de la gestion communale pour arriver à une position et une stratégie communes d'action constitue la portée la plus significative de cette pratique. Cela se précise davantage dans la stratégie d'action du RAMSO dans laquelle la formation des membres est un support essentiel tant à l'acquisition du pouvoir qu'à l'accompagnement que cette organisation

propose à la population truivienne. Un membre du secrétariat a même insisté sur le fait que la formation est, à côté de la prise du pouvoir, *«l'un des facteurs essentiels à la participation à la prise des décisions et au changement au niveau de la commune... »*. L'extrait suivant précise que la mission principale de l'organisation est en étroite relation avec la formation de ses membres :

« Pour l'amélioration des conditions de vie, il faut tout d'abord que les gens soient formés. En termes de formation, nous avons l'habitude d'en prendre et nous en donnons aussi à nos membres. Par exemple, quand on regarde le choix des dirigeants, si la personne est bien formée, elle peut mieux remplir son devoir civique au moment des élections et faire un bon choix. Elle peut choisir le candidat qui a de bons objectifs, qui défend les mêmes idées que nous et peut faire la différence entre les candidats et déterminer ceux qui posent les problèmes qui concernent réellement sa zone. Si on prend la mairie [...] si on vote pour une personne qui a la conscience des problèmes sociaux, il y aura de l'amélioration. Si on prend le député, si pendant les élections une organisation décide de voter un député, un député est là pour voter des lois, [...] mais si on vote pour quelqu'un qui a du caractère, qui a des objectifs qui concernent les problèmes de sa zone, il y aura de l'amélioration» (RAMSO, membre du secrétariat)

Dans le cas du RAMSO, comme on peut le voir, on mise plus sur les avantages que peut procurer la formation des membres dans les choix électoraux et, le cas échéant, dans la formation du jugement qui va dicter le comportement des élus potentiels dans l'exécution de leurs tâches. L'on pourrait tout aussi dire que les avantages de la formation des membres sont mieux articulés dans l'action du RAMSO que ceux du débat politique hebdomadaire de l'APVT. Cette différence n'altère en rien leur signification réelle car, dans les deux cas, ces activités offrent aux citoyens-membres la possibilité d'ouvrir leur compréhension sur de plus grandes échelles de la vie sociale c'est-à-dire à la formation de leur jugement sur la chose publique et leur conscience des rôles et responsabilités politiques à fixer. Du fait d'introduire les membres à la discussion sur des sujets d'actualité concernant les réalités politiques communales et nationales, les débats politiques et les séances de formation se révèlent des lieux d'apprentissage de valeurs, rôles et/ou vertus civiques à partir desquels les citoyens-membres de ces deux organisations explorent d'autres facettes de leur citoyenneté, s'initient au dialogue et à la délibération sur leurs problèmes communs. Des citoyens qui, d'une part, cherchent à comprendre leur propre réalité, qui questionnent la gestion des dirigeants qu'ils ont choisis et qui, avec d'autres, définissent une stratégie d'action visant leur implication dans la vie publique et, de l'autre, qui cherchent à s'informer et se former pour mieux

orienter leurs choix et décisions politiques et pouvoir contribuer au développement de leur commune.

### **5.2.3. L'action revendicative et les projections des organisations**

La volonté de contribuer au bien-être de la communauté truvienne et de défendre ses intérêts sur laquelle se fonde l'action organisée se traduit en pratique par des activités revendicatives et l'élaboration de projets à vocation collective. Ces types d'activités font partie des mécanismes à travers lesquels les organisations mettent du contenu dans leur désir d'implication dans la recherche de solutions aux problèmes et/ou besoins collectifs et à ceux des membres. Il convient maintenant de jeter un regard sur l'articulation qu'elles ont faite de ces deux catégories de besoins afin de déceler les interlocuteurs sollicités dans les processus de résolution des problèmes collectifs.

#### **5.2.3.1. L'orientation des demandes collectives**

Les deux organisations revendiquent le titre de «force de pression» et, au regard de leurs stratégies, ce qualificatif définit un rôle d'intermédiation qu'elles essaient de jouer entre la population et les instances décisionnelles de l'État. Elles cherchent précisément à influencer des décisions publiques concernant la mise en place d'infrastructures sociales en relayant les revendications de solutions à des problèmes collectifs aux instances concernées et se réservent aussi le droit d'avoir un regard critique sur l'action des dirigeants municipaux. Les médias (presse parlée et écrite) y jouent un rôle important car, en général, les revendications suivent une ligne cyclique qui débute avec des lettres adressées aux dirigeants de l'État, continue avec des notes de presse pour aboutir aux manifestations de rue si entretemps elles n'ont aucune réponse des autorités.

La stratégie revendicative de l'APVT la met en relation avec des institutions étatiques et des dirigeants de l'administration publique qui, habituellement, reçoivent ses doléances relatives à la construction d'infrastructures sanitaires et hospitalières, routières, scolaires/éducatives et électriques. Sachant que, comme dit l'un des membres, *«c'est l'État et les dirigeants qui doivent résoudre les problèmes»*, l'organisation oriente toujours ses requêtes vers les gouvernements en place. Les autres membres interrogés le confirment dans leurs réponses aux questions portant sur l'orientation de la pression et

l'identification d'un interlocuteur ou des moyens pour parvenir aux fins de contribution à la résolution des problèmes posés. Ci-après, la réponse de l'un des membres :

« Oui, nous l'avons identifié, c'est l'État haïtien, c'est le gouvernement qui doit résoudre les problèmes. Alors, il faut faire la différence entre l'État et le gouvernement, [...], le gouvernement est dans l'État mais il faut savoir que c'est nous qui sommes l'État, c'est nous qui choisissons nos dirigeants et quand nous leur adressons nos revendications les dirigeants doivent nous répondre. Nous pouvons donner des exemples : aujourd'hui, ils veulent faire passer la route par Ti Koulin c'est pour mieux ne pas répondre à nos revendications et pour éviter d'être empêché à Trou du Nord quand ils doivent aller dans les *fêtes champêtres* (fêtes patronales) à Fort-Liberté et à Ouanaminthe. Quand nous revendiquons nos besoins, nous sommes obligés de bloquer la route car c'est le seul moyen que nous avons pour nous faire entendre. [...], donc notre rôle c'est d'assister la population (*kenbe men ak popilasyon an*), la société dans ses revendications» (APVT, membre).

Comme nous pouvons le constater, la pression revendicative est dirigée vers les responsables immédiats (locaux, départementaux et nationaux) qui, en principe, ont à leur charge la résolution des problèmes identifiés. Elle survient en guise de dernier recours après avoir écrit des lettres – *«qui finissent dans les poubelles»*, dit l'un de ses membres – et envoyé des notes de presse. Son arme principale est le Tim-tim<sup>48</sup> qui, d'après les membres, s'est révélé très efficace dans la recherche des solutions aux problèmes posés.

En réponse aux mêmes questions, un membre du RAMSO a indiqué que *«l'organisation n'a pas ciblé une personne en particulier à qui adresser ses revendications»* mais, selon la précision d'un autre, l'État ou certains de ses dirigeants occupent une place centrale dans leur démarche revendicative :

«Oui, quelquefois nous avons l'habitude d'adresser nos revendications à l'État.[...] il y a certaines revendications pour lesquelles nous cherchons à rencontrer les autorités qui sont placées pour les résoudre, avec ces autorités nous discutons du problème concernant la communauté afin de trouver les moyens de résolution. En tant que force de pression, nous voulons que l'État entende nos revendications et les prenne en compte. Premièrement, nous avons l'habitude de nous asseoir avec eux, [...], et si nous devons appeler les autorités pour les questionner, pour attirer leur attention sur ce qui se passe de mauvais dans la commune (*sou sa ki pa bon nan komin nan*), nous le faisons» (Ramso, membre).

Entre la position des deux membres du RAMSO, la nuance à saisir est que l'activité revendicative occupe encore peu de place dans la stratégie d'intervention du

---

<sup>48</sup> Les Tim-tim étaient plus courants durant les périodes de présidence provisoire de P. Avril et d'E. P. Trouillot. Il s'agit d'empêcher la circulation automobile sur la partie de la route nationale qui traverse la commune et manifester avec toutes sortes d'objets bruyants pour attirer la presse régionale et en profiter pour gagner un large auditoire et lancer un ultimatum aux responsables. Ce qui aura pour effet de les inciter à venir les rencontrer pour discuter du problème et sortir avec des solutions ou des promesses de solution à la fin de la rencontre.

RAMSO et, par conséquent, ses besoins internes l'emportent sur les besoins collectifs et les partenaires à leur réalisation jouent le rôle d'interlocuteurs privilégiés. Mais, quand il s'agit des revendications de solutions aux problèmes collectifs, les réponses sont attendues de l'État ou des instances concernées. Par exemple, nous dit un autre membre, *«pour l'eau potable, ceux qui sont là pour gérer cette question c'est la Mairie, le premier concerné auquel nous adressons nos demandes pour ce problème c'est elle ; si elle ne fait rien, nous prenons la voie médiatique pour nous donner une plus large écoute et toucher les autorités plus haut placées...»*.

#### **5.2.3.2. L'agenda revendicatif des organisations**

Durant les premiers moments de la création de l'APVT, elle a essentiellement œuvré dans l'assainissement et le nettoyage des rues pour *«changer l'image de la commune»* mais l'activité revendicative a toujours eu une place centrale dans sa stratégie d'action surtout pour réclamer la construction d'infrastructures sociales (marché public, pont, maintenance du réseau électrique, lycée etc.). Depuis quelques temps, son champ d'action tend à s'élargir à d'autres types d'activités ou, pour répéter l'un de ses membres, *«l'organisation est train de réorienter sa ligne d'action»* (nous y reviendrons) qui, jadis, était plus axée sur la politiques et les manifestations publiques. Cette réorientation n'a nullement affecté l'aspect revendicatif de sa mission ni son penchant pour l'activité de soutien politique si l'on en croit aux dernières activités rapportées par les membres.

L'activité VEYE YO, dit un membre, est encore à l'ordre du jour sauf que l'organisation décide de ne plus *«faire de la politique pour la politique (...)»* pour éviter que des candidats ou des leaders politiques viennent *«bluffer avec de gros projets irréalisables»*. Les dernières activités revendicatives remontent à la rentrée scolaire 2007-2008 : des notes ont été envoyées à la presse pour dénoncer la vente des livres et matériels scolaires subventionnés et *«le comportement arbitraire de la directrice»* de l'École nationale des filles qui a expulsé un nombre important d'élèves pour *«des fautes mineures»*, nous dit un dirigeant. Tout récemment, l'APVT a rejoint la population truviennne dans ses actions revendicatives pour la construction de la route nationale numéro un et, à très court terme, elle compte reprendre le flambeau de la de la

mobilisation pour exiger de l'État une solution définitive aux problèmes d'électricité et d'électrification de la commune.

En ce qui concerne le RAMSO et l'aspect revendicatif de sa mission, les membres rappellent que l'organisation reste toujours «à l'avant-garde des besoins de la communauté truvienne» mais pour le moment, elle n'a pas de revendications spécifiques à adresser. En revanche, les discussions internes portent sur des problèmes socioéconomiques auxquels font face la population et les membres ainsi que la nécessité de construction d'infrastructures et, de plus, l'organisation saisit les opportunités qui se présentent pour défendre les intérêts de la population. Ci-après, sa précision :

« Je pense que RAMSO a un rôle d'avant-garde au niveau de la population truvienne et il y a des exemples bien clairs qui le prouvent. Il n'y a pas quinze (15) jours depuis que nous étions à la radio Vibration FM pour poser le problème de l'électricité, pour dire que ce n'est pas possible. C'est vrai qu'il y a un problème général dans le pays, nous ne sommes pas les seules à ne pas avoir ces services mais nous estimons que nous devons maintenir la pression sur ceux qui le méritent pour qu'il y ait de l'amélioration dans la résolution des problèmes. [...]. Il y a également le dossier de la route, il n'y a pas de marché public, les marchands vendent dans les rues, il n'y a pas de place publique, actuellement, l'eau potable, l'hôpital qui n'a pas de structure, pas de service, ce sont des revendications que RAMSO prend en charge et quand arrive le moment de les dénoncer ou appeler les responsables pour en discuter, pour poser les problèmes, nous le faisons » (RAMSO, membre)

Pour ainsi dire, les problèmes collectifs occupent son agenda revendicatif mais, selon ce qu'affirme l'un de ses «dirigeants de calibre», elle n'a pas encore entamé de «plaidoyer<sup>49</sup>» pour leur résolution. L'urgence de l'heure, comme il le dit, c'était «d'accompagner la population truvienne» dans sa revendication pour la construction du tronçon de la route nationale numéro un.

### **5.2.3.3. Les projections politiques et socioéconomiques**

Dans le cadre de ses nouvelles orientations, l'APVT projette de participer activement à la réalisation des prochaines campagnes d'alphabétisation et d'éducation civique et effectue des démarches en vue de trouver du financement à l'exécution des projets de construction d'installations sanitaires (latrines) et de clôture de deux écoles publiques à la section Roucou (à Dubuisson). Selon l'un des membres, l'orientation

---

<sup>49</sup> Le plaidoyer, selon l'explication de ce membre, peut se faire sous forme de pétitions, de marches pacifiques, des séances de discussion en plein air ou d'affiches adressées aux responsables concernés par le problème.



actuelle découle d'une remise en question de la stratégie, elle-même, suscitée par des besoins internes et des besoins des membres. Ces besoins ont surtout fait émerger la nécessité pour l'organisation de consacrer beaucoup plus d'attention aux besoins des membres. Ci-après, quelques idées justificatives :

« ... nous constatons que nous parlons tout le temps et seulement de la politique et quand nous le faisons, on nous traque, l'armée nous poursuit, on nous tire dessus puis, nous allons nous mettre à couvert (*ale nan mawon*) et certaines fois nous fuyons (*nou kouri*) sans rien laisser à nos femmes et enfants qui souffrent pendant notre absence. Aujourd'hui nous changeons de formule, *sak vid pa kanpe*, pour parler, il faut avoir quelque chose dans le ventre [...]» (APVT, membre)

Au moment de les rencontrer, toute l'attention de l'assemblée était concentrée sur l'implantation d'une coopérative agricole. Le conseil avait déjà amorcé les pourparlers avec des organismes internationaux de financement établis en Haïti (OXFAM et OIM) pour un éventuel partenariat financier. En même temps, il effectuait des démarches auprès de la direction générale des impôts (locale) pour des formalités administratives concernant l'occupation d'une portion de terre du domaine privé de l'État. L'un des membres nous a confié que le projet sera «*plus avantageuse pour les membres et l'organisation*» :

« Nous avons choisi l'agriculture parce que nous remarquons que la vie devient de plus en plus dure, de plus en plus chère, nous n'avons pas d'autres productions à exploiter pour permettre au peuple de résister. Nous allons nous mettre à l'agriculture, si nous trouvons des possibilités, des amis qui nous aident, si nous arrivons à planter et récolter du maïs, du pois, des produits agricoles de chez nous, nous pourrions les vendre à un prix dérisoire pour que tout le monde soit en mesure de les acheter. Les bénéfices seront répartis comme suit : une part pour l'organisation, une part pour la continuité des jardins et le reste on le divisera entre les membres mais en gros l'organisation a sa caisse qui est au service de tout le monde » (APVT, membre)

Il est également le moyen idéal pour sortir du giron des partis politiques et des politiciens occasionnels qui d'habitude viennent les rencontrer et marchander leur soutien. *Nous ne voulons plus être l'esclave des partis politiques et des politiciens qui viennent vers nous pour nous flatter avec de belles promesses quand ils ont leurs intérêts à défendre à l'approche des élections [...]* », dit un conseiller.

De leur côté, les membres du RAMSO nous ont fait remarquer que les discussions internes allaient bon train sur la participation future de l'organisation aux élections prévues en fin d'année (2008) pour le renouvellement du tiers du sénat de la République.

Selon les dernières informations, elle ne désignera pas de candidat mais elle devait se joindre à d'autres organisations truviennes pour constituer une plate-forme et désigner un candidat au sénat parmi les citoyens de la commune. Parallèlement, elle s'investit dans l'encadrement du Conseil d'Administration qui a été élu à la première section communale Garcin et prépare sa campagne pour les prochaines courses de 2009-2010. En fait, la majeure partie de son agenda est remplie d'activités concernant sa participation aux courses électorales mais, comme disent ses membres, elle compte s'ouvrir à d'autres types d'activités dans le but de raffermir son implication dans la vie communautaire. Dans son cas, on ne peut parler de nouveaux objectifs mais d'une accentuation sur d'autres objectifs de départ qui, jusque-là, étaient restés en attente, comme le rappelle ce membre : *« l'activité que nous faisons le plus, c'est la politique; en deuxième lieu, c'est le développement et nous n'avons pas encore réalisé grand-chose parce que, à plusieurs reprises nous avons tenté de faire des petits projets qui n'ont pas été agréés... »*. C'est dire que l'emphase actuelle sur les objectifs de développement répond au besoin de donner une assise économique à l'activité politique, comme l'atteste l'extrait qui suit :

« Dans notre statut, il y a des endroits où nous parlons des activités économique mais la politique est tellement ancrée dans l'organisation nous ne les faisons pas encore mais maintenant nous nous rendons compte que nous devons nous tenir sur nos deux pieds parce que les gens contribuent tout le temps dans nos activités, ils cotisent, par exemple si l'on doit courir à Port-au-Prince ce sont les membres qui cotisent tout le temps, il faut qu'ils bénéficient aussi de ce qu'ils font. Nous comptons constituer une poche de résistance économique avec nos bases, dans les milieux paysans pour soutenir nos membres. Nous sommes aussi engagés dans la bataille pour alphabétiser les gens [...] et dans les prochains jours, nous allons nous concentrer sur la bataille pour nous constituer économiquement, pour que nos membres soient en mesure de se tenir sur leurs deux pieds<sup>50</sup>... » (Ramso, membre)

Le but initial de cette «poche de résistance économique» est, d'après l'un des dirigeants, de *«soulager la misère de la population»* et *«d'aider les membres en difficulté»*. Elle regroupera un tas d'activités dont une «ferme agricole avec un bassin poisson», des «fonds populaires » et une «caisse pour octroyer des prêts à ceux qui sont dans le besoin (*ti malere*)».

---

<sup>50</sup> Se tenir sur les deux pieds fait référence à l'idée de faire des activités permettant aux membres d'avoir une certaine rentrée économique pour qu'ils soient encouragés à militer puisque, comme ils le disent, *«sak vid pa kanpe»* (un sac vide ne peut se tenir debout »).

#### **5.2.4. Entre l'adhésion et les pratiques associatives : la création de l'espace commun**

Les procédures d'adhésion, les mécanismes d'apprentissage du jugement commun et la traduction de la mission respective des organisations dans la réalité sociale truvienne démontrent que leur action se fonde principalement sur des pratiques associatives inclusives. Cela se révèle à travers leurs pratiques éducatives et revendicatives qui, à chaque niveau de mise en œuvre, laissent apparaître un constant quadrillage qui délimite un espace commun. Sa construction débute à partir de l'identification individuelle des problèmes collectifs, s'agrandit dans la transformation de cette conscience individuelle en une communauté d'intérêts et d'actions pour, ensuite, rejaillir sur la collectivité sous forme de luttes revendicatives et d'interventions, lesquelles impliquent des relations entre les organisations et les dirigeants de l'État (aux niveaux local, régional/départemental et central). En d'autres termes, l'espace commun se construit entre et avec quatre points angulaires que représentent la collectivité truvienne via les problèmes/besoins (identifiés et revendiqués), les citoyens-membres des organisations et leurs besoins individuels, les intérêts des organisations et l'État.

Ces pratiques réaffirment le choix déjà effectué par les fondateurs des organisations au moment de les constituer, celui de considérer l'État ou ses représentants comme les interlocuteurs privilégiés dans la quête de solution aux problèmes collectifs identifiés. Cependant, tel qu'il est perçu par les citoyens-membres d'organisation, l'État est une entité suprême qui a failli à ses obligations quant au fait de garantir aux citoyens l'inclusion dans la collectivité ou d'édifier un «vivre ensemble» sur la base du principe d'égalité. Leur perception des droits et devoirs, de l'État et de ses obligations envers eux (en tant que citoyens) et envers la société, d'une manière générale, dévoile un fait essentiel : ils expérimentent au quotidien l'irresponsabilité de l'État. En ce sens, les privations identifiées sont autant de facettes de ce quotidien qui leur rappellent qu'ils vivent une citoyenneté au rabais s'agissant de la responsabilité étatique des garanties politiques et sociales à l'exercice de leur citoyenneté. Autant dire qu'ils sont confinés dans une condition d'isolement qu'ils quittent temporairement à l'approche des périodes électorales quand les candidats viennent marchander leur vote, ce qui laisse déjà supposer que l'État peut être la pente glissante ou le pilier le plus faible de l'espace commun.

Par ailleurs, l'orientation des revendications collectives, les mécanismes d'apprentissage au sein des organisations et les démarches en cours concernant les projets à caractère collectif sous-entendent des possibilités d'élargissement du lien civique vers d'autres facettes de la relation citoyens-État telles le jugement public et l'influence dans des décisions publiques. Ce qui pourrait, avec les liens que les organisations tentent d'établir – en tant que «force de pression» – avec les instances décisionnelles à différents niveaux de l'administration publique, réduire la distance qui sépare les citoyens-membres de l'État et signifier un début de participation réelle dans la construction de la société démocratique. En d'autres mots, les pratiques éducatives et revendicatives offrent aux citoyens-membres la possibilité de se découvrir enracinés dans un espace commun qui donnerait sens à leur appartenance collective et, par conséquent, élargir les possibilités d'exercice de citoyenneté comme il est dit dans notre première hypothèse opératoire. Cette appartenance devra se profiler dans les liens découlant de l'intervention des organisations en particulier de l'interaction avec les pairs des organisations, avec d'autres citoyens ou groupes qui partagent le cadre géographique et social de Trou du Nord ainsi qu'avec les représentants de l'État.

### **5.3. Les relations sociales découlant des pratiques associatives**

Parallèlement aux demandes adressées à l'État, les organisations entreprennent d'autres démarches pour la réalisation de projets qui seraient autant bénéfiques pour la population, pour les organisations et pour leurs membres. Nous verrons, ici, que l'intermédiation entre la population truvienne et les autorités étatiques ne se limitent pas à des actions revendicatives mais se prolongent dans d'autres formes d'intervention sur le cadre physique et social de la commune, d'où découlent les liens qui soutiennent l'espace commun.

#### **5.3.1. Les implications du travail d'intermédiation**

La nécessité de construction d'infrastructures publiques à Trou du Nord a toujours eu une place de choix dans les listes revendicatives des deux organisations dès le début de leur création. À force de jouer le rôle de relais des revendications dans ce domaine, elles ont contribué, de manière directe ou indirecte, à la construction de plusieurs bâtiments et d'autres petites constructions au niveau de la commune. L'APVT a laissé

l’empreinte de ses revendications d’infrastructures dans la construction du lycée H. Christophe, du dispensaire-hôpital, du pont reliant la route nationale aux autres communes du département du Nord-est, du marché public et ses membres ont directement participé au nettoyage de la ville et au déboisement du terrain pour la construction du lycée. Le RAMSO a contribué à la construction de puits artésiens dans les sections communales et d’un tronçon de route en terre battue reliant l’une des sections à la ville dans le but, d’une part, d’aider les gens à se procurer de l’eau potable et, de l’autre, de faciliter le transport des denrées au marché communale pour les paysans de la section. Plus que leur empreinte respective, certaines de leurs réalisations ont la particularité de faire émerger différents niveaux de relations entre les organisations et d’autres groupes d’acteurs concernés.

La dernière réalisation de l’APVT, le Pont de Ravine Charles<sup>51</sup>, illustre une relation d’intermédiation qui dégage des liens entre l’organisation et plusieurs dirigeants de l’administration publique. Voici les démarches qui ont abouti à cette construction :

«Pour construire le Pont de Ravine Charles, l’APVT a bénéficié du financement du gouvernement. Nous avons effectué les démarches auprès du gouvernement et ils ont envoyé un citoyen pour superviser et voir s’il y a vraiment une nécessité de construire le pont. Nous avons eu la chance qu’au même moment de son arrivée avec sa caméra pour filmer, Ravine Charles était en crue, tout le monde était obligé de rester au long des deux bords de la rivière. C’est le gouvernement qui l’a envoyé, il venait de Port-au-Prince. À cette époque c’était Aristide qui était au pouvoir (2<sup>ème</sup> mandat), nous avons eu plus de possibilité que maintenant, quand nous écrivons une lettre, nous la donnons au sénateur X. et lui, il la remet au président et il remet également les copies adressées au ministère de l’intérieur, au ministère des travaux publics et au ministère des finances. Après toutes les analyses et suivi pour le pont, ils ont agréé le projet, ils ont envoyé l’argent à la Mairie et la Mairie nous a accompagnés dans la construction du Pont» (APVT, membre)

Pour l’exécution des travaux de ce type ou d’autres d’envergure communale, l’APVT a toujours tendance à solliciter l’aide gouvernementale et compté sur ses «amis influents» ou qui son «au pouvoir» pour l’acheminement des dossiers aux instances gouvernementales susceptibles de les agréer. Ils peuvent également mobiliser leurs réseaux afin de soutirer des financements du parti lavalas. Entre autres fervents amis,

---

<sup>51</sup> Ravine Charles est une rivière se situant dans l’une des entrées limitant la partie nord-est de la commune et des localités avoisinantes. Selon la petite histoire de la commune, elle porte le nom d’un prêtre dont on a retrouvé le cadavre allongé sur le sable.

nous retenons le leader du leader du PPN, l'ancien Maire de Milot [...], le sénateur [...] du Nord-est et l'ancien vice-délégué de Trou du Nord [...].

L'intervention directe du RAMSO en termes d'infrastructures, contrairement à celle de l'APVT, n'illustre pas une relation d'intermédiation impliquant les dirigeants de l'État et des instances étatiques. Elle met plutôt en évidence une autre dynamique, celle du soutien de l'organisation à une catégorie de la population truvienne en l'occurrence des paysans qui sont à la fois bénéficiaires et participants dans la mise en œuvre des activités. Dans la réhabilitation de la route en terre battue, l'organisation a apporté son aide aux bénéficiaires qui, bénévolement, ont pris part à l'initiative mais, en ce qui a trait aux puits, il a dû chercher un appui financier auprès de la Convention baptiste d'Haïti. L'extrait suivant témoigne de la dynamique de l'intervention du RAMSO :

« [...] En termes concrets, nous avons construit trois puits artésiens : un à Napples, un à Garde-Champêtre et un à Bricourt; ce sont des démarches que nous avons effectué auprès de la Convention baptiste d'Haïti. Actuellement, nous sommes en train de réhabiliter la route à Napples avec les paysans. [...], nous avons aussi une activité à la deuxième section Roucou [...] et nous participons à la construction de la route de l'école nationale de Dubuisson jusqu'à la localité qu'on appelle Klivèl.[...]. En termes de financement, nous pouvons dire que c'est plus de la coopération, certaines personnes apportent leurs outils (pelle, brouette, pic) c'est une activité de bénévolat, nous ne payons personne, les paysans contribuent entre eux et ils apportent ce qu'ils ont dans leurs jardins pour faire une coumbite [...] » (RAMSO, membre)

Il est à remarquer que, dans les deux dynamiques d'intervention, il y a la présence plus ou moins active des acteurs identifiés dans les contours de l'espace commun. Dans le circuit de financement des projets de l'APVT, des responsables locaux (la mairie, en tant que représentant de l'État), des élus régionaux (sénateurs etc.) et des dirigeants de l'administration publique; et, dans le cas du RAMSO, des catégories de la population et de la société civile à savoir, les paysans la convention baptiste. Ces mêmes acteurs, notamment les dirigeants de l'État, peuvent se retrouver dans d'autres circuits d'influence des organisations dans la prise des décisions tant au niveau local qu'au central, en particulier dans la nomination des personnes dans l'administration publique. L'APVT a influencé la nomination des juges, des maires, des professeurs, des membres de bureaux électoraux etc. (pas nécessairement ses membres) et, de son côté, le RAMSO a participé à la mise en fonction d'un cartel de maires pour assurer la vacance des postes municipaux en 2004. Ces cas de nominations font montre d'une forme, assez particulière,

de consultation publique où les organisations émettent leur opinion sur les sujets collectifs en cours de traitement et orientent le choix des décideurs.

Dans ses expériences de consultation dans la nomination, l'APVT peut exercer son influence de deux manières : elle peut suggérer des noms de personnes pour un poste à pourvoir ou être sollicitée par des représentants gouvernementaux pour donner son avis sur des personnes pressenties. L'extrait qui suit présente les possibilités d'influence de décisions publiques qui ont été offertes à l'APVT :

«[...] nous avons l'habitude de nommer beaucoup de personnes, des juges, officier d'état civil, professeurs d'école, tout cela par le biais de nos conseillers. [...] à chaque fois que nous préparons une lettre pour la demande de nomination [...] c'est eux qui faisaient les dernières corrections. [...]. De la même manière, si le gouvernement veut prendre des décisions, il nous contacte par le biais de certains représentants. Tout récemment on voulait nommer des professeurs au lycée de Trou du Nord et le sénateur X était venu nous voir pour demander notre opinion sur les personnes désignées. Comme l'éducation c'est pas notre domaine nous avons cherché à rencontrer le directeur, nous avons d'étroites relations avec lui, une bonne collaboration, puis sans lui dire pourquoi nous lui demandons des informations sur les professeurs [...]. C'était la même chose pour la nomination du directeur du lycée de Caracol, [...]. Non, ils n'ont pas cherché à connaître leur position politique, c'est surtout leur compétence, leur honnêteté et c'est pourquoi nous avons consulté des personnes qui évoluent dans le secteur... » (APVT, membre)

Quant au RAMSO, son expérience dans la nomination est issue d'une collaboration inter-organisationnelle dont le but était de statuer sur le choix d'un conseil municipal et d'un autre cadre de l'administration communale. Un membre explique :

«Après le départ d'Aristide, [...], nous avons essayé de former un cartel de maires avec d'autres secteurs organisés de la commune. Il y avait trois secteurs, RAMSO, Baz Grankakan et Baz Univers, nous avons trouvé un compromis pour choisir les magistrats et chaque secteur a choisi un membre et, à la fin, on a laissé tomber un membre du cartel de magistrats pour choisir de préférence le caissier payeur » (RAMSO, membre)

La part d'influence que l'APVT a eue dans ces décisions provient d'une consultation à double sens entre l'organisation et les décideurs alors que celle du RAMSO est à sens unique c'est-à-dire la décision a été le résultat d'une concertation entre des organisations soumis, par la suite, à l'approbation des décideurs au niveau de l'administration. Au-delà de ces petites variantes, on peut remarquer que ces deux organisations peuvent exercer de l'influence dans des décisions qui se prennent pour la commune de Trou du Nord. En outre, à tenir compte de l'influence d'un dirigeant du RAMSO dans la prise d'une décision de décaissement de fonds pour la résolution des

problèmes de l'électricité et de la participation de l'APVT dans des réunions décisives organisées par des représentants du Ministère de l'Intérieur, la nomination n'est pas le seul moyen d'influencer les décisions publiques. Dans ces cas, les membres de l'APVT et du RAMSO se félicitent et se réclament une part d'influence dans les décisions finales pour avoir exprimé leurs vœux auprès d'autorités compétentes pour la résolution de ces problèmes. Le dirigeant du RAMSO qui a discuté avec le Ministre de l'intérieur voit le décaissement de l'argent pour des réparations au niveau des lignes électriques à Trou du Nord comme le résultat de son influence auprès de ce décideur et, de leur côté, les membres de l'APVT considère la construction d'un barrage à la rue Poudrière comme une prise en compte de leurs opinions.

### **5.3.2. L'intervention électorale et ses implications**

Les enjeux de la participation des organisations dans les procédures et dispositifs électoraux diffèrent d'une organisation à l'autre mais, ce qui est certain, les élections occupent une place importante dans les deux cas. L'APVT intervient régulièrement dans les activités électorales depuis les premières élections démocratiques de l'année 1990 et, certaines fois, à divers paliers du dispositif administratif en même temps qu'elle s'active à soutenir son parti politique d'affiliation. Pour sa part, le RAMSO participe directement aux élections depuis les premiers moments de sa création et, comme nous l'avons vu, les élections une place centrale dans son action. Jusqu'à cette date, il n'a désigné des candidats que pour les postes électifs de la commune (ASEC, CASEC, Conseillers municipaux/Maires et Député) : les candidats désignés à la députation ont toujours terminé en deuxième position et, de sa plus récente participation, il a obtenu la victoire du conseil d'administration de la 1<sup>ère</sup> section communale Garcin. N'ayant pas la même affiliation politique et sachant qu'en général les campagnes pré-électorales sont toujours très conflictuelles à Trou du Nord, l'on peut déjà présager que leur présence simultanée dans le circuit électoral est source de relations tendues.

#### **5.3.2.1. Le jeu de marchandage pour le soutien électoral**

De sa participation à la réalisation des élections de l'année 1990 à nos jours, l'intervention électorale de l'APVT tend de plus en plus à se confiner dans le soutien du parti politique Fanmi Lavalas. Ses principales activités durant les périodes de campagnes



électorales consistent à recruter des citoyens et organisations – dans les communes et sections environnantes de Trou du Nord – pour les rallier à la cause du parti c'est-à-dire l'élection de tous ses candidats aux postes convoités. À l'approche des élections, elle reçoit également différents candidats (*lavalas* ou pas) imbus de ses capacités d'influence dans la zone qui viennent solliciter son soutien. Ses membres précisent, néanmoins, qu'elle s'est toujours réservée le droit de choisir en toute liberté ceux qui bénéficieront de son appui à chaque processus. L'un des dirigeants nous a fait remarquer que le choix des candidats à soutenir ne se fait ni au hasard ni uniquement en fonction de leur appartenance au parti lavalas :

«[...] comme tu le sais, l'organisation s'affiche sous la bannière lavalas, mais, malgré notre affiliation nous avons décidé ne pas soutenir de candidat [...] après nous avons quand même soutenu les candidats au sénat et à la députation qui étaient sous *banyè Tab la*<sup>52</sup>. C'est vrai, nous avons toujours soutenu *Tab la* mais ça dépend du candidat, s'il est un *raketè*, un *woulibè*<sup>53</sup>, il ne peut pas avoir notre soutien. Par exemple, on a fait courir le bruit que Bazin allait être candidat à la présidence sous la bannière de Fanmi Lavalas, l'organisation n'allait pas le soutenir, c'est évident que c'est un *raketè* qui voulait prendre un *woulib* sur le parti» (APVT, membre du conseil)

Un autre dirigeant nous a confié que l'organisation a un principe directeur, lequel nourrit les débats au moment de rencontrer les candidats : «*servir Trou du nord après son élection*» mais aucun «critère écrit» qui conditionne leur soutien à un candidat. L'extrait suivant présente un cas-type de service exigé aux candidats et la marche à suivre par le candidat pour une demande d'appui :

«Quand nous allons aux élections, nous faisons un grand rassemblement pour discuter de notre choix [...]. S'il y a un candidat proche du parti politique que nous chérissons, le parti Fanmi Lavalas, il vient nous rencontrer et nous demander notre approbation, s'il vient personnellement me rencontrer, je lui conseille de passer à l'assemblée pour faire sa demande d'appui. Entretemps, je peux le dire aux autres, je fais un petit rapport de notre discussion. S'il s'agit d'une personne qui a déjà été au pouvoir et qui n'a rien fait de sérieux pour la commune ou qui s'est versé dans les malversations, c'est sûr qu'elle n'aura pas notre appui même s'il est candidat du Fanmi Lavalas. [...]. Nous n'avons pas de critères écrits, des conditions pour marcher avec un candidat, seulement nous lui demandons de servir Trou du Nord. La première chose que nous lui demandons de faire c'est de soulager les parents dans les dossiers scolaires surtout qu'ils arrivent à trouver une subvention pour l'achat des livres [...]» (APVT, autre membre du conseil)

---

<sup>52</sup> Tab la, fait référence à l'emblème du parti Fanmi Lavalas; c'est un logo composé d'une table et trois personnes assises sur des chaises autour de la table.

<sup>53</sup> Dans ce contexte, un Raketè ou Woulibè signifie une personne opportuniste qui surveille des occasions fortuites pour en profiter.

Tel qu'il se pratique au sein de l'APVT, le soutien électoral laisse entrevoir un jeu de marchandage dans lequel les candidats utilisent toutes sortes de promesses – fausses, selon les membres – afin de convaincre l'assemblée d'appuyer leur candidature (*de faire campagne pour eux*). Ce faisant, ils essaient de gagner sa confiance et, de son côté, l'assemblée leur offre l'écoute en attendant de clarifier son choix. Plusieurs des membres nous ont confié qu'en lieu et place des discours pompeux et les fausses promesses, ils auraient préféré obtenir du support et de l'aide à la réalisation de ses projets agricoles. Cette position ne fait pas l'unanimité car certains autres membres insistent sur le fait que l'organisation ne réclame rien aux candidats. De toute manière, l'APVT voue un appui quasi-inconditionnel aux candidats *lavalas* qui réduit considérablement les chances qu'elle soutienne un autre candidat à la place de celui du parti pour le même poste.

Ayant toujours désigné ses propres candidats aux compétitions électorales, le jeu de marchandage du RAMSO n'a pas pour objet d'appuyer d'autres candidats en échange de «fausses promesses». En revanche, il soutient la campagne électorale du parti politique dont il prend le «chapeau», comme c'était le cas lors de sa dernière sortie électorale, en 2006. L'enjeu du soutien est immédiat c'est-à-dire qu'il est la contrepartie du fait de faciliter l'inscription de ses candidats dans les registres électoraux et les réunir sous un même emblème. Contrairement à l'APVT, ses besoins ne sont pas renvoyés dans un futur rempli de promesses et d'hypothétiques avantages.

#### **5.3.2.2. Les relations des organisations avec les autorités locales**

Les autorités locales dont nous faisons référence ici sont les représentants de l'État (élus ou désignés) : les conseillers municipaux (cartel de trois membres), le député de Trou du nord et le vice-délégué en tant qu'il est le représentant du pouvoir exécutif. Avec ces autorités, les membres d'organisation affirment qu'il n'existe «aucun rapport» en dehors des relations interpersonnelles qu'ils entretiennent avec les personnalités assignées à ces fonctions. Sachant que ces organisations ont l'habitude de participer à la prise de certaines des décisions avec ces dirigeants de l'État, qu'aucun des membres rencontrés n'écarter la possibilité de les rencontrer au besoin et qu'ils se plaignent de la mauvaise gestion des nouveaux conseillers municipaux, du laxisme du vice-délégué et de la «trahison» du député, leur insistance sur «aucun rapport» nous a paru un peu

contradictoire. Nous avons donc cherché à décrypter le sens que cache son utilisation, ce qui nous a permis de comprendre qu'elle a une signification particulière pour chacune des autorités.

Le vice-délégué est en fonction depuis la période de transition post-Aristide (2004) et occupe le même poste parce que, disent les personnes rencontrées, le pouvoir ne se soucie plus de cette représentation. Ce sont les chargés de mission actuels qui s'occupent de sa représentation et de ses activités politiques au niveau du département. N'empêche qu'il aille au bureau tous les matins, en dépit des mauvaises conditions logistiques de son bureau et de l'inexistence des moyens de fonctionnement, et reçoive son salaire tous les mois. Il n'a ni pouvoir ni marge de manœuvre et, de ce fait, se trouve dans l'impossibilité de programmer des rencontres ou de discuter des problèmes de la communauté avec les organisations.

Lors des élections de l'année 2006, l'actuel conseil municipal et le député ont été les principaux opposants du RAMSO dans la course à l'élection ; on devinera qu'ils ont été les gagnants. Cette opposition électorale et les conflits qu'elle a entraînés durant la période de campagne électorale ont survécu au processus et ont rendu difficile toute possibilité d'instauration d'un climat de dialogue entre ces autorités et les organisations. Malgré tout, les membres rencontrés nous ont laissé entendre que le RAMSO est ouvert au dialogue «en cas de besoin» ou si l'invitation leur est parvenue. L'un d'entre eux explique :

«Nous n'avons aucun rapport avec eux, quand nous disons cela, c'est en raison de la conjoncture politique, la manière dont elle se présente, nous étions en face d'eux aux élections, [...]. Automatiquement qu'ils (le député et ses supporters) remportent la victoire, il sait que nous sommes toujours en face de lui s'il veut encore se porter candidat, il sait que nous sommes des éléments de masse qui peuvent les contrecarrer à n'importe quel moment, ils ont peur de nous et c'est pour cela qu'ils n'ont aucun rapport avec nous. Au préalable nous avions l'habitude de discuter avec eux mais, même s'ils discutent avec nous, ils font autre chose, ils s'occupent de leur agenda. [...]. Par exemple, une fois, pendant que je discute avec eux sur la question de l'électricité et de la discussion que j'avais avec le ministre des travaux publics, ils font courir un bruit disant que je viens chercher l'argent de l'inondation donc, dès que tu rentres à la mairie, *tèt yo tout cho tankou vè lanp*, ils ont peur de nous. Ce n'est pas parce que nous ne pouvons avoir de rapport avec eux mais c'est leur comportement qui pose problème, nous ne pouvons pas vraiment coopérer avec eux ... » (RAMSO, membre)

Les enjeux électoraux, comme on peut le constater, entravent les tentatives d'instauration d'un dialogue entre l'organisation et les élus mais, d'après la précision d'un autre membre, les points d'ombre de la gestion municipale ruinent également les tentatives initiées. Pire, ils empêchent les citoyens d'exercer leur rôle :

«Avec la mairie, c'est un rapport de concitoyenneté [...]. Il n'y a pas trop de rapport conflictuel et quand nous disons pas trop conflictuel, ceux qui sont actuellement en poste, ils se constituent en dictateurs, ils n'acceptent pas les critiques [...] quand ils ont pris le pouvoir, surtout pour la mairie, nous avons cherché à les rencontrer pour proposer notre collaboration pour l'avancement de la communauté mais maintenant du fait qu'il y a un problème, l'administration municipale ne marche pas trop bien et nous, nous avons un rôle d'avant-garde, ça a changé. Par exemple, depuis le 13 juin, il y a environs 3 millions gourdes qui sont disponibles pour l'électricité, rien n'est fait [...] à chaque fois qu'on en parle, on les blesse, [...] à chaque fois qu'un citoyen sait qu'il y a de l'argent disponible pour faire un travail et qu'on regarde les résultats, on pose des questions pour savoir ce qui se passe, ce doit être notre rôle en tant que citoyen mais je te donne la garantie, tu vas devenir un adversaire, on te met de côté» (RAMSO, membre)

Dans le cas de l'APVT, si nous tenons compte des relations qui existaient déjà entre l'organisation et les personnalités qui occupent ces fonctions, le problème de dialogue ne devait pas se poser. Le maire principal est un ancien membre de l'organisation et, pour sa part, le député a bénéficié du soutien de l'APVT pour son élection au second tour. Pourtant, entre l'organisation et le maire, il y a un malaise qui s'enracine dans son choix de se faire élire sous la bannière d'un «autre parti politique». Un malaise qui tend à s'aggraver par sa manière de gérer les intérêts de la commune. Un membre explique :

«... il faut que je le dise, le maire principal c'est un ancien membre de l'APVT, au moment où nous faisons notre petite trêve, lui, il est passé sous la bannière d'un autre parti politique sans avertir l'assemblée de quoi que ce soit, il est élu sous la bannière de la FUSION et jusqu'ici il n'est pas encore venu au sein de l'assemblée pour s'expliquer. Le lien que nous avons avec lui, en tant qu'ancien membre de l'APVT, si on cherche à le rencontrer pour exposer un besoin, je crois qu'il sera prêt à nous l'agréer dans la mesure du possible. La fois dernière, nous lui avons posé quelques questions sur l'affaire d'une somme disponible pour aider les victimes de l'inondation, [...] en tant qu'une organisation *kap veye yo* nous l'avons appelé pour lui demander des explications parce qu'il était bruit qu'il a distribué de l'argent à sa famille à la place des victimes. Il nous a dit que c'était la protection civile qui s'occupait de tout ça et qu'il n'avait rien à y voir. Quand même, il était venu nous voir, ce n'est parce qu'il est un ancien membre, il est un magistrat et nous, nous sommes une organisation, c'est normal qu'il vienne nous rencontrer si on le lui demande» (APVT, membre)

D'après l'explication d'un autre membre sur les motifs de son interpellation, sa gestion des intérêts de la municipalité affecte plus ses rapports à l'organisation que le

quiproquo électoral semble le faire. En fait, sa manière de gérer le pouvoir ne correspond pas aux idéaux de l'organisation :

« Avec la Mairie, aucun rapport. Nous avons l'habitude de parler du comportement de ceux qui sont au pouvoir, nous avons pensé qu'ils feront autrement, qu'ils feront de bonnes choses. Ce que nous voyons, ils sont en train de piller l'État comme les autres l'ont fait, nous avons toujours dénoncé les autorités pour ça dans la presse [...]. La mairie était entrée en conflit avec des marchands à l'intérieur de la ville en détruisant leurs tonnelles; il est vrai que certaines tonnelles sont mal construites et mal placées mais cela ne doit se faire brutalement. Il y a aussi les animaux qu'ils sont allés prendre de façon illégale dans certaines zones pour les vendre à la mairie, [...] c'est pour toutes ces raisons que nous n'avons pas de bonnes relations avec eux» (APVT, membre)

Quant au député, il est quasiment absent de la sphère d'activité de l'APVT depuis son élection et, en ce qui a trait à la commune, il s'éloigne de plus en plus de ses intérêts voire, chercher à entretenir des relations avec les organisations qui s'y activent puisqu'il limite ses contacts à son «petit groupe» de sympathisants, nous indique un membre :

« Le député lui, depuis son élection, il est devenu chef, nous n'avons aucune relation avec lui. Quand il vient au Trou, il vient pour son petit groupe, pour ceux qui l'ont soutenu aux élections. Nous non plus, nous ne cherchons pas à le rencontrer alors que nous lui avons donné notre appui au deuxième tour des élections, mais depuis, nous l'avons jamais revu. » (APVT, membre)

Un autre explique son comportement par son manque de professionnalisme politique (qualités politiques), son incapacité à dialoguer et à construire des relations communautaires :

«Nous n'avons aucun rapport avec le député, non seulement il n'est pas un politicien mais il n'est pas ouvert au dialogue, il ne connaît pas ce qu'on appelle les relations communautaires, ça il ne l'a jamais fait pour rassembler des organisations populaires, paysannes ou socioprofessionnelles pour faire un dialogue. Il n'a pas un diagnostic réellement approfondi et un agenda pour la population et la société truvienne». (APVT, membre)

Ces extraits d'entrevue prouvent que le vrai sens de l'expression «aucun rapport» n'est pas l'inexistence mais l'existence de relations plutôt houleuses alimentées par des vieux conflits électoraux et des questionnements suscités par la gestion du pouvoir qui leur a été confié. En outre, par leur manière d'exposer la situation, les membres d'organisations montre qu'ils sont conscients du lien dirigeants/dirigés et du fait qu'il doit l'emporter sur les conflits électoraux puisque, de part et d'autre, les organisations cherchent à établir un dialogue avec les autorités ou leur laissent une ouverture. Plus encore, les organisations s'investissent du pouvoir d'évaluer ou de contrôler la gestion

municipale des intérêts de la commune et s'inquiètent du fait que le député ne se comporte pas en représentant de toute la population truvienne.

### **5.3.2.3. Commun accord et résurgence de conflits électoraux dans le dossier de la route nationale**

Le dossier du tronçon de la route nationale numéro un est un dossier, pour le moins, complexe qui a fait l'objet d'une large couverture médiatique, de diverses rencontres entre des organisations et hauts dignitaires du gouvernement, de manifestations, d'incendies de matériels de construction, de représailles et d'arrestation de manifestants entre 2007 et 2008. Sa pertinence dans cette analyse provient du fait qu'il a donné lieu à une action commune entre des organisations concurrentes et ravivé de vieux conflits électoraux, lesquels font émerger des processus de création et d'éclatement de liens à l'intérieur de l'espace commun ainsi que l'ampleur des enjeux électoraux. Nous devons signaler que nous n'avons pas eu le temps de rencontrer tous les protagonistes et donc, les faits rapportés proviennent d'un seul groupe de protagonistes, les membres d'organisations.

Le problème a émergé à la suite d'une décision consistant à court-circuiter la route nationale pour écarter Trou du Nord du trajet. Après maintes discussions avec les membres d'organisation, nous n'avons pas pu trouver l'origine de la décision mais nous avons seulement appris que la construction de la partie qui passe par Trou du Nord s'est arrêtée au profit de la zone de Ti Koulin<sup>54</sup>. Quant à la justification de cette décision, nous le verrons dans l'extrait, les idées fusent de toutes parts sur la motivation des «responsables», des «autorités» locales et les enjeux semblent de taille :

«[...] aux premiers moments, la situation n'était pas facile, on ne savait pas où se donner la tête parce que le gouvernement fait semblant d'ignorer ce qui se passe et il paraît que certains des dirigeants, des *gwo chabrak nan pouvwa a*, aient une entente avec la compagnie pour diminuer le nombre de kilomètres de route afin qu'il reste une somme d'argent à partager. [...]. À ce moment-là, le représentant de l'État au sein de la compagnie a justifié leur décision en disant qu'une route nationale ne passe pas à l'intérieur d'une ville; ça c'est la première justification. Deuxièmement, nous avons entendu que l'on va faire de Trou du Nord une ville-tampon, ils disent que, tu sais que la ville a la réputation de prendre les devants dans les batailles politiques, ils disent qu'ils vont la désamorcer *pou li pa cho ankò* et, d'après eux, le meilleur moyen c'est de l'écarter. Autre chose, il y a des personnes, des gens qui sont dans le commerce au niveau de Fort-Liberté et qui établissent leur zone franche sur la frontière qui s'entendent sur le fait d'éviter de faire passer la route

---

<sup>54</sup> C'est le nom d'une localité situé entre les communes de Trou du Nord et Caracol qui, à aucun moment, ne figure pas dans les plans de construction de la route nationale numéro un.

à Trou du Nord, pour éviter qu'ils perdent des contrats, des millions en une journée si la population se manifeste et décide de bloquer la route. [...]» (RAMSO, membre)

Avec la population truvienne et le syndicat des chauffeurs du Nord-est, l'APVT et le RAMSO se sont retrouvés dans un front commun face à différents représentants de parties impliquées dans le dossier telles que la compagnie d'ingénierie (GHELLA), les travaux publics (MTPTC), les élus locaux (député et maires) et autres élus du département (sénateurs et députés des autres communes). L'initiative du front commun partait du syndicat des chauffeurs du Nord-est qui a, par la suite, rallié les autres organisations et la population qui, disent-ils, était assez vigilante pour rejoindre les rangs et défendre ses intérêts. L'enjeu était de s'opposer à la décision afin d'obtenir un revirement de situation en faveur du respect du tracé initial. Au départ, la situation se présentait comme suit :

« Moi, je suis [...] un membre de l'APVT, je suis aussi un fondateur du syndicat des chauffeurs du Nord-est, je suis le numéro un; j'étais l'un de ceux qui ont pris la décision de lutter pour barrer la route aux malversations qu'ils voulaient faire sur nous. Nous avons effectué plusieurs voyages à la compagnie pour dialoguer et c'est ce qui nous a permis de prendre le vrai plan de la route sur lequel ils faisaient des études depuis dix ans, j'étais dans le comité qui allait les rencontrer. Le porte-parole du RAMSO et [...], un autre dirigeant du RAMSO, ils étaient deux personnes que le syndicat a choisies pour participer au comité d'appui et moi j'activais le dossier au sein du syndicat, je n'étais pas dans le comité d'appui mais j'ai manœuvré au sein du syndicat pour faire avancer le dossier et attirer l'attention sur la question. [...]» (APVT, membre)

Vu les divergences politiques qui opposent les deux organisations, la collaboration nous paraissait peu réaliste jusqu'à ce que les interlocuteurs nous disent qu'il était normal que des organisations truviennes puissent se joindre en un faisceau d'action pour défendre les intérêts de Trou du Nord ou soutenir toute forme d'action qui serait bénéfique à la population. L'extrait suivant l'atteste :

« [...] nous ne faisons pas d'exclusion, nous pouvons collaborer avec n'importe quelle organisation pour la bonne cause, pour la bonne marche de Trou du Nord, peu importe, gauche ou droite, nous n'avons aucun problème, il suffit que l'organisation fasse une chose qui va être bénéfique à la communauté truvienne, quelque chose de fiable, on est toujours prêts à apporter notre collaboration. Il y a plusieurs personnes (trois personnes) parmi nous qu'on a arrêtées pour la question de la route, nous n'étions pas d'accord avec ça, nous avons fait plusieurs tentatives dans le dossier. [...] comme ce sont les allemands qui nous donnent la route, c'est un don et ils étaient venus arpenter Trou du nord donc nous tenons à ce que l'on fasse passer la route ici à Trou du Nord et après ils peuvent construire autant de routes qu'ils veulent. [...]. Ceux qui décident que la route ne doit pas passer ici ce sont la plupart des chefs du Nord-Est, je veux parler du député de Terrier-Rouge, celui de Fort-Liberté principalement lui, il s'opposait farouchement à l'idée de continuer notre tronçon

[...]. Ah! Le député du Trou, rien du tout, il s'est mis à part, il passe inaperçu, il n'a même pas daigné prendre position pour défendre les intérêts, les intérêts de la communauté qu'il représente, les intérêts des citoyens qui l'ont voté» (APVT, Membre)

Si pour les organisations, l'intérêt de Trou du Nord devait surpasser les conflits électoraux, les divergences d'opinions et d'orientations politiques, tel n'était pas le cas pour les élus locaux. Le dossier a affecté des relations qui étaient déjà assez tendues avec le député et, on le voit à la fin de l'extrait, il est sévèrement critiqué pour n'avoir pas fait sien la revendication et usé de son pouvoir pour défendre les «intérêts des citoyens qui l'ont voté». Il a brillé par son silence alors que d'autres élus du département affichent leur opposition en raison des blocages qu'ont occasionnés les manifestations revendicatives par le passé. Voici ce qu'on attendait du député à la place de son silence :

«[...] Nous avons dit non, et nous nous préparons, est-ce que tu peux comprendre que les autorités locales n'aient rien dit, absolument rien, le peuple les a choisies, je pense qu'un député a un droit de regard sur ce qui se passe dans sa zone et automatiquement qu'il y a quelque chose de pas clair, il devait convoquer la commission des travaux publics pour qu'elle vienne s'expliquer sur ce qui se passe. Au contraire, il profite pour faire arrêter des anciens adversaires politiques qui n'avaient rien à voir avec le dossier de la route, ils sont toujours en prison et leur dossier est compliqué; maintenant on va aller en appel [...] leur accusation n'a rien à voir avec le dossier de la route, ils les ont arrêtés sans mandat pour le dossier de la route maintenant, ça a pris une tournure politique [...] » (RAMSO, membre)

Le député n'était pas tout à fait silencieux si l'on se réfère à la conversation qu'il a eue avec l'un des membres du RAMSO qui était très actif dans les démarches du comité d'appui. Il s'est exprimé pour faire valoir «son pouvoir» – on devait le contacter avant d'effectuer les autres démarches – et signifier aux membres du comité que la route va passer par Ti Koulin et les mettre en garde contre le fait de «politiser» le dossier :

«Nous avons remis le dossier à la primature, au palais national, au ministère des travaux publics, les deux chambres, les sénateurs du nord-est pour qu'ils organisent une convocation afin de trouver des explications sur le tracé initial. Au même moment, le député a dit que nous faisons de la politique parce que nous n'avons pas cherché à le voir avant. [...]. Finalement, nous avons engagé une bataille pacifique après la bataille médiatique que nous venons de faire [...]. Quand, par exemple, nous avons eu une rencontre avec le député, il nous a dit que le ministre était clair, la route va passer par Ti Koulin parce qu'une route nationale ne passe pas dans une ville et nous, nous lui avons demandé est-ce que la route ne va pas passer par Quartier-Morin, Limonade, Terrier-rouge et Ouanaminthe, et si oui, pourquoi pas à Trou du Nord. Il ne pouvait plus argumenter sur la question et nous avons compris que c'est du bluff. [...]. (Ramso, membre)

Les mises en garde du député à l'endroit des membres du comité d'appui ne les ont pas empêché de poursuivre leurs démarches mais l'étiquette politique qu'il a collée à



leur action a eu de sérieuses répercussions sur les participants en particulier des arrestations et des formes plus ou moins voilées de représailles et de couvre-feu tous les soirs. Malgré tout, le comité d'appui a pu rencontrer de nombreuses personnalités politiques et civiles pour, finalement, obtenir une «promesse de résolution» qui serait le «respect du tracé initial du plan financé par l'Union européenne» :

« nous avons engagé la bataille pour le respect du tracé initial, j'ai rencontré le Premier Ministre Alexis, j'ai rencontré Joseph Lambert, j'ai rencontré Éric Jean Jacques, j'ai rencontré F. Verrella, j'ai rencontré le Ministre Germain, j'ai rencontré le Ministre de la Planification, le Ministre de l'environnement, nous avons discuté avec eux et nous leur avons remis les documents [...] nous avons également rencontré et discuté avec le directeur des travaux publics et le directeur de la compagnie sur la question. Nous avons trouvé une entente, nous avons écrit l'Union Européenne et la MINUSTAH, puis le chef de la Minustah est venu, le représentant de l'union européenne, il y avait également le chef de la compagnie qui était venu d'Italie, Mario Andrésol et tous les grands dignitaires du gouvernement. Ils sont descendus sur le terrain de foot et ils ont monté leur tente pour parler à la population, puis, ils sont allés visiter la route et le chef de l'union européenne a dit qu'il ne reconnaît que le tracé initial financé par son institution et c'est ce tracé que la route doit suivre» (RAMSO, membre)

Entre le début de la mobilisation et la promesse de résolution, la situation a dégénéré et affecté davantage les relations entre les autorités municipales, le député et les principaux chefs de file de la mobilisation. Plusieurs des membres d'organisations estiment que les maires et le député ont «trahi» la cause de Trou du Nord et n'ont pas joué le «rôle» que la population leur a confié. De plus, au regard des charges retenues contre les personnes arrêtées dans le dossier, nos interlocuteurs y voient l'éclatement des vieux conflits qui ont opposé l'actuel député et les adversaires les plus zélés durant les campagnes pré-électorales. Quant au Maire, sa principale faute est d'avoir négocié d'autres avantages au détriment de la revendication du tracé initial avec des responsables qui, d'après les membres du comité d'appui, sont contre les intérêts truvien. L'extrait qui suit présente une mise en contexte de tous les faits sur lesquels repose le jugement porté sur l'action ou l'inaction des élus locaux et qui justifient leur perplexité ainsi que le fait d'y voir la résurgence des conflits électoraux :

« Ils ont pris la décision de faire la route mais, quand nous avons vu passer des jours sans qu'ils ne commencent à travailler dans notre partie, à un certain moment, la compagnie avait besoin de "battre" un pied de pont à Ti Koulin, le représentant de l'État à la compagnie, [...] vient demander une autorisation dans une rencontre à la Mairie pour aller le faire [...] et nous avons accepté, ce que nous avons toujours voulu c'est de faire les deux tronçons à condition de prioriser celui de Trou du Nord. À la fin de la rencontre, un accord

écrit par la mairie a été signé par l'État haïtien représenté par F. Isidor, le représentant du TPTC, le représentant du syndicat et nous avons donné l'autorisation [...]. Depuis lors, ils ne sont pas revenus à notre tronçon et continuent là-bas. On commence à dire que si nous ne parlons plus sur le dossier c'est parce qu'on nous a donné de l'argent, nous avons réuni nos camarades de lutte pour aller rencontrer le magistrat (maire), nous avons pris un rendez-vous avec lui pour qu'il nous accompagne à une rencontre prévue avec le responsable de la compagnie [...]. Il nous a conseillé de faire ça légalement, il faut d'abord les écrire. Il nous a donné un rendez-vous lundi à 9hres du matin mais depuis à 6hres, il était déjà allé à la compagnie avec le député et ses sécurités. Quand la délégation arrive à son bureau, il n'était pas là, on l'appelle au téléphone, il ne répond pas; on prend un autre téléphone, il répond et déclare qu'il essaie de régler les choses à l'amiable à la compagnie. [...]. C'est seulement quelques temps après que nous avons appris par ses partisans qu'il n'était pas allé régler le problème de la route mais une affaire de remblais pour la route de Pilette. Les gens ont compris qu'il a négocié la route pour 400 camions de remblais. [...] et, du coup, donne l'autorisation pour faire passer la route par Ti Koulin. À son retour, il annonce que les blancs vont venir mercredi pour discuter de la situation et comme ils ont dit que nous avons des millions, nous avons insisté pour avoir la présence d'autres personnes. Quand le blanc est arrivé, la mairie n'avait pas assez de place pour nous recevoir, nous leur avons dit d'aller ailleurs, ils ont refusé. [...] le blanc a dit qu'il va revenir vendredi, la foule lui a demandé de dire quand il va commencer avec la route et, à ce moment, il a répondu qu'il a déjà négocié avec le maire et le député sur la question, il n'a rien à nous dire sinon d'aller voir ça avec notre magistrat et notre député. [...]. Le pire dans tout ça, le magistrat a dit à la presse que s'il y a des gens qui ont négocié c'est ceux qui étaient à la tête de la mobilisation et pour se défendre, il a distribué l'accord que nous avons signé pour le pied de pont [...]». (RAMSO, membre)

#### **5.4. L'expression des transformations dans l'activité commune**

Dans les sections précédentes, nous venons de voir qu'avec des pratiques associatives inclusives et leurs différentes formes d'intervention à Trou du Nord, le RAMSO et l'APVT ont contribué à la construction d'un espace commun soutenu par une diversité de relations d'interdépendance et de liens conflictuels, solidaires ou de concitoyenneté. Ces relations viennent renforcer la capacité d'inclusion des pratiques éducatives et revendicatives en replaçant les citoyens-membres d'organisation au cœur des relations qui naissent de l'interaction entre les différentes composantes de l'espace commun. Au sein des organisations, les liens sont tissés sur la base du respect de la subjectivité et l'autonomie de chacun des membres qui, dans les interactions internes sont soumis à des possibilités d'influences mutuelles et, à l'externe, ils sont exposés à d'autres relations conflictuelles, pour la plupart, mais également solidaires et harmonieuses quand c'est nécessaire. Dans notre conception de l'espace social citoyen, le maintien de cet espace nécessite non seulement l'incessante activité des citoyens (activité commune) et les liens qui en découlent, mais aussi l'affirmation individuelle de l'appartenance à cet

espace. Laquelle revoie à la transformation des individus-membres d'organisation en des citoyens autonomes et interdépendants, capables d'affirmer leur rôle de sujets de leur propre développement et leurs responsabilités dans la construction sociale.

Ici, nous allons considérer et analyser les motivations individuelles à l'engagement afin de mettre en perspective les projets individuels et l'éventuelle transformation des citoyens-membres au gré de leur participation à l'activité commune et des situations vécues à l'intérieur de l'espace commun. L'emphase sera mise sur leurs objectifs personnels, l'auto-comparaison des situations *ante* et *post*-vie associative et, certaines fois, sur les avantages qu'ils affirment avoir tiré de leur engagement, tout dépend du cas analysé. Les noms utilisés pour présenter les cas individuels sont de pures inventions qui nous permettent de rester dans la confidentialité des informations recueillies et de conserver l'authenticité des discours.

#### **5.4.1. La prise de conscience de l'existence des autres**

La poursuite des intérêts communs exige des citoyens qu'ils sortent du cocon de leur intérêt et projet personnel pour se joindre à d'autres, qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts, et faire une mise en commun sur lequel va reposer l'agir collectif. Les trois cas de citoyens-membres d'organisation que nous allons présenter dans cette sous-section répondent ces critères dans la mesure où, en se joignant à d'autres et en discutant des problèmes et intérêts particuliers, ces personnes parviennent à une mise en commun d'objectifs qui, par la suite, transforme la vision qu'ils avaient d'eux-mêmes, des autres et de leurs problèmes. Leur expérience de la vie associative révèle surtout un renforcement de leur sentiment d'appartenance à l'espace commun par la découverte de l'existence d'autres citoyens, d'autres semblables ou alliés à la cause commune.

##### **5.4.1.1. Mako et ses nouveaux rôles**

Le catalyseur à l'engagement de Mako dans son organisation a été la situation du pays et les difficultés qu'il a expérimentées dans son environnement quotidien. Il voulait, dit-il, «mettre la main à la pâte» pour non seulement contribuer à l'amélioration de la situation mais aussi bénéficier de certains services collectifs dans l'éventualité de cette amélioration :

« Bon, au départ, mon objectif c'est parce que je vois que dans cette société où je vis, la façon dont le pays évolue, je me dis que je suis obligé de participer pour voir si moi je peux apporter une quelconque amélioration, surtout pour la communauté où je vis. C'est pour cela que j'ai décidé de devenir membre de l'organisation [...] en fait, s'il y a quelque chose qui se fait pour la société, pour la zone, je bénéficierai aussi. C'est pour toutes ces raisons que j'ai décidé de mettre ma main à la pâte » (Ramso, Membre)

Après six années de participation active au sein du RAMSO, il se découvre membre d'une communauté avec d'autres personnes qui, semble-t-il, vivent les mêmes difficultés quotidiennes et d'autres problèmes qu'il a, jusque-là, ignorés :

«Quand je n'étais pas membre de l'organisation, certaines choses que l'on vit au sein de la masse, je ne les ressentais pas parce que les doléances des autres ne me regardaient pas. Mais, maintenant que je suis devenu membre du Ramso, je vois que les doléances des autres sont également les miennes et je me dois de parler pour eux. En plus, j'apprécie mieux ceux qui vivent dans la même localité que moi, les discussions m'intéressent, je partage avec les autres par exemple, si j'ai dix (10) gourdes que d'habitude j'utilise pour mes affaires personnelles, maintenant je le partage avec ceux qui sont dans la nécessité. Pas d'électricité, pas d'eau potable, pas d'hôpital, pas de route, c'est tout ce qui m'engage, ce sont également mes problèmes et c'est pour cela que je participe au sein du mouvement RAMSO» (Ramso, membre)

Donc, en partageant les expériences des autres, ses difficultés et les problèmes collectifs, Mako s'est ouvert aux autres et se découvre de nouveaux rôles : servir de porte-parole aux autres qui n'osent pas parler et aider les autres dans la mesure de leurs besoins et de ses possibilités. Il a, pour ainsi dire, ouvert le cadre de la poursuite de ses propres intérêts pour intégrer ceux des autres qu'il considère désormais comme des «semblables».

#### **5.4.1.2. Niko et son espérance**

Avant de devenir membre de l'APVT, Niko savait que toutes les personnes qui s'activent dans les organisations dans les organisations ont des droits mais il se doutait d'en posséder autant. Après qu'il ait observé que d'autres personnes, membres d'organisation, vivant dans sa localité bénéficient de certains avantages dont il aimerait également bénéficier, il définit ses objectifs et décide de devenir membre d'organisation :

« Les objectifs que j'avais, je vois que si une personne ne fait pas partie des organisations, il y a certains avantages que l'on ne peut pas avoir dans le pays. Par exemple, j'aime l'agriculture, pour avoir la chance de bénéficier un avantage de l'agriculture, il faudrait être un groupe quelconque mais tout seul, on ne vous donnera jamais des avantages. Les avantages, cela veut dire si on distribue quelque chose (*si gen yon bagay ki tonbe*), par exemple, comme l'État a promis de faire une réforme agraire, c'est un groupement ou une organisation qui pourrait bénéficier » (APVT, membre)

Au moment de le rencontrer, il était convaincu d'avoir des droits mais, avoue-t-il, il ne peut pas encore les énumérer : *«Je ne connais pas mes droits, mais je suis membre d'une organisation, je ne suis pas seul; si quelqu'un me porte préjudice, les autres vont m'aider; je n'ai personne pour m'encadrer mais je reconnais avoir des droits et j'ai aussi le devoir d'aider toute personne en difficulté»*. La comparaison qu'il a faite de sa situation actuelle et celle d'avant son adhésion est très concluante sur les aspects positifs de l'activité commune, les acquis démocratiques et le fait de sortir de sa solitude :

« Quand je n'étais pas membre de l'organisation, je vivais seul avec mes problèmes mais maintenant que je fais partie de l'organisation, je partage mes problèmes avec les autres vis avec de l'espoir que si demain il y a un aller-mieux je pourrai bénéficier quelque chose. Jusqu'ici je n'ai rien eu mais,[...] dans les affaires de terres, les réformes agraires, on privilégie les gens qui sont en association si on doit donner de la terre aux gens. Maintenant que nous sommes en train de penser à un projet, peut-être que je pourrai bénéficier quelque chose. [...]. On est dans la démocratie maintenant et même si certaines choses ne sont pas encore à leur place, je peux dire qu'il y a un aller-mieux parce que nous pouvons réunir, nous pouvons écouter les nouvelles à n'importe quelle station de radio, nous n'avons plus peur que l'on vienne nous chercher à la maison avec de fausses accusations et ça c'est une bonne chose» (APVT, membre)

Dans ce cas, la mise en commun des problèmes a non seulement sorti Niko du cercle de son isolement avec ses problèmes personnels mais aussi a fait renaitre son espoir de contribuer à la création d'un «aller mieux». De plus, en insistant sur les acquis démocratiques (liberté de la parole, liberté d'écouter des nouvelles...), il indique que son organisation joue un rôle dans la construction démocratique et, par ricochet, lui aussi en tant qu'il est membre. Son espérance peut être interprétée comme la réaffirmation de sa volonté de contribuer à la production du bien commun qui amènerait la société et les citoyens au bonheur collectif qu'évoque le terme «aller mieux». Il s'agit surtout de la manifestation de son désir d'être sujet de son propre développement c'est-à-dire d'être un acteur ayant un certain contrôle sur son avenir, lequel implique la possession d'une portion de terre.

#### **5.4.1.3. Jako et ses nouveaux intérêts**

Au moment d'intégrer l'APVT, Jako n'avait pas d'autres intérêts et d'attentes particuliers que ceux du groupe d'amis-membres fondateurs. Sa motivation c'était de se retrouver avec des personnes qui défendent les mêmes choses, qui revendiquent des solutions aux problèmes du pays et de son milieu de vie. Il a insisté à nous faire

comprendre qu'il n'avait aucun autre objectif personnel et la comparaison de situation qui résulte de sa longue expérience de vie associative est l'expression de la conscience d'être partie prenante d'une communauté d'intérêts :

«Quand je n'étais pas membre d'organisation, il y a beaucoup de choses qui se passaient que j'ai ignorées, des choses qui se passaient à Port-au-Prince ou dans d'autres zones qui ne m'intéressaient pas vraiment, des nouvelles de fusillades de gens, de nouvelles sur des cas de lynchage de personnes, ça ne m'intéressait pas. Mais, depuis que je suis membre d'organisation, ces choses-là me tiennent à cœur [...] » (APVT, membre)

Tout comme les deux premiers membres de ce petit groupe, Jako est conscient du fait de se retrouver dans une communauté d'interdépendance où il essaie de définir un rôle sauf que, dans son cas, cette communauté s'est élargie au-delà de la sphère locale. Par ailleurs, son désir de s'informer de la politique et tout ce qui se passe dans le pays, somme toute, son intérêt pour la vie publique s'en trouve raffermi et, même s'il n'était pas motivé par des intérêts particuliers, il éprouve des satisfactions personnelles dans les acquis de la lutte :

« Pour ce qui concerne les avantages, je ne peux pas dire que je n'ai rien bénéficié. Nous avons fait des revendications qui ont été satisfaites et la population a bénéficié et chaque personne en particulier. Par exemple, j'ai déjà dit le nombre d'enfant que j'ai, il y en a qui ont été à l'école dans des collèges, il y en a qui vont au lycée mais, ça me prendrait beaucoup d'argent pour envoyer tous ces enfants à l'école et, là encore, ils pouvaient être perturbés [...] tout cela, c'est par la force de nos revendications que chacun de nous puisse avoir des enfants au lycée [...] j'ai deux enfants qui ont terminé leurs études classiques dans le lycée, c'est pour ça que nous nous sommes engagés dans la lutte [...]» (APVT, membre)

L'élément commun qui ressort de l'expérience de ces trois citoyens-membres d'organisation se résume en ces termes : l'implication dans l'activité commune permet à Mako, Niko et Jako d'avoir de l'assise au sein d'une collectivité et, de ce fait, renforce leur sentiment d'appartenance. Cette appartenance collective, comme cela se laisse voir, n'est équivalente à une simple présence significative du fait d'être porteur du titre de citoyen mais une présence active en vertu de laquelle ils définissent et/ou se découvrent des rôles au sein de leur communauté d'interdépendance tels celui d'aider et d'être solidaire avec les personnes nécessiteuses (aider, parler pour eux), celui de s'informer sur la vie publique et de contribuer au façonnement du bien commun. En d'autres termes, l'activité commune a ouvert leur conception du «nous»-citoyen et, désormais, ils s'identifient ou se définissent dans l'interdépendance du rapport aux autres tout en

assumant une responsabilité individuelle dans la construction sociale. Telle est la confirmation de leur enracinement dans l'espace commun.

#### **5.4.2. Se sentir intégrés dans le regard des autres**

Les analyses de cas qui vont suivre démontrent qu'en plus de la militance pour le changement et la volonté d'exercer une emprise sur la vie collective, le besoin d'être reconnu comme «important» au sein de la collectivité constitue un besoin individuel prioritaire. Il semble même que le jugement des «autres», qui est d'une importance capitale dans ces deux cas, soit la mesure du fait de se sentir à sa place la réalité sociale truvienne et une source de motivation à l'action à côté du degré de concrétisation des différents projets personnels. Entendons par «autres», les membres de la collectivité truvienne qui ne font pas partie des pairs de la vie associative.

##### **5.4.2.1. Jeanto et ses voisins**

Jeanto a rejoint l'APVT depuis les premiers moments de sa création. Sa décision d'y participer n'a été dictée que par l'objectif de se revêtir du portrait d'un militant qui veut le changement et qui exprime ses idées car, il n'a pas rêvé, dit-il, d'être un *«citoyen particulier, qui voulait briguer un poste ou faire autre chose que militer pour le changement»*. Après de longues années de militance, il évalue son cas comme un citoyen qui accumule des résultats plutôt positifs dans son actif tels : une compréhension plus fine des nouvelles quotidiennes, l'ouverture d'esprit sur la politique qui lui permet de faire la part des choses entre le bien et le mal et une considération particulière de ses voisins. Ci-après la comparaison des situations ante et post-vie associative :

« Quand je n'étais pas membre d'organisation, mon esprit était bouché, je ne savais pas certaines choses, même les nouvelles si je les écoutais c'était juste pour entendre sans arriver à comprendre les informations qu'on donne, je ne pouvais pas analyser et comprendre ce qui se passe. Mais, la vie à l'intérieur de l'organisation a apporté beaucoup de fruits pour moi parce que non seulement cela a développé mon esprit à travers la politique mais dans les échanges d'idées qui se font sur ce qui se passe à travers le pays, ça m'a ouvert l'esprit au niveau politique pour comprendre le bien et le mal. [...]. Aux alentours de moi, il y a des différences parce que, fort souvent, quand on va à l'église, on doit avoir un autre comportement face à ceux qui n'y vont pas. De la même manière, je veux te faire comprendre, que je suis à l'intérieur d'une organisation, il y a tout un ensemble d'information que j'ai et que mes voisins ne connaissent pas, ils sont dans le noir par rapport à tout ça. Fort souvent, ils viennent vers moi pour me poser des questions surtout quand nous lançons des mots d'ordre de grève, ils cherchent à comprendre et moi je suis content de les expliquer [...]» (APVT, membre)

Comme on peut le constater, son implication dans les activités de l'APVT lui a permis d'aiguiser sa compréhension de la réalité politique et l'a transformé en un citoyen capable de jugement public et d'identifier le bien en termes civiques c'est-à-dire juger du bien fondé de certaines décisions politiques. Cela se manifeste autant dans son comportement, dit-il, que dans ses relations avec ses proches (voisins) qui, de leur côté, vouent une considération particulière à son action et à ses idées. Sa transformation confirme la capacité des organisations à amener les citoyens-membres à l'apprentissage du jugement public et à s'enraciner davantage dans l'espace commun.

#### **5.4.2.2. Macho et ses différentes considérations**

Comme la majorité des autres membres d'organisation, Macho s'attache principalement à défendre les intérêts de la communauté truviennne et à se battre pour le changement au niveau du pays. Mais, sous cet objectif principal se dessine un projet personnel, celui de devenir un leader «responsable» qui se veut toujours porteur du *flambeau des revendications* de la population :

« Personnellement, mon objectif c'est de devenir un leader responsable, intègre et qui porte toujours le flambeau des revendications de la population, d'ailleurs pour Trou du Nord, je ne vois pas le job qui pourrait m'intéresser pour dire que je me bats pour l'avoir, ce qui veut dire que j'ai toujours défendu les intérêts de la population. Je veux que demain, on dit que ces gens-là se sont engagés à défendre l'intérêt général [...]» (RAMSO, membre)

De la comparaison de ses situations ante et post-vie associative, il retient qu'en tant que «militant», il a acquis une bonne capacité en «décorticage» de l'actualité politique et la vision du pouvoir ainsi que la reconnaissance des truviens pour son travail :

« La différence, moi, en tant que membre d'organisation, il y a certaines informations dont je dispose qui me permettent de comprendre s'il y a quelque chose qui se passe au niveau de l'État, j'arrive à décortiquer l'actualité politique sans problèmes, j'arrive à comprendre la vision globale du pouvoir. Par exemple, s'il y a une conjoncture politique les membres d'organisation comprennent ce qui se passe avant les autres membres de la population même si chaque personne peut la comprendre différemment [...]. Personnellement, je n'ai pas bénéficié grand-chose de RAMSO mais seulement, en tant qu'une personne qui milite dans la politique au niveau du pays, [...], les gains que j'ai eus, c'est des gains collectifs. [...]. En tant que citoyen, je dois me battre pour le développement de la commune et ce que je bénéficie de tout ça, ce sont des choses qui devaient normalement se faire au niveau de la ville, nous avons combattu pour que cela arrive et quand ça arrive tout le monde dit bravo, si on n'était pas là, cela ne serait pas possible [...] les truviens me reconnaissent comme quelqu'un d'important et je sens que j'ai travaillé pour cela, [...], c'est ce que je



bénéficie. À chaque fois que je passe dans la rue, je mets du temps à arriver chez moi car de temps en temps des gens m'arrêtent pour me féliciter [...] » (RAMSO, membre)

La conscience de ce rôle citoyens et des actions entreprises à des actions entreprises à Trou du Nord ne lui a pas valu qu'une considération positive puisque, rappelle-t-il, les enjeux politiques y sont de taille. En fait, la considération que lui témoigne la population cache une forme de reconnaissance mitigée : il côtoie une majorité qui accorde une très grande importance à son travail au niveau de la communauté et une minorité dont les intérêts vont à l'encontre de son engagement :

« Il y a beaucoup de gens qui me sollicitent mais ceux qui ont des intérêts politiques immédiats ne me voient pas de bon œil, ils me considèrent comme un problème. Comme je te l'ai dit, nous sommes engagés dans une bataille pour défendre l'intérêt de Trou du Nord et tout récemment nous l'avons prouvé. Certaines personnes qui s'engagent dans la politique (*nèg kap fè politik*) restent chez eux et disent que nous mettons leur intérêt en jeu, d'ailleurs quand on fait de la politique on ne doit pas s'activer uniquement à l'approche des élections quand on a besoin des gens et quand la population a un problème, on fait la sourde oreille et la désinformation. Malgré notre engagement dans le dossier, à courir par-ci et par-là, dépenser notre argent, faire des activités, monter à Port-au-Prince, rencontrer des gens, faire des plaidoiries, signer des pétitions, rencontrer la presse, leur laboratoire de désinformation décide que nous avons des millions, on nous donne de l'argent pour empêcher que la route passe à Trou du nord [...]. Pour tout dire, on peut trouver beaucoup de gens qui accordent une très grande importance à ce que nous faisons surtout ceux qui ont un certain niveau de réflexion plus élevé mais ceux qui attendent qu'on leur donne 100 gourdes pour répéter ce qu'on leur dit de répéter nous voient comme un problème, ce groupe-là n'est pas majoritaire » (RAMSO, membre)

Ces deux cas illustrent le fait de se définir un rôle et, dans l'exercice de ce rôle, parvenir à occuper une place dans l'espace commun et d'interagir avec d'autres citoyens qui peuvent être des amis ou « alliés », des « semblables », des adversaires ou « obstacles ». Tout compte fait, le regard que ces « autres » portent sur eux est la marque de leur intégration dans un réseau de relations sociales plus larges que les liens solidaires tissés avec les pairs des organisations, réseau dans lequel ils expérimentent autant le respect et la reconnaissance que les sentiments contraires. Notons qu'ils acquièrent également certaines vertus citoyennes telles la capacité d'analyser et de faire des projections politiques qui renforcent leur statut de participants à l'espace commun c'est-à-dire des citoyens soumis au devoir de façonner l'intérêt collectif et le destin commun.

### **5.4.3. S'intégrer par la revendication de droits**

Les projets individuels des deux citoyens-membres d'organisations attirent l'attention des personnes dont la recherche d'une emprise sur leur vie personnelle se traduit spécifiquement par un désir d'exercer des droits citoyens qui se révèlent des privilèges alors que leur lien citoyen-État en garantit l'accès. Nous verrons que dans leur tentative d'accès à ces "droits-privilèges", les organisations servent de filière par lequel ils les revendiquent et gagnent en influence pour atteindre des couloirs qui feraient tourner les dés en leur faveur.

#### **5.4.3.1. Jojo et son droit de s'impliquer dans les décisions**

La motivation à l'engagement de Jojo part d'une volonté de participer aux décisions concernant la communauté et à son développement qui, pour lui, fait partie des droits que son titre de citoyen haïtien lui confère :

« ... quand j'ai commencé à militer au sein de cette organisation, personnellement, je voulais participer dans les décisions qui se prennent au niveau de la communauté, spécialement pour participer au développement de la zone en tant que citoyen. [...]. Le fait de regarder comment évolue la situation du pays et de voir qu'il y a un manque d'engagement citoyen, les gens ont peur de faire la politique, ils ont peur de coopérer et, nous qui sommes des jeunes, plus ou moins formés, nous disons qu'il était important de nous mettre ensemble puisque sans coopération, sans collaboration, nous ne pouvons parler ni de pays ni de développement [...]» (RAMSO, membre)

Du temps où il n'était pas membre de l'organisation à l'époque actuelle, il réalise qu'il a beaucoup gagné en capacité d'influence et tiré une certaine satisfaction personnelle dans les résultats obtenus dans la défense des intérêts collectifs au point faire allusion au développement d'une «famille» mue par la solidarité mutuelle. Tout cela, nous assure-t-il, à cause de son implication dans les activités du RAMSO :

«... la différence, je l'ai déjà faite, je suis devenu plus influent. Je pense que nous avons réalisé beaucoup de petites choses mais ce sont des affaires collectives. Sur le plan individuel, je bénéficie de certaine chose, c'est la solidarité, c'est la famille que nous avons développé que j'estime bénéficier mais, sur les plans économique, politique, pas encore ou du moins ce que nous avons bénéficié c'est plus collectif, [...] ensemble, nous avons bénéficié de beaucoup de choses. [...]. Sur le plan social, je suis très connu aujourd'hui et j'estime que ma participation, alors Ramso c'est l'un des facilitateurs qui ont contribué au fait que je suis très influent au niveau de Trou du nord, au niveau de l'arrondissement pour ne pas dire au niveau du pays parce que Ramso a des contacts dans tous les départements, et ça, c'est l'un des bénéfices que j'ai tiré de l'action du Ramso» (RAMSO, membre)

Son engagement ne lui a pas encore permis d'influencer directement les décisions mais à force de participer dans les activités du RAMSO et de poser les problèmes de Trou du Nord dans certains lieux de prise de décisions, il est devenu une personnalité importante au niveau de la commune. Le fait que l'on puisse venir le chercher chez lui quand plusieurs organisations doivent décider des affaires de la commune est, pour lui, une preuve très significative de son importance : *«la preuve, nous l'avons vu, dans le dossier de la route, c'est chez moi que les membres du syndicat étaient venus me chercher pour m'y intégrer en tant que président du comité»*. En cela, Jojo prouve qu'il s'approprie non seulement son titre de citoyen et ses attributions mais aussi son statut de membre influent du RAMSO dans la quête de solution aux problèmes collectifs, c'est-à-dire, le rôle qu'il se définit ou sa place au sein de l'espace commun.

#### **5.4.3.2. Apolo et le projet de travailler**

La décision d'adhésion d'Apolo a été murie au fil des discussions qu'il a eues avec un membre d'organisation qu'il a l'habitude de côtoyer. À l'aide de ces discussions, il a non seulement développé de l'intérêt pour la vie associative mais aussi identifié des avantages que confère cette vie tels côtoyer des «personnalités» et bénéficier d'un emploi. Tout cela sous-tend sa participation en tant que personne humaine et en tant que citoyen, explique-t-il :

«J'ai l'habitude de discuter avec le coordonnateur de l'APVT et de temps en temps je commençais à développer de l'intérêt pour l'organisation, je voulais m'impliquer plus profondément dans la politique, je décide d'entrer dans l'organisation. Tout d'abord, mes objectifs, c'est ma participation comme personne humaine non seulement pour me frotter à certaines personnalités mais aussi pour participer dans la localité en tant que citoyen. De nos jours, si on veut participer dans certaines activités on doit être membre d'une organisation quelconque. Par exemple, si on veut avoir un job dans l'administration publique (*nan leta*) ou un petit job politique (élections), la première chose qu'on demande c'est de dire le nom de l'organisation dont on fait partie. Comme l'organisation peut servir de référence pour ça, on est obligé de participer » (APVT, membre).

Comme il l'explique son implication a été dictée, d'une part, par son désir de travailler et, d'autre part, par l'obligation d'être membre d'organisation pour bénéficier des rares emplois temporaires que les conditions politiques et sociales actuelles lui imposent. Donc, pour s'assurer de la possibilité de travailler, ne serait-ce pendant une courte période, il est «obligé» d'adhérer à une organisation :

« ... en gros il n'y a pas de grands changements mais, à l'intérieur de l'organisation, j'ai pu rencontrer des personnalités importantes, des hommes politiques ce qui veut dire que je rentre de plus en plus dans la politique [...]. Je peux le dire, je sens vraiment qu'en matière de politique j'ai une notion et si on parle de politique devant moi je peux entrer dans la conversation puisque je comprends mieux la politique. Autre chose, Je viens de participer à un séminaire de formation, on m'a choisi comme formateur, au moment d'arriver on m'a passé une feuille de papier où je dois écrire mon nom et celui de l'organisation. C'est à cause de ma participation à l'organisation qu'on m'a choisi pour le job [...] » (APVT, membre)

En dépit du fait qu'il dit ne pas observer de grands changements, son cas évoque le même type de transformation que la majorité de ses pairs, l'acquisition d'une certaine capacité de jugement politique (*comprend mieux la politique*) et l'élargissement de son réseau de relations sauf que lui, il a eu un emploi temporaire.

## **Chapitre 6**

### **Re-placer l'espace social citoyen dans le contexte global de la recherche**

L'analyse des pratiques associatives comme lieu réel d'appropriation et d'exercice de la citoyenneté devait nous permettre de comprendre en quoi les actions menées par les l'APVT et le RAMSO peuvent amener les citoyens-membres à s'impliquer dans la construction de la démocratie. À l'aide des outils théorico-pratiques que nous ont offert la *politique de participation* et *l'intervention sociale collective* et les procédés de recherche qualitative que nous avons définis, nous avons pu saisir dans la réalité sociale truvienne des informations à partir desquelles nous avons dégagé les enchevêtrements sociopolitiques de l'espace social citoyen. Cela nous a permis de constater qu'avec des pratiques associatives inclusives et diverses formes d'intervention à Trou du Nord, le RAMSO et l'APVT ont participé à la construction d'un espace commun où se tissent des liens harmonieux et conflictuels, tout dépend des interlocuteurs impliqués dans les processus où se créent les liens. Cette construction part d'une appropriation (ou conscience) individuelle d'une condition d'exercice de citoyenneté réduite, principalement caractérisée par des manques faisant état de l'irresponsabilité de l'État et de son incapacité à fournir aux citoyens des garanties politiques et sociales adéquates à l'exercice de leur citoyenneté. Mais, en dépit de cette réduction, les citoyens-membres d'organisation parviennent à s'identifier à une communauté d'intérêts et d'actions où leur citoyenneté prend corps dans la responsabilité des devoirs envers cette communauté et des droits dont l'État devait garantir la jouissance égale.

Ces logiques, mécanismes associatifs et sociaux qu'implique la construction de l'espace social citoyen ont été observés, rappelons-le, dans une zone relativement reculée ou isolée par rapport à la division territoriale et les structures administratives du pays. D'ailleurs, l'état physique des institutions étatiques et leurs faiblesses quant aux moyens de fonctionnement et la disponibilité des ressources humaines donnent à penser que l'État n'y est pas présent. Cela dit, il nous paraît opportun de replacer l'espace social citoyen dans son contexte global c'est-à-dire de faire un retour sur les pratiques associatives afin, d'une part, de relever quelques concordances théoriques et, d'autre part, de le situer dans le contexte démocratique haïtien.

### **6.1. Regards croisés sur les pratiques associatives**

L'analyse des missions et objectifs respectifs de l'APVT et du RAMSO montre que ces organisations incarnent les traits d'une action citoyenne, dans le sens où nous l'avons entendue dans cette recherche. Leurs structures et mécanismes de fonctionnement interne accusent quelques différences dans la mesure où le RAMSO se présente plus comme un parti politique local qu'une organisation populaire mais cette différence n'altère en rien ce qui constitue l'essentiel de leur ressemblance. Laquelle ne réside pas dans leurs propres mais plutôt dans leur rapport au politique et la définition de leurs projets ou, mieux, dans les pratiques associatives similaires, la base de la construction de l'espace social citoyen. De ce fait, nous retenons que ces deux organisations sont des groupes d'intérêts et d'actions essentiellement caractérisés par le fait d'être porteur de projets à vocation collective et d'engager, à tout moment de leurs démarches, la confrontation avec d'autres groupes porteurs d'intérêts concurrents.

En contexte électoral, ce sont des opposants irréductibles qui, depuis le début des années 2000, représentent une version miniaturisée du conflit électoral qui a opposé le pouvoir lavalas d'abord au regroupement de partis politiques, puis aux étudiants et autres secteurs organisés de la société civile de Port-au-Prince. Point n'est besoin d'insister sur leur manière d'afficher le parti pris pour leur candidat ou le parti de prédilection et leur acharnement à les défendre, à affronter les groupes concurrents pour imposer leur choix. Pourtant, dans le dossier de construction de la route nationale numéro 1, elles ont trouvé un terrain d'entente entre conflits irréductibles et défense des intérêts collectifs pour se retrouver dans une action commune. Lors de notre passage à Trou du Nord, c'était le seul sujet sur lequel il y a eu convergence de point de vue des membres d'une organisation à l'autre aussi bien dans la dénonciation du comportement des autorités que la déploration des actes de violence populaire et de l'illégalité des arrestations et représailles nocturnes. De plus, tous nos interlocuteurs nous ont assuré de leur détermination à soutenir n'importe quelle action pacifique visant le bien de la communauté et collaborer avec d'autres organisations de tendance politique différente dès qu'il s'agit des intérêts de Trou du Nord. Cela prouve qu'elles ont la capacité à placer les intérêts communs au-dessus des conflits et divergences inter-organisationnels.

Dans leur propension à élever les intérêts collectifs au-dessus des intérêts privés et des intérêts de groupe, Barber (1997) verrait le développement d'une «culture civique» en vertu de laquelle les membres d'organisation engagés dans l'activité commune opèrent le passage de l'individualité à la citoyenneté. En côtoyant les autres – comme «obstacle», «semblable» ou «allié» – dans la sphère politique (participation), ils sont amenés à se penser en termes de «nous» et à ouvrir la vision de leurs intérêts privés pour inclure ces autres (prise en compte de leur existence) et, par là, constituer une «force commune» qui, une fois constituée, est traitée avec respect puisque chacun y voit la mise en œuvre de ses volontés. L'analyse des pratiques associatives montre qu'à l'intérieur des organisations les citoyens-membres se meuvent dans une relation de proximité, de solidarité et de dépendance mutuelle en tant que participants à la même activité et donc, ils sont soumis aux mêmes principes de partage de connaissances (débat politiques et séances de formation), d'expériences et de soutien en cas de besoin (utilisation des caisses, aide à la réalisation de travaux agricoles etc.). Si on élargit le cadre pour inclure la collectivité truvienne, la proximité et la solidarité subsiste encore puisque chacune des organisations ou leurs membres ont fait l'expérience de l'attachement et du soutien de la population qui, comme les membres, font face aux mêmes difficultés. En ce qui a trait aux relations inter-organisationnelles, quand il s'agit de la poursuite des intérêts et des objectifs particuliers tels enjeux électoraux, la cohabitation donne lieu à un climat tendu et des liens conflictuels mais, dès qu'il s'agit des intérêts de la commune/de la collectivité truvienne, elles ont toujours tendance harmoniser leur actions en vue de meilleurs résultats. Donc, dans leurs pratiques, les intérêts de la collectivité truvienne jouent ce rôle de «force commune» qui surpasse tous les intérêts particuliers, organisationnels et enjeux politiques.

Néanmoins, si nous tenons compte des relations conflictuelles qui caractérisent les rapports organisations/autorités locales, de leur gestion et de leur résurgence dans le seul dossier qui impliquait toutes les composantes de l'espace commun, cette analyse ne peut s'étendre à tout l'espace. Comme nous l'avons vu, dans le dossier de la route, les conflits particuliers dus aux intérêts politiques immédiats et réciproques n'étaient pas suffisamment gérés pour qu'ils se noient dans le fonds commun des intérêts truviens. Les membres d'organisation accusent les autorités locales de ne pas défendre les intérêts de la



population représentée, de se soucier de leurs intérêts politiques personnels au détriment de la revendication des citoyens et d'utiliser des vieux conflits électoraux pour bloquer la voie du dialogue dirigeants/dirigés quand le moment était venu d'agir ensemble pour défendre les intérêts collectifs. Autant dire que cette «force commune», du fait que toutes les composantes de l'espace commun n'arrivent pas à s'entendre sur la définition des intérêts de la collectivité ou n'ont pas une vision commune du bien public, des intérêts communs, s'achoppe déjà à ses limites à l'échelle locale. Il ne s'agit pas des limites liées aux "effets pervers" de l'échelle locale dans un processus de participation engageant un niveau local d'action et un niveau central de décision qui, étant assimilées à des problèmes de communication et d'aménagements institutionnels dans la logique de Barber (1997), devraient s'estomper avec la gestion de ces problèmes (voir p. 259). Nous parlons des intérêts particuliers dont les acteurs en présence dans l'espace commun n'arrivent pas à se défaire et qui bloquent le dialogue dans la proximité, là où devait partir la participation réelle fondée sur l'activité politique directe dans l'immédiateté des relations communautaires. En cela, la constitution de la «force commune» représente une limite concrète, assez solide, à la politique de participation.

Par ailleurs, en comparant les pratiques et l'intervention du RAMSO et de l'APVT avec celles des organismes communautaires du Québec (Lamoureux, 1991), nous sommes amené à constater que ces organisations peuvent prendre le même qualificatif puisqu'elles s'activent également dans l'éducation de leurs membres (facteur essentiel de qualification), s'impliquent dans le soutien électoral et, certaines fois, dans la prestation de services. Cependant, elles s'écartent complètement des organismes communautaires du Québec quand nous venons à considérer leur rapport à l'État et les contextes sociaux d'évolution. Alors qu'au Québec l'intervention a lieu dans un contexte historique particulièrement favorable à une implication déterminante des groupes communautaires dans le développement de la société (cf. Lamoureux, 1991 :16-17) et que l'on s'inquiète de la sous-évaluation de leur rôle par l'État qui, en même temps, reconnaît l'intérêt public de certaines de leurs activités en les finançant (voir p. 65), dans notre cas, le rapport à l'État qui se dessine les présente plus comme des obstacles. Leur rapport le plus sûr à l'État haïtien c'est leur inscription dans ses registres en tant qu'associations sociopolitiques ou socioprofessionnelles, tout le reste est aléatoire et

répond souvent à des conditionnalités notamment en matière de subvention des projets à vocation collective et d'exercice d'influence dans les décisions locales. De plus, la démocratie haïtienne est une construction récente échafaudée sur un contexte social rempli de disparités économiques et sociales entre différentes catégories de la population et différentes zones ainsi d'autres problèmes politico-économiques (lutttes intestines pour le pouvoir, dépendance, dette externe,...) qui fragilisent ou retardent la mise en place des structures politiques qui devaient cadrer l'instauration de cette forme de légitimité politique et, du coup, l'implication réelle de ces types d'organisation dans la prise des décision engageant le pays.

Malgré tout, ces organisations parviennent à exercer une certaine emprise sur la vie collective truvienne et une influence positive sur la vie privée de leurs membres. L'on pourrait même dire qu'à bien des égards, elles se substituent à l'État dans son rôle d'intégrer la société ou d'instaurer un vivre-ensemble sur la base des principes d'égalité et d'appartenance à un même milieu de vie. Nous avons vu que les pratiques éducatives et revendicatives sont des pratiques inclusives dans la mesure où, d'un besoin individuel d'exercer un contrôle sur la vie privée et publique, ces pratiques ont donné lieu à un espace commun soutenu par les relations harmonieuses et conflictuelles qui naissent de l'interaction de ses composantes (chapitre 5) et par l'affirmation individuelle de l'appartenance des membres à cet espace. En fait, par leurs pratiques revendicatives et éducatives et leurs différentes formes d'intervention dans l'espace commun, l'APVT le RAMSO ont fait preuve de leur capacité à remplir la mission initiale de trois ordres qui les incombe, à l'instar des assemblées de quartier (Barber, 1997), c'est-à-dire garantir une responsabilité locale, délibérer et établir un agenda en fonction des problèmes posés et de jouer le rôle de médiateur dans le but de protéger les intérêts de la communauté (cf. p. 285). Comme nous l'avons vu auparavant, les organisations ont dû à maintes reprises s'interposer entre la population truvienne et les dirigeants soit pour questionner la gestion des dirigeants du pouvoir qui leur a été confié soit pour discuter des problématiques locales et définir des agendas de résolution et d'actions, et enfin, soit pour exiger des solutions jugées adéquates à des problèmes collectifs.

## **6.2. L'espace social citoyen dans l'Haïti démocratique**

La redéfinition des contours du cadre d'exercice de la citoyenneté qui s'est laissée voir dans la Constitution haïtienne de 1987 a consisté en l'instauration d'un régime politique démocratique et l'aménagement des espaces à la participation des citoyens dans sa construction en tant qu'ils sont dépositaires de la souveraineté nationale et sujets de droit. En ces qualités, ils devraient avoir accès à des droits civils et politiques ainsi qu'à des droits fondamentaux dont l'État est le garant (cf. art. 19-24). Toutefois, à suivre l'évolution du climat politique haïtien durant la vingtaine d'années qui a succédé le vote de cette constitution – ou même le contexte actuel de sa remise en question – la garantie étatique des conditions d'exercice la citoyenneté ne semble pas très proche. De plus, rien qu'à considérer la mise en place de certaines institutions indépendantes et la constitution des espaces locaux de pouvoir et de prise de décisions, il ne fait aucun doute que les conditions actuelles ne soient pas favorables à l'implication des citoyens dans la construction démocratique. Par exemple, en ses articles 207 et suivants, elle crée une institution dénommée «Office de la Protection du Citoyen» qui devait protéger les individus contre les abus de l'administration publique. Cette institution a finalement été créée dix années plus tard – soit le 4 novembre 1997 (OPC, 2007:5) et, à date, il n'existe qu'un bureau à Port-au-Prince et dans les autres départements, des volontaires non rémunérés qui assurent une représentation départementale<sup>55</sup>. C'est à croire qu'il n'existe pas d'administration et de fonctionnaires publics en dehors de la capitale. Sur le plan des activités électorales, l'on peut bien énumérer des réalisations d'élections mais le Conseil Electoral Permanent, entité indépendante ayant pour attribution principale de se charger de leur réalisation régulière n'est pas encore constitué. Enfin, le dispositif légal pour rendre la décentralisation effective reste «maigre» (Élie, 2006) donc, les lois sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales, des instances régionales et locales annoncées ne sont pas encore votées. S'il faut, à cela, ajouter les deux interventions étrangères militarisées en moins d'une dizaine d'années, un seul président à boucler un mandat constitutionnel, la mainmise des puissances et institutions tutélaires sur les appareils de l'État, l'épuisement de la population par la misère, les intempéries, les crises politiques, luttes pour le pouvoir, les violences politiques et les récents

---

<sup>55</sup> Informations fournies par un cadre de l'OPC à Port-au-Prince.

phénomènes d'insécurité et de kidnapping, le bilan est suffisamment lourd pour susciter un questionnement général sur l'indépendance et la souveraineté du pays et sa capacité à construire l'ordre démocratique qui devrait répondre aux aspirations plus que bi-séculaires de la population haïtienne.

Entre les sombres constats de dépérissement du pays et de ses institutions et les lointains horizons qui séparent ce cadre constitutionnel des garanties politiques et sociales à la participation des citoyens dans la construction démocratique, où situer l'espace social citoyen construit à Trou du Nord? Comment comprendre l'acharnement des organisations pour la participation à la résolution des problèmes communs, la volonté des membres de contribuer au développement de leur lieu de résidence et la confrontation engagée au niveau local par les organisations? Nous l'avons vu, en s'engageant à résoudre les problèmes communs, les membres des organisations sont partis de la divergence de leurs intérêts et, en cours de route, impliquent des institutions et dirigeants étatiques pour aboutir à l'édification d'une communauté d'intérêts et d'actions soutenue par leur interaction et les relations subséquentes. Que doit-on finalement comprendre des pratiques associatives ou, mieux, quels sont le rôle et la place de cette communauté truvienne dans l'Haïti démocratique.

#### **6.2.1. L'espace social citoyen et l'exercice de la citoyenneté**

La définition des droits et devoirs citoyens et les obligations de l'État envers ses citoyens qui apparaît dans la Constitution haïtienne de 1987 (voir au chapitre 1) confirme l'établissement formel d'une relation civique qui rattache chaque citoyen à l'État et aux autres citoyens en tant qu'ils sont membres d'une même collectivité à maintenir sous les principes d'égalité et de respect de la liberté de chacun. À l'État, il incombe l'obligation de créer des conditions politiques et sociales qui garantissent à chaque citoyen l'égale possibilité de jouir pleinement de cette relation c'est-à-dire l'égale jouissance des droits et la responsabilité des devoirs. Toutefois, dans l'analyse des pratiques associatives et les mécanismes sociopolitiques qu'implique la construction de l'espace commun et surtout dans la perception des citoyens-membres de leur vécu du lien civique, l'État se révèle une «entité suprême» qui a failli à ses obligations tout en étant une réalité incontournable. Il est remis en cause dans ses capacités à rendre les attributs citoyens accessibles à tous

mais il est interpellé à chaque fois qu'une situation mérite un redressement. La conclusion que nous pouvons tirer de cette appropriation des relations citoyens-État est la suivante : d'une part, les citoyens-membres ont une bonne conscience des obligations de l'État envers eux, d'autre part, à l'intérieur de l'espace commun, ils vivent une relation civique qui les lie à l'État, aux autres citoyens et à leur lieu de résidence. C'est en vertu de cette relation civique qu'ils se définissent des rôles et assument une certaine responsabilité au niveau de la commune. Cependant, si nous rapprochons cette appropriation aux conditions concrètes d'exercice de citoyenneté au sein de l'espace commun (ou à l'échelle nationale), cette concordance formelle et pratique de la relation civique ne pourra plus tenir.

Dans l'exercice d'énumération des droits et devoirs citoyens auquel étaient soumis les membres d'organisation, notre objectif n'était pas de les entendre citer les articles constitutionnels qui définissent le statut et leurs attributs en tant qu'ils sont citoyens haïtiens mais surtout de déceler l'appropriation qui s'en est faite dans leur quotidien. Cela nous a permis de relever l'importance de certaines catégories de droits et devoirs pour les citoyens-membres d'organisation. Les droits civils passent souvent à l'implicite mais, en général, ils ont une bonne conscience du droit à la participation à la vie publique et de bénéficier des services de l'État exprimé à travers ces droits qui reviennent souvent dans leur énumération à savoir, le droit de désignation des dirigeants (voter et se porter candidat) et les libertés politiques (libertés d'association, d'expression et d'opinion), des droits sociaux (droit à l'éducation, à la santé, au logement, au travail et d'utiliser les services publics) et des droits fondamentaux (droit à la vie, à l'alimentation). Quant aux devoirs, les plus connus sont : la participation aux élections – à la fois droit et devoir – et au développement de leur communauté, le respect mutuel, la solidarité (aider les autres), le paiement des impôts et le respect envers la patrie. Mais, parallèlement à l'énumération, ils ont fait une analyse de leur condition d'exercice de citoyenneté où s'affichent les limites qui affectent cette condition et qui nous laisse comprendre que l'importance attribuée aux différentes catégories de droits n'est pas le fruit du hasard. Tous les problèmes cités en justification de la phrase «mes droits ne sont pas respectés» mettent en cause l'État dont l'irresponsabilité paraît flagrante à mesure que nos interlocuteurs s'expriment sur l'indisponibilité des services sociaux de base au niveau de

la commune. En d'autres termes, la conscience qu'ils dégagent des droits et devoirs découlent du vécu de leur citoyenneté n'est que l'expression d'une condition citoyenne réduite à un statut de votants réguliers ayant la possibilité de s'exprimer dans le choix des élus qui, en leurs noms, vont s'occuper des affaires du pays. Pourtant, rien qu'à voir les manques identifiés et les responsabilités qui ressortent de la définition des projets individuels, ils ne se refusent ni à la jouissance d'autres droits ni à l'accomplissement d'autres devoirs.

Pour ainsi dire, leur conscience des droits et devoirs ne résultent pas d'une méconnaissance des attributs citoyens mais de l'inexistence des garanties politiques et sociales à la jouissance des droits qui y sont attachés. Autrement dit, les conditions politiques et sociales dans lesquels ils évoluent ne leur permettent que de vivre et/ou d'apprécier cette face du lien civique qu'est l'acte électoral, lequel est l'unique moyen dont ils disposent pour faire l'expérience de leur égalité et passer outre des diverses formes de différenciations sociales. Il s'agit, tout de même, d'une égalité passagère puisque sa validité n'outrepasse pas la journée électorale c'est-à-dire les vingt-quatre heures pendant lesquels chaque vote compte pour une voix, peu importe l'origine sociale et l'endroit où se trouve le votant sur le territoire. Par exemple, il n'est pas toujours aisé pour un citoyen de se procurer un acte de naissance ou une carte d'identification fiscale (exigible à un nombre important de transactions civiles impliquant l'imposition) mais quand arrivent les périodes électorales des dispositions sont prises pour éparpiller des bureaux de délivrance de la carte électorale dans tous les coins habités du pays de manière à faciliter sa possession à un plus grand nombre de citoyens. Rien qu'au niveau de l'identification de ses citoyens, l'on peut déjà comprendre que le lien citoyens-État que vivent les citoyens haïtiens est une reconnaissance formelle et pratique de leur droit de participer à la désignation des élus. C'est le cas de beaucoup de membres d'organisations qui, aujourd'hui, disposent de leur carte électorale alors qu'ils n'ont pas d'acte de naissance ou de carte d'identification fiscale. Et, si l'on tient compte du fait que le paiement de l'impôt nécessite la possession de cette dernière, l'on verra que l'État se décharge de l'obligation d'identifier ses citoyens, minimise la quote-part financière des citoyens dans la production du bien commun et, par conséquent, leur droit d'avoir un travail et d'un retour des taxes sous formes de services sociaux.

En outre, l'analyse des projets individuels des membres d'organisation nous a permis de constater que les organisations peuvent servir de filière à l'acquisition d'un emploi dans l'administration publique; d'endroit où garder vivante l'aspiration d'avoir une portion de terre à travailler et où les chances de se faire connaître sont multipliées tout comme les possibilités de bénéficier des avantages comme la formation; un lieu où construire un leadership politique; et, enfin, un atout majeur en matière d'influence des décisions politiques locales. Vu sous l'angle de l'exercice de la citoyenneté, les pratiques associatives offrent aux membres d'organisations des possibilités d'élargir ce cadre au-delà du droit de vote et d'assumer une certaine responsabilité citoyenne. Entre les avantages et inconvénients qui remplissent les parcours individuels dans la vie associative et les différentes fonctions des organisations, se dégage une conscience commune des acquis : il n'y a pas un seul d'entre les membres qui, quels que soient son projet et ses objectifs particuliers, n'affirme pas être conscient de son interdépendance par rapport aux autres, de sa capacité d'évaluer le bien en termes civiques (art du jugement public), des valeurs de respect et de solidarité mutuels. Ce sont des principes de base à la participation ou à une construction commune qui prouvent que ces organisations sont en train de jouer un rôle majeur dans les tentatives citoyennes pour la conquête d'autres espaces de citoyenneté, c'est-à-dire la préparation de leurs membres à l'implication réelle dans le processus démocratique. Rôle que l'on ne saurait minimiser si, la véritable démocratie, sa base, «c'est la possibilité qu'ont des personnes de se regrouper pour agir sur leur réalité sans autres armes que leur sens des responsabilités et leur solidarité humaine» (Lamoureux, 1991), ou qu'elle suppose l'existence «d'une communauté dédiée à résoudre ses problèmes, à formuler des objectifs publics » (Barber 1997).

Revenons à la possibilité d'avoir un travail, l'espoir de posséder de la terre à travailler et la satisfaction des besoins collectifs en éducation, santé ou infrastructures sociales. Ce sont des avantages et privilèges qui sont classés dans la catégorie des droits citoyens qui caractérisent la condition l'égalité que l'État doit garantir à tous. Pourtant, les citoyens-membres d'organisation n'arrivent pas (ou n'espèrent pas) à en jouir sans l'intermédiation des organisations, sans leur intervention auprès des «amis politiques» qui rodent dans les couloirs décisifs des gouvernements ou d'autres personnalités

relativement haut placées sur l'échiquier politique. Cela semble dire que, finalement, les citoyens-membres d'organisation n'ont accès qu'à une partie du lien civique qui les unit à l'État. Donc, en dépit de leur bonne conscience de leurs droits et devoirs et des obligations de l'État, ils n'ont pas accès à la condition de vie axée sur l'égale jouissance des libertés civiles et politiques et l'accès aux autres services sociaux de base (éducation, soins de santé adéquats, bonnes conditions de travail ou tout simplement le travail et autres services y relatifs) tel qu'il est prévu dans le cadre constitutionnel. C'est à ce niveau que l'on se rend compte réellement que l'État représente le pilier branlant de l'espace social citoyen.

#### **6.2.2. L'espace social citoyen, la consultation publique et le rôle des organisations**

Le travail d'intermédiation auquel s'adonnent l'APVT et le RAMSO, comme nous l'avons vu au chapitre 5, n'a pas seulement l'effet de susciter la création de liens entre les différents acteurs de l'espace commun. Il en résulte également des réalisations concrètes (Pont de Ravine Charles, route en terre battue), la participation des membres à la réalisation des travaux d'infrastructures publiques (Lycée national, marché public, nettoyage et assainissement des rues) et d'autres activités particulières qui donnent corps à leurs missions respectives. Tout cela découle d'un ensemble de processus revendicatifs et de procédures de résolution de quelques problèmes sociaux soulevés dans les revendications. Ces démarches sous-tendent des expériences, assez particulières, d'une consultation publique qui engage les organisations, des appareils et dirigeants de l'État et quelques «amis influents» des organisations. Il s'agit des différentes formes d'implication, non formelles, des organisations dans certaines prises de décisions locales où leurs représentants (leaders) émettent leurs opinions sur des sujets collectifs et orientent le choix des décideurs au moment de statuer sur les sujets en question.

L'informalité de l'implication des organisations dans les démarches qui aboutissent à la réalisation des travaux d'infrastructures et à la nomination des personnes dans l'administration publique réside surtout dans leur non-correspondance aux dispositions constitutionnelles relatives à la participation de ces types d'organisations dans des processus de prise de décisions. Mais, jusqu'ici, ce sont les seuls moyens dont elles disposent pour pouvoir exercer de l'influence sur certaines décisions et actions



gouvernementales se rapportant à la résolution des problèmes sociaux qui les touchent de près ou de se donner des moyens d'assumer le rôle qu'elles se sont attribué dans le développement de la commune. Par exemple, dans la mise en place conseil municipal, l'expérience de consultation du RAMSO était, d'abord, une collaboration locale entre des organisations truviennes qui ont délibéré sur le choix des personnes aptes à occuper les postes vacants pour, ensuite, en faire part au ministère de tutelle (le ministère de l'intérieur) qui devait se charger des autres formalités. Dans d'autres cas, pour sortir du cadre local et atteindre l'État central, les organisations ont dû mobiliser leurs réseaux de relations ou des «personnes-contacts» ou «amis influents» qui servent de pont entre elles et les instances étatiques. En fait, quelles que soient la forme et les démarches par lesquelles l'APVT et le RAMSO interviennent dans les décisions publiques concernant Trou du Nord, elles n'ont pas su profiter du rapport à l'État qui, dans le modèle démocratique haïtien, garantit aux organisations socioprofessionnelles une part d'influence. En principe, elles ont des voix consultatives dans les assemblées départementales (article 79) à partir desquelles elles peuvent faire passer leurs idées et, par là, servent de «canaux de participation» (Élie, 2006) dans le cadre participatif de la décentralisation en perspective.

Néanmoins, compte tenu de leurs préoccupations actuelles (agenda revendicatif et prospections socioéconomiques), nous nous questionnons sur leur maîtrise de ce circuit formel d'exercice d'influence dans les décisions publiques. Aucun des membres, en s'exprimant sur les revendications actuelles, n'a fait mention d'un intérêt pour l'effectivité de la décentralisation qui est censée créer le cadre pour l'exercice de ce rôle. De plus, la manière d'organiser la consultation et les périodes où elle donne des résultats fructueux nous laissent perplexes. Leur implication dans les processus de prise de décision dépend d'un ensemble de conditionnalités telles que la nature du pouvoir en place, ses relations particulières avec les organisations, l'influence de la personne-contact qui fait le pont entre les organisations et le pouvoir, somme toute, de la capacité des organisations ou leurs leaders (porte-parole ou coordonnateur) à mobiliser leurs contacts et pénétrer les petits couloirs de la prise des décisions. Les membres de l'APVT le confirment en disant qu'il leur était plus facile d'avoir des réponses positives à leurs revendications et d'influer sur les décisions durant les présidences d'Aristide et, de son côté, le porte-

parole du RAMSO déclare avoir usé de ses «relations de longue date avec le ministre» pour lui demander et, par la suite, obtenir le décaissement des fonds pour la réhabilitation du réseau électrique de la commune. Enfin, au sein de ces organisations, les sollicitudes gouvernementales sont considérées comme une faveur, un privilège découlant de leur emprise dans le milieu et non parce qu'ils sont des interlocuteurs dans un processus démocratique. C'est dire que les organisations ne maîtrisent pas encore le lieu formel qui leur garantit la participation et l'exercice d'influence dans les décisions publiques à titre d'organisations socioprofessionnelles donc, la position d'interlocuteurs face à l'État ou que leurs membres n'en soient pas conscients. Cela nuit à leur capacité de s'impliquer dans la construction démocratique et de revendiquer la mise en place des institutions politiques qui encadrent la démocratie et qui la sollicitent quand on doit s'inquiéter de ses divisions internes et de ses conflits (Howard, 2005).

Là encore, on ne peut nier l'importance de leur travail ni celle de la responsabilité qu'elles s'attribuent au niveau local. Comme nous l'avons vu, avec les autorités locales, le schéma de relations qui se dessine fait état des liens plus conflictuels qu'harmonieux, ce qui explique que leur collaboration soit de courte durée et ne subsiste pas à la force des enjeux électoraux. Cependant, par le fait d'intégrer dans leurs pratiques les éventualités de rencontrer les maires pour discuter de leur gestion des intérêts municipaux (publics), de questionner ou de dénoncer leurs actions et d'en faire une responsabilité (rôle) primordiale, ces organisations marquent le point de départ d'un processus de participation politique. Lequel tendra vers la constitution d'un «contre-pouvoir» (Fung et Wright, 2005) qui, au niveau local, pourra exécuter le «check and balance» nécessaire pour éviter les éventuels débordements du pouvoir municipal et, du coup, matérialiser l'implication des citoyens dans la politique locale. Avec cela, tous les acteurs de l'espace commun pourraient se mettre à «l'école de la démocratie» et, à mesure que les rôles se précisent, les réponses sont apportées aux questions posées, les organisations, les citoyens et les dirigeants répondent de leurs actes, la participation ne deviendra qu'effective à l'échelle locale et certaines barrières à la constitution de la «force commune» tomberont d'elles-mêmes. Après quoi, il ne restera qu'à vaincre les autres obstacles c'est-à-dire d'éliminer les «effets pervers» de l'échelle locale pour atteindre le pouvoir central.

Évidemment, un tel processus prendra de l'État haïtien l'engagement et l'investissement dans la mise en place des structures aptes à propulser cette dynamique de construction sociale de la démocratie c'est-à-dire d'institutionnaliser les principes de liberté et d'égalité ou, à l'instar de Balibar (1997), d'édifier cette «puissance publique» d'où prennent corps les principes de souveraineté du peuple et de légitimité. Lesquels devraient permettre au peuple d'avoir un contrôle réel sur les décisions prises en son nom ou les remettre en question, le cas échéant. Plus concrètement, il serait question de renforcer, raviver ou instaurer des institutions qui donneraient corps aux valeurs définies dans le cadre constitutionnel haïtien en soutien à ces principes à savoir, la fortification de l'unité nationale, la séparation et la répartition harmonieuse des pouvoirs de l'État au service des intérêts fondamentaux et prioritaires du pays, la restauration du fondement du régime gouvernemental (liberté, le respect des droits humains etc.), la concertation et la participation de la population aux décisions engageant la vie nationale en rendant la décentralisation effective. Il va falloir aussi que les dirigeants se mettent à l'école de la démocratie pour acquérir l'habileté nécessaire à la gestion des conflits afin de maintenir la cohésion et l'équilibre qui sont des garanties à la jouissance des acquis démocratiques cumulatifs pour tous les citoyens. Donc, ils devraient introduire dans leur pratique politique l'art du dialogue démocratique et, ensuite, faire preuve d'une certaine ouverture politique pour écouter et inclure la voix des dirigés, ce qui permettra aux deux parties d'identifier et de limiter l'étendue de leur pouvoir respectif somme toute nécessaire à l'édification des bases solides pour le développement des relations dirigeants/dirigés, représentants/représentés. Parallèlement, des mesures devraient être prise pour éliminer les barrières géographiques et sociales qui séparent les villes de province de la capitale c'est-à-dire de faciliter pénétration inter-villes, zones ou régions et de redistribuer les infrastructures sociales (écoles, hôpital, électricité, eau potable) et administratives sur l'étendue du territoire. La mise en place des structures décentralisées et la réduction des distances géographiques et sociales auront, peut-être, pour effet de réduire l'isolement géographique et social auquel fait face une partie importante de la population et faciliter la participation des organisations socioprofessionnelles et leurs membres dans la prise de décisions locales et nationales. Ce serait également un atout en matière d'apprentissage par la pratique des principes démocratiques, impératif majeur dans les processus de

renouvellement du contenu de la démocratie et nécessaire autant pour les organisations, leurs membres et les dirigeants. À juger par leurs pratiques, l'APVT et le RAMSO semblent déjà s'y mettre.

### **6.3. Les vrais bénéficiaires de l'intervention et des pratiques associatives**

L'intervention des organisations à Trou du Nord part des principes de la participation citoyenne nécessaire au développement de la communauté truvienne et la défense des intérêts de la population truvienne. Les objectifs et les missions Veye Yo de l'APVT et d'accompagnement du RAMSO l'attestent au même titre que l'empreinte de leur intervention sur le cadre physique de la commune représente une preuve visible de leur intervention en faveur des intérêts de Trou du Nord et de sa population. La population truvienne qui bénéficie des services auparavant revendiqués par les organisations (électricité, construction de lycée), qui utilise les routes en terre battue, qui utilise les puits artésiens pour s'approvisionner en eau potable ou qui traverse le pont jeté sur Ravine Charles peut être considérée comme un bénéficiaire potentiel des avantages que procure ces réalisations. Elle en est très reconnaissante puisque le feed-back qu'elle renvoie aux organisations est riche en expériences où elle exprime son soutien et sa reconnaissance à l'endroit des organisations. Les mots utilisés par les membres d'organisation pour exprimer l'existence des liens solidaires entre les organisations et la population truvienne sont : «bon accueil», «soutien», «bonne considération», «reconnaissance de notre travail», «appui» ou «*mache dèyè nou*». Ces qualificatifs témoignent du fait que cette population accepte leur rôle d'intermédiation et leur implication dans la défense des intérêts truviens. À ce niveau, l'intervention des organisations reste une contribution de citoyens poursuivant l'objectif de participation dans la production d'un certain bien-être collectif à l'usage des membres et de la population.

Les citoyens-membres des organisations sont également des bénéficiaires potentiels dans la mesure où les pratiques associatives leur offrent la possibilité d'avoir une emprise sur leur vie privée et une certaine autonomie en les plaçant dans la position de sujet de leur destin. Certains d'entre eux, plus que d'autres, misent sur les avantages personnels qu'ils peuvent tirer de leur engagement alors que d'autres n'y voient qu'une

activité de pure militance dont le but est d'apporter une contribution à un «aller mieux», un «mieux être» ou au développement de la commune. Les premiers définissent des projets et objectifs particuliers à atteindre et, au final, certains d'entre eux parviennent à les concrétiser, participent à des séances de formation où ils acquièrent une certaine compétence politique, tirent des satisfactions personnelles dans la résolution des problèmes collectifs, bénéficient d'un emploi temporaire dans les secteurs d'activité où l'influence des organisations est payante. Mais, qu'ils soient de militants «purs» qui ne tirent de la satisfaction que dans la réussite des projets collectifs, qu'ils s'activent pour atteindre leurs propres objectifs, ils sont tous de potentiels bénéficiaires. Ils sortent tous de leur isolement pour s'intégrer dans une action commune et, par la suite, prennent une responsabilité sociale, acquièrent des vertus civiques et partagent des expériences et des liens de solidarité. De plus, c'est en partageant leurs expériences individuelles et leurs connaissances sur divers aspects de leur réalité proche qu'ils aboutissent à la construction de ce que nous désignons par "espace social citoyen" et, de ce fait, effectuent le passage de leur vécu particulier à une vision plus large des intérêts collectifs. Ce passage se révèle un important préalable à la construction de la démocratie dans la proximité locale et un acquis important pour les citoyens car, en plus de se définir citoyens et d'affirmer leur appartenance à la communauté issue de l'activité commune, ils acquièrent une certaine capacité de "jugement public" qui leur sert de canevas à l'évaluation de l'action des dirigeants.

En ce qui a trait aux organisations, nous avons du mal à les classer dans la liste des bénéficiaires directs en dépit du feed-back positif reçu de la population truvienne car jusqu'ici, elles font face à d'énormes difficultés de fonctionnement et ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs face à l'État. Le RAMSO pourrait y être à l'unique condition de ne tenir compte que de sa participation électorale sans les scores. Chacune d'entre elles se réclame une part d'influence au sein de la collectivité truvienne qui, d'une certaine manière, semble plus payante pour les organisations que les membres veulent l'avouer. Cette emprise et leurs réalisations profitent, certes, à la population truvienne et aux membres mais, l'utilisation qui s'en est faite laisse pressentir la présence d'autres gagnants et des enjeux qui surpassent les rares cas de réussite individuelle ou la satisfaction découlant de la participation dans l'activité commune. Elle conditionne leur

influence dans les décisions politiques locales, augmente leur cote dans les jeux électoraux et représente un atout considérable dans la mobilisation des fonds pour la réalisation des projets et, d'une manière générale, la sollicitude de certains fonctionnaires publics et des élus départementaux ou régionaux (sénateur, maire). À bien considérer les enjeux électoraux, les vrais bénéficiaires de l'intervention des organisations sont les partis politiques d'affiliation et les «amis politiques» qui s'investissent dans la course pour le pouvoir et qui, du fait de considérer les organisations comme leur «base» politique, maintient une certaine forme de dépendance en vertu de laquelle ils les utilisent à bon escient. Ce sont eux qui, en dernière instance, profitent du feed-back populaire à l'endroit des organisations et même de la satisfaction des membres découlant de l'implication des organisations dans la résolution des problèmes collectifs.

En somme, entre l'irresponsabilité de l'État et son incapacité à garantir aux citoyens la condition de vie égalitaire, ces citoyens-membres qui s'activent en vue de conquérir d'autres espaces de citoyenneté sont pris dans les appâts des chasseurs de pouvoir. Leur sollicitude, les ouvertures et les possibilités qu'ils offrent aux organisations sont partie prenante du dispositif par lequel ils les rallient à leur cause et, par conséquent, transforment des actions citoyennes en de simples activités de soutien électoral. Cette posture, une fois endossée, finit par limiter l'action des organisations et, sous le coup des promesses et discours pompeux qui accompagnent les besoins de soutien électoral, prendra le dessus sur l'objectif fondamental de l'action des organisations, la recherche d'une emprise sur la vie publique et privée. Si l'on observe les relations que ces types d'organisations entretiennent avec les pouvoirs politiques ou ces chasseurs de pouvoirs depuis le début de la décennie quatre-vingts, l'on verra que les revendications demeurent inchangées et qu'à chaque moment d'effervescence politique, elles font un retour à la case de départ pour se rendre compte qu'elles n'ont pas pu réellement s'impliquer dans la gestion politique du pays comme elles le prétendaient. C'est l'une des difficultés de la construction de l'espace social citoyen et de la constitution des organisations en interlocuteurs valables face à l'État.

## Conclusion

Rappelons que notre mémoire porte sur l'étude de deux organisations populaires haïtiennes sous l'angle de leur rapport au fonctionnement démocratique et à la citoyenneté. Il s'agit globalement d'associer des pratiques associatives et la citoyenneté en vue de saisir dans la dynamique de fonctionnement et d'action des organisations les chances de succès dans la tâche d'amener leurs membres au plein exercice de leur citoyenneté ou d'identifier les dynamiques de construction d'un espace de citoyenneté dans un contexte démocratique précis. À l'issue d'une première exploration des études portant sur la citoyenneté, nous avons compris que son exercice s'est toujours avéré difficile depuis le premier âge de la démocratie et, qu'en soi, la citoyenneté est loin d'être une notion univoque. Ses référents sont multiples, elle charrie des contextes historiques précis et des réalités différentes et son sens peut varier en fonction des locuteurs qui l'utilisent, ce qui ne nous a laissé que le choix de penser son exercice à l'intérieur d'un contexte social particulier qui, visiblement, est le contexte social haïtien. C'est dire que notre sujet de recherche, *"pratiques associatives et construction d'un espace social citoyen à Trou du Nord"*, est né d'une tentative de conciliation de notre intérêt au choix imposé par l'étude de la citoyenneté.

Compte tenu du caractère contextuel de l'objet de la recherche, des objectifs définis et de notre accent sur l'exercice de la citoyenneté, nous avons dû recourir à des théories plus ancrées susceptibles de nous aider à saisir les liens et les logiques sociales qui participent à la construction de cet espace social citoyen. Les travaux de Lamoureux (1991) et de Barber (1997) nous ont servi de cadre pour identifier les portées et les limites de l'intervention sociale collective (Lamoureux, 1991) vu sous l'angle de l'exercice de la citoyenneté et de la politique de participation (Barber, 1997). Notre hypothèse centrale, *les pratiques associatives sont le vecteur de la construction d'un espace social citoyen à Trou du Nord*, découle de cet exercice. Avec cela, il ne nous restait plus qu'à identifier dans l'action des organisations et la réalité locale les mécanismes d'apprentissage de la pensée commune et le jugement civique dans l'immédiateté des relations que sous-tendent l'activité commune, la délibération et le jugement publics. Pour ce faire, nous avons décliné notre hypothèse centrale en deux hypothèses opératoires en vertu desquels nous avons pu saisir les mécanismes sociaux qui rentrent en jeu dans la construction de

l'espace commun et le développement des relations qui le soutiennent. Notons, par ailleurs, que notre manière d'aborder la citoyenneté (la manière d'organiser socialement la jouissance égale des droits) et son exercice (en relation de dépendance avec les garanties politiques, juridiques et sociales à l'appropriation individuelle de ses principes), nous a imposé une contrainte, celle d'effectuer constamment un va-et-vient entre les prescriptions légales et le vécu concret des citoyens.

De la définition des objectifs et missions des organisations à leur intervention à Trou du Nord, l'APVT et le RAMSO ont constamment prouvé que leur action repose sur le partage d'un intérêt commun qui surpasse tous les enjeux politiques, électoraux et organisationnels, celui de s'impliquer dans la vie politique et sociale de la commune afin de contribuer à son développement. Les projets qui remplissent leurs agendas et leurs prospections socioéconomiques laissent voir qu'elles accordent beaucoup d'importance aux besoins individuels des membres donc, une place particulière à la définition de projets individuels qui peuvent se greffer (ou pas) sur les projets à vocation collective. Dans cette perspective, les pratiques associatives éducatives et revendicatives couplées aux diverses formes d'intervention des organisations à Trou du Nord recèlent un désir individuel d'exercice d'une emprise sur la vie collective (publique) et individuelle (privée) pour épouser autant de formes que de citoyens participant à l'activité commune. Telle est la justification de notre première hypothèse opératoire, *l'engagement dans les organisations offre aux citoyens-membres la possibilité d'élargir leur condition d'exercice de la citoyenneté.*

Dans la mesure où cette participation au développement recèle un enjeu central autour duquel gravite un tas d'objectifs et de projets particuliers conçus en fonction des manques à leur condition citoyenne, l'adhésion aux organisations se révèle un choix effectué par des citoyens cherchant une alternative aux privations qui affectent leur vie et/ou en quête des conditions d'exercice de citoyenneté qui soient différentes de l'habitude de voter régulièrement. Aussi, ont-ils fait une mise en commun de leur conscience des droits et libertés politiques en vue de s'octroyer une emprise sur leur vie privée, la vie collective et sur l'orientation politique du pays d'une manière générale, du moins, ce sont les principaux leitmotivs à l'activité commune pour les personnes



rencontrées. Au gré de leur participation dans l'activité commune, ils finissent par se retrouver dans un amas de relations sociales impliquant les organisations, leurs membres, de dirigeants étatiques (autorités locales et autres dirigeants de l'administration publique) et le reste de la population truvienne. Dans ces relations, l'État, pris dans sa représentation locale ou centrale, est une réalité incontournable : il est désigné à la fois comme problème et comme un maillon essentiel dans les processus de résolutions. Pour leur part, les citoyens-membres d'organisation, à force de subir des influences réciproques dans l'activité commune, parviennent désormais à se concevoir comme des membres à part entière d'une communauté (l'espace de sociabilité), se définissent des rôles, construisent des liens d'interdépendance réciproque, bénéficient de la solidarité et de la reconnaissance mutuelle dans la proximité. De ce fait, nous pouvons considérer les pratiques associatives comme un mécanisme d'intégration par lequel des citoyens parviennent à se définir comme membres d'une communauté mue par le vécu d'un lien civique qui les attache à l'État, à leur lieu de résidence et aux autres citoyens. Ce qui confirme notre deuxième hypothèse opératoire selon laquelle *les pratiques associatives cadrent une tentative d'affirmation de l'appartenance à une communauté de liens fondée sur des intérêts communs*.

Les études de cas faisant état de la transformation des citoyens-membres dans l'activité commune et l'affirmation de leur appartenance à l'espace commun prouvent que ces personnes s'activent au quotidien pour gagner leur place au sein de la collectivité truvienne et, plus largement, au sein de la société haïtienne. Ces citoyens sont en train de braver les barrières sociales à l'exercice de leur citoyenneté dans un contexte sociopolitique où il existe un «État prédateur» (Midy, 1996) qui, au lieu de favoriser l'intégration de tous les citoyens la société, s'érige en principal opposant tout en ignorant les aspirations citoyennes des pans entiers de la population. Ces citoyens-là, ne sont pas seulement en train de revendiquer leur participation ou de dire qu'ils sont prêts à contribuer à la production du bien commun, à la mesure de leur possibilité, ils y participent déjà et, de plus en plus, ils s'affirment en tant qu'acteurs dans la construction sociale et en tant que sujets cherchant à avoir une emprise sur leur destin. Compte tenu de ces données et, d'une manière générale, de l'analyse des mécanismes de construction de l'espace social citoyen, nous ne saurions nier, à l'instar d'Étienne (2007), qu'il existe une

forte conscience citoyenne au sein de la population haïtienne, particulièrement à Trou du Nord. L'une des conclusions que nous pouvons y tirer est que, loin d'être une négation de la conscience citoyenne, l'existence d'un État défaillant peut servir de stimulus pour son renforcement dans le cadre d'Haïti. Cela reflète le fait historique que la citoyenneté en Haïti s'est toujours construite par opposition à l'État (cf. Midy, 1993).

Conclure à l'existence de la démocratie et à l'inexistence des citoyens en Haïti, à notre avis, recèle une certaine dose de fatalité en matière de construction démocratique et de mépris de la Constitution de 1987 qui, malgré ses limitations, jette les bases de sa construction ainsi que les conditions de participation des citoyens. Il ne suffit, certes, d'édicter les règles et principes démocratiques pour clamer que la démocratie est instaurée une fois pour toutes tout comme «l'imposition de la voie des urnes en 1990» (Étienne, 2007) et la *livraison express* (Midy, 1996) en 1995 d'une démocratie sur mesure par des puissances internationales pour fin de consommation nationale – encadrée ou pas – ne signifient ni l'existence d'un État de droit ni la réussite de la construction démocratique. La démocratie est un processus qui prend corps dans le vécu quotidien de la communauté appelée à vivre sous ses principes dans ses hauts et ses bas, et sa construction risque de résulter d'un long processus. Elle requiert également l'apprentissage au quotidien des principes. Cela vaut autant pour l'ensemble des citoyens, les masses que les «élites» qui, dans une telle perspective, peuvent accompagner et/assurer le leadership du processus sans prétention de le faire à l'insu des autres citoyens. L'histoire d'Haïti nous apprend que ces «élites» étaient tellement occupées à conquérir le pouvoir, l'exercer, le maintenir et à reproduire «le modèle d'État de type européen» qu'elles n'ont pas hésité à rejeter la population vivant dans les recoins du pays désignés «pays en dehors» ou dans les périphéries des "grandes" villes dans sa misère, son alphabétisme tout en reproduisant les pratiques qui justifient leur refus de l'accepter comme partie intégrante de la société.

De même, attribuer les moindres faits à l'action des élites et à leur volonté, c'est rejeter la contribution du reste de la société haïtienne dans la reproduction sociale dans l'insignifiance absolue. Il en serait de même avec la demande quotidienne de simples citoyens qui cherchent à s'impliquer dans la construction sociale ou pour ces citoyens-

membres d'organisations qui, avec une forte conscience de leur citoyenneté et des rôles qui leur incombent, livrent un combat quotidien pour se faire entendre, se faire reconnaître ou se créer une place dans leur milieu de vie. Comme l'intervention de l'État dans la mise en place des garanties politiques et sociales nécessaires au plein exercice de la citoyenneté ou pour les intégrer autour d'un projet commun leur fait défaut, ils risquent de passer encore et encore dans l'inaperçu alors que, en passif ou en actif, ils devraient être reconnus et être en mesure de profiter des privilèges citoyens. Au lieu de tenir compte de leur combat et leurs demandes, l'État et les "élites", – particulièrement les élites politiques – les ont toujours considérés comme une masse qui ne peut servir qu'à l'approche des conjonctures électorales et qui sera vite oubliée après le décompte des bulletins de vote ou, au pire des cas, ils tentent par tous les moyens de les mettre hors de l'espace social. À ce propos, l'idée d'un «déficit de citoyenneté» (L. Trouillot, 2001) ou d'un «manque d'inclusion» (Élie, 2006) semble mieux correspondre à la réalité sociopolitique d'Haïti que celle de la non-existence de la citoyenneté.

Tout compte fait, l'espace social citoyen construit à Trou du Nord dévoile ses limites quand il s'agit de prendre en considération des enjeux beaucoup plus larges de la participation citoyenne, de la jouissance des droits, de l'accessibilité aux services. Car, même si les manifestations de ces différents problèmes se posent au niveau local, il demeure aussi vrai que les causes sont externes et relèvent peu des relations tissées entre les quatre composantes déjà identifiées dans le cadre de ce mémoire : a) les organisations, b) les citoyens-membres, c) les dirigeants de l'État et d) la collectivité truvienne. L'espace commun encourt, de ce fait, le risque de ne pas pouvoir répondre aux aspirations des individus et ces derniers, celui de perdre leur espace de sociabilité (communauté) et de référence.

Nous pouvons dire que ces risques ne tiennent pas seulement aux difficultés liées à l'échelle locale où ces deux organismes interviennent. Ils relèvent surtout de la faiblesse des dispositifs participatifs susceptibles de maintenir des liens directs entre les citoyens et l'État, entre les organisations et les assemblées départementales. Cela dit, on peut considérer les conditions politiques et sociales actuelles comme les principales limites au fonctionnement de l'espace social citoyen dans la société haïtienne. Viennent ensuite, le

manque d'ouverture et l'incompétence des représentants locaux; les «chasseurs de pouvoir» qui, avec leur jeu de marchandage électoral, tuent les velléités citoyennes de demande d'inclusion. C'est dire qu'en dépit de la définition formelle d'un cadre participatif, la construction d'un espace social citoyen ne peut avoir lieu en se basant seulement sur les textes de lois. Il est impératif que se développent aussi des pratiques citoyennes d'inclusion, de lutte contre la pauvreté et les inégalités. En somme, les constats faits tout au long de ce mémoire plaident d'un côté, pour le renforcement d'un État de droit en Haïti et, de l'autre, pour une plus grande intervention de sa part en vue d'intégrer la population et de construire de meilleures conditions pour l'exercice de la citoyenneté.

## Bibliographie

- ANDRÉANI, Tony (1994). «Démocratie représentative, démocratie délégative, démocratie directe», dans Bidet J. (dir.), Les paradigmes de la démocratie. Paris. PUF. Pp. 181-199.
- BACQUÉ, Marie-Hélène, REY, H. et SINTOMER, Y. (2005). «La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique? Dans Bacqué, Marie-Hélène, Rey, H. et Sintomer, Y. (sous la direction de) Gestion de proximité et démocratie participative. Paris. La Découverte.
- BALIBAR, Étienne (2003). «Le principe démocratique» dans Dubois, Jean-Pierre et Vergiat, Marie-Christine (2003). Refonder la citoyenneté : démocratie politique et démocratie sociale. Bordeaux (France). Éd. Le bord de l'eau. Pp. 35-48.
- BARBER, J. Benjamin (1997). Démocratie forte. Paris. Desclée de Brouwer.
- BARTHELEMY, Gérard (1992). Les duvaliéristes après Duvalier. L'Harmattan, Paris.
- BARTHÉLEMY, Gérard (1993). "Le discours duvaliériste après Duvalier" dans Barthélemy, Gérard et Girault, Christian (sous la dir. de). (1991). La république haïtienne. État des lieux et perspectives. Paris. ADEC-KARTHALA, pp.179-189.
- BARTHÉLEMY, Gérard et GIRAULT, Christian (sous la dir. de). (1991). La république haïtienne. État des lieux et perspectives. Paris. ADEC-KARTHALA.
- BAUDART, Anne (2005). Qu'est-ce que la démocratie. Paris. Librairie philosophique J. Vrin.
- BEAUD Stéphane et WEBER Florence. «Choisir un thème et un terrain», dans Guide de l'enquête de terrain. Coll. Repères. Ed. La Découverte. Paris, 1998. pp 23-58.
- BECK, Ulrich (2001). La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité. Paris. Flammarion.
- BECKER Howard S. Inventer chemin faisant; comment j'ai écrit Les mondes de l'art. Dans Daniel Mercure (dir.), l'analyse du social. Les modes d'explication. Québec, Presses de l'Université Laval, 2005. pp 57-73.
- BECKER, Howard S. (2004) «Épistémologie de la recherche qualitative » dans Alain Blanc et Alain Pessin, L'art du terrain. Mélanges offerts à Howard S. Becker, Paris, L'Harmattan, p.59-89.
- BERSTEIN, Serge (199). Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XXe siècle. Pour une histoire comparée du monde développé. Paris. Hachette.
- BIDET, Jacques (1994). Les paradigmes de la démocratie (sous la direction de). Paris. PUF.
- BLANCO I FILLOLA, Ismael (2005). « Les jurys citoyens en Espagne : vers un nouveau modèle de démocratie locale » Dans Bacqué, Marie-Hélène, Rey, H. et Sintomer, Y. (sous la direction de) Gestion de proximité et démocratie participative. Paris. La Découverte.
- BLONDIAUX, Loïc (2005). « L'idée de démocratie participative: enjeux, impensés et questions récurrentes, dans M.-H. Bacqué, H. Rey et Y. Saintomer (sous la direction de), Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative. Paris. La Découverte. Pp. 119-137.
- BLOT, Louis Gabriel (2004). L'Église catholique dans l'espace socio-politique haïtien. Thèse de doctorat présenté au département de Sociologie de la FAS. Mars 2004.
- BOIVERT, Y., HAMEL, J., MOLGAT, M. (sous la dir. de). (2000). Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation. Québec. LIBER, 2000.

- BOURDIEU, Pierre (1984). Espace social et genèse des classes. Actes de la recherche en sciences sociales, Vol. 52, numéro 1, pp. 3-14. Source : <http://www.persee.fr>.
- BRISSON, Elisabeth et al. (2000). Démocratie, citoyenneté et héritage gréco-romain. Paris. Éditions Liris.
- BRUTUS, Nora (2005). Réforme agraire dans la Vallée de l'Artibonite (1996-1998) : échec du modèle d'exploitation agricole familiale. Mémoire présenté à la Faculté des Sciences Humaines, FASCH (UEH) pour l'obtention du grade de licenciée en Sociologie.
- CADET, Charles L. (1996). Crise, paupérisation et marginalisation dans l'Haïti contemporaine. UNICEF. [s.l].
- CAILLÉ, Alain. (2005). « Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme ». Dans Malaise de la démocratie, le spectre du totalitarisme, Revue du MAUSS, # 25. Paris. La découverte.
- CASTOR, Suzy (1997). Décentralisation et processus démocratique. PauP. CRESFED.
- CASTOR, Suzy (1998). L'occupation américaine d'Haïti. Port-au-Prince. Deschamps.
- CHARLES, Etzer (1994). Le pouvoir politique en Haïti de 1957 à nos jours. Karthala.
- CHARMES, Jacques. (2002). Les indicateurs de développement humain en Haïti. Cahier No 2, Juin 2002.
- COHEN-TANUGI, Laurent. (1989). La Métamorphose de la démocratie. Paris. Odile Jacob.
- CONSTANT, Fred (1998). La citoyenneté. Paris. Montchrestien.
- CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI. 1987.
- CORCUFF, Philippe (2005). « Le pari démocratique à l'épreuve de l'individualisme contemporain ». Dans Malaise de la démocratie, le spectre du totalitarisme, Revue du MAUSS, # 25. Paris. La découverte.
- COUTROT, Thomas. (2005). Démocratie contre capitalisme. Paris. La Dispute/SNÉDIT.
- D'IRIBARNE, Philippe (1996). Vous serez tous des maîtres. La grande illusion des temps modernes. Paris. Éd. du Seuil.
- DAUDET, Yves (dir.). (1996). La crise d'Haïti (1991-1996). Paris. Montchrestien.
- DE COSTER, Michel, BAWIN-LEGROS, Bernadette, PONCELET, Marc (2007). Introduction à la sociologie. Bruxelles. De Boeck Université. 5<sup>ème</sup> édition.
- DELINCE, Kern (1993). Les forces politiques en Haïti. Paris. Karthala-Pegasus Book.
- DESHOMMES, Fritz (2004). Décentralisation et collectivités territoriales en Haïti : un état des lieux. P-au-P. Imprimeur II, coll. Cahiers universitaires.
- DESLAURIERS, Jean-Pierre (1997). « L'induction analytique » Dans Poupart Jean (coordonnateur) et al., la recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques. Gaëtan Morin. Montréal.
- DEWIND J. et KINLEY III D. (1988), Aide à la migration- L'impact de l'assistance internationale en Haïti. Les Éditions du CIDIHCA.
- DORNA, Alexandre et GEORGET, Patrice (2004). « Tableau d'un malaise démocratique du point de vue de la psychologie politique » dans A. Dornat et P. Georget (sous la direction de) : la démocratie peut-elle survivre au XXI<sup>e</sup> siècle? Psychologie politique de la démocratie Paris. In Press. Pp 19-60.
- DOURA, Fred (2001). Économie d'Haïti: dépendance, crises et développement. Montréal. Les éditions DAMI.

- DUBET, François et MARTUCCELLI Danilo (1998). Dans quelle société vivons-nous. Paris. Les Éditions du Seuil.
- DUBOIS, Jean-Pierre et VERGIAT, Marie-Christine (sous la dir. de). (2003). Refonder la citoyenneté. Démocratie politique et démocratie sociale. Paris. Bord de l'Eau.
- DUCHASTEL, Jules (2000). « De l'universel au particulier. De l'individu à la citoyenneté incorporée » dans Boivert, Y., Hamel, J., Molgat, M. (sous la dir. de). Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation. Québec. LIBER, 2000. pp. 37-52.
- DUMONTIER, Pascal (2005). « Considérations actuelles sur la démocratie ». Dans La guerre de la liberté, no 2, Juin 2005.
- ELIE, Jean Rénol (1991). Asanble yo nan Konstitisyon 87 la/ la participation menacée, GHRAP. Port-au-Prince/Haïti en Marche, vol 5, nos 6 et 8.
- ELIE, Jean Rénol (1993). Keksyon patisipasyon an nan kad Konstitisyon 87 la. Port-au-Prince. Group inisyativ pou tabli yon group Refleksyon, Fòmasyon, Rechèch ak difizyon.
- ELIE, Jean Rénol (2006). Participation, décentralisation, collectivités territoriales en Haïti. La problématique. Port-au-Prince. PAPDA.
- ETIENNE, Sauveur P. (1997). Haïti : l'invasion des ONG. Canada. Les Éditions du CIDIHCA.
- ETIENNE, Sauveur Pierre (1999). Haïti. Misère de la démocratie. CRESFED-L'HARMATTAN. Paris.
- ÉTIENNE, Sauveur Pierre (2007). L'énigme haïtienne. Échec de l'État moderne en Haïti. Montréal. Presses de l'Université de Montréal-Mémoire d'encrier.
- FUNG, Archon, Wright Erich Olin (2005). « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative et délibérative ». Dans Bacqué, Marie-Hélène, Rey, H. et Sintomer, Y. (sous la direction de) Gestion de proximité et démocratie participative. Paris. La Découverte.
- GAY, Thomas (2004). L'indispensable de la sociologie. Studyrama. France.
- GODBOUT, Jacques T. (1990). « Démocratie directe et démocratie représentative : à propos de Démocraties de Jean Baechler » dans Les sauvages étaient-ils démocrates. Le problème de la vengeance, Revue du MAUSS no. 7, nouvelle série, Premier trimestre 1990. Paris. La Découverte.
- GODBOUT, Jacques T. (2001). « Gouvernance, participation et métarègle » dans L. Cardinal et C. Andrew, La démocratie à l'épreuve de la gouvernance. Canada. Les presses de l'Université d'Ottawa. 2001, pp. 129-127.
- GOSSELIN, Stéphane (2005). La citoyenneté cosmopolite en pratique : analyse des limites et des possibilités. Mémoire de maîtrise en Sociologie présenté à la Faculté des Arts et des Sciences de l'UdeM.
- HAMEL, Jacques (2000). « À propos de l'échantillon. De l'utilité de quelques mises au point » dans Bulletin de méthodologie sociologique, no 67, pp 35-41.
- HECTOR, Cary (1993). « Anti-duvaliérisme et demande de démocratie » dans Barthélemy G. et Girault C. (1993), la république haïtienne : état des lieux et perspectives. Paris. Karthala. Pp.192-195.
- HENTSCH, Thierry (2000). « La citoyenneté : exercice impossible, idée nécessaire » dans Boivert, Y., Hamel, J., Molgat, M. (sous la dir. de). Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation. Québec. LIBER, 2000. pp. 27-36.

- HERZOG, Philippe et al. (1995). *Quelle démocratie, quelle citoyenneté*. Paris. Les éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières.
- HOWARD, Dick. (2005). « La démocratie n'est pas une politique ». Dans *Malaise de la démocratie, le spectre du totalitarisme*, Revue du MAUSS, # 25. Paris. La découverte.
- HURBON, Laënnec (2001). *Pour une sociologie d'Haïti au XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris. Karthala.
- HURBON, Laënnec (1987). *Comprendre Haïti. Essai sur l'État, la nation, la culture*. Paris. Karthala.
- INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUES ET D'INFORMATIQUE (IHSI). (2004). *Résultats du IV<sup>ème</sup> recensement de la population et de l'habitat*. Port-au-Prince. IHSI.
- JEAN, Gracien, JOSEPH, Jean Énock, FAGART, Thierry (2006). *La problématique des quartiers populaires et l'institutionnalisation de la démocratie en Haïti*. Port-au-Prince. Centre Pétion-Bolivar.
- JEAN, Jean-Claude et MAESSCHALCK (1999). *Transition politique en Haïti. Radiographie du pouvoir lavalas*. Montréal-Paris. L'Harmattan.
- JOXE, Alain. (2005). « Démocratie et globalisation ». Dans *Malaise de la démocratie, le spectre du totalitarisme*, Revue du MAUSS, # 25. Paris. La découverte.
- LAMOUREUX, Henri (1991). *L'intervention sociale collective. Une éthique de la solidarité*. Québec. Les Éditions Pommier.
- LAMOUREUX, Henri (1996). *Le citoyen responsable. L'éthique de l'engagement social*. Québec. VLB Éditeur.
- LAMOUREUX, Henri (1999). *Les dérives de la démocratie. Questions à la société civile québécoise*. Québec. VLB Éditeur.
- LAMOUREUX, Jocelyne (2001). « Marges et citoyenneté », dans *l'exclusion : changement de cap. Sociologie et sociétés*, vol XXXIII, No 2, automne 2001. Presses de l'université de Montréal. Pp.29-47.
- LAPIERRE, Anne (1997). « La théorisation ancrée (grounded theory) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées ». Dans Poupart Jean (coordonnateur) et al., *la recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Gaëtan Morin. Montréal.
- LE GOFF, Jean-Pierre (2003). *La démocratie post-totalitaire*. Paris. La Découverte.
- LE GOFF, Jean-Pierre. (2005). « Naissance et développement de la démocratie post-totalitaire » dans *Malaise de la démocratie, le spectre du totalitarisme*, Revue du MAUSS, # 25. Paris. La découverte.
- MAGNETTE, Paul (2001). *La citoyenneté. Une histoire de l'idée de participation civique*. Bruxelles. Établissement Emile Bruylant.
- MANIGAT, Leslie (1995). *La crise haïtienne contemporaine*. PauP. Éd. des Antilles.
- MCALL, Christopher (1995). *Les murs de la cité : territoires d'exclusion et espaces de citoyenneté*. Lien social et politiques n° 34, 1995, p. 81-92.
- MCALL, Christopher (1999). *L'état des citoyens et la liberté des marchés*, dans *Sociologie et sociétés*, vol. XXXI, n° 2, pp.27-40.
- MEF-IHSI. (1995). *Indicateurs socio-démographiques en Haïti (1990-1995)*.
- MIDY, Flanklin (1993). "Changement et transition" dans Barthélemy, Gérard et Girault, Christian (sous la dir. de). (1991). *La république haïtienne. État des lieux et perspectives*. Paris. ADEC-KARTHALA, pp.195-212.



- MIDY, Franklin (1996). «La transition vers la démocratie : lever les obstacles ou poser les fondements» dans Hurbon, L. (sous la dir. de), Les transitions démocratiques. Actes du colloque international de Port-au-Prince. Paris. Syros.
- MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE. (1990). Décentralisation et pouvoir locaux.
- MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE. (2004). *Carte de la pauvreté d'Haïti*. Version 2004.
- MOISE, Claude (1990). Constitutions et luttes de pouvoir en Haïti. Montréal. CIDIHCA.
- MOISE, Claude (1993). "La Constitution de 1987 et l'évolution politique" dans Barthélemy, Gérard et Girault, Christian (sous la dir. de). (1991). La république haïtienne. État des lieux et perspectives. Paris. ADEC-KARTHALA, pp.153-170.
- MOISE, Claude (1994). Une constitution dans la tourmente. Le nouveau régime politique haïtien (1987-1993). Montréal. IMAGES.
- MOISE, Claude et OLIVIER, Émile (1992). Repenser Haïti. Grandeur et misères d'un mouvement démocratique. Montréal. CIDIHCA.
- MOREAULT, Francis (1999). Citoyenneté et représentation dans la pensée politique de Hannah Arendt, dans Sociologie et sociétés, vol. XXXI, n° 2, pp. 175-190.
- MOUFFE, Chantal (1994). Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle. Paris. La Découverte/MAUSS.
- OPC (Office de la protection du citoyen). (2007). Rapport annuel aux trous pouvoirs de l'État. Exercice 2003-2004. Port-au-Prince. H. Deschamps.
- PÉAN, Leslie J.-R. (2003). Haïti, économie politique de la corruption. De Saint-Domingue à Haïti 1970-1870. Paris. Maisonneuve et Larose.
- PIERRE, Alfred (2001). Organisations populaires et changements sociaux en Haïti. Le cas de l'Accul du Nord, 1986-2000. Mémoire présenté à la Faculté d'Ethnologie (UEH) pour l'obtention du grade de licencié en Anthro-po-sociologie.
- PIERRE-CHARLES, Gérard (1996). « Re-fondation de la démocratie en Haïti » dans Hurbon Laënnec (dir.). Les transitions démocratiques, Paris, Syros, 1996.
- PIRES, Alvaro P. (1997). « De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales ». Dans Poupert Jean (coordonnateur) et al., la recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques. Gaëtan Morin. Montréal. 1997.
- POUPART, Jean (1997). «L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques ». Dans Poupert Jean (coordonnateur) et al., la recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques. Gaëtan Morin. Montréal. 1997.
- QUIVY, Raymond et VAN CAMPENHOUDT, Luc. Manuel de recherche en sciences sociales. 3<sup>e</sup> édition. Dunod. Paris. 2006.
- RICHARD, Pierre (1995). Le temps des citoyens. Paris. PUF.
- ROCHLITZ, Rainer (1994). « Les bases normatives de la démocratie », dans Bidet J. (dir.), Les paradigmes de la démocratie. Paris. PUF. Pp. 19-29.
- RÖCKE, Anja et SINTOMER, Yves (2005). «Les jurys citoyens berlinois et le tirage au sort: un nouveau modèle de démocratie participative ». Dans Bacqué, Marie-Hélène, Rey, H. et Sintomer, Y. (sous la direction de) Gestion de proximité et démocratie participative. Paris. La Découverte.

- ROMAN, joël (1995). «Une société citoyenne» dans Hergoz, P. et al., Quelle démocratie, quelle citoyenneté, Paris. Les Éditions de l'Atelier/Éd. Ouvrières. Pp. 59-85.
- ROSANVALLON, Pierre (2006). «Les malaises de la démocratie française », dans Enjeux-Les Échos (entrevue), 2 décembre 2006.
- ROSANVALLON, Pierre (2006). «Les problèmes de la démocratie: histoire et présent ». Dans Revue Malpensante/Colombie (entrevue), 20 septembre 2006.
- SAINT-GÉRARD, Yves (2004). Haïti 1804-2004 : entre mythes et réalités. Paris. Éditions du Félin.
- SCHNAPPER, Dominique (1994). La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation. Paris. Gallimard.
- SCHNAPPER, Dominique, C. BACHELIER (avec la coll. de) (2000). Qu'est-ce que la citoyenneté. Paris. Gallimard.
- SMARTH, Luc (1998). Les organisations populaires en Haïti. Une étude exploratoire de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. CRESSDIP-CIDIHCA.
- STRAUSS, Anselm et CORBIN Juliet (2003). «L'analyse des données selon la Grounded theory. Procédures de codage et critères d'évaluation » dans Daniel Céfai (dir.), l'enquête de terrain. Coll. Mauss. Paris, La Découverte. Pp 363-379.
- THUOT, Jean-François (1998). La fin de la représentation et les formes contemporaines de la démocratie. Québec. Nota Bene.
- TOSEL, André (1994). «L'antinomie de la démocratie», dans Bidet J. (dir.), Les paradigmes de la démocratie. Paris. PUF. Pp. 137-148.
- TOURAINÉ, Alain (1997). Pourrons-nous vivre ensemble. Égaux et différents. Paris. Fayard.
- TROUILLOT, Lionel (2001). Haïti, (Re)penser la citoyenneté. Delmas. Les éditions HSI.
- TROUILLOT, Michel-Rolph (1996). « Démocratie et société civile » dans Hurbon Laënnec (dir.) : les transitions démocratiques. Pp 225-231.
- ULYSSE, Pierre-Joseph (2002). Genèse et mutations de l'idée de citoyenneté américaine. Une lecture sociologique des rapports minoritaire-majoritaire. Thèse de doctorat présentée à la faculté des études supérieures. Septembre 2001.
- WEINSTOCK, Daniel. (2000). «La citoyenneté en mutation» dans Boivert, Y., Hamel, J., Molgat, M. (dir.). Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation. Québec. LIBER, 2000. pp. 15-26.

## **Annexes**

## **Annexe 1 : Grille d'entrevue**

### **Thème 1. Profil sociodémographique de l'interviewé**

Identification personnelle (âge, sexe, niveau d'étude, profession, fonction)  
Position occupée au sein de l'organisation (simple membre ou responsable)  
Parcours individuel au sein de l'organisation (depuis combien de temps).  
Motivations et attentes  
Réalisations ou bénéfices personnelles dues à son engagement.

### **Thème 2. Profil de l'organisation**

Contexte et conditions d'émergence (enregistrement formel)  
Modalités de recrutement  
Objectifs, motivations particulières et revendications principales  
Membres (quantité au début et actuellement)  
Moyens de fonctionnement (financement, réunion, prise de décision...)  
Histoire de l'organisation (variation dans les objectifs et actions, quantité de membres, et stratégies...)  
Principaux interlocuteurs (directs/locaux, au niveau du département et au niveau national)  
Activités particulières : alliances, financement  
Affiliations politiques et alliances conjoncturelles (élections, après 86, entre 91-94, (1994-2004), 2004 à date)

### **Thème 3. Rapports socio-communautaires**

Relations entre l'association et les responsables politiques (maire, député, sénateurs, délégué...)  
Les ONG et le reste de la communauté  
Affiliation avec les partis politiques ou un regroupement d'associations  
Position de l'organisation et actions entreprises lors des conjonctures électorales

### **Thème 4. Évaluation des actions et réalisations de l'organisation**

Sur le plan individuel (revendications et résultats, face à quel interlocuteur et à quel moment, démarches et procédures)  
Pour l'organisation (regard porté sur l'organisation par rapport à sa lutte et ses revendications, réalisations, démarches et procédures)  
Pour la communauté (réalisations bénéfiques ou pas pour la population)  
Influences constatées dans la prise des décisions (à quel moment et face à quels interlocuteurs, les procédures)  
Position de l'organisation et/ou personnelle par rapport à la situation du pays

## **Annexe 2. Formulaire de consentement**

**Titre de la recherche :** *Pratiques associatives et construction d'un espace social citoyen à Trou du Nord (HAÏTI).*

**Chercheur :** Nora Brutus, Étudiante, Département de Sociologie, Université de Montréal

**Directeur de recherche :** Pierre-Joseph, Ulysse, Professeur adjoint, Département de Service social, Université de Montréal

### **A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS**

#### **1. Objectifs de la recherche**

Ce projet vise à comprendre les logiques qui sous-tendent l'engagement citoyen dans la vie associative dans la ville de Trou du Nord (Haïti). Pour ce faire, nous nous proposons : 1) d'analyser les différentes formes associatives, les modalités d'engagement, les revendications et les actions qui en découlent ; 2) d'étudier les liens existant entre les pratiques associatives et les mécanismes institutionnels d'exercice de citoyenneté ; 3) de dégager les rapports entretenus par ces associations entre-elles, avec les instances politiques et/ou étatiques locales et avec le reste de la population.

#### **2. Participation à la recherche**

Votre participation à cette recherche consiste à m'accorder un entretien d'une durée maximale de deux heures au cours duquel vous aurez à me fournir des informations personnelles (age, sexe, profession etc.) et des informations plus générales relatives à l'organisation dont vous êtes membre.

Cet entretien se fera chez vous, dans l'organisme ou dans un lieu de votre choix selon la tranche d'horaire qui vous convient. Il faut toutefois que le lieu choisi ne pose aucun problème à l'enregistrement (par exemple, éviter un lieu bruyant).

#### **3. Confidentialité**

Les renseignements qui sortiront de notre entretien resteront confidentiels. Ils seront traités de manière anonyme dans l'analyse. L'enregistrement ne sera pas utilisé à des fins de publications sonores. Les données seront gardées pendant sept ans dans un classeur et les bandes sonores seront détruites après la recherche.

#### **4. Avantages et inconvénients**

En participant à cette recherche vous contribuerez à la production de nouvelles connaissances sur l'action des organisations et leur participation à la construction de la démocratie en Haïti.

#### **5. Droit de retrait**

Votre volonté de participer est primordiale pour cette recherche. Cette volonté est garantie par la liberté de décider de participer ou de ne pas participer. De plus, même après votre consentement, vous disposez encore – et en tout temps – le droit de ne plus vouloir participer sans justification et sans préjudice et vous avez le droit de nous demander que des renseignements déjà fournies soient supprimées et/ou exclues de l'analyse.

Si vous décidez de vous retirer de la recherche, veuillez nous contacter au numéro de téléphone indiqué. Par la suite vos renseignements seront supprimés et exclus de nos analyses.

## **B) CONSENTEMENT**

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.

Après réflexion, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Signature : ..... Date : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur : .....Date : .....

Nom : ..... Prénom :..... ..

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec Madame Nora Brutus, Étudiante au département de Sociologie de l'Université de Montréal, aux numéros de téléphone suivants : (514) 343-6532 poste 45090 (Montréal), (509) 658 4868 (Haïti) ou par courriel.

Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal, au numéro de téléphone (514) 343-2100 ou à l'adresse courriel [ombudsman@umontreal.ca](mailto:ombudsman@umontreal.ca) (**l'ombudsman accepte les appels à frais virés**).